

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
CONDITION ÉCONOMIQUE & JURIDIQUE

du personnel ouvrier des Arsenaux
et Établissements hors ports de la Marine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 12 Novembre 1909, à 3 heures

PAR

Louis RIBEYROL

Président : M. SAUZET, professeur
Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

CONDITION ÉCONOMIQUE & JURIDIQUE

du personnel ouvrier des Arsenaux
et Établissements hors ports de la Marine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 12 Novembre 1909, à 3 heures

PAR

Louis RIBEYROL

Président : M. SAUZET, professeur

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

Condition Économique et Juridique

D U

PERSONNEL OUVRIER DES ARSENAUX
ET ÉTABLISSEMENTS HORS PORTS DE LA MARINE

Cette étude a pour objet la condition économique et juridique du personnel ouvrier des arsenaux et établissement hors ports de la marine.

Le choix de ce sujet nous a été dicté par deux raisons.

L'organisation générale de notre marine a été dernièrement l'objet de vives critiques et l'opinion publique s'était émue de certaines révélations. Le ministère Clemenceau est tombé à la suite d'une enquête parlementaire qui devait vérifier ce que de tels reproches avaient de fondé. Les arsenaux et autres établissements maritimes, le travail sur les chantiers navals de l'Etat, la situation du personnel ouvrier

qui s'y trouve employé sont autant de questions qui intéressent l'organisation générale de la marine.

D'autre part le Parlement se préoccupe de donner un statut aux fonctionnaires publics et plus généralement à tous les employés de l'Etat. Les ouvriers des arsenaux et établissements rentrent dans cette dernière catégorie : à ce titre, il est intéressant d'étudier leur situation juridique vis-à-vis de l'Etat.

Le littoral de la France est divisé en cinq arrondissements maritimes ayant pour chefs-lieux le I^{er} Cherbourg, le II^e Brest, le III^e Lorient, le IV^e Rochefort et le V^e Toulon. Ces chefs-lieux sont en même temps des ports militaires, des centres administratifs et des arsenaux maritimes.

Les établissements hors des ports sont les fonderies de la Chaussade (Guérigny) et de Ruelle, et l'usine d'Indret.

La flotte a en outre aux colonies un certain nombre de points d'appui, tels qu'Alger, Bizerte, Dakar, Saïgon, etc.

On entend par arsenal l'ensemble des ateliers, magasins, bassins, etc., qui dépendent d'un port de guerre. C'est là que se préparent les éléments qui doivent constituer la flotte. Cet ensemble est entouré d'un mur de clôture. Toutefois un certain nombre de services sont parfois établis en dehors de l'enceinte de l'arsenal, par exemple les casernes, les bureaux, les prisons, les hôpitaux, etc.

On entend par établissements hors ports les usines et ateliers de la marine situés en dehors de nos ports de guerre. On y fabrique certains produits destinés à la flotte.

Les arsenaux font les constructions et réparations navales. Il en est ainsi en temps de paix du moins, car, en temps de guerre, ils feraient seulement les réparations navales, car ils ne pourraient évidemment terminer la construction des unités nouvelles avant la fin d'une guerre. Chaque arsenal est aujourd'hui spécialisé dans une certaine mesure : Rochefort, Lorient et Brest font surtout les constructions neuves, Cherbourg et Toulon les armements et les réparations. Les principaux travaux exécutés dans les établissements hors ports sont la fonte des plaques de blindage et des obus.

Historique de l'organisation des arsenaux et établissements hors ports de la marine et de la condition du personnel ouvrier employé.

Comme étude préliminaire de notre travail, nous présenterons l'histoire de l'organisation générale des arsenaux et établissements hors ports de la marine et nous montrerons quelle fut suivant les époques la situation tant économique que juridique des ouvriers qui y furent employés.

Cet exposé sera souvent aride. Cette considération ne nous a pas arrêté. Un travail qui a pour objet une institution aussi vieille que les arsenaux et les établissements hors ports de la marine ne peut être complet qu'à la condition d'en étudier l'histoire même. Un tel exposé présente encore d'autres éléments d'intérêt. Il met nettement en relief tout ce qui reste du passé dans l'organisation actuelle de nos

arsenaux et autres établissements maritimes. Il permet de comprendre certaines anomalies inexplicables de la situation de ces ouvriers, telles que le régime des retraites à forme militaire aujourd'hui encore applicable à ce personnel. Il fait prévoir enfin dès le seuil de ce travail les modifications indispensables au rajeunissement de l'archaïque réglementation de cette branche si importante de notre marine. Bien souvent, nous aurons l'occasion de nous reporter à cette étude préliminaire.

La marine française ne date à proprement parler que du règne de Louis XIV. Ce fut Colbert qui l'organisa à partir de 1669, date à laquelle, après avoir été ministre des Finances et fait décupler le budget de la Marine, il eut la direction effective des affaires maritimes.

Pour constituer une flotte, Colbert s'adressa tout d'abord aux pays étrangers : en Suède, en Hollande, en Toscane, à Gênes, mais il ne tarda pas à assurer à la marine les moyens qui lui permirent de suffire à elle-même : il attira les ouvriers étrangers employés aux constructions navales ; par l'ordonnance d'août 1669 sur les eaux et forêts, il réserva aux chantiers français les bois de construction et de mâture récoltés en France ; il nationalisa de même l'industrie de la fabrication du goudron et de la fonte des canons ; il créa les arsenaux maritimes.

Pour le recrutement des marins et des ouvriers

des arsenaux, il renonça aux levées faites par arrestations qui se pratiquaient avant lui, il créa l'inscription maritime et introduisit ainsi dans la marine le principe du service obligatoire pour tous les hommes des régions voisines de la mer et le principe de l'égalité de tous devant cette obligation.

La police générale des arsenaux fut réglementée par une ordonnance du 6 octobre 1674.

L'ordonnance qui fut rendue quelques années après la mort de Colbert, le 15 avril 1689, ne fut que la codification des mesures prises par lui sous son ministère.

A la tête de chaque arsenal était placé un intendant secondé par un commissaire général qui le remplaçait en cas d'absence. L'intendant avait sous ses ordres : le commissaire du magasin général avec le garde-magasin général, le commissaire des constructions, le commissaire des radoub et carènes, le commissaire de l'artillerie, le commissaire de l'hôpital, le capitaine du port, les contrôleurs, des écrivains dans chaque service ou détail. L'intendant était aidé par le conseil des constructions et par des inspections temporaires faites par l'inspecteur général des constructions et le commissaire général de l'artillerie de marine. L'intendant était directeur général de l'arsenal chargé de la justice, de la police, de l'administration financière (personnel et matériel), il était chef de tous les officiers ou fonctionnaires des

ports, il dirigeait les constructions, faisait les achats de bois nécessaires et fixait le nombre des ouvriers à employer, il dirigeait les armements, déterminait le nombre des officiers mariniens et des matelots nécessaires à chaque bâtiment à armer, faisait délivrer le matériel, il dirigeait les désarmements, il avait la haute main sur la comptabilité, les revues, les fonds d'achat, de solde des ouvriers ou des travaux à prix faits. En l'absence de l'intendant, tous ses pouvoirs étaient exercés par le commissaire général.

Les autres hauts fonctionnaires des arsenaux avaient pour attributions : le commissaire du magasin général : l'achat, conservation et délivrance de toutes les matières ou du matériel en magasin ; le commissaire des constructions : l'exécution des constructions neuves ; le commissaire des radoub et carènes : l'entretien et les travaux de réparation des bâtiments ; le commissaire de l'artillerie : les fontes et épreuves des canons et matériaux employés à la construction des canons, mortiers, armes et munitions, la garde des magasins de poudres et des magasins des bouches à feu dits salles d'armes ; le capitaine de port : la garde et la conservation des vaisseaux, l'amarrage, le mouvement du port et le mouvement de radoub, les travaux de gréement ; le commissaire de l'hôpital : la direction administrative de l'hôpital, les mesures d'ordre et d'hygiène ; le contrôleur : l'inspection des

recettes et dépenses, l'achat et l'emploi des marchandises, du travail des ouvriers.

Les attributions du conseil de construction portaient sur les devis des bâtiments et sur la surveillance de la construction et de l'entretien. Ce conseil était composé d'un amiral, de vice-amiraux, de lieutenants généraux ou commissaires généraux, de chefs d'escadre, d'un inspecteur, d'un chef de port et d'un contrôleur.

L'inspecteur des constructions, qui était seul pour les trois ports, inspectait les travaux de construction, d'entretien et de réparation des bâtiments et s'occupait spécialement de l'approvisionnement, la recette et la conservation des bois.

Les commissaires généraux de l'artillerie de la marine, qui étaient au nombre de deux, l'un au Ponant, l'autre au Levant, présidaient aux travaux de fabrication des canons.

En ce qui concerne les ouvriers des arsenaux et leur situation, l'ordonnance de 1689 n'est pas très explicite. On y rencontre cependant quelques dispositions du genre de celles-ci :

« Les ouvriers travaillant à la journée dans le parc commenceront leur travail pendant l'hiver à 7 heures du matin, et ils finiront à 6 heures du soir ; en été, ils commenceront à 5 heures et finiront à 8.

« Il leur sera donné une demi-heure le matin pour le déjeuner, une heure entière depuis 11 heures jus-

qu'à midi pour le dîner, et une autre demi-heure pour la collation, qui sera retranchée dans les mois d'hiver et dans ce temps-là les ouvriers ne feront que deux repas ; le déjeuner et la collation se feront toujours dans le parc, sans qu'il soit libre d'en sortir pour ce sujet.

« Sa Majesté voulant augmenter le nombre des ouvriers, il sera observé que, sur celui de 10 maîtres charpentiers, il y ait 1 jeune apprenti et 1 autre sur 10 maîtres calfats (1), auxquels apprentis il sera donné 5 sols par jour pour leur subsistance, et cette paye leur sera augmentée à proportion qu'ils se rendront capables dans leur métier sans qu'il soit permis aux maîtres pour lesquels ils travailleront, de rien exiger d'eux sous quelque prétexte que ce soit. »

Pour avoir des données précises sur la situation des ouvriers des arsenaux, il faut consulter l'ordonnance en date du 27 septembre 1776. Et encore, cette ordonnance, très claire en ce qui concerne l'organisation des divers services des arsenaux, est loin d'être aussi précise quand il s'agit de la condition des ouvriers des arsenaux. Suivant quel mode, au juste, ces ouvriers étaient-ils recrutés, c'est ce que le texte de l'ordonnance ne permet pas de saisir absolument. On y trouve que l'officier qui dirigeait le port

1. Le calfat était l'ouvrier qui bouchait avec de l'étoupe les joints, les trous, les fentes d'un bâtiment et l'enduisait de poix, de goudron, pour empêcher que l'eau n'y entrât.

ordonnait la levée des ouvriers ou journaliers, s'il ne s'en trouvait pas dans le port un nombre suffisant pour fournir à tous les travaux, mouvements et opérations ordonnées, ainsi que la distribution des escouades de forçats.

Le but général, visé par l'ordonnance du 27 septembre 1776, est indiqué dans l'exposé des motifs qui la précède. On lit dans cet exposé que le roi s'étant fait représenter l'ordonnance du 15 avril 1689 pour les arsenaux de marine ainsi que les ordonnances postérieures sur le même objet constata que les « officiers militaires » n'étaient admis à aucun détail dans les arsenaux, que cet état de choses pouvait être bon jadis, mais qu'il n'y avait plus lieu de maintenir une telle constitution à une époque où les officiers de la marine avaient acquis, par la nouvelle forme donnée à leur éducation militaire, la théorie de l'architecture navale et les connaissances nécessaires pour bien diriger la construction, le gréement et l'équipement des vaisseaux et qu'il était de toute justice et de tout intérêt de leur confier la direction de ces travaux.

En conséquence, des officiers de marine furent admis dorénavant, en vertu de cette ordonnance, à la régie et à l'administration générale des ports et arsenaux.

L'intendant conserva comme attribution tout ce qui comprenait la dépense et la comptabilité des

deniers et des matières, mais un commandant de port fut chargé de la direction et de l'exécution des travaux.

L'administration des travaux comprenant les constructions, refontes et radoubs, les armements et désarmements, les opérations mécaniques et le mouvements du port et généralement tous les ouvrages à exécuter dans les chantiers et ateliers de l'arsenal ou ailleurs, pour la construction, le gréement, l'équipement, la défense et l'entretien journalier des vaisseaux et de tous les autres bâtiments flottants, ainsi que de tout ce qui avait rapport à la garde, sûreté, conservation des vaisseaux et bâtiments et machines à leur usage, à leur entretien, la garde et la sûreté du port et de la rade.

L'administration des deniers et des matières comprenait la recette et l'emploi des deniers, les marchés et adjudications de matières et d'ouvrages, les approvisionnements, les recettes, la conservation dans les magasins et la distribution des matières, munitions et marchandises quelconques ; les appointements, solde, revues et montre des officiers, des troupes, des gens de mer et tous autres entretenus dans le port ou employés sur les vaisseaux ; la levée d'officiers mariniens, ouvriers, journaliers, matelots et autres gens de mer, et la police des classes, la garde des magasins, l'administration particulière des

hôpitaux et des chiourmes ; celle des bâtiments civils appartenant au roi et la comptabilité générale.

La partie de l'administration des arsenaux qui comprenait toutes les opérations mécaniques et les travaux relatifs aux bâtiments flottants était divisée en trois directions ou détails, sous l'autorité du commandant : le détail des constructions, le détail du port, le détail de l'artillerie.

La partie de l'administration des arsenaux qui comprenait les dépenses et la comptabilité était divisée en cinq bureaux (non compris celui du contrôle) sous l'autorité de l'intendant : le bureau du magasin général, le bureau des chantiers et ateliers, le bureau des fonds et revues, le bureau des armements et vivres, le bureau des hôpitaux et chiourmes.

A côté de ces deux grands services se trouvait un troisième service, celui du contrôle, dirigé par le contrôleur.

Dans chacun des trois ports de Brest, Toulon et Rochefort, un directeur général, choisi parmi les officiers généraux, était chargé, sous l'autorité du commandant de port, de diriger et inspecter les travaux, opérations mécaniques et mouvement du port et avait sous ses ordres les officiers de vaisseau, officiers de port et ingénieurs-constructeurs, employés dans les trois détails de l'arsenal. A la tête de chaque service ou détail se trouvait un directeur.

Dans chacun des ports, il y avait aussi un commissaire général, qui inspectait le travail des cinq bureaux.

Chaque port avait un conseil de marine composé du commandant du port, président, de l'intendant, du directeur général, du commissaire général et du contrôleur.

Le bureau des chantiers et ateliers, qui était un des bureaux chargés de l'administration des dépenses et de la comptabilité, avait au nombre de ses attributions le soin de tenir le matricule des ouvriers, de dresser les rôles de journées et de paiement des ouvriers et des journaliers, et d'en faire les appels.

Le recrutement des ouvriers des ports et arsenaux se faisait, aux termes de l'ordonnance de 1776, de la façon suivante : lorsque le directeur général recevait du commandant de port des ordres pour quelques constructions, radoubs, ouvrages, mouvements ou opérations dans le port, il donnait ses ordres au directeur particulier du détail dont les ouvrages, constructions ou opérations dépendaient, afin que celui-ci fasse dresser un état général, par qualité et quantité des ouvriers ou journaliers, ou du nombre d'escouades de forçats qui seraient nécessaires pour l'exécution de ces ouvrages ou de ces opérations ; un double de cet état, signé du directeur particulier et approuvé du directeur général, après avoir été examiné et comparé aux devis dans le conseil de

marine, était visé du commandant et remis ensuite à l'intendant, qui ordonnait la levée des ouvriers ou journaliers, s'il ne s'en trouvait pas dans le port un nombre suffisant pour fournir à tous les travaux, mouvements et opérations ordonnés, ainsi que la distribution des escouades de forçats ; aussitôt que le commandant avait fait remettre à l'intendant l'état des matières et du nombre d'ouvriers demandés pour l'exécution des ouvrages, ou celui des officiers mariniens et matelots nécessaires pour former les équipages des vaisseaux, l'intendant donnait ses ordres pour l'approvisionnement des matières et des vivres et la levée des ouvriers, journaliers, officiers mariniens et matelots, et en ordonnait la distribution, ainsi que celle des escouades de forçats, à proportion des travaux et armements, et des demandes qui en étaient faites.

Les règles de la police des arsenaux furent aussi fixées par ordonnance de 1776 qui institua une juridiction spéciale chargée de poursuivre les crimes et délits commis dans ces établissements.

C'était aux officiers entretenus dans les ports du port du roi, c'est-à-dire aux officiers de marine qu'il appartenait de faire arrêter et emprisonner sur-le-champ les personnes qu'ils voyaient commettre quelques excès ou désordre. L'arrestation une fois faite, les officiers de marine ne pouvaient prononcer la mise en liberté et ils devaient rendre

compte aussitôt au commandant, s'il s'agissait d'un homme appartenant au cadre militaire ou employé dans un des services de l'arsenal, ouvrier, journalier, et à l'intendant, s'il s'agissait d'un matelot non employé dans l'arsenal ou non armé, un gardien de bureau, magasin, chantier, atelier et bâtiment civil, ou consigne des portes ou un homme attaché au service des hôpitaux ou à la garde des chiourmes. C'était par un conseil de guerre qu'étaient jugés tous les crimes et délits, autres que vols, commis dans l'enceinte de l'arsenal, par quelque personne que ce soit ; seuls étaient du ressort particulier de l'intendant les crimes et délits commis dans les magasins, dans les bureaux des commissaires et contrôleurs, dans les hôpitaux, bagnes et salles de force, ainsi que tous les vols commis, soit dans ces magasins, bureaux, hôpitaux et bagnes, soit en général dans l'enceinte de l'arsenal.

La condition des ouvriers des arsenaux se trouve encore mieux précisée dans l'ordonnance du 31 octobre 1784, qui règle à nouveau le mode de levée ou classement des gens de mer, aussi bien de ceux appelés à naviguer que de ceux destinés à exécuter les travaux dans les arsenaux et les ports.

L'étendue des côtes maritimes et des rivières continua à être divisée en six départements : Brest, Toulon, Rochefort, le Havre, Dunkerque et Bordeaux ; les départements de Brest, du Havre et de Dunker-

que furent attachés au port de Brest et particulièrement destinés à fournir les gens de mer et les ouvriers nécessaires aux armements, constructions et travaux de ce port. Le département de Toulon fut pareillement attaché au port de Toulon et ceux de Rochefort et de Bordeaux au port de Rochefort ; chaque département fut divisé en quartiers et chaque quartier en syndicats de gens de mer.

Il y eut un inspecteur général des classes, puis quatre inspecteurs particuliers. Les inspecteurs étaient divisés en arrondissements, composés d'un ou plusieurs quartiers. A chaque arrondissement était préposé un officier ayant le titre de chef des classes. Dans chaque quartier, il y avait un commissaire des classes.

Le classement ou la levée des gens de mer (hommes appelés à naviguer et hommes appelés à travailler dans les arsenaux et les ports) se faisait de la façon suivante :

Le chef des classes et le commissaire dressaient de concert, pour chaque syndicat, un rôle nominatif des gens de mer de service et un autre des ouvriers non navigants ; ces rôles étaient divisés en deux colonnes, l'une contenant les noms des garçons, l'autre les noms des gens mariés. Les garçons qui tenaient lieu de chefs de leur famille et la soutenaient par leur travail étaient portés dans la colonne des gens mariés.

Le chef des classes et le commissaire réglaient le rapport suivant lequel chaque colonne devait fournir aux levées dans chacun des syndicats, de manière que, le tour des garçons revenant plus souvent, ils étaient un tiers de temps de plus au service ou à peu près que les gens mariés.

Les gens d'une même famille n'étaient point inscrits à la suite les uns des autres sur lesdits états, en sorte qu'autant que possible ils étaient rarement obligés de marcher tous à la même levée.

Tout homme de mer ayant trois fils classés était exempt des levées et n'était point compris dans les rôles de service. Ceux de ses enfants qui avaient été tués sur les vaisseaux du roi, qui étaient morts au service ou qui avaient été déclarés invalides à raison de leurs blessures étaient considérés comme existants.

Les pères pouvaient toujours se faire substituer par leurs enfants, quels que soient les grades, pourvu que les enfants fussent classés comme matelots au moins, et qu'ils y consentissent librement.

Les gens de mer ne pouvaient s'absenter de leur quartier pendant plus de huit jours sans une permission expresse et par écrit du chef de classes ou de l'officier qui le remplaçait. Sinon, une peine de trois jours de prison pouvait être prononcée, punition

qui pouvait être prolongée proportionnellement à la durée de l'absence.

Les gens de mer qui s'absentaient de leurs quartiers lorsqu'une levée était annoncée ou qui ayant été commandés pour le service ne se rendaient pas au jour et au lieu déterminés pour le départ de la levée étaient condamnés à huit jours de prison et réduits à deux tiers de solde pour une campagne extraordinaire de six mois. Ceux qui rejoignaient la levée en route ou qui se rendaient au port et se présentaient au bureau des armements dans les vingt-quatre heures de l'arrivée de ladite levée n'étaient condamnés qu'à huit jours de prison.

Les premiers aperçus intéressants sur les salaires et les pensions des ouvriers des arsenaux sont donnés par l'ordonnance royale du 1^{er} janvier 1786. Dans cette ordonnance se trouvent les dispositions suivantes :

« Il y aura trois payes dans les grades de maîtres de chaque classe d'ouvriers et deux payes seulement dans les autres grades d'officiers mariniens, les aides seront payés à 24 et 30 livres par mois ; les seconds à 36 et 45 livres et les maîtres à 50, 55 livres et 60 livres.

« Sa Majesté voulant qu'à l'avenir les charpentiers puissent remplir le service de calfat, toutes les fois que les besoins de ses vaisseaux l'exigeront, elle accorde un supplément de 3 livres de solde par mois

aux seconds et aux aides-charpentiers, qui au moment de l'embarquement rapporteront un certificat du Directeur des constructions qui constate qu'ils ont déjà été employés dans le port aux travaux de calfatage.

« Les gens de mer et ouvriers âgés de plus de soixante ans et ceux qui n'ayant pas encore atteint cet âge ne seront plus en état de servir à raison de leurs blessures, de leurs infirmités ou d'incommodités graves et constantes, seront déclarés hors de service ; ils seront en conséquence rayés du registre de la matricule ou du rôle des ouvriers ainsi que des rôles de service des syndicats et portés sur un rôle particulier.

« Il continuera à être accordé des pensions ou soldes d'invalides à ceux desdits gens de mer et ouvriers qui auraient été blessés et estropiés, ainsi qu'à ceux que leurs infirmités ou leur âge avancé mettent hors d'état de travailler.

« Les pensions ou soldes seront proportionnelles aux payes desdits gens de mer qui seront inscrits sur les matricules ; quant aux ouvriers non navigants ceux qui auront été employés pendant moins de trois ans au service de Sa Majesté seront considérés comme ayant douze livres de paye par mois ; ceux qui auront servi plus de trois ans et moins de six comme matelots à 15 livres et après six ans de service comme matelots à 18 livres et les maîtres

ouvriers non entretenus comme les officiers mariniens aux grades desquels ils répondent.

« Les gens de mer et ouvriers blessés et estropiés au service de Sa Majesté auront la pension de deux tiers de solde, s'ils sont entièrement hors d'état de travailler et celle de demi-solde s'ils ont conservé des incommodités graves qui les obligent de renoncer à la navigation et aux travaux pénibles, mais qui leur permettent encore de travailler et de gagner une partie de leur subsistance. »

La Révolution, qui eut le souci de réorganiser la Marine, s'occupa à diverses reprises des arsenaux : ce fut surtout la Convention qui prit en cette matière d'importants décrets, l'un à la date du 2 brumaire an IV (24 octobre 1795), les autres à la date du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795).

Le décret du 2 brumaire an IV concernait « l'administration des ports et arsenaux de la marine ».

L'administration des ports et arsenaux de la marine était placée sous l'autorité immédiate du ministère de la marine. Les ports militaires étaient divisés en grands ports et en ports secondaires. Les grands ports étaient administrés par un administrateur qui portait le titre d'ordonnateur, les ports secondaires par un commissaire spécial de la marine. L'administration des ports et arsenaux comprenait quatre branches principales : 1° l'administration et la comptabilité ; 2° la direction des constructions navales ;

3° la direction des mouvements ; 4° la direction de l'artillerie, et d'autres branches moins importantes, celle des bâtiments civils et celle des vivres. Dans chacun des ports, il y avait un conseil d'administration, composé, dans les grands ports, de l'ordonnateur, du commissaire principal et de trois directeurs, dans les ports secondaires, du commissaire principal, d'un commissaire et d'un sous-commissaire de marine ainsi que de l'ingénieur constructeur et du chef ou sous-chef de mouvement, s'il y en avait.

L'un des décrets du 3 brumaire an IV réglait la situation des « maîtres entretenus de toutes professions et ouvriers employée aux travaux des ports et arsenaux de la marine ».

Le nombre des apprentis dans les chantiers et ateliers des ports ne devait jamais excéder le cinquième des ouvriers.

Etaient admis de préférence, en qualité d'apprentis, les enfants des maîtres, ouvriers, marins et soldats des troupes d'artillerie de la marine.

Le directeur des constructions et le commissaire préposé au détail des chantiers et ateliers admettaient les apprentis aux travaux des ports.

Dans le courant du premier mois de chaque année, le directeur des constructions et le commissaire préposé à la comptabilité de l'arsenal devaient présenter au conseil d'administration du port l'état des augmentations de paie à accorder aux apprentis, jour-

naliers, ouvriers et contremaitres. Ces augmentations étaient arrêtées définitivement par le conseil et ne pouvaient jamais excéder le dixième de la paie de chaque individu.

Lorsque venait à vaquer une place d'aide, les matres et les contremaitres de la profession où la place était vacante désignaient quatre candidats pris parmi les ouvriers de première classe de la même profession et en présentaient la liste au directeur des constructions navales et au commissaire de la comptabilité de l'arsenal, ceux-ci réduisaient à deux le nombre des candidats, parmi lesquels le conseil d'administration choisissait. Les contremaitres étaient choisis de la même manière parmi les aides, à cette différence près cependant que les matres seuls désignaient les quatre candidats.

Les places de premiers-maitres et de maitres entretenus étaient données alternativement, moitié à l'ancienneté et moitié au choix, aux contremaitres de la profession où la place était vacante. Lorsque le remplacement avait lieu au choix, le directeur des constructions navales et le commissaire préposé à la comptabilité de l'arsenal désignaient quatre candidats et en présentaient la liste au conseil, qui la réduisait à deux, parmi lesquels le directeur exécutif choisissait celui qui devait remplir la place vacante.

Le nombre des ouvriers, aides, contremaitres, maitres entretenus, gardiens et autres employés aux

travaux et aux opérations des ports était déterminé d'après les besoins du service.

A ce décret du 3 brumaire an IV était annexé un état des artistes, maîtres entretenus et autres employés au service des ports et des vaisseaux. Cet état comprenait comme artistes les sculpteurs en chef, peintres en chef ; comme maîtres entretenus, les maîtres de manœuvre ou d'équipage, les maîtres canonniers, les maîtres de timonerie, les pilotes côtiers et lamaneurs ; comme maîtres d'ouvrage entretenus, les maîtres charpentiers, mâteurs, perceurs, calfats, cordiers, voiliers, forgerons, serruriers, armuriers, menuisiers, poulieurs, tonneliers, cloutiers, ferblantiers, chaudronniers, maçons ; comme autres entretenus, les pompiers garde-pompe à incendie et les gardiens.

A lire seulement ce premier décret du 3 brumaire an IV on pourrait croire que l'apprentissage devient le mode normal du recrutement des ouvriers des arsenaux. La lecture d'un second décret du 3 brumaire an IV montre qu'il n'en est rien et qu'après le 3 brumaire an IV l'appel forcé, l'appel par levée continua à fonctionner comme par le passé.

Ce second décret du 3 brumaire an IV, en effet, relatif à l'inscription maritime, réglait ainsi *in fine* la situation spéciale « des charpentiers de navires, perceurs, calfats, voiliers, poulieurs, tonneliers, cordiers et scieurs de long exerçant leur profession dans

les ports et lieux maritimes et non inscrits comme marins » ; aux termes du décret ces ouvriers, « en cas de guerre, de préparatifs de guerre ou de travaux extraordinaires ou considérables », étaient appelés dans les ports militaires ; ils étaient l'objet d'un enregistrement particulier ; ils étaient dispensés de toutes autres réquisitions ; ils jouissaient, pendant la durée de leurs services dans tous les ports, de tous les avantages attribués aux ouvriers habituellement employés. C'était ainsi maintenir la levée par appel. Dire en effet d'une part qu'il était des cas où les ouvriers non marins employés par l'industrie privée dans les ports et lieux maritimes pouvaient être appelés à travailler au service de l'Etat et dire d'autre part qu'au nombre de ces cas figurait celui où des travaux considérables devaient être exécutés, c'était assurer à l'administration de la marine la faculté constante de procéder à des levées, puisqu'il suffisait pour cela que les travaux à exécuter fussent jugés « considérables ».

Le décret de brumaire édictait du reste formellement qu'en cas de guerre, de préparatifs de guerre, de travaux extraordinaires ou considérables les règles ordinaires de l'appel des inscrits maritimes étaient applicables à l'appel des ouvriers des professions de charpentiers de navires, perceurs, calfats, voiliers, poulieurs, tonneliers, cordiers et scieurs de long travaillant dans les ports et lieux maritimes et

non inscrits comme marins. Dans chaque quartier maritime, ces ouvriers étaient divisés en quatre classes, la première comprenait les célibataires, la seconde les veufs sans enfants, la troisième les hommes mariés et n'ayant pas d'enfants et la quatrième composée des pères de famille ; la seconde classe n'était mise en réquisition que lorsque la première, étant épuisée, n'avait pu suffire ; il en était de même pour la troisième et pour la quatrième classe.

La loi du 22 frimaire an VI relative « aux dépenses de l'an VI » donne quelques renseignements sur l'effectif et le salaire à cette époque des ouvriers des arsenaux.

« Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an VI à la charge du Trésor public, édictait cette loi, sont fixées comme suit : le nombre des ouvriers employés à la journée pour le service des ports, des forges et fonderies, des vivres, des administrations forestières et travaux hydrauliques est de 20.000 hommes ; leurs salaires sont combinés de manière qu'ils n'excèdent pas 20 sous par jour pour chaque homme : cette base donne une dépense de 7.200.000. »

Ce fut le Consulat qui, par l'arrêté du 7 floréal an VIII (27 avril 1800) créa pour la marine une institution dont le principe et le nom subsistèrent jusqu'à nos jours : les préfectures maritimes. Le territoire maritime fut divisé en six arrondissements : Le Havre, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon et un arrondisse-

ment à déterminer en Belgique. Dans chaque arrondissement, un préfet maritime était le chef de l'arrondissement et de tous les services.

Le préfet maritime a sous ses ordres : un chef militaire chargé de la garde du port, commandant des troupes, des officiers sans troupes, le directeur des constructions navales, le directeur des mouvements du port qui était un officier supérieur de marine, le directeur d'artillerie, un ingénieur des ponts et chaussées chargé des travaux maritimes, le commissaire général chargé de l'administration et de la comptabilité et dirigeant le détail du magasin général, le détail des fonds et revues, le détail des armements et prises, le détail des chantiers et ateliers, le détail des hôpitaux et chiourmes, le détail des vivres.

Un inspecteur, sous les ordres directs du ministre, surveillait l'administration du préfet. Le préfet était assisté par un conseil d'administration dont il était président et qui comprenait les chefs de service et l'inspecteur.

Dans le rapport qui précéda le règlement de l'an VIII se trouvent exposées au sujet de la régie et de l'administration des arsenaux des vues qui répondent absolument à certaines idées modernes. « Nous avons été conduits, disent en effet les consuls dans le rapport, à considérer un port comme un grand atelier de vaisseaux dont il faut ordonner le travail et le distribuer de manière que chacun n'ait à faire

que ce qu'il sait le mieux faire. Les avantages de cette distribution sont tellement sentis dans les grandes fabriques et manufactures qu'il est inutile d'insister. Le moteur en tout est le préfet maritime, qui, placé à la tête de tout, donnera à chacun des chefs particuliers les ordres pour..... etc. » Ainsi s'expriment aussi de nos jours les hommes qui soit à la tribune du Parlement soit dans la presse préconisent « l'industrialisation » des arsenaux de la marine.

Sous le premier Empire, aucune disposition importante ne modifia l'organisation administrative des services organisés par le Consulat. Il en fut différemment pour le personnel de la flotte et des arsenaux.

La justice maritime tout d'abord fut réorganisée.

Un premier décret du 22 juillet 1806 créa pour la flotte le conseil de justice et le conseil de guerre qui statuaient sans appel.

Un second décret du 12 novembre 1806 créa et organisa les tribunaux maritimes qui remplacèrent les cours martiales maritimes établies dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et Lorient. Ce décret donna compétence aux tribunaux maritimes pour tous les délits qui étaient commis dans les ports et arsenaux et qui se rapportaient soit à la police et à la sûreté desdits ports et arsenaux, soit au service maritime. Ces tribunaux étaient compétents aussi bien quand ces délits étaient commis par des gens de guerre ou

des personnes attachées à la marine que lorsqu'ils l'étaient par des étrangers au service de la marine. Dans le cas où les délits commis dans les ports et arsenaux n'étaient relatifs ni à la police, ni à la sûreté des ports et arsenaux, ni au service maritime, les prévenus étaient renvoyés devant les tribunaux ordinaires. Il résulte bien des conditions de compétence ainsi indiquées par le décret que les ouvriers des ports et arsenaux étaient soumis à la juridiction des tribunaux maritimes.

En outre, l'organisation du personnel ouvrier des arsenaux fut remaniée par des arrêtés des 7 et 23 ventôse an XI. L'enregistrement des ouvriers de profession maritime fut maintenu, les cadres ordinaires du personnel ouvrier des ports et arsenaux subsistèrent, mais il fut en outre fait appel à la main d'œuvre militaire.

L'arrêté du 7 ventôse an XI prescrivit aux administrateurs de la marine préposés à l'inscription maritime de procéder à un nouvel enregistrement « des charpentiers de navire, perceurs, calfats, voiliers, poulieurs, tonneliers, cordiers et scieurs de long, exerçant leur profession dans les ports et lieux maritimes, et non inscrits comme marins ».

Si les besoins du service de la marine exigeaient que les ouvriers d'autres professions, tels que des forgerons, menuisiers et ouvriers des bâtiments civils, fussent appelés dans les ports, ils étaient tenus de

s'y rendre sur la réquisition qui leur en était faite par les administrateurs de la marine.

La paye des ouvriers était la suivante :

Contremaîtres.....	1 ^{re} classe		2 fr. 30
—	2 ^e —		2 00
Aides contremaîtres.....	1 ^{re} classe		1 80
—	2 ^e —		1 70
Ouvriers.....	1 ^{re} classe	1 fr. 50 à 1	60
—	2 ^e —	1 35 à 1	45
—	3 ^e —	1 15 à 1	30
—	4 ^e —	1 00 à 1	10
Apprentis.....		0 30 à 0	80
Journaliers.....		1 00 à 1	20
Officiers mariniens employés aux travaux de garniture.....		1 35 à 1	60
Matelots employés aux travaux de garni- ture.....			1 10
Mousses et novices employés aux tra- vaux de garniture.....		0 30 à 0	80

Les ouvriers étaient classés de façon que la totalité des taxes réunies puisse donner une moyenne proportionnelle de 1 fr. 40 par homme.

Les ouvriers non inscrits qui étaient appelés dans les ports par suite de levées extraordinaires et conformément à la loi de brumaire an IV concernant l'inscription maritime recevaient, lorsqu'ils étaient mariés ou pères de famille, un quart en sus du salaire

journalier auxquels ils avaient été taxés ; ce supplément de traitement était payé à leurs femmes, dans le lieu de leur domicile.

Le nombre des contremaîtres et aides contremaîtres restait conformément aux décrets antérieurs fixé au vingtième des ouvriers de tous les ateliers pris en masse, non compris l'atelier de la garniture et les compagnies d'ouvriers.

Le nombre des apprentis n'était pas limité dans les classes de charpentier et de calfat et on pouvait les recevoir depuis douze ans jusqu'à dix-huit. Pour toute autre profession, le nombre des apprentis était fixé au huitième de celui des ouvriers de la même profession pendant deux ans et réduit au dixième après l'expiration de ces deux années. Les apprentis étaient divisés, par nombre égal, en quatre classes. La promotion d'une classe dans la supérieure avait lieu tous les ans d'après un examen dont les examinateurs étaient des officiers civils et militaires, des maîtres entretenus des ateliers dont dépendaient les candidats, d'un capitaine de vaisseau ou de frégate nommé par le préfet maritime, de l'inspecteur ou d'un sous-inspecteur, du commissaire ou sous-commissaire chargé des ateliers et du commis chargé du détail. Un apprenti qui avait passé deux ans sans être jugé digne d'avancement était averti qu'on le révoquerait l'année suivante s'il n'avait pas fait plus de progrès et s'il était en effet renvoyé il

était tenu de servir trois ans comme journalier dans le port ou comme novice sur les vaisseaux.

La préférence pour l'admission à l'apprentissage avait lieu dans l'ordre suivant : aux fils d'ouvriers de la même classe, aux fils de marins, de militaires de mer et de terre en service ou morts au service, aux élèves des hospices.

Tout ouvrier qui savait exercer à la fois la profession de charpentier et celle de calfat recevait un supplément de solde de dix centimes par jour, s'il était employé dans le port ou s'il était embarqué pour les deux professions.

Les ouvriers qui, ayant été levés pour le service des ports et arsenaux, désertaient ou s'écartaient du port de plus de deux lieues sans permission encouraient la peine de huit jours de prison et étaient obligés de travailler dans le même port pendant six mois de plus. Ceux qui s'absentaient pendant huit jours sans permission étaient réputés déserteurs, punis comme tels et privés de leur paye et demi-solde même au cas d'amnistie.

Les ouvriers qui n'avaient pas répondu à l'appel, quel que fût le motif de leur absence, hors le cas de maladie dûment constatée, ne jouissaient d'aucune solde jusqu'à ce qu'ils aient repris leur travail.

Les ouvriers domiciliés qui s'absentaient sans permission pendant trois jours au plus, sauf le cas de

maladie, étaient détenus pendant autant de jours qu'ils avaient été absents, sans préjudice des cas prévus par les lois sur la désertion.

Tout ouvrier malade était traité dans les hospices aux frais de la République ; et, pendant son séjour dans ces hospices dûment constaté par les rôles de journées et d'hôpitaux, il jouissait de la moitié de sa paye.

L'arrêté du 23 ventôse an XI mettait à la disposition du ministre de la Marine et des Colonies « mille conscrits de la réserve de l'an IX et mille conscrits de la réserve de l'an X pour être employés en qualité d'ouvriers dans les ports militaires de la marine ».

Les conscrits destinés au service des arsenaux de la marine étaient choisis parmi les ouvriers exerçant les professions de charpentiers de bateaux et charpentiers de maison, et à défaut d'un nombre suffisant d'ouvriers de ces professions, parmi ceux exerçant les professions de scieur de long, de charron et de menuisier.

Les départements qui devaient fournir ces conscrits ouvriers étaient répartis en quatre divisions dont chacune était affectée à chacun des quatre principaux ports : Brest, Toulon, Rochefort et Lorient.

Au moment de la levée, le ministre envoyait dans chacune des quatre divisions départementales qui devaient fournir les conscrits un capitaine et le nom-

bre de lieutenants et de sous-officiers des troupes de la marine nécessaire pour le rassemblement et la conduite, jusqu'aux ports, des conscrits ouvriers. Les capitaines, officiers et sous-officiers ainsi détachés devaient se concerter avec les commandants et officiers de recrutement et les différentes autorités civiles et militaires pour le rassemblement, dans chaque arrondissement, des conscrits et pour fixer l'époque de leur départ et celle de leur arrivée aux lieux de leur destination. Les conscrits étaient alors conduits par les officiers à la date arrêtée aux lieux convenus.

Le nombre de ces compagnies de conscrits-ouvriers était de vingt, dont :

- 8 pour le port de Brest ;
- 5 pour le port de Toulon ;
- 5 pour le port de Rochefort ;
- 2 pour celui de Lorient.

Les conscrits de levée, à leur arrivée dans les ports, étaient formés en compagnies d'ouvriers. Chaque compagnie était ainsi composée :

- 1 maître entretenu chef ;
- 5 contremaîtres dont 3 charpentiers et 2 calfats ;
- 5 aides dont 3 charpentiers et 2 calfats.

100 ouvriers.

111 au total.

Chaque compagnie était subdivisée en cinq escouades. Chaque escouade était composée de vingt

ouvriers et commandée par un contremaître et un aide.

Les maîtres, contremaîtres et aides employés dans les compagnies jouissaient de la solde qui leur était attribuée en raison de leur ancienneté ou de leur classe, sans avoir droit à un supplément pour cause de ce service particulier.

La paye des conscrits était réglée comme l'était celle des autres ouvriers des ports par l'arrêté du 7 ventôse de l'an X. Un mois après l'arrivée des conscrits, le préfet maritime, sur la proposition du chef du génie maritime, fixait la classe dans laquelle chaque ouvrier-conscrit devait être rangé. Après cette première fixation de paye, ceux des conscrits ouvriers qui étaient jugés susceptibles d'une augmentation l'obtenaient d'après les mêmes règles et les mêmes formalités que celles prescrites pour les autres ouvriers des ports.

Tout conscrit-ouvrier qui se distinguait dans sa profession pouvait être nommé aide, puis contremaître ; il recevait alors la solde attribuée par l'arrêté du 7 ventôse an X aux aides et contremaîtres des ports et il continuait son service dans la compagnie.

Tout conscrit-ouvrier qui savait exercer à la fois la profession de charpentier et celle de calfat recevait un supplément de dix centimes.

Les conscrits-ouvriers portaient un uniforme.

Les conscrits formant les compagnies étaient sou-

mis à toutes les lois sur la police et la discipline militaires, la police et la discipline des compagnies dans les chantiers et ateliers était confiée aux sous-ingénieurs de la marine, sous l'autorité du génie maritime.

Les compagnies de conscrits étaient employées concurremment avec les autres ouvriers du port des mêmes professions.

Les compagnies d'ouvriers étaient casernées et il n'était permis à aucun aide ni ouvrier de se loger hors des casernes à moins qu'il ne fût marié et que sa femme ne fût domiciliée dans la ville. Les maîtres ou contremaîtres étaient tenus de coucher par moitié à la caserne et d'y être présents aux heures des repas.

Les conscrits-ouvriers servaient en cette qualité dans les arsenaux pendant la durée du service qui leur restait à remplir dans la circonscription militaire à l'époque de leur levée pour celui de la marine.

Lorsqu'ils avaient fini leur temps de service dans la circonscription militaire, ils recevaient leurs congés des arsenaux et étaient remplacés par des conscrits des départements dans lesquels ils avaient été levés.

Ceux des conscrits ouvriers qui voulaient se fixer au service des ports et arsenaux de la marine demandaient à être inscrits en qualité d'ouvriers sur

les registres ou matricules des classes. A dater de leur inscription, ils devenaient susceptibles d'être promus au grade de maître, d'obtenir, en cette qualité, l'entretien et de participer à tous les avantages du service des ports.

Quelques années plus tard, un nouveau décret impérial du 15 janvier 1808 modifia un peu l'organisation des compagnies d'ouvriers conscrits employés dans les arsenaux militaires de la marine.

Ces compagnies devinrent les « compagnies d'ouvriers militaires de la marine ». Le nombre des compagnies, porté à dix-huit, pouvait varier en raison des besoins du service. Les compagnies étaient indépendantes les unes des autres et formaient autant de corps séparés dans les ports où leurs services étaient jugés nécessaires.

Chaque compagnie était désignée par un numéro et composée de 209 hommes, savoir :

Capitaine.	1
Lieutenant.	1
Officiers.	<u>2</u>
Sergent-major.	1
Sergents.	4
Caporal fourrier.	1
Caporaux.	8
Ouvriers en 1 ^{re} classe.	40
— 2 ^e classe.	64
— 3 ^e classe.	88
Tambour.	<u>1</u>
Sous-officiers et ouvriers.	207

Chaque compagnie formait deux divisions, composées chacune de 102 hommes, savoir :

Sergent.....	2
Caporaux.....	4
Ouvriers de 1 ^{re} classe.....	20
— 2 ^e —	32
— 3 ^e —	44
	<u>102</u>

Chaque division formait deux sections, composées chacune de 51 hommes, savoir :

Sergent.....	1
Caporaux.....	5
Ouvriers de 1 ^{re} classe.....	10
— 2 ^e —	16
— 3 ^e —	22
	<u>51</u>

Chaque section formait deux escouades, composées chacune de 25 hommes, savoir :

Caporal.....	1
Ouvriers de 1 ^{re} classe.....	5
— 2 ^e —	8
— 3 ^e —	11
	<u>25</u>

Chaque compagnie était composée de manière qu'il s'y trouve des ouvriers de diverses professions

dans le rapport nécessaire pour les travaux ordinaires des constructions.

Les trois premières sections de chaque compagnie étaient formées de charpentiers et scieurs de long. Les charpentiers devaient tous être exercés à la profession de perceur et à celle de calfat.

La première escouade de la quatrième section était composée de menuisiers, poulieurs et tonneliers ; et la seconde, d'ouvriers en fer.

Il pouvait être admis dans chaque compagnie deux enfants d'ouvriers. Ces enfants faisaient le service d'apprentis et étaient considérés comme enfants de troupe. Lorsque ces enfants étaient parvenus à l'âge de seize ans, ils devaient, s'ils étaient reconnus propres au service, passer à la troisième classe des ouvriers, et, dans le cas où ils refusaient de servir dans les ouvriers militaires, ils étaient tenus de rembourser à la caisse du corps le montant de la solde par eux touchée depuis leur admission.

Ultérieurement à la proclamation du décret, aucun individu ne pouvait être incorporé dans une compagnie d'ouvriers qu'en débutant comme ouvrier de troisième classe. L'avancement se faisait par compagnie.

La solde des sous-officiers, caporaux, ouvriers et tambours des compagnies d'ouvriers militaires était divisée en deux parties : la solde militaire et la solde de travail ou supplément de solde.

La solde militaire était réglée ainsi qu'il suit :

	Par jour
Sergent-major.	1 fr. 44
Sergent	0 fr. 98
Caporal fourrier, ...	0 fr. 98
Caporal	0 fr. 71
Ouvriers de 1 ^{re} classe.	0 fr. 46
— 2 ^e classe	0 fr. 37
— 3 ^e classe	0 fr. 30
Tambours	0 fr. 46
Enfants de troupe	0 fr. 20

La solde de travail ou supplément de solde était réglée ainsi qu'il suit :

Sergent-major.	0 fr. 75
Sergent	0 fr. 60
Caporal fourrier, ...	0 fr. 60
Caporal	0 fr. 50
Ouvriers de toutes classes	0 fr. 40

Tout sous-officier et ouvrier militaire qui continuait ses services au delà de dix ans recevait une haute paye de 1 franc par mois. Cette haute paye était portée à 1 fr. 50 après quinze ans de services et à 2 francs après vingt ans.

Les compagnies d'ouvriers militaires étaient également destinées au service militaire et aux travaux des ateliers.

Pour le service militaire, les ouvriers étaient sous les ordres immédiats des officiers de leur compagnie.

Pour le service dans les ateliers, ils étaient aux ordres du chef du génie maritime.

Jusqu'à ce que les ouvriers militaires fussent suffisamment instruits aux manœuvres de l'infanterie, ils pouvaient être journellement exercés à des heures fixées par le chef militaire, d'après les ordres du préfet maritime.

Le chef du génie maritime fixait journellement le nombre d'hommes que chaque compagnie devait fournir aux travaux, il en déterminait la répartition dans les ateliers, les surveillait et les faisait surveiller par les officiers et autres à lui subordonnés et leur donnait et faisait donner tous les ordres que le service exigeait.

En ce qui concernait l'avancement, les récompenses, la solde de retraite et le traitement, le décret renvoyait aux lois, décrets et règlements des compagnies d'ouvriers d'artillerie de la marine, lesquels lois, décrets et règlements étaient analogues à ceux relatifs à l'armée.

La Restauration, tenant à honneur à faire disparaître toute l'œuvre de la Révolution, abolit par une ordonnance du 29 novembre 1815 le système d'administration des préfets maritimes et revint à l'orga-

nisation de 1776, qui divisait les pouvoirs entre l'intendant et le commandant de la marine.

Dans chacun des cinq ports, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon et Cherbourg, il y eut désormais deux services : celui du commandant de la marine, qui avait sous ses ordres le major général, le directeur des constructions navales, le directeur du port et le directeur d'artillerie, celui de l'intendant de la marine, qui avait sous ses ordres le commissaire général chargé du détail des approvisionnements, du détail des fonds et revues, du détail des armements de prises, du détail des chantiers et ateliers, du détail des hôpitaux, du détail des bagnes, du détail de l'inscription maritime et du détail des vivres. L'intendant de la marine était encore le chef du directeur des travaux maritimes, du service de santé, des aumôniers et de la gendarmerie. Un contrôleur, sous les ordres du ministre, surveillait les deux services. Un conseil d'administration les assistait et les reliait. Il était composé du commandant de la marine, président de l'intendant de la marine, du major général, du commissaire général, du directeur des constructions navales, du directeur de port, du directeur d'artillerie et du directeur des travaux maritimes.

Ce fut seulement en 1826, par une ordonnance royale du 27 décembre, que furent rétablies les préfectures maritimes et en 1828, par une autre ordonnance royale du 17 décembre sur le service des ports,

que furent reprises les anciennes règles de l'administration des arsenaux. Le port fut à nouveau commandé par le préfet maritime. Le préfet maritime avait sous ses ordres : le major général, le directeur des constructions navales, le directeur des mouvements du port, le directeur d'artillerie, le directeur des travaux hydrauliques et bâtiments civils, un chef d'administration chargé du détail des approvisionnements, du détail des revues, armements et prises, du détail des hôpitaux, maisons d'arrêt et prisons, du détail des chiourmes, du détail de la comptabilité des fonds et du détail de l'inscription maritime. Il avait encore sous sa direction un conseil de santé, un directeur des subsistances et un inspecteur. Le préfet maritime présidait le conseil d'administration du port, qui avait pour vice-président le major général et pour membres les directeurs des constructions navales, des mouvements du port, d'artillerie, des travaux hydrauliques, le chef d'administration et l'inspecteur.

Le régime concernant les ouvriers des ports et des arsenaux restait essentiellement militaire. Une ordonnance du 8 novembre 1830 relative au service des ports et arsenaux de la marine maintint le même principe. Les règles édictées par cette ordonnance étaient les suivantes :

Le service des travaux dans les ports et arsenaux dépendant du département de la Marine étant mili-

taire, les maîtres ouvriers et marins non incorporés, de l'âge de vingt à soixante ans, attachés dans les ports de Cherbourg, Saint-Servan, Brest, Lorient, Rochefort, Bayonne et Toulon, aux directions des constructions navales, des mouvements, de l'artillerie, du magasin général et des constructions hydrauliques, étaient formés en compagnies.

Les maîtres ouvriers et marins faisant partie des compagnies, indépendamment de leurs travaux habituels, participaient à la garde et à la défense des ports et arsenaux, toutes les fois que les besoins du service l'exigeraient.

Ils étaient exercés au maniement des armes et aux manœuvres de l'infanterie, aux jours qui étaient déterminés par le préfet ou le chef maritime.

Il était préparé dans chaque port un local particulier dans lequel étaient habituellement déposées, conservées et entretenues, les armes des compagnies.

La loi sur le recrutement de l'armée du 31 mars 1832 ne changea rien à la situation des ouvriers des arsenaux et ports.

Suivant l'article 14 de cette loi, en effet, étaient considérés comme ayant satisfait à l'appel et comptés numériquement en déduction du contingent à fournir les jeunes gens désignés par leur numéro pour faire partie dudit contingent qui se trouvaient dans l'un des cas suivants : « ... 2° les jeunes marins

portés sur les registres matricules de l'inscription maritime... et les charpentiers de navires, perceurs, voiliers et calfats immatriculés... ».

L'article 14 de la loi de 1832 considérait bien les personnes ainsi désignées comme faisant un service équivalent au service militaire, puisqu'il n'appelait point de numéros subséquents pour remplir les vides causés par les exemptions.

Application du principe de l'appel tel qu'il avait été réglé par le décret du 3 brumaire an IV était encore faite par l'ordonnance du roi du 3 mai 1839 « sur les ouvriers employés dans les arsenaux de la marine ». Aux termes de cette ordonnance en effet, les charpentiers de navires, perceurs, calfats et voiliers immatriculés conformément au décret du 3 brumaire an IV continuaient à être levés pour les travaux des arsenaux de la marine royale toutes les fois que les besoins du service l'exigeaient. Ils recevaient alors pour leur route d'aller ou de retour des frais et indemnités fixés. S'ils ne se rendaient pas à leur destination, ils étaient remis à la gendarmerie qui les conduisait dans les ports de brigade à brigade.

L'ordonnance prévoyait aussi la faculté pour les ouvriers de professions non comprises dans l'inscription maritime de se présenter volontairement, sur l'appel des autorités, pour servir dans les ports. Ces ouvriers recevaient pour frais de route, port de hardes et d'outils, les mêmes allocations que les

ouvriers inscrits, lorsqu'ils partaient de lieux éloignés de leur destination de plus d'un myriamètre ; toutefois il ne leur était point accordé de frais de route à leur départ des ports, dans le cas où ils quittaient le service de la marine sans avoir été congédiés.

Les ouvriers non inscrits admis à travailler dans les arsenaux devaient, à leur arrivée, déposer leur livret dans les bureaux de la direction à laquelle ils étaient affectés.

Ils devaient en même temps contracter l'engagement de ne point s'absenter sans congé pendant six mois au moins et déclarer se soumettre, tant à cet égard qu'à tout autre, aux règlements et usages relatifs à la discipline et à la police des arsenaux.

Le nombre des apprentis dans chaque direction ne pouvait, dans aucun cas, excéder le dixième du nombre total des ouvriers. On ne recevait comme apprentis que des jeunes gens de douze à dix-huit ans : la préférence, pour l'admission à l'apprentissage, était donnée dans l'ordre ci-après : aux fils de maîtres, contremaîtres et ouvriers du port ; aux fils de marins, de militaires de mer ou de terre en service, ou morts au service. Les apprentis étaient tenus de fréquenter les écoles élémentaires instituées dans les ports pour leur instruction, à moins de justifier qu'ils savaient déjà lire, écrire et compter.

L'ordonnance de 1839 portait aussi des disposi-

tions spéciales au sujet de l'hospitalisation et du traitement des ouvriers malades ou blessés.

Tout ouvrier inscrit ou non inscrit employé dans les arsenaux était traité aux frais de l'État dans les hôpitaux de la marine ou, à défaut, dans les hospices civils, lorsqu'il était malade ou blessé ; et, pendant son séjour dûment constaté dans lesdits hôpitaux ou hospices, il jouissait de sa paie, moins les retenues déterminées par les lois et ordonnances. Les contremaîtres et ouvriers mariés qui, étant malades ou blessés, préféraient se faire traiter chez eux pouvaient, sur la proposition du chef de service duquel ils dépendaient, en obtenir l'autorisation du préfet maritime ; s'ils demeuraient en ville, ils étaient visités, au moins une fois par semaine, par un officier de santé du port délégué à cet effet et qui devait remettre un rapport sur leur situation. Les contremaîtres et ouvriers recevaient leur demi-paie comme ceux qui étaient traités dans les hôpitaux, sauf toutefois que cette faveur ne pouvait se prolonger au delà de six semaines.

Cette ordonnance fixait aussi le salaire des ouvriers des arsenaux.

La paie journalière des contremaîtres, aides contremaîtres, ouvriers, apprentis et journaliers, était fixée ainsi qu'il suit : contremaîtres de première classe, de 2 fr. 80 et 3 francs ; de deuxième classe, de 2 fr. 40 et 2 fr. 60. Aides contremaîtres, de 2 francs

et 2 fr. 20. Ouvriers de première classe, de 1 fr. 70 et 1 fr. 80 ; de deuxième classe, de 1 fr. 50 et 1 fr. 60 ; de troisième classe, de 1 fr. 30 et 1 fr. 40 ; de quatrième classe, de 1 fr. 10 et 1 fr. 20. Apprentis, de 0 fr. 30 à 0 fr. 80, de 0 fr. 10 en 0 fr. 10. Journaliers, de 1 franc à 1 fr. 40.

Tout ouvrier qui était capable d'exercer à la fois la profession de charpentier et celle de calfat recevait un supplément de 0 fr. 10 par jour.

Il pouvait être accordé à un petit nombre d'ouvriers distingués par leur habileté dans leurs professions, soit à la mécanique, soit dans les arts du dessin, soit au travail spécial des métaux, des suppléments qui portaient leur paie au delà du maximum établi ci-dessus, sans que ladite paie puisse, en aucun cas, excéder, tout compris, 3 francs par jour. Ces suppléments n'étaient alloués qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre ; la proposition devait en être faite par le directeur compétent et approuvée par le conseil d'administration du port. Les directeurs qui proposaient ces suppléments avaient toujours le droit de les retirer, dans le cas où ils reconnaissaient que les ouvriers qui en jouissaient avaient cessé de les mériter.

Le taux des salaires de certains ouvriers, tel qu'il avait été fixé par l'ordonnance du 3 mai 1839, se trouva augmenté par des ordonnances postérieures.

L'ordonnance du 17 septembre 1841 (1) édicta les nouvelles règles suivantes :

Il pouvait être accordé aux ouvriers employés dans les ateliers de machinerie, de fonderie, de grosse chaudronnerie, de grosses forges et de martinets ; des suppléments de soldes qui n'excédaient pas, par journée de travail :

20 centimes pour les apprentis ayant moins de deux ans d'apprentissage ; 40 centimes pour les ouvriers de 4^e classe ; 50 centimes pour les ouvriers de 3^e classe ; 60 centimes pour les ouvriers de 2^e classe ; 70 centimes à 1 fr. 20 pour les ouvriers de 1^{re} classe.

L'état était réglé tous les six mois par le conseil d'administration du port, sur la proposition du directeur des constructions navales. Ce directeur avait toujours le droit de réduire ou de retirer lesdits suppléments dans le cas où il reconnaissait que les ouvriers qui en étaient pourvus avaient cessé de les mériter.

Il pouvait, en outre, être accordé à des ouvriers d'une capacité exceptionnelle, des primes de 1 à 2 francs par jour, qui portaient jusqu'à 5 francs le maximum de leur paye. Le nombre des ouvriers jouissant de la prime ne pouvait, dans aucun cas, excéder le cinquième de celui des ouvriers de chacun des ateliers ci-dessus désignés.

Ces primes n'étaient allouées qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre, prise sur les propositions du directeur des constructions navales, approuvées par le conseil d'administration du port ; elles pouvaient être supprimées ou réduites dans la forme où elles avaient été accordées. Les ouvriers en jouissaient même au cas où le travail de l'atelier auquel ils étaient attachés était fait à l'entreprise. La répartition des suppléments et des primes était réglée de manière à ce que, en les ajoutant à la solde réglementaire, la journée moyenne des contremaîtres, ouvriers, journaliers et apprentis de toute classe, formant le personnel des ouvriers concourant à la fabrication des machines n'excédât pas 2 fr. 60.

Il pouvait être alloué aux contremaîtres et aides contremaîtres attachés aux ateliers de l'ajustage et du montage de la fonderie, de la grosse chaudronnerie et des martinets, des suppléments de 60 centimes à 1 franc de manière à ce que leur paie ne soit pas au-dessous de celle des ouvriers de 1^{re} classe, ni au-dessous de 3 fr. 20 pour les aides et de 4 francs pour les contremaîtres. Dans le cas cependant où les agents de ces deux classes jouissaient, en qualité d'ouvriers, et, par conséquent, avant leur avancement, d'une prime de capacité, ils la conservaient intégralement dans leur nouveau grade, en remplacement du supplément. L'allocation, le retrait et la réduction des suppléments de paie, accordés aux

contremaitres et aides contremaitres, étaient soumis aux conditions et formalités exigées pour les ouvriers.

C'est du 15 juin 1844 que date la plus importante des ordonnances concernant l'organisation des ports et arsenaux. Elle fut la mise au point de tous les décrets, ordonnances et arrêtés précédents. Le régime qu'elle institua, malgré quelques retouches faites pour répondre aux besoins nouveaux, est celui sous lequel vivent encore les établissements de la Marine. Cette ordonnance se rapporte uniquement à l'organisation générale des ports et arsenaux et en aucune façon à la situation des ouvriers employés dans ces établissements.

Cette ordonnance mettait à la tête de l'arsenal le préfet maritime chef unique et directeur de l'arsenal. Les services de l'arsenal étaient ou techniques ou administratifs. Les services techniques avaient à veiller à l'exécution des travaux et à la gestion des crédits de main-d'œuvre ; ils étaient dirigés par le directeur des constructions navales chargé de la construction et de la réparation des coques des bâtiments à flot, le directeur de l'artillerie, chargé du matériel de l'artillerie, le directeur des mouvements du port, chargé de la mise en place et de la réparation du gréement des bâtiments, le directeur des travaux hydrauliques chargé de la construction et de la réparation des édifices à terre. Les services administratifs étaient dirigés par le commissaire général et

étaient chargés de la constitution et de la garde de tout l'approvisionnement de l'arsenal, du service des vivres et des hôpitaux, de la surveillance de la gestion administrative confiée aux directeurs de travaux.

Quelques années plus tard, un arrêté du 22 septembre 1848 modifia l'ancien taux des salaires des ouvriers des arsenaux et des ports.

La solde fixe des contremaîtres, aides contremaîtres, ouvriers apprentis et journaliers dans tous les ports, pour les services des constructions navales, des mouvements du port, de l'artillerie et du magasin général, était établie ainsi qu'il suit :

Contremaîtres de 1 ^{re} classe . . .	3 fr. 20 et 3 fr. 50
— 2 ^e classe. . .	2 fr. 80 et 3 fr. 00
Aides contremaîtres	2 fr. 30 et 2 fr. 50
Ouvriers de 1 ^{re} classe	1 fr. 90 et 2 fr. 00
— 2 ^e classe	1 fr. 70 et 1 fr. 80
— 3 ^e classe	1 fr. 50 et 1 fr. 60
— 4 ^e classe	1 fr. 30 et 1 fr. 40
Apprentis	0 fr. 40 à 1 fr. 00
Journaliers	1 fr. 20 à 1 fr. 70

Le nombre des contremaîtres et aides contremaîtres pris ensemble ne pouvait excéder, dans chaque direction, le dixième du nombre total des ouvriers, apprentis et journaliers.

Le nombre des apprentis pour chaque direction ne pouvait excéder, dans les circonstances ordinaires, le huitième du nombre total des ouvriers de cette direction.

Toutefois, cette proportion pouvait être dépassée, avec l'autorisation du ministre, pour certaines professions, lorsque les besoins du recrutement ou du service l'exigeaient.

Il pouvait être accordé aux contremaîtres, aides contremaîtres et ouvriers de toutes classes et de toutes professions, distingués par leur zèle et leur habileté, des suppléments de solde de 0 fr. 10 à 1 franc par jour. Les journaliers, ainsi que les apprentis âgés de seize ans au moins, pouvaient également recevoir des suppléments de 0 fr. 10 à 0 fr. 30 par jour.

Chaque année, le maximum et la moyenne de ces suppléments, pour chacun des ateliers des arsenaux maritimes, étaient arrêtés (dans les limites de 0 fr. 10 à 1 franc fixées *supra*) par le conseil d'administration du port et soumis à l'approbation du ministre.

Un jury, présidé par le maître de l'atelier et composé d'un contremaître, d'un aide contremaître et de trois ouvriers délégués par les autres ouvriers, dressait l'état nominatif des ouvriers qu'il jugeait avoir droit à un supplément et proposait le chiffre du supplément afférent à chacun d'eux.

L'état de proposition, ainsi dressé, était remis à

l'ingénieur ou à l'officier chargé de l'atelier, qui le transmettait, accompagné de ses notes, au directeur ; et celui-ci, après avoir fait ses observations et modifications, s'il y avait lieu, le soumettait à l'approbation définitive du conseil d'administration du port. Un double de ces états devait être envoyé au ministre sans délai.

Aux suppléments ainsi mentionnés pouvaient être ajoutées des primes s'élevant jusqu'à 2 francs par jour, en faveur de quelques ouvriers d'une habileté hors ligne dans les professions qui se rattachaient au travail des métaux ou aux arts du dessin, ce qui portait à 5 francs le maximum de leur solde.

Ces primes, dont on devait faire un usage très modéré, n'étaient allouées qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre, décision qui était prise sur la proposition du directeur, approuvée par le conseil d'administration du port.

Ces propositions relatives aux primes devaient toujours être accompagnées d'un rapport établissant d'une manière très positive les titres des ouvriers à une paie extraordinaire et tout exceptionnelle.

La solde des contremaîtres qui, à défaut des maîtres entretenus, étaient chargés de conduire des ateliers pouvait être augmentée de 0 fr. 50 par jour en sus de la paye fixe et des suppléments mentionnés *supra*.

La solde des contremaîtres et aides contremaîtres,

qui, dans les ateliers des gros marteaux, de la fonderie et des machines, mettaient eux-mêmes la main à l'œuvre, pouvait être élevée au maximum de 5 francs par jour, comme celle des ouvriers jouissant d'une prime exceptionnelle.

Les augmentations ci-dessus n'étaient accordées qu'en vertu d'une décision du ministre, prise sur la proposition du directeur et sur l'approbation du conseil d'administration du port.

Les chefs de service proposaient et le conseil d'administration prononçait définitivement la diminution ou la suppression des suppléments alloués aux ouvriers qui se rendaient coupables de négligence ou d'inconduite.

La moyenne de la solde fixe des contremaîtres, aides contremaîtres, ouvriers, apprentis et journaliers, résultant de l'application du tarif établi comme il a été dit plus haut, ne pouvait excéder, dans chaque port et dans chaque direction, 1 fr. 70 par jour. La somme des suppléments accordés par jour, divisée par le nombre total des contremaîtres, ouvriers, apprentis et journaliers employés dans chaque port et dans chaque direction, ne devait pas donner un quotient supérieur à 0 fr. 40 ; de sorte que le maximum de la journée moyenne totale était de 2 fr. 10.

Les ouvriers provenant de levée extraordinaire n'étaient pas comptés dans les calculs qui servaient à établir la moyenne de la paye fixe. Ils étaient com-

pris dans l'évaluation de la journée moyenne totale.

Les travaux qui, sans préjudice ou danger pour le service, étaient de nature à être faits à la tâche, soit par un seul ouvrier, soit par une association d'ouvriers, pouvaient être exécutés et payés d'après des tarifs de main-d'œuvre dressés par les directeurs, vérifiés et visés par le commissaire aux travaux et par le contrôleur. Ces tarifs étaient soumis à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation du ministre.

A chaque renouvellement de tarifs, un rapport établissait la comparaison entre le tarif proposé et le tarif précédent en indiquant, pour l'un et pour l'autre, le prix moyen de la journée et le bénéfice réalisable par l'ouvrier.

Il pouvait être accordé des indemnités temporaires aux contremaîtres et ouvriers dans les circonstances suivantes :

- 1^o Pour cherté des vivres ;
- 2^o Pour attirer, dans des cas particuliers, des ouvriers de certaines professions ;
- 3^o Pour frais de vacations pendant des missions spéciales.

Dans tous les cas, le ministre fixait l'indemnité sur la proposition des ports.

Avec la loi du 4 juin 1864, le mode de recrutement des ouvriers des arsenaux se trouva changé. Cette loi renonça à recruter les charpentiers de

navires, les perceurs, les voiliers et les calfats dans le personnel des inscrits maritimes ainsi que l'édic-
taient la loi du 3 brumaire an IV et la loi du 31 mars
1832.

Cependant les ouvriers des professions mariti-
mes immatriculés à cette époque qui se trouvaient
déduits du contingent d'une classe de recrutement
en qualité d'inscrits maritimes restèrent placés
sous le régime de la loi du 3 brumaire an IV jus-
qu'à l'époque de la libération de leur classe.

La disposition de la loi du 18 avril 1831 sur les
pensions de l'armée de mer, relative au bénéfice du
cinquième après douze ans de grade, resta applica-
ble aux contremaîtres et aux aides contremaîtres
des professions inscrites, qui étaient alors en acti-
vité de service.

Le 18 janvier 1867 fut promulgué un très impor-
tant décret qui institua le régime qui est encore à peu
de choses près celui sous lequel se trouve le personnel
ouvrier. Ce régime était ainsi réglé :

Le personnel ouvrier employé dans les arsenaux
maritimes se composait de chefs contremaîtres,
contremaîtres, chefs ouvriers, ouvriers apprentis,
chefs journaliers et journaliers.

Les emplois de chefs contremaîtres et ceux de
chefs ouvriers étaient réservés aux hommes de pro-
fession, à l'exclusion des journaliers.

Les chefs contremaîtres étaient choisis exclusive-

ment parmi les contremaîtres de première et de deuxième classe ; ils devaient posséder des connaissances suffisantes en dessin linéaire. Les contremaîtres étaient choisis parmi les chefs ouvriers et ouvriers de première classe appartenant à l'effectif de l'arsenal ou parmi les hommes de profession, provenant de l'industrie privée, sachant lire, écrire, calculer et possédant en outre des connaissances en dessin en rapport avec leur profession. Les chefs ouvriers étaient choisis parmi les ouvriers de première et de deuxième classe appartenant à l'effectif de l'arsenal, ou parmi les ouvriers provenant de l'industrie privée, habiles dans leur profession et sachant lire et écrire.

Les ouvriers se recrutaient : 1° par l'apprentissage ; 2° par l'admission d'ouvriers qui se présentaient volontairement, soit dans les arsenaux, soit devant les autorités ayant mission de les recevoir ; 3° et, exceptionnellement, par l'admission au titre d'ouvriers, de journaliers de l'arsenal qui, après un an au moins de service dans la profession qu'ils désiraient embrasser, satisfaisaient aux conditions d'aptitude règlement particulier pour chaque arsenal.

N'étaient admis comme apprentis que des jeunes gens de quatorze à dix-sept ans, reconnus sains et de bonne constitution, justifiant qu'ils savaient lire et écrire et possédant les premières notions de l'arithmétique. Toutefois, en ce qui concernait l'âge

et l'instruction, les orphelins et fils de veuves dont les pères avaient été tués en remplissant un service commandé ou étaient morts des suites de maladies contractées au service pouvaient être admis à partir de treize ans, lorsqu'ils savaient lire et écrire. La préférence pour l'admission était donnée : 1^o aux fils des maîtres principaux et entretenus, des chefs contremaitres, des contremaitres, des chefs ouvriers et ouvriers des arsenaux de la marine ; 2^o aux fils des marins militaires des troupes de la marine, chefs journaliers, journaliers et autres employés de la marine ; les premiers choix devaient se porter d'abord sur les orphelins et les fils de veuves, dont les pères avaient été tués au service ou étaient morts des suites contractées au service puis sur ceux dont les pères étaient morts au service ou en jouissance d'une pension de retraite. Les chefs de service fixaient le salaire que devaient recevoir les apprentis au moment de leur admission ; toutefois ceux qui étaient âgés de moins de quinze ans devaient être placés à la plus basse paye. L'âge auquel les apprentis étaient aptes à passer ouvriers variait de dix-sept à dix-huit ans. Le titre d'ouvriers ne pouvait leur être concédé qu'autant qu'ils avaient donné des preuves d'aptitudes professionnelles dans un essai dont les conditions étaient déterminées par un règlement local arrêté par le chef de service compétent et approuvé par le préfet maritime.

N'étaient reçus journaliers que des hommes sains, de bonne constitution, vigoureux et âgés de dix-huit ans au moins.

L'âge maximum pour entrer dans le personnel ouvrier était de trente ans.

Les admissions dans le personnel ouvrier étaient prononcées par les directeurs ou chefs de service compétents dans la limite des besoins du service, laquelle était fixée par le préfet maritime en conseil d'administration. Chaque agent admis, sauf les apprentis et les journaliers, déposait dans les bureaux du service où il entraît son livret et tous papiers établissant ses antécédents et ses services. Le candidat agréé par un chef de service était adressé par le fonctionnaire compétent de ce service au médecin-major de l'arsenal, qui constatait et, après visite, certifiât, s'il y avait lieu, que le sujet était sain et qu'il n'avait pas de maladie ou d'infirmité qui le rendait impropre à l'emploi auquel il était destiné.

Tout agent du personnel ouvrier perdait les salaires acquis s'il abandonnait les travaux du port avant d'avoir obtenu son congédiement du chef de service. Il avait droit à ce congédiement quinze jours après l'avoir demandé. Dans les circonstances ordinaires, les chefs de service prononçaient le congédiement de tous les agents du personnel ouvrier. Toutefois, le préfet maritime pouvait, exceptionnellement, se réserver ce droit.

Les salaires des agents du personnel ouvrier admis pour la première fois ou réadmis après une absence de six mois au moins ne sont établis qu'après une épreuve de quinze jours. Les chefs de service les fixent sur les propositions des officiers chargés des ateliers sauf quand le ministre statue lui-même.

Le règlement des salaires acquis dans le cas où il doit être fait avant la fin du temps d'épreuve est établi d'après le grade et la classe provisoirement accordés, sauf appel ou retenue à faire, s'il y a lieu, à la paye suivante.

Si la réadmission succède à une absence de moins de six mois, l'individu rentre avec le grade, la classe et le salaire qu'il possédait avant le congédiement.

Le salaire se composait :

1° De la solde matriculé ou paye représentative du grade ou de la classe ;

2° Du supplément ou paye variable facultative dont la répartition générale était faite chaque année, en raison des taux courants des salaires analogues payés par l'industrie locale, ainsi que de la conduite, de la capacité et du zèle de chacun ;

3° D'allocations exceptionnelles temporaires définies à l'article 20.

La proportion dans les grades et les classes, la solde matriculaire et le supplément individuel maximum étaient ainsi fixés pour chaque service :

Désignation des catégories	Maximum normal de chaque classe	Solde matriculaire individuelle par journée de travail	Maximum du supplément individuel facultatif par journée de travail
<i>1^{re} catégorie</i>		fr. c.	fr. c.
Chefs contremaîtres.	1 0/0	4,00	1,50
Contre- { 1 ^{re} classe.	2 0/0	3,70	
maîtres { 2 ^e »	3 0/0	3,50	
<i>2^e catégorie</i>			
Chefs ouvriers.	6 0/0	3,00	2,00
<i>3^e catégorie</i>			
Ouvriers {	1 ^{re} classe.	35 0/0	2,50
	2 ^e »	30 0/0	2,20
	3 ^e »	11,5 0/0	1,90
	4 ^e »	11,5 0/0	1,60
Total.....	100		
<i>4^e catégorie</i>			
Apprentis à		1,00	0,30
		0,80	
		0,60	
		0,40	
<i>5^e catégorie</i>			
Chefs { journa- liers {	1 ^{re} classe.	2 0/0	2,20
	2 ^e »	2,00	0,70
		1,80	
		1,70	
Journaliers.....	95 0/0	1,60	
		1,50	
Total.....	100		

S'il existait un incomplet dans un grade ou une classe, il pouvait être compensé par un supplément d'effectif dans les grades ou classes inférieurs.

Les suppléments individuels devaient toujours être des multiples de 10.

Le ministre de la Marine et des Colonies, sur les propositions qui étaient faites par les préfets maritimes en conseil d'administration, fixait chaque année par port, pour chaque direction et service, la moyenne des suppléments par catégorie.

Les propositions étaient accompagnées d'un rapport du chef de service et d'un tableau conforme à un modèle arrêté par le ministre.

Les propositions des divers chefs de service d'un même port étaient présentées et discutées le même jour au conseil d'administration.

Dans le cas où par suite de congédiements dans les grades inférieurs un cadre avait des excédents, il n'était pourvu qu'à la moitié des vacances qui se produisaient jusqu'à ce que l'on fût rentré dans les proportions fixées.

Les suppléments de solde ainsi prévus étaient concédés par les chefs de service directement ou en conseil d'administration, sauf quand il s'agissait de suppléments supérieurs à 1 fr. 30 qui n'étaient concédés aux chefs ouvriers et aux ouvriers de première classe qu'en vertu d'une décision du ministre sur propositions faites chaque année au

ministre en même temps que les propositions relatives aux suppléments indiquées plus haut. Les propositions relatives aux chefs-ouvriers et ouvriers de première classe ne devaient comprendre que des chefs-ouvriers et ouvriers de première classe ayant fait preuve d'une habileté hors ligne ou se distinguant d'une manière spéciale dans l'exercice de leur profession.

Toutes les propositions de suppléments spéciaux adressées au ministre, en vertu du présent article, devaient être individuellement motivées par le chef de service qui les avait présentées et approuvées par le préfet maritime.

Il pouvait être accordé des indemnités temporaires à tout ou partie des agents du personnel ouvrier soit pendant les moments de cherté exceptionnelle des vivres, soit pendant des missions. Ces indemnités s'ajoutaient alors au supplément journalier.

Dans tous les cas, le ministre fixait le taux et la durée de l'indemnité à allouer. Tout agent du personnel ouvrier en mission recevait, indépendamment de ses frais de voyage et de l'indemnité de mission, la totalité de son salaire journalier (solde matriculaire et supplément), à l'exclusion des indemnités de localité dont il jouissait dans son port d'attache.

Le travail des jours fériés, ainsi que celui en dehors des heures réglementaires, pouvait être exigé de tout

agent du personnel ouvrier lorsque les besoins du service le commandaient.

Le travail des jours fériés était compté et rétribué comme celui des jours ouvrables.

Les fractions de journées de travail entre les heures réglementaires étaient comptées et rétribuées en dixièmes de journées. La durée de ces dixièmes était variable suivant la saison, proportionnellement à la longueur de la journée de travail.

Chaque heure de travail en dehors des heures réglementaires comptait toute l'année pour un dixième de journée mais elle était payée un quart en sus du dixième du taux de la journée ordinaire.

Les travaux qui étaient exécutés à la tâche étaient payés d'après des tarifs de main-d'œuvre approuvés par le ministre de la Marine.

Les avancements en grade et en solde avaient lieu, pour tout le personnel, seulement une fois par an, à moins d'exceptions particulières, pour lesquelles l'autorisation du ministre devait être demandée.

Le passage des apprentis au titre d'ouvrier pouvait avoir lieu dès qu'ils avaient satisfait aux conditions d'âge et d'aptitude.

Les propositions d'avancement en grade, en solde matriculaire et en supplément étaient faites par les chefs de service du conseil d'administration.

L'avancement parmi les ouvriers, les apprentis et les journaliers avaient lieu de paye en paye. Toute-

fois ceux qui se faisaient particulièrement remarquer pouvaient recevoir un avancement embrassant deux de ces degrés.

Les apprentis qui, après deux ans passés dans l'arsenal, étaient reconnus ne posséder aucune aptitude professionnelle étaient congédiés à moins qu'ils ne fussent conservés en qualité de journaliers.

La solde matriculaire de tous les agents de tout le personnel ouvrier pouvait être réduite par les chefs de service pour négligence, incapacité, inconduite ou faute grave contre la discipline, sous réserve de l'approbation du préfet maritime en ce qui concernait les agents pour lesquels la réduction opérée entraînait la déchéance du grade. Les chefs de service pouvaient, pour les mêmes causes, réduire le supplément de tous les agents du personnel ouvrier, temporairement ou définitivement, et faire emploi immédiat des fonds ainsi devenus disponibles pour accroître, temporairement ou définitivement, les suppléments de ceux qui avaient mérité une récompense. Tous les trois mois, les chefs de service faisaient connaître au conseil d'administration du port les diminutions, suppressions ou concessions nouvelles qu'ils avaient prononcées.

Tous les agents du personnel ouvrier employés dans les arsenaux de la marine étaient soumis aux lois et consignes relatives à la discipline, à la police et à la sûreté de ces établissements.

Sous la troisième République, l'organisation générale des ports et arsenaux ne fut guère remaniée. Les cadres de cette institution restèrent presque les mêmes aussi bien en ce qui concerne l'administration même des services qu'en ce qui concerne la situation du personnel ouvrier.

A signaler cependant les décrets du 3 mai 1879, du 30 janvier 1880, du 5 août 1881, du 23 janvier et du 27 mars 1882, qui réglèrent les attributions respectives des grands chefs des arsenaux, le major général et le major de la flotte, — le décret du 31 mars 1890 qui enleva au commissariat de la marine une partie de ses services : l'administration et la police des hôpitaux maritimes qui furent confiés au directeur du service de la santé — le décret du 21 octobre 1891, qui plaça en qualité de chef d'état major un contre-amiral auprès du préfet maritime pour centraliser les différents services et donna le titre de major général de la flotte à l'ancien major de la flotte.

A signaler aussi le décret du 21 octobre 1891 qui donna au major général de flotte, en plus de ses attributions militaires, des attributions d'administrateur.

A signaler enfin deux importants décrets sous le régime desquels vivent encore aujourd'hui nos ports et arsenaux : celui du 25 août 1900 et celui du 23 septembre 1901.

Le décret du 25 août 1900, rendu sur les conclusions d'une commission interministerielle, confirma l'organisation de l'ordonnance du 15 juin 1844, tout en assurant plus largement l'autonomie de chacun des services des arsenaux.

Le décret du 23 septembre 1901 trace, suivant la nature des travaux à exécuter, la ligne de démarcation entre les ateliers de la flotte et la direction des constructions navales. Dans chaque arsenal de la marine, est constitué un service de la flotte, dont la mission essentielle est d'assurer l'entretien et les réparations courantes d'entretien des bâtiments de la flotte ainsi que leur disponibilité constante au point de vue du matériel mobile d'armement autre que celui ressortissant aux directions d'artillerie, des défenses sous-marines, au service de santé et au détail du commissariat. Le service de la flotte peut, en outre, donner l'aide de sa main d'œuvre au service des constructions navales pour accélérer la mise en état d'un bâtiment et, inversement, réclamer le concours de ce dernier service pour l'accomplissement de sa mission normale. Le service de la flotte comprend : 1° les magasins de la flotte ; 2° un groupe d'ateliers exclusivement militaires désigné sous le nom d'ate-

1. Ce décret subsiste encore dans ses principales dispositions. Le décret du 28 juillet 1905, par son article 9, a cependant supprimé la direction des défenses sous-marines.

lier central de la flotte ; 3° une salle des remises avec ses annexes ; 4° des dépôts destinés à recevoir provisoirement le matériel d'armement qui, pour une cause quelconque ne peut être conservé à bord des bâtiments. Le service de la flotte est placé sous les ordres du major général de la marine.

Aujourd'hui le préfet maritime est directement responsable de l'exécution, dans son arrondissement, des lois, ordonnances, décrets et règlements qui régissent la marine, ainsi que de l'exécution des ordres qui lui ont été notifiées par le ministre de la Marine. Toutefois cette responsabilité s'exerce sous réserve de celle qui incombe au chef de service, responsable des actes de leur administration.

Les chefs de service dans les arsenaux sont le major général, le directeur des constructions navales, le directeur de l'artillerie, le directeur des travaux hydrauliques et des bâtiments civils. Il y a aussi un commissaire général. Les directions sont affranchies de la tutelle du commissariat sous laquelle elles étaient jadis ; le dernier service n'est plus qu'un service comme les autres ; il gère seulement les détails des subsistances, des revues des armements, des fonds et des prisons.

De cet exposé historique, dès maintenant, on peut en ce qui concerne la situation générale des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine, tirer cette conclusion : jusqu'à une époque

assez récente, ces ouvriers étaient soumis à un régime disciplinaire étroit, qui les assimilait en quelque sorte aux marins des équipages de la flotte, longtemps ils furent de véritables militaires, astreints à toutes les obligations militaires, longtemps aussi ils furent des inscrits maritimes, et furent liés à leur service de la même manière et au même titre que les inscrits maritimes, même après la loi du 4 juin 1864 qui renonça au recrutement par la voie de l'inscription, ces ouvriers restèrent encore longtemps soumis à un régime d'exception présentant beaucoup d'analogie avec celui des incrits.

PREMIÈRE PARTIE



CONDITION ÉCONOMIQUE DU PERSONNEL
OUVRIER DES ARSENAUX ET ÉTABLISSE-
MENTS HORS PORTS DE LA MARINE

CHAPITRE PREMIER

Catégories et classes d'ouvriers

Le personnel de la marine est divisé en personnel entretenu et en personnel non entretenu. Le premier est celui qui fait partie d'un cadre fixe et est rémunéré par une solde annuelle ; le second comprend le personnel qui touche des gages journaliers et dont le nombre peut en principe être augmenté ou diminué suivant les besoins. Le personnel non entretenu comprend les ouvriers des arsenaux, les agents civils embarqués et les agents des hôpitaux.

Alors que le personnel dépendant du Ministère de la Guerre est sous le régime de la loi, le personnel de la Marine est sous le régime des décrets. Le législateur depuis quelques années paraît disposé à réglementer par des lois tous les différents services de la Marine. Une loi du 3 août 1892 a fixé les cadres du corps des officiers mécaniciens, celle du 10 juin 1896 a organisé le corps des officiers de marine et des équipages de la flotte, celle du 12 février 1897 a constitué le corps militaire des guetteurs sémapho-

riques, le corps du contrôle a été organisé par la loi du 2 mars 1902, mais aucune loi n'est encore intervenue en ce qui concerne le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports.

Dans les arsenaux et établissements hors ports de la Marine travaillent actuellement trois sortes d'ouvriers : les ouvriers immatriculés, les ouvriers en régie directe, les ouvriers en régie indirecte.

Par ouvriers en régie indirecte, on entend des ouvriers que l'administration de la marine ne connaît pas, qui ne lui appartiennent en aucune façon, qui sont employés aux charrois, aux mouvements et autres travaux du même genre exécutés pour le compte de particuliers. Le budget de la Marine alloue des crédits pour eux, mais au compte de ces particuliers.

Les ouvriers en régie directe travaillent pour le compte des arsenaux. Leurs salaires sont compris dans les crédits du budget de la marine (chapitres : Matières en général). Ils se trouvent cependant dans une situation quelque peu indéfinie, parce qu'ils ne jouissent pas des mêmes avantages que les ouvriers immatriculés, du droit à la retraite notamment. Aux termes d'une circulaire du 8 août 1900 (1) et d'une

1. Les ouvriers en régie qui étaient employés avant le 1^{er} janvier 1901 au Laboratoire central, à la Fonderie de Ruelle, à l'hôpital de Saint-Mandrier et les ouvriers auxiliaires qui étaient également employés avant le 1^{er} janvier

circulaire du 31 janvier 1900, leur recrutement a lieu lorsque des travaux urgents nécessitent une augmentation d'effectif des ouvriers manœuvres ; les ouvriers ainsi recrutés sont au moment même de l'embauchage, individuellement prévenus de la différence qui existe entre leur situation et celle des ouvriers immatriculés et avertis qu'ils ne sont embauchés que pour la durée des travaux, si ces travaux ne durent pas plus de six mois et pour une période de six mois si la durée des travaux doit être plus considérable. Cependant, si régulièrement l'embauchage ne doit avoir lieu qu'en vue de travaux déterminés et jamais pour plus de six mois, le principe ne fut pas toujours respecté. En 1900, cette main-d'œuvre reçut une grande extension, parce que le gouvernement et le Parlement tenait à réduire le plus possible l'effectif des ouvriers immatriculés. On embaucha beaucoup d'ouvriers en régie directe et on omit de faire les débauchages réglementaires. Les bénéficiaires de cette omission en profitèrent pour demander l'immatriculation. Dans la suite, tous les ouvriers en régie directe demandèrent collectivement l'immatriculation, aujourd'hui encore l'administration de la Marine et ces ouvriers ne sont point absolument

1901 pour le service des hôpitaux et des subsistances et pour l'artillerie ne furent point soumis à la règle de la circulaire. Exception fut encore faite pour le service des travaux hydrauliques.

d'accord sur la question. Il n'en est pas moins vrai qu'un certain nombre d'ouvriers en régie directe ont obtenu l'immatriculation.

Nous n'aurons guère l'occasion de nous intéresser à la situation des ouvrières. La situation des ouvrières des arsenaux varie d'un port à l'autre. Ce sont des veuves, femmes ou filles d'ouvriers de la marine. Elles sont employées dans les buanderies et lingeries des hôpitaux et surtout dans les ateliers d'artifices.

Nous n'examinerons pas non plus la situation des surveillants techniques. Ce ne sont pas des ouvriers. Ils ne travaillent point manuellement. Ils sont du reste les représentants de l'Administration et chargés de surveiller le travail. Ils sont sous le régime du décret du 15 janvier 1900 et de la loi de finances du 13 avril 1900. Leur situation s'est trouvée améliorée par ce décret et cette loi : les chefs contre-maitres et les contre-maitres ont été réunis à cette époque aux maitres et maitres principaux des arsenaux et la réunion des chefs contre-maitres, des contre-maitres, des maitres et des maitres principaux de la marine a constitué un corps distinct du personnel ouvrier, le corps des surveillants techniques des arsenaux.

Nous laisserons de côté aussi les chefs d'études et dessinateurs proprement dits, qu'il ne faut point confondre avec les ouvriers-dessinateurs, qui, nous le verrons plus loin, sont bien des ouvriers des

arsenaux et établissements de la marine (1). La situation des dessinateurs proprement dits a été réglée par un décret du 15 janvier 1900. Les dessinateurs proprement dits forment un corps spécial. Ils sont assimilés comme les agents des corps administratifs secondaires payés au mois et soumis à un avancement régulier.

Nous ignorerons encore les ouvriers d'Etat de l'artillerie de la marine dont la situation a été réglée récemment par un décret du 5 juillet 1905. Ce sont des ouvriers du ministère de la Guerre : leurs soldes, leurs indemnités, leurs accessoires de soldes sont aux termes mêmes de ce décret, déterminés par les règlements actuellement en vigueur à la guerre ; leur pension de retraite sont les mêmes que celles des adjudants. Nous ne connaissons pas non plus les agents des personnels secondaires des arsenaux tels que les gendarmes, les portiers-consignes des arsenaux, les pompiers, les douaniers, les employés de l'octroi municipal, les vétérans chargés de l'entretien des pompes flottantes ; la plupart d'entre eux, du reste, dépendent d'un ministère autre que celui de la marine.

Bien entendu, tout ce qui regarde les personnels administratifs des arsenaux — agents des directions

1. Voir le chapitre concernant l'admission des candidats-ouvriers dans les arsenaux et établissements de la marine.

de travaux, comptables des matières — reste en dehors des cadres des travaux au même titre que les agents des personnels techniques. Ni les uns ni les autres ne sont des ouvriers.

CHAPITRE II

Admission

Le recrutement du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine est soumis à des règles très précises, en ce qui concerne du moins le personnel immatriculé, car le recrutement des ouvriers en régie directe se fait comme dans l'industrie privée par embauchage aux conditions que nous avons plus haut exposées.

Le recrutement du personnel ouvrier non en régie s'opère par la voie de l'apprentissage et par la voie du choix fait par les autorités maritimes parmi des hommes de nationalité française, ou naturalisés français et ayant capacité d'ouvrier, c'est-à-dire ayant subi avec succès des épreuves portant le nom d'essai et ayant satisfait à une visite médicale.

Actuellement, le recrutement par la voie du choix est presque entièrement suspendu (1). Le Parlement

1. Une dépêche du 10 août 1908 du ministre de la Marine a prescrit l'embauchage de 380 ouvriers dans les directions de l'artillerie. Cette mesure est tout à fait exceptionnelle. Le

a plusieurs fois, ces dernières années, à l'occasion des discussions sur la marine ou sur le budget de la marine, exprimé le vœu que l'effectif des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine ne soit point augmenté. En conséquence, le recrutement n'a plus lieu maintenant que par la voie de l'apprentissage. Les apprentis deviennent aides-ouvriers, puis font leur service militaire. De retour dans leurs foyers ils sont réadmis comme ouvriers aux conditions énoncées par les règlements. Ce mode de recrutement suffit à assurer les effectifs normaux et permet de combler les vides occasionnés par les décès, les mises à la retraite, les congédiements, les départs.

Bien que le recrutement par la voie du choix soit entièrement suspendu en ce moment, il importe d'étudier les règles qui le concernent aussi bien que les règles relatives au recrutement par la voie de l'apprentissage, puisque du jour au lendemain les besoins du travail peuvent faire revivre le recrutement par voie du choix.

Pour étudier les unes et les autres règles, il suffit d'examiner d'une part les conditions d'admissions imposées aux candidats-apprentis, et d'autre part, les conditions d'admission imposées aux candidats-ouvriers.

ministre de la Marine avait demandé aux Chambres l'autorisation et les crédits nécessaires.

Le service de l'apprentissage, tel qu'il a toujours été organisé dans les arsenaux et établissements de la marine, permet de donner aux enfants du personnel militaire et ouvrier, ainsi qu'à leurs orphelins, l'instruction professionnelle qui les préparera à devenir eux-mêmes par la suite des ouvriers.

Le nombre des apprentis admis dans chaque service des ports et établissements de la marine est arrêté chaque année par le ministre sur la proposition des chefs de service.

L'admission par la voie de l'apprentissage est réglé par l'article 10 du décret du 13 juin 1907. Le décret de 1907 a changé bien peu de chose au régime antérieur. Il est en quelque sorte la reproduction de l'article 5 du décret du 21 juin 1900 augmenté des circulaires postérieures qui l'avaient modifié sur quelques points de détails.

Pour être admis comme apprentis, les jeunes gens présentés doivent répondre aux conditions suivantes : avoir de quatorze à dix-sept ans, être reconnus sains et de bonne constitution, justifier qu'ils savent lire, écrire et calculer et qu'ils ont satisfait aux obligations de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire.

Les conditions d'âge et d'instruction sont abaissées lorsqu'il s'agit des orphelins et fils de veuves

dont les pères, appartenant au personnel de la marine, ont été tués en remplissant un service commandé ou sont morts des suites de maladies contractées au service. Il suffit alors que les candidats aient treize ans et sachent simplement lire et écrire.

Les autorités des arsenaux et établissements de la marine arrêtent leur choix, chaque année, en deux fois, au 1^{er} avril et au 1^{er} septembre pour les apprentis armuriers, en une fois au 1^{er} septembre pour les autres apprentis. Néanmoins des exceptions individuelles peuvent être faites au cours de l'année pour l'admission d'enfants dont le père, appartenant au personnel de la marine, aurait été tué en service commandé ou viendrait à mourir d'une blessure ou d'une maladie donnant droit à la pension de veuve. En dehors de ces exceptions, le choix des autorités se fait suivant des règles fixes : doivent d'abord être admis les orphelins et fils de veuves dont les pères appartenant au personnel de la marine ont été tués en remplissant un service commandé ou sont morts des suites de maladies contractées en service, puis les enfants dont les parents ont été ou sont au service de la marine, soit comme ouvriers, dessinateurs ou agents techniques, soit comme marins ou officiers mariniens, et cela en tenant compte et du degré d'instruction des enfants et de l'état de fortune des parents. Le décret du 13 juin

1907 prévoit que, pour se renseigner à ce sujet, les autorités des arsenaux et autorités de la marine consulteront les associations professionnelles et les municipalités.

Les apprentis dont la nomination est approuvée par le ministre, sont présentés à la visite médicale du médecin-major de l'arsenal ou de l'établissement qui constate et, après visite, certifie, s'il y a lieu, que le sujet est sain et qu'il remplit les conditions exigées par les règlements au service des arsenaux. Ils sont soumis à une nouvelle visite dans les deux mois qui suivent leur admission au service. En outre, ils doivent être vaccinés dans l'année.

Les apprentis qui, après deux ans passés à l'arsenal, n'ont pas été reconnus apprentis de 2^e classe ou qui, à vingt ans, n'ont pas été reconnus capables d'être nommés aides-ouvriers peuvent être congédiés. Les aides-ouvriers se recrutent uniquement parmi les apprentis ; ils conservent cette situation jusqu'à leur départ pour le service militaire. Aucun apprenti ne peut être nommé aide-ouvrier avant l'âge de dix-huit ans et s'il n'a pas subi avec succès un essai devant une commission d'admission.

Les anciens aides-ouvriers bénéficient de conditions spéciales pour leur réadmission dans les arsenaux et établissements de la marine après leur renvoi dans leurs foyers.

Lorsqu'ils ont accompli intégralement leur service

militaire, les anciens aides-ouvriers sont admis de droit dans la dernière classe des ouvriers. Ils viennent alors en concurrence avec les candidats qui, avant l'âge d'être appelés sous les drapeaux, n'y ont point travaillé.

Lorsqu'ils ont été exemptés de tout service militaire et cependant reconnus aptes à servir dans les arsenaux, ils sont maintenus comme aides-ouvriers et nommés ensuite à la dernière classe d'ouvriers le jour de la libération de leur classe militaire (1).

1. Tout récemment, depuis l'arrivée rue Royale, comme sous-secrétaire d'Etat à la Marine, de M. Chéron, les conditions d'admission des apprentis dans les arsenaux ont été quelque peu modifiées. La circulaire rendue à ce sujet s'inspire des règles suivantes :

1^o Décharger les services centraux du soin de confectionner les listes des candidats à admettre comme apprentis ;

2^o Préciser les règles à suivre pour introduire dans l'établissement des listes d'admission la tendance qui s'est manifestée en ces dernières années de tenir un plus large compte des charges de famille des parents des candidats ;

3^o Constituer des jurys d'admission dont le fonctionnement présente toutes les garanties nécessaires d'impartialité et de justice.

Le classement définitif des candidats sera fait désormais dans chaque service par une commission locale comprenant : le directeur, le sous-directeur, le chef de bureau du personnel et deux officiers examinateurs.

Il sera effectué, en plaçant en tête de la liste les enfants dont les parents ont été tués au service de la marine ou sont morts des suites de maladies contractées au service de la marine et qui seront reconnus à l'examen d'admission comme sachant lire et écrire.

Il comprendra après ces enfants les autres candidats sui-

En dehors des aides-ouvriers, les ouvriers, que ce soit pour le groupe des spécialités ou le groupe des manœuvres, se recrutent par le choix fait sous certaines conditions prévues par les autorités des arsenaux et établissements de la marine parmi les candidats de bonne volonté.

Les règles concernant l'admission des candidats ouvriers — ouvriers des spécialités ou ouvriers manœuvres — sont inscrites dans les articles 6, 7, 8 et 9 du décret du 13 juin 1907. Elles sont sensiblement les mêmes que celles du décret du 21 juin 1900. Les conditions exigées se rapportent soit à l'état civil, soit à l'aptitude physique, soit à la capacité professionnelle des candidats.

Les candidats doivent être de nationalité française ou naturalisés français. En cette matière, il y a évidemment lieu d'appliquer la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité qui a eu pour but de codifier et d'intercaler dans le chapitre I du Code civil toutes les dispositions éparses dans divers textes concernant

vant le nombre de points qu'ils auront obtenus au cours d'un examen. Le nouveau décret détermine les diverses épreuves que suppose cet examen. Il décide que des points de majoration, dont il fixe le nombre, seront accordés : 1° aux orphelins et fils de veuve ; 2° aux fils d'agents des services de la marine en activité de service ; 3° aux candidats ayant un plus ou moins grand nombre de frères et sœurs.

l'acquisition et la perte de la qualité de Français ainsi que la loi du 22 juillet 1893 qui a apporté quelques modifications à cette loi, relativement aux déclarations à effectuer en vue d'acquérir ou de décliner la nationalité française. Est encore applicable le décret du 13 août 1889 portant règlement d'administration publique pour la détermination des formalités à remplir en vue de l'obtention ou la répudiation de la qualité de la nationalité française. Il ne saurait du reste y avoir aucun doute à ce sujet, car les deux lois et le décret sur la nationalité française qui offrent « un intérêt particulier pour le département de la marine au point de vue du recrutement et de l'inscription maritime » ont été spécialement l'objet de la part du ministre de la Marine de deux notifications aux préfets maritimes : l'une du 20 août 1889 (1) l'autre du 29 juillet 1893 (2).

Les candidats doivent encore être reconnus comme « ayant la capacité d'ouvrier », c'est-à-dire avoir subi avec succès des épreuves généralement manuelles appelées « essais » et avoir satisfait à la visite médicale.

Aucune admission n'est possible dans le groupe des spécialités ou des manœuvres s'il n'y a eu un

1. *Bulletin officiel de la marine*, 1889, p. 290.

2. Commentaire du décret du 21 juin 1900 portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine.

rapport favorable d'une commission ou établissement. Il n'y a d'exception que pour certains emplois spéciaux tels ceux du service des hôpitaux.

Ces commissions, qui sont ainsi chargées d'examiner les candidats, sont composées d'un adjoint (ou, à son défaut, d'un chef surveillant technique ou surveillant technique) président, désigné par le chef de service, d'un chef-ouvrier et d'un ouvrier ou chef-ouvrier. Sous le régime du décret du 21 juin 1900, les commissions chargées de la même mission étaient composées uniquement de gradés : adjoints-surveillants et chefs-ouvriers. C'est une innovation du décret du 13 juin 1907 d'avoir introduit dans les commissions d'examen l'élément ouvrier.

Les commissions d'examen sont constituées par le chef de service lorsque des admissions ont été autorisées par le ministre. Il y en a autant que de professions à recruter. Elles se réunissent alors à des dates fixées par l'autorité locale et qui sont portées à la connaissance des intéressés par voie d'affiches.

Les commissions d'examen font subir les essais aux candidats et décident s'ils ont ou non les aptitudes nécessaires pour entrer dans le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine.

Les essais à faire subir aux candidats diffèrent suivant la direction ou service auxquels ils désirent être admis, suivant la profession pour laquelle ils se

présentent, suivant le port ou établissement auxquels ils demandent à être affectés.

Le décret du 13 juin 1907 n'a pas modifié le programme des essais à faire subir aux candidats pour l'admission aux emplois d'ouvriers. Ce programme reste fixé par les instructions inscrites dans l'annexe n° II du décret du 21 juin 1900 ainsi que dans les circulaires des 31 août et 19 octobre 1900 (1).

Cet annexe fournit, par les tableaux qui s'y trouvent, à la fois les différentes sortes de professions de chaque service et les essais à subir pour y être admis. Elle fixe aussi le programme des essais auxquels sont soumis les ouvriers pour le passage d'une classe à une autre.

Les tableaux de l'annexe concernent la direction des constructions navales, la direction de l'artillerie, la direction des défenses sous-marines, la direction des travaux hydrauliques, la direction des subsistances.

Cette annexe et ces tableaux qui sont toujours applicables, comme nous l'avons dit, malgré la réforme de 1907, ne peuvent être consultés avec fruit que si l'on tient compte des modifications qui

1. Réglementation du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine et commentaires du décret du 21 juin 1900 portant réorganisation de ce personnel, p. 121.

ont été apportées dans l'organisation générale des arsenaux depuis 1900 (1).

Le tableau relatif à la direction des constructions navales divise les emplois en deux groupes : le groupe des spécialités et le groupe des manœuvres. Pour le groupe des manœuvres, comme les candidats ne peuvent être admis que dans la dernière classe et que tous font un travail du même genre, d'une part le programme d'essai est le même pour tous, et, d'autre part, il n'y a point différentes sortes d'emplois. Le groupe des spécialités se subdivise au contraire en plusieurs catégories : dans une première catégorie figurent les emplois communs aux cinq ports : d'ajusteurs, appareilleurs, autocopistes et autographistes, calfats, charpentiers pour bois et charpentiers pour fer, charrons, chaudronniers pour cuivre, chaudronniers pour fer, cordonniers, ébénistes, électriciens, ferblantiers, forgerons, forgerons-chaudronniers, forgerons pour cornières, gréeurs, lithographes, maçons, menuisiers, modeleurs, mouleurs, ouvriers pour canots et navires, pavillonniers, peintres, perceurs, photographes, poulieurs, riveurs, scieurs, serruriers, tapissiers, tonneliers, tourneurs, voiliers, zingueurs, ; dans une

1. La direction des défenses sous-marines a été supprimée et rattachée à la direction de l'artillerie. Les ouvriers dessinateurs des arsenaux sont devenus des ouvriers de spécialités.

deuxième catégorie se trouve une profession spéciale au port de Brest, celle de cordiers ; dans une troisième une profession spéciale au port de Toulon, celle des typographes ; dans une quatrième catégorie sont rangées les professions spéciales à l'établissement d'Indret, de chauffeurs de fours, couvreurs, ébarbeurs, fondeurs, fraiseurs, frappeurs, perceurs, raboteurs, tourneurs sur bois ; dans une cinquième catégorie sont les professions spéciales à l'établissement de Guérigny, d'affineurs, boulonniers et chainiers, chauffeurs, cisailleurs, cloutiers, ébarbeurs, lamineurs, meuleurs, puddleurs, tailleurs de pierres. Le programme des essais est spécial à chaque profession de chacune de ces catégories de spécialités, mais il n'y a qu'une seule commission d'examen pour chaque spécialité, alors même que plusieurs ateliers d'un même service emploierait cette spécialité, de plus le minimum du nombre des commissions ne doit pas descendre au-dessous de cinq, qui sont la commission des ateliers d'ajustage, la commission des ateliers de forge et chaudronnerie, la commission des ateliers à bois, la commission des ateliers de voilerie, garniture, poulserie, la commission des services généraux.

Pour la direction de l'artillerie, les emplois se divisent aussi en deux groupes : celui des spécialités et celui des manœuvres. Le groupe des spécialités se subdivise en deux catégories : une première

catégorie comprenant les professions communes aux cinq ports : celles d'ajusteurs, d'appareilleurs, d'armuriers, d'artificiers, d'autocopistes et autographistes, de bourreliers et cordonniers, de charpentiers, de charrons, de chaudronniers pour cuivre, de chaudronniers pour fer, de chauffeurs, d'ébénistes, d'électriciens, de ferblantiers, de mouleurs et fondeurs, de forgerons, de gréeurs, de lithographes, de menuisiers, de modeleurs, de peintres, de photographes, de serruriers, de tonneliers, de tourneurs sur bois, de tourneurs en métaux, de raboteurs, de voiliers ; une deuxième catégorie comprenant des professions spéciales à l'établissement de Ruelle : celles d'ajusteurs, de bourreliers, de charpentiers, de charrons, de chaudronniers pour cuivre, de chaudronniers pour fer, de chauffeurs, d'électriciens, de ferblantiers, de forgerons, de lithographes, de mécaniciens, de menuisiers, de modeleurs, de mouleurs et fondeurs et serruriers, de tourneurs sur métaux. Comme pour la direction des constructions navales, le programme des essais est spécial à chaque profession de chacune de ces catégories. Les ouvriers manœuvres de la direction de l'artillerie, compris comme ceux de la direction des constructions navales, sont de même soumis à des épreuves qui sont communes à tous.

La direction des travaux hydrauliques et bâtiments civils n'emploie que des ouvriers des spécia-

lités. Il y a un programme d'essai pour chacune des professions de charpentiers, charrons, couvreurs, électriciens ferblantiers-zingeurs, maçons, menuisiers, métreurs-paveurs, peintres-vitriers, plâtriers, plombiers, poseurs de voies, tailleurs de pierres.

A la direction des vivres, il y a des professions spéciales : celles de menuisiers, boulangers, cavistes, bouchers pour la fabrication des conserves à Rochefort. Pour ces professions, il y a des essais spéciaux.

Les tableaux de l'annexe II du décret du 21 juin 1900 ne font pas mention des essais pour l'admission dans les service de santé. Le personnel de ce service est très spécial et se trouve composé principalement d'ouvriers-manœuvres pour lesquels les conditions d'admission ne sont point réglementées d'une façon précise.

Les tableaux de l'annexe II du décret de 1900 ont été modifiés en ce qui concerne l'admission des dessinateurs. Ils indiquaient la répartition des ouvriers dessinateurs dans les directions des constructions navales, de l'artillerie, des travaux hydrauliques et bâtiments civils, ainsi que les programmes des essais à subir pour l'admission dans chaque classe. Ceux des ouvriers de spécialités, stagiaires ou permanents, qui avaient été affectés déjà pendant deux ans au moins aux travaux de dessin, qui désiraient s'y spécialiser au bout de ce laps de temps et se montraient capables d'exécuter d'une manière satisfaisante les-

dits essais, étaient admis comme ouvriers dessinateurs stagiaires ou permanents.

Il n'y a plus lieu de tenir compte de cette réglementation de 1900 pour les ouvriers dessinateurs, car, par un arrêté du ministre de la Marine du 23 mars 1907, une spécialité nouvelle a été créée, celle d'ouvrier dessinateur. La préparation des études et des plans utiles à la construction de la flotte de guerre et au fonctionnement des arsenaux et établissements de la marine avait depuis longtemps rendu indispensable l'adjonction aux chefs d'études et dessinateurs proprement dits d'ouvriers dessinateurs, empruntés pour la plupart à divers chantiers et ateliers et, petit à petit spécialisés, la situation de ces ouvriers avait de ce fait quelque chose d'instable, car ils étaient toujours susceptibles d'être affectés à leurs anciens travaux que, bien souvent, ils avaient quittés depuis longtemps et pour lesquels ils étaient devenus impropres. Le but de l'arrêté ministériel de 1907 fut précisément de reconnaître la spécialité de la profession d'ouvrier dessinateur, d'assurer le recrutement de cette spécialité et de garantir la sécurité de l'emploi aux sujets capables.

Depuis l'arrêté du 23 mars 1907, est encore intervenue une instruction du ministre de la Marine en date du 11 janvier 1908 (1) ayant pour but de dimi-

1. *Bulletin officiel de la marine*, 1908, p. III.

nuer les effectifs des ouvriers détachés aux travaux d'écritures. Aux termes de cette instruction, désormais, aucun ouvrier matriculé ne pourra être distrait du travail manuel et affecté à des travaux d'écritures même dans les ateliers, et aucun ouvrier non immatriculé ne pourra être embauché pour le service des écritures, sans l'autorisation expresse du ministre. Les conditions dans lesquelles cette autorisation peut être demandée et accordée sont rigoureusement arrêtées par l'instruction : les demandes d'autorisation établies par les chefs de services seront communiquées au contrôle résident ; elles ne seront transmises au ministre de la Marine par des préfets maritimes ou les directeurs des établissements hors des ports que si ces autorités reconnaissent qu'il leur est impossible de combler les vacances survenues dans un service, au moyen de prélèvement sur les excédents existants dans les autres services. De plus, jusqu'à ce que des effectifs réglementaires aient pu être définitivement fixés, on considérera comme excédent pour l'application de la nouvelle disposition, tout dépassement indiqué dans un tableau annexé à l'instruction et qui donne les chiffres suivants :

Désignation	Construction navale	Artillerie	Flotte	Service de santé	Subsistance	Travaux hydrauliques	Total	Observations
Cherbourg.	82	20	10	6	5	8	131	Ces effectifs comprennent non seulement les ouvriers immatriculés et non immatriculés mais encore des auxiliaires rétribués ou non sur les chapitres « salaires ».
Brest	96	14	7	9	6	17	149	
Lorient . . .	102	19	3	5	2	14	145	
Rochefort . .	53	12	10	7	5	5	92	
Toulon	114	38	22	5	15	16	210	
Indres	25	»	»	»	»	»	25	
Guérigny..	22	»	»	»	»	»	23	
Ruelle	»	42	»	»	»	»	44	

Il y a aussi dans les arsenaux un certain nombre d'ouvriers employés aux écritures. Mais il ne s'agit point là d'une spécialité. Les écritures des arsenaux ayant considérablement augmenté, il a fallu distraire du service des ateliers un certain nombre d'ouvriers qui sont devenus de véritables commis aux écritures, mais qui sont toujours comptés comme ouvriers et dont les salaires se trouvent toujours compris dans la somme totale des dépenses du personnel ouvrier.

Les candidats ouvriers pour le groupe des ouvriers des spécialités ne sont pas nécessairement admis dans la dernière classe. Il peut être tenu compte de certaines données et l'admission peut être prononcée pour une classe plus élevée. Les commissions indi-

quent, d'après les capacités de ceux des candidats qui leur paraissent susceptibles d'être admis, la classe dans laquelle il y aurait éventuellement lieu de les ranger. Les listes sont établies par spécialités. Elles mentionnent la capacité, les services antérieurs et l'âge de chaque ouvrier avec la date à laquelle l'admissibilité a été prononcée. Le ministre fixe, sur la proposition motivée du chef de service, le nombre des ouvriers à admettre, leurs spécialités et leurs classes. Tout candidat proposé par la commission pour une classe supérieure à celle où ont lieu les admissions, a un droit de priorité s'il accepte d'entrer à la classe fixée. A mérites et services antérieurs égaux, les candidats sont admis dans l'ordre des dates d'inscription sur les listes.

Pour les ouvriers du groupe des manœuvres, l'admission ne peut avoir lieu que dans la 4^e classe. Les commissions indiquent par un coefficient leur appréciation de la valeur des candidats. Le ministre fixe, comme pour l'admission du groupe des ouvriers des spécialités, le nombre des ouvriers à admettre, et les admissions sont prononcées dans le même ordre que pour les ouvriers des spécialités.

CHAPITRE III

Avancement

Les règles suivant lesquelles le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine se répartit entre les différents groupes et les diverses classes ont plus d'une fois varié. Il en est de même des règles concernant le classement.

La répartition actuelle du personnel ouvrier des arsenaux — nous laissons de côté ici les ouvriers en régie directe — date du décret du 13 juin 1907. Elle fait l'objet des trois premiers articles de ce décret.

L'article 1 du décret du 13 juin 1907, divise le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine en quatre groupes :

Groupe A. : Spécialités,

Groupe B. : Manœuvres,

Groupe C. : Aides-ouvriers,

Groupe D. : Apprentis,

et chacun de ces groupes en plusieurs classes.

Le groupe A des spécialités : en trois classes de chefs ouvriers et cinq classes d'ouvriers.

Le groupe B des manœuvres : en trois classes de chefs ouvriers et quatre classes d'ouvriers.

Le groupe C des aides-ouvriers : en deux classes.

Le groupe D des apprentis : en trois classes.

Les articles 2 et 3 du même décret indiquent les proportions dans lesquelles le nombre total des ouvriers doivent être affectés aux différents groupes et aux diverses classes. L'importance de cette répartition ne saurait être méconnue, elle intéresse au plus haut point le classement et l'avancement du personnel ouvrier.

Dans le groupe A des ouvriers de spécialités, la proportion doit être de 2 o/o de chefs-ouvriers de première classe, de 7 o/o de chefs-ouvriers de deuxième classe et ouvriers de première classe, de 14 o/o de chefs-ouvriers de troisième classe et ouvriers de deuxième classe, de 20 o/o d'ouvriers de troisième classe, de 32 o/o d'ouvriers de quatrième classe, de 15 o/o d'ouvriers de cinquième classe. Etant entendu du reste que la proportion totale des chefs-ouvriers ne doit pas dépasser 10 o/o de l'effectif total pour les services des arsenaux ou établissements dont le nombre total des ouvriers du groupe A est inférieur à 300 hommes, ni 9 o/o quand l'effectif total est compris entre 300 et 600, ni 8 o/o entre 600 et 1.000, ni 7 o/o au-delà de 1.000. Par

ailleurs, une exception peut être faite aux règles qui concernent les trois dernières classes du groupe A et le pourcentage peut alors être modifié sous condition que le total des trois classes varie, c'est au cas où il y a lieu d'appliquer une règle spéciale à l'avancement ; cette règle est la suivante : lorsque, à l'époque d'un d'avancement, un ouvrier des deux dernières classes du groupe A aura atteint dans sa classe une ancienneté réelle, majorations non comprises, supérieure à sept ans ; dans ce cas, comme il doit être promu de droit à la classe supérieure, et que tous les ouvriers qui se trouveraient avant lui sur la liste d'ancienneté, majorations comprises, doivent aussi être promus à la classe supérieure, il peut arriver que l'exécution de cette règle donne lieu à une modification des proportions d'effectif entre ces trois classes.

Dans le groupe B des ouvriers-manœuvres, la proportion doit être de 20 o/o de chefs-ouvriers de première classe, de 18 o/o de chefs-ouvriers de deuxième classe et ouvriers de première classe, de 35 o/o de chefs-ouvriers de troisième classe et ouvriers de deuxième classe, de 45 o/o d'ouvriers de troisième et de quatrième classe. A quoi il y a lieu d'ajouter d'ailleurs que la proportion totale des chefs-ouvriers du groupe B ne doit, en aucun cas, dépasser 50 o/o, quel que soit l'effectif des ouvriers de ce groupe. Comme pour les ouvriers des trois dernières classes du groupe

A, il peut arriver qu'il y ait lieu de modifier le pourcentage réglementaire pour les ouvriers des dernières classes du groupe B, c'est lorsqu'il a lieu d'appliquer cette règle relative à l'avancement des ouvriers manœuvres et édictant que les ouvriers admis dans la quatrième classe peuvent passer, au bout de trois ans, à la troisième classe, s'ils sont l'objet d'un avis favorable des commissions d'avancement.

Dans le groupe C des aides-ouvriers, la proposition doit être de 4 o/o d'aides-ouvriers de première classe et 60 o/o d'aides-ouvriers de deuxième classe.

Ces règles relatives à la répartition du personnel ouvrier ne s'appliquent point aux ouvriers du Laboratoire central de Paris ni aux ouvriers attachés à Paris ou dans des postes spéciaux de France. Pour les ouvriers du Laboratoire central, les effectifs du groupe B doivent être les mêmes que dans les ports, mais ceux du groupe A sont de 2 o/o de chefs-ouvriers de première classe, de 14 o/o de chefs-ouvriers de deuxième classe et ouvriers de première classe, de 25 o/o de chefs-ouvriers de troisième classe, et ouvriers de deuxième classe, de 32 o/o d'ouvriers de troisième classe, de 20 o/o d'ouvriers de quatrième classe, de 7 o/o d'ouvriers de cinquième classe. Pour les ouvriers attachés à Paris ou dans des postes spéciaux de France, ils doivent être considérés au point de vue d'avancement, comme grou-

pés en un atelier unique, et cela quelle que soit la direction des travaux dont ils dépendent.

Telle est la répartition du personnel ouvrier dans chaque groupe et dans chaque classe. Cette répartition indiquée, il y a lieu d'examiner quelles règles président au classement, à l'avancement de chacun et quelles autorités prononcent.

L'avancement pour le personnel ouvrier a lieu par la nomination à un emploi plus élevé ou, dans le même emploi, par la nomination à une classe supérieure.

Les règles concernant l'avancement des apprentis sont inscrites dans l'article 11 du décret du 13 juin 1907. Celles concernant le recrutement et l'avancement des aides-ouvriers dans l'article 12. Celles concernant la réadmission de ces aides-ouvriers après le service militaire dans l'article 13. Les règles de l'avancement des ouvriers et chefs-ouvriers sont édictées par les articles 16, 17 et 18 du décret du 13 juin 1907.

Dans l'application des règles concernant l'avancement, il doit être très rigoureusement tenu compte des règles relatives à la répartition et surtout à la règle inscrite dans l'article 2 du décret de 1907 et donnant les proportions d'effectifs de chaque groupe et de chaque classe.

Les apprentis sont tous classés, au moment de leur admission, dans la troisième classe du groupe

des apprentis. Les apprentis sont employés à des travaux de spécialités. Le nombre des apprentis à effectuer à chaque spécialité est fixé à l'avance par le chef de service de chaque spécialité. A défaut de candidats de bonne volonté, la répartition des apprentis entre les spécialités déficitaires a lieu par tirage au sort. Les apprentis armuriers sont soumis à certaines conditions particulières édictées par les directions d'artillerie.

Les apprentis peuvent être promus à la deuxième classe de leur groupe dix-huit mois après leur admission s'ils avaient quinze ans à cette époque, un an s'ils avaient entre quinze et seize ans, six mois s'ils avaient plus de seize ans. Ils peuvent être admis dans la première classe après un an de deuxième classe. Les apprentis qui subissent avec succès l'essai d'aide-ouvrier peuvent bénéficier d'une réduction de ces délais. L'avancement pour les apprentis est prononcé par les chefs de service, sur la proposition des chefs d'ateliers, sans que les commissions d'avancement dont nous verrons plus loin le fonctionnement aient à intervenir.

Ceux des apprentis qui appartiennent à la première et à la deuxième classe de leur groupe peuvent être détachés dans les ateliers et y être employés sous la surveillance directe des chefs-ouvriers et ouvriers aux travaux courants concurremment avec les ouvriers.

Il va sans dire que, dans ce cas, les lois du

2 novembre 1892 et du 30 mars 1900, qui règlent le travail des enfants, leur sont applicables (1).

Les apprentis de troisième classe et ceux de première et de deuxième classe qui ne sont point employés dans ces conditions aident les ouvriers dans leurs travaux.

Les aides-ouvriers se recrutent uniquement parmi les apprentis. Ils conservent cette situation jusqu'à leur départ pour le service militaire.

Aucun apprenti ne pourra être nommé aide-ouvrier avant l'âge de dix-huit ans et s'il n'a subi avec succès un essai devant une commission composée suivant les règles admises pour la composition des commissions d'admission des candidats ouvriers. Une fois ces deux conditions souscrites, l'apprenti devient aide-ouvrier de deuxième classe.

Tout apprenti qui n'aurait pas, après deux ans passés à l'arsenal, été nommé apprenti de deuxième classe ou qui n'aurait pas, à vingt ans, été reconnu par les commissions d'admission, capable d'être nommé aide-ouvrier, pourra être congédié.

Les anciens aides-ouvriers ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire dans les corps de troupe ou dans la Marine et qui ont accompli intégralement ce service, sont admis de droit

1. Voir plus loin chapitre concernant l'application des lois ouvrières au personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine.

dans la dernière classe d'ouvriers, à condition qu'ils se soient présentés dans un délai de trois mois, au plus, après leur libération. Tous ceux qui ne remplissent pas ces conditions sont soumis par la suite aux mêmes règles d'admission que les candidats ne provenant pas des apprentis.

Les aides-ouvriers qui auraient été réformés au cours de leur service militaire peuvent être réadmis, s'ils se présentent dans un délai de trois mois à dater de leur réforme et s'ils satisfont aux conditions de la visite et de la contre-visite qu'ont à passer les candidats ne provenant pas de l'apprentissage. Ils passent ouvriers de la dernière classe de leur groupe le jour de la libération de leur classe militaire. Ceux qui, en raison de leur santé, auront été classés dans les services auxiliaires, sont soumis aux mêmes formalités.

Les aides-ouvriers qui, au moment de l'appel sous les drapeaux, sont reconnus tout à fait impropres au service militaire, doivent immédiatement être soumis à une visite médicale. Ceux qui, à la suite de cette visite, sont reconnus aptes à servir dans les arsenaux, sont maintenus en service comme aides-ouvriers et sont nommés ensuite à la dernière classe d'ouvriers le jour de la libération de leur classe militaire ; les autres sont congédiés.

Une difficulté d'interprétation de texte s'est élevée à propos des articles 13 et 14 du décret du 13 juin

1907 : ces articles disposant que les anciens aides-ouvriers ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire et qui ont accompli intégralement ce service sont admis de droit dans la dernière classe d'ouvriers pour compter du lendemain de leur libération, on peut se demander si cette règle est applicable aux engagés volontaires ayant accompli intégralement la période pour laquelle ils se sont engagés ainsi qu'à ceux qui, sans avoir intégralement parfait cette période, ont néanmoins accompli plus de deux ans de service militaire. La réponse est inscrite dans une circulaire de la marine (1). Elle est la suivante : l'article 13 du décret du 13 juin 1907, aux termes duquel les anciens aides-ouvriers ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire et qui ont accompli intégralement ce service, sont admis de droit dans la dernière classe d'ouvriers, ne fait aucune distinction entre les ouvriers qui attendent l'appel de leur classe et ceux qui, devant l'appel, contractent un engagement volontaire. Cette règle doit donc être appliquée à tous les anciens aides-ouvriers ayant contracté un engagement volontaire et qui ont accompli au moins deux années de service militaire ; par suite, et conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'arti-

1. Voir *Bulletin officiel de la Marine*. Instruction du 3 avril 1908. Année 1908, p. 405.

cle 14, ils doivent être considérés comme admis du lendemain de leur libération du service militaire. Quant à ceux, qui, ayant contracté un engagement volontaire, auront accompli *intégralement* la période pour laquelle ils se sont engagés, il y a lieu de leur appliquer les mêmes règles, et de les admettre dans la dernière classe d'ouvriers, à compter du lendemain de leur libération réelle.

Une autre difficulté d'application s'est encore présentée : d'une part, en vertu de la règle édictée dans l'article 13 du décret du 13 juin 1907, nul ne peut être classé ouvrier avant le jour de la libération de la classe militaire à laquelle on appartient, d'autre part, en vertu d'une des régies relatives à l'admission des candidats ouvriers provenant de l'extérieur que nous avons exposées dans le chapitre précédent, nul ne peut être admis en dehors des apprentis, s'il n'a accompli son service militaire ; quelle sera, si l'on rapproche ces deux règles, la situation des hommes n'ayant accompli qu'incomplètement leurs obligations militaires, leur incorporation dans le personnel ouvrier sera-t-elle possible ? Cette question a été résolue affirmativement par le ministre de la Marine (1). L'espèce soumise rue Royale était celle-ci : un homme n'ayant pas achevé entièrement

1. *Bulletin officiel*, 16 juillet 1907, p. 882. Solutions de diverses questions relatives à l'application du nouveau décret du 13 juin 1907 sur le personnel ouvrier.

sous les drapeaux la période de trois ans prévue pour sa classe par la loi du 15 juillet 1889 parce que la présence d'un frère au service l'avait fait renvoyer dans ses foyers au bout de treize mois de service, peut-il entrer dans le personnel ouvrier ? La solution admise a considéré qu'un candidat ayant bénéficié de cette disposition de l'ancienne loi militaire a rempli ses obligations militaires et doit être considéré comme ayant accompli son service militaire.

Le décret a fixé d'une façon précise la date du départ des services des ouvriers.

Les ouvriers provenant des aides-ouvriers sont considérés comme admis soit du lendemain de leur libération, s'ils ont fait effectivement leur service militaire, soit du 1^{er} octobre de l'année où leur classe est libérée du service militaire ; s'ils ont été dispensés du service militaire ; le classement par ordre d'ancienneté est établi parmi eux en tenant compte des notes obtenues à leur essai d'aide-ouvrier et, en cas d'égalité, des dates de cet essai et de l'âge du candidat.

Les ouvriers provenant de l'extérieur, c'est-à-dire n'ayant pas été apprentis et aides-ouvriers, mais ayant été choisis par les autorités locales, sont classés à compter de leur date réelle d'admission et, à égalité, d'après leur note d'essai d'abord et leur âge ensuite. Rappelons du reste ici que le mode de recru-

tement par la voie de l'apprentissage est seul appliqué en ce moment.

L'avancement pour les ouvriers a lieu à l'ancienneté ou au choix. A l'ancienneté, c'est-à-dire qu'il est tenu compte exact du temps des services. Au choix, c'est-à-dire qu'il est tenu compte des majorations pour le temps des services.

La majoration d'ancienneté que peut recevoir chaque année un ouvrier peut varier de trois mois à douze mois, le mois étant l'unité du compte.

Le total du nombre des mois de majorations à attribuer chaque année à l'ensemble du personnel ouvrier d'un atelier, ne peut dépasser le chiffre de l'effectif du personnel ouvrier de l'atelier ou du groupement si l'atelier a plus de 500 hommes.

Ces majorations sont attribuées par les chefs de service, sur la proposition des commissions d'avancement qui se réunissent une fois par an, dans le courant de décembre, et dont nous verrons plus loin le fonctionnement.

Exceptionnellement, pour faits de sauvetage, pour blessures reçues en service commandé (1) ou pour travaux spéciaux, et par dérogation aux règles concernant les majorations ordinaires, des majorations

1. Les mots pour blessures reçues en service commandé ont été ajoutés au texte du décret du 13 juin 1907 par un autre décret du 11 décembre de la même année.

extraordinaires peuvent, au cours de l'année, être accordées par le ministre sur le rapport des chefs de service. Elles sont affichées dans les ateliers.

Pour les ouvriers détachés en dehors de la France pour exercer des fonctions spéciales, les majorations annuelles prévues au paragraphe 2 du présent article sont attribuées sur la proposition des autorités sous les ordres desquelles ils sont placés et après approbation du ministre.

En ce qui concerne les ouvriers de la 4^e classe de la catégorie B, les commissions d'avancement se bornent à désigner ceux qui leur paraissent susceptibles de passer à la 3^e classe et ceux-ci y sont alors avancés dès qu'ils ont trois ans d'ancienneté.

Les avancements ont lieu les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Leur nombre est déterminé par le ministre, sur proposition des chefs de service, d'après les vacances qui se sont produites pendant le semestre exilé et d'après l'effectif total. Les listes de ces avancements sont affichées dans les ateliers.

La nomination et l'avancement des chefs-ouvriers sont soumis à quelques règles spéciales. Les candidats sont choisis dans chaque groupe, parmi les ouvriers de 1^{re} et de 2^e classes. Aux termes du décret de 1900, le choix devait porter seulement sur les ouvriers de 1^{re} classe. En fait, ce choix s'étendait aux ouvriers de 2^e classe dans les petits services et les spécialités peu nombreuses où il n'y avait pas un

nombre suffisant de candidats. Le décret de 1907, on peut le dire, a donc régularisé un état de fait. Les commissions d'avancement dressent chaque année des listes de candidats doubles du nombre des nominations à faire. Les chefs de service proposent des ouvriers inscrits sur ces listes. Les nominations sont faites par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement en conseil d'administration, les ouvriers détachés soit en France, soit hors de France peuvent être nommés chefs-ouvriers par le ministre de la Marine sur la proposition des autorités sous les ordres desquels ils sont placés. Les autres règles concernant l'avancement des ouvriers s'appliquent aux chefs-ouvriers.

L'application des règles concernant l'avancement du personnel ouvrier a été confiée par l'article 15 du décret de 1907 à des commissions d'avancement.

La commission d'avancement a un rôle prépondérant en matière d'avancement. Pour les ouvriers, les chefs de service ne peuvent intervenir : la commission fait le classement et le chef de service n'a qu'à vérifier si les règlements sont respectés. Pour l'avancement des chefs-ouvriers, la commission remet au chef de service une liste portant un nombre double de celui des places et le chef de service doit choisir dans cette liste.

Les décrets du 21 juin 1900, du 2 octobre 1900 et du 12 avril 1902 avaient déjà apporté une améliora-

tion sensible à la situation matérielle du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine, notamment en réglementant d'une façon plus précise les conditions de l'avancement et en appelant les commissions où figurait l'élément ouvrier à statuer sur l'attribution des primes dites à la capacité. Cependant, cette réglementation avait donné lieu, dans son application, à quelques critiques. Les commissions d'avancement, prétendait-on, par le fait même de leur organisation, ne pouvaient pas toujours tenir un compte suffisant des considérations, guider les commissions précédentes dans leur choix, par suite, un ouvrier qui, une année, avait été sur le point d'avoir une prime à la capacité, n'était point certain de l'obtenir l'année suivante de la commission nouvelle. Le décret du 13 juin 1907 a essayé d'atténuer cet inconvénient (1) : il conserve toujours une place importante à l'ancienneté, mais, pour ce qui est du choix, il ne laisse plus à une seule commission le soin de décider de l'avancement d'un ouvrier ; c'est la totalisation des opinions émises par plusieurs commissions successives qui crée cet avancement et, comme la plupart des membres de ces commissions changent tous les ans, les craintes de favoritisme sont, par cela même, écartées ; de

1. Voir le rapport au Président de la République qui précède le décret du 13 juin 1907.

plus, chaque ouvrier, sachant chaque année s'il a été reconnu digne et dans quelle proportion d'avancer au choix, peut mieux se rendre compte de ce qu'il doit faire dans l'avenir pour mériter un avancement rapide.

Ce sont ces idées que l'article 15 du décret du 13 juin 1907 a traduit par les règles suivantes :

Chaque année, pour chaque atelier, des commissions d'avancement sont instituées qui sont composées : 1° de l'officier chargé dans la direction du service de l'atelier, président ; 2° du chef de l'atelier ; 3° d'un chef surveillant ou surveillant technique désigné au sort dans chaque atelier ; 4° de deux chefs ouvriers désignés au sort dans chaque atelier ; 5° de deux ouvriers ou chefs ouvriers élus au scrutin secret par le personnel appartenant aux groupes A et B de chaque atelier. En dehors des deux premiers membres, aucun membre ne peut prendre part, deux années de suite, aux travaux de commission. Dans les ateliers de faible effectif où il est impossible de recruter la totalité des membres réglementaires, le ministre peut autoriser soit à supprimer le chef surveillant ou surveillant et un des chefs ouvriers, soit, si l'effectif est tout à fait minime, le chef surveillant ou surveillant, les deux chefs ouvriers et un des ouvriers élus.

La composition normale des commissions d'avancement complètes ou réduites comporte un nombre

impair de membres et il existe toujours, dans ce cas, une majorité. Si l'un des membres vient à être absent volontairement ou involontairement, la commission fonctionne avec les membres présents qui se trouvent alors être en nombre pair. Dans ce cas, la majorité, lorsqu'il y a partage des voix, doit être déterminée par la voix du président, considérée comme prépondérante (1).

Le mode du scrutin des deux ouvriers en chefs, ouvriers appelés par la voie de l'élection à représenter le personnel des groupes de spécialistes et des manœuvres a été minutieusement précisé par la circulaire du ministre de la Marine qui précédait la promulgation du décret du 13 juin 1907 et par une solution du ministre de la Marine du 16 juillet 1907 (2).

L'élection des ouvriers ou chefs ouvriers a lieu un lundi matin et, autant que possible, dès le commencement de la séance du matin. Il est constitué, pour chaque atelier ou groupement, un bureau de vote composé d'un chef surveillant ou surveillant technique et de deux ouvriers dont la désignation a lieu, par voie de tirage au sort entre les ouvriers présents, sur bulletin nominatif préparé d'avance. Ce tirage au

1. Voir à ce sujet solution du ministre de la Marine du 3 avril 1908. *Bulletin officiel de la Marine*, p. 406.

2. *Bulletin officiel*, 16 juillet 1907, p. 871.

sort se fait au moment même de la réunion des ouvriers de chaque atelier ou groupement. Les préfets maritimes et les directeurs intéressés veillent à ce qu'aucun ouvrier ne soit empêché par des travaux tels que des essais, etc., de prendre part au vote.

Le vote pour l'élection des deux membres destinés à faire partie de la commission d'avancement a lieu au scrutin secret, par appel nominal et émargement des intéressés présents à l'arsenal ou établissement. Il est remis l'avant-veille du scrutin, c'est-à-dire le samedi, à chacun des ouvriers un bulletin de vote et une enveloppe d'un type uniforme et de même couleur. Chaque ouvrier inscrit, sur son bulletin, les noms de deux ouvriers ou chefs ouvriers de l'atelier dont il fait partie. Il met son bulletin dans une urne fermée. Au cas où un ouvrier illettré omettrait de se faire délivrer son bulletin de vote, on ne doit pas suspendre et ajourner à une autre date ; l'ouvrier illettré fait, dans ce cas, inscrire sur son bulletin, par un de ses camarades, en présence de deux témoins, le nom du ou des ouvriers pour lesquels il désire voter. Au moment où l'ouvrier illettré est appelé à déposer son bulletin dans l'urne, il fait connaître son impossibilité de signer au président du bureau de vote qui émarge pour lui. Les ouvriers illettrés ne peuvent faire partie ni des bureaux de vote, ni des commissions d'avancement.

L'élection des candidats a lieu à la majorité rela-

tive. Donc un seul tour suffit. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé des candidats est élu. Si un membre déjà choisi par une voie de tirage au sort se trouve être élu, il y a lieu de passer à celui qui réunit ensuite le plus grand nombre de voix. Les désignations ainsi faites par le sort ou par le scrutin sont considérées comme définitivement acquises. En cas d'absence volontaire ou involontaire d'un membre quelconque au moment de la convocation de la commission, il n'y a pas lieu à remplacement par un suppléant et la commission fonctionne avec les membres présents. Après dépouillement du scrutin, le bureau électoral proclame le résultat du vote et dresse procès-verbal des opérations, celui-ci est ensuite remis, séance tenante, au chef de l'atelier. Les opérations du vote doivent être conduites avec la plus grande célérité. Leur durée maximum ne doit pas dépasser une heure, à moins que le nombre de votants dépasse 300, auquel cas il est concédé un quart d'heure par nombre de 100 ou fractionnaire de 100. Les ateliers ont naturellement à préparer d'avance les listes d'émargement des ouvriers votants de chaque groupement, et à réunir, dans le local du vote, les enveloppes, papiers, plumes, encriers et crayons nécessaires, les dépenses, quelles qu'elles soient, occasionnées par l'opération du vote, sont supportées par l'administration. Aucune manifestation de candidature, soit au moyen d'affiches, de réunion, etc.,

ne doit pas être tolérée dans l'intérieur de l'arsenal ou de l'établissement.

Les commissions d'avancement, nommées pour un an, se réunissent une fois par an, dans le courant de décembre.

Les pouvoirs des premières commissions d'avancement qui aient fonctionné sous le régime du décret de 1907 ont expiré le 1^{er} décembre 1907.

Les commissions des années suivantes ont été ou seront nommées en novembre pour entrer en fonctions le 1^{er} décembre.

CHAPITRE IV

Effectif

L'effectif du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine, suivant les chiffres même de la direction centrale des constructions navales, s'établit ainsi à la date du 1^{er} décembre 1908 :

Effectif au 1^{er} décembre 1908
du personnel ouvrier au service de la Marine

Constructions navales

	Ouvriers immatriculés et apprentis	Ouvriers en régie	Totaux
Cherbourg	3.206	18	3.224
Brest	4.380	147	4.527
Lorient	3.504	84	3.588
Rochefort	1.958	»	1.958
Toulon	5.283	157	5.440
Indret	1.247	»	1.247
Guérigny	803	14	817
Paris	37	1	38
Service de la surveil- lance	11	»	11
Saïgon	12	1.434	1.446
Sénégal	2	7	9
Bizerte	38	143	181
Totaux. . . .	20.481	2.005	22.486

Artillerie

	Ouvriers immatriculés et apprentis	Ouvriers en régie	Ouvrières	Totaux
Cherbourg	370	29	35	434
Brest	416	»	70	486
Lorient	389	»	50	439
Rochefort	275	12	»	287
Toulon	621	144	223	988
Ruelle	1.431	115	»	1.546
Laboratoire central .	97	12	»	109
Paris	13	»	»	13
Bizerte	2	»	»	2
Totaux. . . .	3.614	312	378	4.304

Service de la Flotte

	Ouvriers immatriculés
Cherbourg	55
Brest	84
Lorient	38
Rochefort.	33
Toulon	107
Alger	2
Total.	319

Travaux hydrauliques

	Ouvriers immatriculés	Ouvriers en régie	Totaux
Cherbourg	70	147	217
Brest	92	150	242
Lorient.	85	78	163
Rochefort	60	56	116
Toulon	116	225	341
Guérigny.	12	3	15
Ruelle	4	16	20
Indret	13	2	15
Bizerte	1	»	1
Diégo-Suarez	7	»	7
Saïgon	1	»	1
Dakar	6	»	6
Totaux.	467	677	1.144

Substances

	Ouvriers immatriculés	Ouvriers en régie	Ouvrières en régie	Totaux
Cherbourg	87	24	»	111
Brest	110	3	»	113
Lorient	42	1	»	43
Rochefort	64	2	»	66
Toulon	215	1	13	229
Bizerte	1	»	»	1
Totaux.	519	31	13	563

Hôpitaux

	Personnel immatriculé (y compris les ouvrières)	Personnel en régie (y compris les ouvrières)	Totaux
Cherbourg	46	44	90
Brest	90	34	124
Lorient	27	7	34
Rochefort	28	24	52
Toulon	83	54	137
Guérigny	2	»	2
Indret	1	»	1
Ruelle	4	»	4
Bizerte	1	12	13
Totaux.	282	175	457

Effectif au 1^{er} décembre 1908
du personnel ouvrier au service de la Marine

Récapitulation de l'effectif total par port

	Constructions navales	Artillerie	Service flotte	Subsistances	Hôpitaux	Travaux hydrauliques	Totaux
Cherbourg.....	3.224	434	55	111	90	217	4.131
Brest.....	4.527	486	84	113	124	242	5.576
Lorient.....	3.588	439	38	43	34	163	4.305
Rochefort.....	1.958	287	33	66	52	116	2.512
Toulon.....	5.440	988	107	229	137	341	7.242
Indret.....	1.247				1	15	1.263
Guérigny.....	817				2	15	834
Ruelle.....		1.546			4	20	1.570
Paris.....	38	13					51
Laboratoire central....		109					109
Service de la surveil- lance.....	11						11
Saïgon.....	1.446					1	1.447
Bizerte.....	181	2		1	13	1	198
Dakar.....	9					6	15
Diégo-Suarez.....						7	7
Alger.....			2				2
Totaux.....	22.486	4.304	319	563	457	1.144	29.273

De 1901 à 1907, les chiffres des effets furent, si l'on se reporte aux états roses du ministère de la Marine (1), les suivants :

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Cherbourg.....	4.704	4.571	4.626	4.633	4.490	4.287	4.163
Brest.....	6.487	6.334	6.250	6.106	6.064	5.831	5.606
Lorient.....	4.824	4.780	4.761	4.648	4.631	4.527	4.396
Rochefort.....	3.131	3.114	3.090	2.927	2.896	2.774	2.792
Toulon.....	8.374	8.336	8.078	7.853	7.667	7.760	7.254
Guérigny.....	907	909	893	888	883	861	844
Ruelle.....	1.678	1.655	1.637	1.607	1.575	1.554	1.566
Indret.....	1.195	1.172	1.210	1.262	1.204	1.144	1.126
Dunkerque.....	1	1	1	1	1	1	1
Le Havre.....	8	8	5	4	4	3	4
Nantes.....	6	4	4	5	4	5	5
Bordeaux.....		1	2	3	2	1	1
Marseille.....	2	2	2	2	2	2	2
Alger.....	3	2	2	2	2	2	2
Bizerte.....					69	120	124
Laboratoire central de la marine.....	130	124	123	120	118	121	110
Surveillance des tra- vaux et personnel détaché à Paris et dans les manufac- tures de la Guerre.	75	81	49	21	21	21	22
Sénégal.....	2	2	2	23	66	15	8
Cochinchine.....	1.924	2.032	1.988	1.935	2.029	2.175	2.006
Dépenses diverses de la main-d'œuvre ef- fectuée dans les colonies autres que le Sénégal.....				7			
Totaux.....	33.451	33.128	32.723	32.047	31.728	31.204	30.032

1. Les états roses sont les états fournis par le ministère de la Marine à la commission du budget de la Chambre des députés et à la commission des finances du Sénat et « présentant par port ou établissement hors des ports les effectifs et la dépense du personnel à terre (militaire entretenu et ouvrier) de chaque service pendant chaque exercice.

En 1900, sur la volonté du Parlement (1), nous l'avons déjà dit, les admissions par la voie du choix furent suspendues, seules, les admissions par la voie de l'apprentissage furent continuées et suffirent à combler les vides survenant à la suite des décès, démissions, congédiement, etc.

Pendant les années 1900, 1901, 1902 et 1903, le nombre des admissions fut étroitement limité et les effectifs furent même réduits par voie d'extinction.

En 1904, M. Pelletan, ministre de la Marine, prit une décision qui eut pour conséquence d'arrêter dans une certaine mesure cette réduction. Par une circulaire du 10 juillet de cette année, le ministre fit, en effet, connaître qu'il était impossible d'admettre que les ouvriers ayant quitté les arsenaux pour satisfaire aux obligations de la loi du recrutement n'y trouvent pas d'emploi lorsqu'ils ont accompli leur service militaire, qu'en conséquence ceux des ouvriers qui remplissaient les conditions voulues et feraient leur demande de réadmission seraient repris dans les arsenaux à compter du 1^{er} août suivant.

Cette circulaire du ministre de la Marine fut assez vivement critiquée (2). Le décret du 21 juin 1900, qui réglait la question du recrutement du personnel

1. Voir à ce sujet le chapitre concernant l'admission dans le personnel des arsenaux et établissements de la marine.

2. Voir à ce sujet rapport de M. Cuvinot au Sénat. Exercice 1905.

ouvrier des arsenaux et établissements de la marine, n'entraînait en aucune façon, soutint-on, l'obligation pour le ministre de faire de semblables réadmissions. L'article 14 de ce décret, en effet, disait-on encore, portait que « les agents du personnel qui ont quitté les arsenaux et établissements de la marine pour le service de la flotte, pour le service des troupes de la marine, pour le service de l'armée de terre sont réadmis de droit dans le personnel ouvrier, avec leur grade et classe, au fur et à mesure des vacances et le commentaire du décret précisait cette règle en les termes suivants : « Les agents ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire ont un droit de réadmission qui s'exerce par priorité, sur tous les autres candidats, dans l'ordre de préférence indiqué par le décret, savoir : service de la flotte, troupes coloniales, armée métropolitaine ; pour bénéficier de ce droit, les intéressés doivent se présenter dans un délai de trois mois, au plus, après leur libération et être pourvus de certificats de bonne conduite. » Ces dispositions n'impliquent pas que les intéressés jouissent d'un droit de réintégration immédiate ; ils ne peuvent rentrer que quand les convenances du service, et en particulier les crédits budgétaires permettent qu'il soit fait des admissions dans le service et dans la profession pour laquelle ils se représentent. Or, à cette époque, d'une part il n'y avait pas de vacances d'emplois

le personnel était surabondant, ainsi qu'il résultait de l'avis même du ministre (1); et d'autre part, les crédits budgétaires ne permettaient pas de telles réadmissions.

Quelque opinion qu'on puisse avoir sur la question, que l'on donne tort à M. Pelletan, en invoquant les précédents arguments ou bien raison, en soutenant qu'un ministre de la Marine est dans une certaine mesure libre de modifier un certain point de la réglementation du personnel ouvrier des arsenaux et établissements, ce qu'il y a de certain c'est que la circulaire du 10 juillet 1903 a eu pour résultat d'ajouter subitement à l'effectif plus de 300 ouvriers libérés du service militaire de 1894 à 1902 (2). Il est vrai de dire cependant que l'effectif total de 1904 fut encore en diminution sur celui de 1903 parce que le chiffre des admissions n'atteignait point celui des extinctions.

Tout récemment, après avoir demandé aux Chambres l'autorisation et les crédits nécessaires, le ministre de la Marine prescrivit par une dépêche du 10 août 1908, d'embaucher 380 ouvriers dans les directions d'artillerie, mais cette mesure est demeuré tout à fait exceptionnelle.

1. Voir à ce sujet la note préliminaire au projet du budget de la marine pour l'exercice 1904.

2. Voir à ce sujet le rapport général du budget à la Chambre des députés, p. 48 (le chiffre indiqué est de 335).

CHAPITRE V

Salaire

La question de la rémunération des services du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine est une question très complexe et très délicate.

Elle constitue en elle-même un problème difficile à résoudre.

Elle soulève indirectement d'autres questions qui sont elles-même objet à discussion et à controverse et dans lesquelles il n'est pas toujours aisé de prendre parti.

Il est indispensable cependant d'avoir en cette matière des idées bien arrêtées et bien motivées, car toutes ces questions, suivant la solution qu'on leur donne, comportent des conséquences importantes d'ordre matériel économique, social et juridique.

Le travail, comme marchandise, trouve sur le marché son prix dans le salaire. Pour l'ouvrier salarié, l'acceptation de salaire se présente comme un

échange de sa marchandise-travail contre d'autres marchandises dont il a besoin pour vivre.

Dans l'industrie privée, c'est en général le salaire qui constitue la rémunération des services rendus par un ouvrier ou un employé à son patron ou employeur.

L'établissement du salaire comporte deux éléments : celui du taux ou quotité du salaire, celui de la base ou mode de fixation du salaire.

Le taux ou quotité du salaire est la somme d'argent qui est donnée à l'ouvrier ou à l'employé pour rémunérer ses services. En dehors du salaire proprement dit, l'ouvrier ou l'employé reçoit parfois des allocations supplémentaires qui peuvent être aussi en argent, telles que primes pour l'économie de combustibles ou entretien des machines, secours, gratifications, retraites, mais qui sont aussi parfois en nature telles que : logement, vivres, etc.

La base ou mode de fixation du salaire est la mesure choisie pour déterminer cette somme d'argent due à l'ouvrier ou à l'employé pour rémunérer ses services.

Le taux des salaires, dans l'industrie privée, suit la loi de l'offre et de la demande. Si le nombre des ouvriers cherchant du travail est supérieur au nombre d'employés pour lesquels les patrons désirent avoir de la main-d'œuvre, le salaire est bas. Si le nombre des ouvriers inoccupés est inférieur au nom-

bre d'emplois offerts par les patrons le salaire est haut. Le salaire ne peut pas s'abaisser au-dessous d'un certain taux : ce taux est celui qui est nécessaire à l'ouvrier pour vivre aux prix ordinaires de la vie. Le salaire ne peut pas non plus s'élever au-dessus d'un certain taux : ce taux est celui auquel, les prix de vente et de matières premières restant constantes, les dépenses de main-d'œuvre absorbent le bénéfice des patrons, car alors les patrons sont obligés de cesser leur industrie ou font faillite. Entre les taux maximum et minimum, les salaires peuvent monter ou descendre.

Dans les arsenaux et établissements hors ports de la marine, le taux des salaires n'est point soumis à une telle règle. Nous verrons plus loin quelles règles gouvernent leur taux.

Dans l'industrie privée, les bases ou modes de fixation du salaire sont assez nombreuses.

La durée des services peut être choisie comme mode de fixation du salaire : le salaire est alors à l'heure, à la journée, à la semaine, à la quinzaine, au mois, à l'année.

La quantité de travail exécuté peut aussi être adoptée comme base de fixation du salaire : le salaire est alors aux pièces, à l'entreprise.

Sous le mode de fixation du salaire au temps, l'employeur paie le travail exécuté par le salarié dans un laps de temps donné, de temps calculé à

l'heure, etc ; le contrat de salaire, dans ce cas, ne fixe pas expressément la quantité du travail à fournir pour la durée unité.

Sous le mode de fixation du salaire d'après la quantité de travail fourni, l'employeur au contraire rémunère l'exécution d'une tâche convenue, tandis que la durée du temps dont l'ouvrier aura besoin pour cette exécution reste à l'arrière plan.

Dans le premier cas, c'est donc la durée du travail qui sert de base au calcul, dans le second, c'est le travail lui-même.

Telles sont les deux bases principales du salaire dans l'industrie privée, mais il en est d'autres ; certaines sont mixtes et participent à la fois de l'un et l'autre mode.

On pourra, par exemple, convenir de payer un ouvrier à l'heure ou à la journée, mais en lui stipulant que, si le travail fourni dans l'heure ou la journée dépasse telle quantité, il aura droit à telle allocation supplémentaire : le salaire est toujours au temps, mais avec prime.

On pourra encore promettre à l'ouvrier en plus d'un salaire établi suivant l'une ou l'autre des bases ordinaires, un tant pour o/o dans les bénéfices réalisés par l'entreprise : c'est alors la participation aux bénéfices.

La fixation du salaire dans l'industrie privée n'a pas lieu nécessairement pour chaque ouvrier consi-

déré individuellement. Le salaire peut être fixé en bloc pour tant d'ouvriers. Au lieu d'être individuel, le salaire est alors collectif. Collectif, le salaire peut suivre tous les modes du salaire individuel. La somme totale arrêtée pour tant d'ouvriers peut être partagée entre eux comme ils l'entendent et suivant les modes du salaire individuel. Le mode de partage entre les ouvriers, peut même ne pas correspondre au mode suivant lequel patron ou employeur aura lui-même payé. Ainsi le patron ou employeur a pu payer à la quantité le travail fourni et les ouvriers peuvent se partager à l'heure et vice-versa.

En général, dans les arsenaux et établissements hors ports de la marine, la base du salaire est la journée. Dans quelques ateliers et pour certains travaux cependant, le salaire est parfois payé au travail exécuté. Dans certains services des arsenaux, on a aussi essayé de confier le travail aux ouvriers suivant un système de rémunération qui tient compte à la fois du temps passé à exécuter ce travail et de la quantité de travail exécuté.

Historique du salaire durant ces dernières années. — Le meilleur moyen de comprendre le fonctionnement des salaires du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine est encore d'en étudier l'histoire. Dans notre chapitre relatif à

l'organisation générale des arsenaux et établissements de la marine, nous avons eu souvent l'occasion de montrer à différentes époques les salaires des ouvriers employés. Nous ferons ici l'histoire des salaires dans les arsenaux depuis le décret du 12 janvier 1892 seulement.

Nous laisserons de côté la question des salaires des ouvriers en régie. Longtemps du reste leurs salaires furent confondus au budget de la Marine dans le compte général des travaux avec les « matières ». Ce fut seulement une circulaire du 24 août 1903 du ministre de la Marine qui mit fin à cette indivision, en prescrivant de faire apparaître séparément le montant des salaires des ouvriers en régie et le montant des matières appliquées à chaque ouvrage. L'avant-dernier ministre de la Marine, M. Picard, semble s'être inspiré de la même idée. Dans le compte général des confections et travaux de la marine de 1908 dressé en conformité des prescriptions de l'article 83 de la loi de finances du 31 décembre 1907 et destiné à faire ressortir la valeur des délivrances de matière et le montant des dépenses faites par la marine pour confections ou pour travaux proprement dits dans les ports ou établissements de la marine, la main-d'œuvre en régie appliquée à chaque ouvrage apparaît d'une manière distincte selon le vœu exprimé par la circulaire du 24 août 1903 insérée au *Bulletin officiel de la Marine*, page 198,

si bien que les dépenses directement appliquées à chaque ouvrage comprennent désormais quatre termes, main-d'œuvre des ouvriers immatriculés ; main-d'œuvre des ouvriers en régie ; matières, travaux à prix fait.

Le taux des salaires des ouvriers des arsenaux et établissements de la marine fut très souvent remanié durant ces dernières années.

Le décret du 12 janvier 1892 assigna pour chaque catégorie d'ouvriers un taux maximum et un taux minimum de salaires.

Les chefs ouvriers gagnèrent de.....	4 fr. 20 à 5 fr. 40
Les ouvriers permanents de.....	2 fr. » à 4 fr. 70
Les ouvriers temporaires de.....	2 fr. » à 4 fr. 70
Les chefs journaliers de.....	2 fr. 50 à 3 fr. 50
Les journaliers permanents de.....	1 fr. 80 à 2 fr. 90
Les journaliers temporaires de.....	1 fr. 80 à 2 fr. 90
Les apprentis de	0 fr. 60 à 1 fr. 50

Seuls, quelques ouvriers exceptionnellement et avec l'autorisation du ministre purent obtenir un salaire de 5 fr. 80 s'ils avaient rang de chefs ouvriers et de 5 fr. 40 s'ils étaient classés comme ouvriers permanents.

Quelques années plus tard, en 1897, la loi de finances augmente le salaire minimum des ouvriers et des journaliers qui fut porté à 2 fr. 30, le salaire

maximum des chefs journaliers qui fut relevé à 3 fr. 90 ainsi que celui des journaliers qui atteignit 3 fr. 30.

Déterminant pour chaque catégorie d'ouvriers le salaire minimum et le salaire maximum et laissant entre ces minima et ces maxima des écarts parfois considérables, ce système rendait en réalité l'administration absolument maîtresse du taux du salaire de chacun. Les ouvriers ne tardèrent pas à se plaindre de ce qu'il n'y eut vraiment aucune règle précise pour l'établissement de leurs salaires et que cette vague réglementation laissât libre cours aux pratiques d'arbitraire et de favoritisme.

Survint alors le décret du 2 juin 1900 qui tenta de remédier à cet état de choses si critique et qui institua pour toutes les fonctions du personnel ouvrier un salaire fixe, augmenté pour un certain nombre d'ouvriers de primes à l'ancienneté et à la capacité. Le salaire fixe, ainsi attribué à chaque classe du personnel, était payé à la journée. Il se cumulait, pour les ouvriers permanents, avec des primes à l'ancienneté et des primes à la capacité et, pour les ouvriers stagiaires, avec des primes à la capacité seulement. La solde fixe, majorée de primes, se décomptait en un seul chiffre journalier. Les primes à l'ancienneté consistaient en une augmentation du salaire quotidien, que les ouvriers permanents recevaient régulièrement tous les quatre ans

à partir du jour de leur admission, les primes consistaient également en des augmentations déterminées du salaire quotidien, qui étaient allouées aux ouvriers permanents et aux ouvriers stagiaires les plus méritants, sur les propositions des commissions d'avancement.

Le taux fixe des salaires et le taux maximum des primes, ainsi créés par le décret du 21 juin 1900, furent fixés par un nouveau décret du 2 octobre de la même année. Un tableau, incorporé à l'article 1 de ce décret, arrêta ces taux aux chiffres suivants :

Désignation et composition des catégories et des classes	Salaire fixe	Total maximum des primes (ancienneté et capacités réunies)	Salaire total maximum	Observations	
<i>Groupe A. — Chefs ouvriers</i>					
1 ^{re} catégorie (spécialités)	1 ^{re} cl.	4,70	1,00	5,70	Ces 5 fr. 70 pouvaient être portés, avec l'autorisation du ministre à 6 fr. pour les chefs-ouvriers d'une habileté hors-ligne.
	2 ^e cl.	4,20	0,40	4,60	
2 ^e catégorie (manœuvres)	Une cl.	3,20	1,00	4,20	
<i>Groupe B. — Ouvriers permanents</i>					
1 ^{re} catégorie (spécialités)	1 ^{re} cl.	4,00	1,00	5,00	Ces 5 fr. pouvaient être portés, avec l'autorisation du ministre à 5 fr. 50 pour quelques ouvriers d'une habileté hors ligne.
	2 ^e cl.	3,50	0,40	3,90	
	3 ^e cl.	3,00	0,40	3,40	
	4 ^e cl.	2,50	0,40	2,90	
2 ^e catégorie (manœuvres)	1 ^{re} cl.	3,00	1,00	4,00	
	2 ^e cl.	2,50	0,40	2,90	

Groupe C. — Ouvriers stagiaires

1 ^{re} catégorie (spécialités)	1 ^{re} cl.	3,50	1,00	4,50
	2 ^e cl.	3,00	0,40	3,40
	3 ^e cl.	2,30	0,60	2,90
2 ^e catégorie (manœuvres)	Une cl.	2,30	1,00	3,30

Groupe D. — Apprentis

1 ^{re} classe.....	1,00	0,50	1,50
2 ^e classe.....	0,60	0,30	0,90

Le salaire fixe et les primes à l'ancienneté ou à la capacité étant ainsi réglés, le décret se trouva avoir pour conséquence d'augmenter le salaire minimum et le salaire maximum de toutes les fractions du personnel permanent tel qu'il avait été établi en 1892 et 1897.

Les chefs ouvriers étaient payés de 4 fr. 20 à 5 fr. 40 : ils reçurent désormais de 4 fr. 20 à 5 fr. 70, soit 0 fr. 30 en plus pour la solde supérieure.

Les ouvriers permanents étaient payés de 2 fr. 30 à 4 fr. 70 : ils reçurent désormais de 2 fr. 50 à 5 francs, soit 0 fr. 20 en plus pour la solde inférieure et 0 fr. 30 pour la solde supérieure.

Les chefs journaliers étaient payés de 2 fr. 50 à 3 fr. 90 ; ils reçurent désormais sous la dénomination de chefs ouvriers de deuxième catégorie de 3 fr. 20 à 4 fr. 20, soit 0 fr. 70 en plus pour la solde inférieure et 0 fr. 30 pour la solde supérieure.

Les journaliers permanents étaient payés de 2 fr. 30

à 3 fr. 30 ; ils reçurent désormais sous la dénomination d'ouvriers permanents de deuxième catégorie de 2 fr. 50 à 4 francs, soit 0 fr. 20 en plus pour la solde inférieure et 0 fr. 70 en plus pour la solde supérieure.

En outre, les chefs ouvriers purent recevoir, avec l'autorisation du ministre de la Marine, un salaire de 6 francs au lieu de 5 fr. 80 et les ouvriers permanents un salaire de 5 fr. 50 au lieu de 5 fr. 40.

Seuls, les apprentis et les ouvriers temporaires ne furent pas admis à participer à ces avantages. Il est vrai de dire cependant que ces derniers avaient déjà, en vertu de l'article 1 du décret du 21 juin 1900, obtenu un avantage appréciable, celui de devenir ouvriers stagiaires et d'être ainsi appelés à passer après un certain délai et suivant certaines conditions d'aptitudes professionnelles dans le cadre des ouvriers permanents.

La répartition dans les nouveaux groupes du personnel ouvrier de l'ancienne réglementation se fit de la façon suivante (1) :

Les chefs ouvriers entrèrent dans la première catégorie du groupe A.

Les chefs journaliers formèrent la deuxième catégories du groupe A.

Dans la première catégorie du groupe B entrèrent :

1. Arrêté ministériel du 3 octobre 1900.

1° les ouvriers permanents ; 2° de droit les ouvriers temporaires réunissant quatre ans de services dans cette situation ; 3° par sélection, les ouvriers temporaires ayant de dix-huit mois à quatre ans de services, pris au choix jusqu'à concurrence de $\frac{1}{5}$ du nombre des stagiaires réunissant les conditions voulues pour être promus permanents au choix.

La deuxième catégorie du groupe B fut formée de même au moyen des journaliers.

Le groupe C comprit le reste des ouvriers et journaliers temporaires et le groupe D les apprentis.

La répartition dans les classes fut fixée, en principe, par le chiffre même de la solde de chaque ouvrier dans l'ancien régime.

En 1902, nouvel accroissement du taux des salaires. La loi de finances (30 mars) avait augmenté, sur la proposition du gouvernement, de 375.000 francs les crédits réservés aux salaires du budget de la marine. Ce supplément de crédit permit d'améliorer le sort du personnel des ouvriers de la marine et un nouveau décret, le 12 avril, fut promulgué qui, sans modifier profondément les cadres, fixa une nouvelle échelle des salaires. Cette échelle fut ainsi établie :

Désignation et composition des catégories et des classes		Salaire fixe	Total maximum des primes (ancienneté remises) et capacité remises	Salaire total maximum	Observations
<i>Groupe A. — Chefs ouvriers</i>					
1 ^{re} catégorie (spécialités)	1 ^{re} classe.	4,70	1,00	5,70	Ces 5 fr. 70 pou- vaient être avec l'au- torisation du minis- tre, portés à 6 francs pour les chefs ou- vriers d'une habileté hors ligne.
	2 ^e classe.	4,20	0,40	4,60	
	3 ^e classe.	3,20	1,00	4,20	
<i>Groupe B. — Ouvriers permanents</i>					
1 ^{re} catégorie (spécialités)	1 ^{re} classe.	4,00	1,00	5,00	Ces 5 francs pou- vaient être avec l'au- torisation du minis- tre, portés à 5 fr. 50 pour quelques ou- vriers d'une habileté hors ligne.
	2 ^e classe.	3,50	0,40	3,90	
	3 ^e classe.	3,00	0,40	3,40	
2 ^e catégorie (manœuvres)	Une cl. . .	3,00	1,00	4,00	
<i>Groupe C. — Ouvriers stagiaires</i>					
1 ^{re} catégorie (spécialités)	1 ^{re} classe.	3,50	1,00	4,50	
	2 ^e classe.	3,00	0,40	3,40	
	3 ^e classe.	2,50	0,40	2,90	
2 ^e catégorie (manœuvres)	Une cl. . .	2,50	0,80	3,30	
<i>Groupe D. — Apprentis</i>					
1 ^{re} classe		1,00	0,50	1,50	
2 ^e classe		0,60	0,30	0,90	

Les ouvriers permanents restèrent répartis en deux catégories : celle des ouvriers de spécialités et celle des ouvriers manœuvres ; mais les ouvriers des spécialités ne furent plus divisés qu'en trois classes, au lieu de quatre.

Le salaire fixe minimum des ouvriers permanents fut porté à 3 francs au lieu de 2 fr. 50, et celui des ouvriers stagiaires fut porté à 2 fr. 50 au lieu de 2 fr. 30.

En 1903, le Parlement accorda la même annuité de 375.000 francs. La même année, le ministre de la Marine réduisit au minimum le nombre des primes à la capacité. Il en donna pour raison que les intéressés eux-mêmes demandaient qu'il en fut ainsi, qu'il fallait éviter le plus possible les mesures qui laissent place à la faveur, que les primes à la capacité pouvaient facilement faire tomber ceux qui les distribuaient dans le favoritisme et qu'il était prudent de les réduire dans les limites minima fixées par le décret qui les avaient établies. Pour obtenir ce résultat, M. Pelletan, le 10 juillet 1903, adressa aux établissements hors ports une circulaire qui concédait pour l'année 1903 un nombre de primes à la capacité égale au nombre de primes à l'ancienneté, mais qui interdisait l'attribution de plus d'une prime à la capacité au même ouvrier. Cette même circulaire accordait en outre, sous réserve que le salaire total ne pourrait jamais être supérieur au

maximum prévu pour chaque groupe et chaque catégorie au tarif du tableau du décret du 12 avril 1902, deux autres primes : 1° une prime de 0 fr. 10 aux chefs ouvriers, ouvriers permanents et ouvriers stagiaires, prime comptant du 1^{er} janvier 1903, sauf en ce qui concernait les stagiaires n'ayant pas au 1^{er} juillet 1903 satisfait à la loi de recrutement pour lesquels l'effet de la mesure ne comptait qu'à partir du 1^{er} juillet 1903 ; 2° une prime supplémentaire de 0 fr. 10 aux ouvriers permanents, qui, malgré l'allocation de la prime d'ancienneté accordée au 1^{er} janvier 1903 avaient un salaire inférieur à 4 francs, prime comptant seulement à partir du 1^{er} juillet 1903.

Toujours aux termes de la même circulaire, les ouvriers reçurent, pour compter du 1^{er} janvier 1903, un avancement de 0 fr. 20 par jour sans que le salaire puisse cependant dépasser 3 francs.

En 1904, les crédits afférents aux salaires du personnel ouvrier des arsenaux et des établissements de la marine se trouvèrent encore augmentés. M. Pelletan eut, en effet, à demander pour les salaires des constructions navales des crédits supplémentaires qui s'élevèrent à 311.000 francs. Déduction faite d'une annulation de crédit de 31.000 francs, sur un autre chapitre, le salaire du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine bénéficia d'une augmentation de 280.000 francs.

En 1905, la progression des crédits accordés par le Parlement continua. Le ministre prit l'initiative d'augmenter les crédits du personnel immatriculé : dans le budget de 1905 et dans le projet du budget de 1906, les crédits votés ou prévus dans ce but dépassèrent 1.300.000 francs.

Dans le budget de 1906, il n'y eut plus aucune augmentation de crédits en prévision du relèvement des salaires. Le ministre de la Marine avait, en effet, l'année précédente, lors de la discussion de son budget au Sénat, pris l'engagement de ne plus demander aucune augmentation de crédits. La tendance aujourd'hui est de réduire progressivement le nombre des ouvriers de la marine, de manière à faire profiter ceux qui restent au service des nouvelles réductions opérées sur l'ensemble.

Le décret du 13 juin 1907 détermina une nouvelle échelle des salaires. L'article 5 du décret a ainsi fixé les nouveaux taux :

Groupe A. — Ouvriers de spécialités

1 ^o Chefs ouvriers	1 ^{re} classe.....	6 fr.	par jour
	2 ^e classe.....	5 fr. 50	—
	3 ^e classe.....	5 fr.	—
2 ^o Ouvriers	1 ^{re} classe.....	5 fr. 50	—
	2 ^e classe.....	5 fr.	—
	3 ^e classe.....	4 fr. 50	—
	4 ^e classe.....	4 fr.	—
	5 ^e classe.....	3 fr. 50	—

Groupe B. — Ouvriers manœuvres

1 ^o Chefs ouvriers	1 ^{re} classe.....	5 fr.	par jour
	2 ^e classe.....	4 fr. 50	—
	3 ^e classe.....	4 fr.	—
2 ^o Ouvriers	1 ^{re} classe.....	4 fr. 50	—
	2 ^e classe.....	4 fr.	—
	3 ^e classe.....	3 fr. 50	—
	4 ^e classe.....	3 fr.	—

Groupe C. — Aides ouvriers

1 ^{re} classe.....	3 fr.	par jour
2 ^e classe.....	2 fr. 50	—

Groupe D. — Apprentis

1 ^{re} classe.....	1 fr. 50	par jour
2 ^e classe.....	1 fr.	—
3 ^e classe.....	0 fr. 60	—

Le taux des salaires ainsi fixé par le décret du 13 juin 1907 n'est pas encore absolument appliqué aujourd'hui.

L'article 34 du décret prévoyait que les mesures transitoires du régime de 1900 au régime nouveau comporterait deux périodes distinctes : la première, destinée à réaliser l'uniformité du salaire par classe ; la seconde destinée, à réaliser les effectifs prévus.

Dans la première période, qui est de quatre ans, celle dans laquelle on se trouve actuellement, chaque classe sera et restera composée de tous les ou-

vriers dont le salaire, après incorporation des suppléments permanents de l'ancien décret au début de cette période, est compris entre le salaire prévu pour cette classe, diminuée de 0 fr. 10, et le salaire prévu de la classe immédiatement inférieure inclusivement. Les primes à l'ancienneté continueront à être distribuées conformément aux prescriptions du décret du 21 juin 1900. Il sera, en outre, distribué des primes supplémentaires destinées à réaliser l'unification des salaires dont le nombre sera celui des primes à la capacité prévue par ce décret de 1900. Ces primes supplémentaires seront distribuées par les commissions d'avancement.

Pour arriver à établir les classes en francs et en demi-francs prévues par le décret du 13 juin 1907, l'administration de la Marine a, suivant que les salaires atteignent ou dépassent le franc ou le demi-franc, appliqué la procédure ci-dessous :

1^o Salaires de 3 fr. 40, 3 fr. 90, 4 fr. 40, etc... les ouvriers, ayant, au 1^{er} janvier 1907, atteint ces salaires, par le jeu de la prime à l'ancienneté du 1^{er} janvier 1906, prendront rang d'ancienneté à partir de ce jour et au 1^{er} janvier 1910 recevront leur dernière prime à l'ancienneté qui les mettra au franc et au demi-franc avec une majoration de quatre années d'ancienneté réelle, sans préjudice de celles que les commissions pourront leur octroyer pendant la période transitoire.

2° Salaires de 3 fr. 50, 4 francs, 4 fr. 50, etc... Les ouvriers, ayant atteint ces salaires soit par le jeu d'une prime à l'ancienneté, soit par le jeu d'une prime supplémentaire dans le courant de la période et ayant épuisé le jeu des primes à l'ancienneté, resteront ainsi et n'auront droit qu'aux majorations que les commissions pourront leur donner.

3° Salaires de 3 fr. 60, 4 fr. 10, 4 fr. 60, etc... Les ouvriers, dont une prime à l'ancienneté aura fait monter le salaire au-dessus du franc et du demi-franc, bénéficieront de primes supplémentaires jusqu'à concurrence de la classe supérieure pendant la période transitoire de quatre ans, de sorte que les salaires de 3 fr. 60, 4 fr. 10, 4 fr. 60 pourront monter à 4 francs, 4 fr. 50, 5 francs. Leur ancienneté partira du jour où ils auront le salaire de leur classe diminué de 0 fr. 10.

Ce qui fait qu'actuellement les salaires s'échelonnent ainsi :

1° 3 fr. 40 : Salaire atteint par la prime à l'ancienneté dans la dernière portion de la période transitoire, c'est-à-dire en 1910 ;

2° 3 fr. 50 : Salaire atteint par une prime à l'ancienneté dans le courant de 1910 ;

3° 3 fr. 50 : Salaire atteint par une prime supplémentaire, la prime à l'ancienneté du 1^{er} janvier 1907 n'ayant fait monter le salaire qu'à 3 fr. 40 ;

4° 3 fr. 60, 3 fr. 70, 3 fr. 80, 3 fr. 90, 4 fr. 60,

4 fr. 50, etc... jusqu'à concurrence des francs et demi-francs, salaires atteints par le jeu des primes supplémentaires et le jeu des primes à l'ancienneté dans le courant de la période transitoire.

Les commissions ont donné plus ou moins de primes aux uns et aux autres. Certains ouvriers ont touché trois, quatre primes, d'autres deux seulement, ils devront en toucher la totalité au 1^{er} janvier 1910 pour se trouver au franc et demi-franc. A partir du 1^{er} janvier 1911 il faudra que les effectifs soient formés et que les vides soient comblés dans les classes supérieures, pour que les ouvriers qui ont jusqu'ici attendu aient une compensation, faute de quoi ceux qui ont eu des majorations au lieu de primes seraient lésés.

Pendant que se poursuivait ainsi cette évolution dans le taux des salaires du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine, la base de ces salaires restait presque toujours identique, cette base était la journée, c'est très exceptionnellement, on peut le dire, qu'un autre mode de fixation de salaires fut pratiqué.

Néanmoins le travail à la tâche est ancien dans les arsenaux et établissements de la marine. L'article 18 d'une ordonnance du 3 mai 1839 édicte que le travail à la tâche peut être pratiqué dans les arsenaux et établissements de la marine, mais que le bénéfice moyen ne peut dépasser 50 o/o de la jour-

née moyenne de tous les ouvriers et apprentis. L'article 19 d'un arrêté du 22 septembre 1848 décide que le travail à la tâche est maintenu.

En 1903, par une dépêche du 22 août, le ministre de la Marine, M. Pelletan, supprima entièrement le travail à la tâche aussi bien pour les réparations que pour les travaux neufs.

La Chambre des députés avait voté, dans sa séance du 21 février 1902, le projet de résolution suivant : « La Chambre invite le gouvernement à supprimer le travail à la tâche tel qu'il fonctionne en ce moment dans les arsenaux et à étudier un système nouveau plus favorable à la fois aux intérêts des ouvriers et à ceux de l'Etat. »

Le 24 avril 1902, le ministre de la Marine avait adressé aux vice-amiraux, préfets maritimes, une circulaire par laquelle, leur faisant connaître le projet de résolution de la Chambre, il leur interdisait d'appliquer jusqu'à nouvel ordre le système des primes horaires aux travaux de construction des nouveaux bâtiments à mettre sur rade et il leur demandait leur avis sur le mode de travail nouveau demandé par la Chambre et sur les conséquences au point de vue des détails d'exécution, au cours des travaux et des intérêts du personnel, de l'adoption des mesures à prendre en vue de répondre au but visé par la décision de la Chambre.

Selon l'avis de M. Pelletan, le travail à la tâche

avilit l'ouvrier libre et l'expose à ruiner sa santé en l'invitant à la surproduction.

Différents rapporteurs du budget de la Marine réclamèrent le rétablissement du travail à la tâche : M. Charles Bos à la Chambre (1), M. Cuvinot au Sénat, l'un et l'autre sur des bases nouvelles corrigeant les défauts de l'ancien système.

Le travail à la tâche fut repris dans les divers services de l'artillerie (montage et filetage des projectiles). L'autorisation en fut donnée par des dépêches du ministre de la Marine du 19 mai, 10 et 21 juillet 1905.

A l'occasion du budget de l'exercice de 1906, le ministre de la Marine avait assuré au Sénat que, désireux de donner satisfaction aux vœux réitérés de la commission des finances et au sentiment du Sénat, il appliquerait tous ses efforts à développer le travail à la tâche, de manière à augmenter la production et la rémunération du personnel, que, de plus, en vue d'activer l'achèvement des constructions en cours et l'achèvement des constructions neuves, il se proposait de recourir dans une large mesure aux travaux hors cloche.

Une circulaire du 27 juin 1906 établit un système de primes à la production. Le bénéfice intégral dû à

1. Rapport du budget de la Marine à la Chambre des députés. Exercice 1905, Charles Bos, p. 243.

l'accroissement du rendement de la main-d'œuvre constituant ces primes était intégralement distribué.

Cette circulaire, adressée à chaque vice-amiral, donnait les instructions suivantes : « Monsieur le vice-amiral, vous avez appelé à différentes reprises notre attention sur la situation fâcheuse de production de l'atelier de construction des torpilles de votre port. Cette production, qui avait atteint, en 1901, 157 torpilles, est tombée à 69 torpilles en 1905, malgré les perfectionnements de l'outillage et l'augmentation du personnel. En vue de remédier à cette situation particulièrement grave, j'ai décidé de confier uniquement, à l'avenir, à l'atelier de construction des torpilles de votre port, la confection des torpilles et les travaux concernant leur adaptation aux tubes sous-marins des grands bâtiments, à l'exclusion des réparations qui seront exécutées par les ports eux-mêmes.

En ce qui concerne votre port, les réparations de torpilles ne devront plus être effectuées par l'atelier de construction... D'autre part, en vue de stimuler l'activité du personnel, j'ai décidé de distribuer à l'avenir, sous forme de prime à tout l'ensemble du personnel de l'atelier de construction des torpilles, le bénéfice intégral dû à un accroissement de rendement de la main-d'œuvre. Cette prime sera déterminée ainsi : On fixera dès à présent, en s'inspirant

des relevés des années 1903, 1904 et 1905 et en tenant compte des perfectionnements de l'outillage, le nombre de journées de huit heures correspondant à la confection d'une torpille, dans le cas du travail à salaire fixe.

A la fin de chaque trimestre, on relèvera le nombre de torpilles achevées et le nombre total de journées employées à la confection des torpilles. On estimera d'autre part le degré d'avancement des torpilles en cours de confection et on déduira le nombre de journées effectivement dépensées pour la confection des torpilles achevées. La différence entre ce nombre et celui qui serait résulté du travail à salaire fixe évalué d'après la base indiquée ci-dessus représente le bénéfice dû à l'accroissement du rendement de la main-d'œuvre. Ce bénéfice, évalué d'après le prix de la journée moyenne de l'atelier, constituera la prime. Cette prime sera répartie entre tous les ouvriers de l'atelier, sans distinction d'emploi ni de salaire, au prorata du nombre de journées de présence. La prime une fois établie ne sera modifiée ultérieurement qu'au début de chaque année, et en tenant compte exclusivement des changements apportés à l'outillage ou à la nature des travaux à exécuter. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien m'adresser le plus tôt possible des propositions pour la fixation du nombre de journées par torpille, qui servira de base à l'établissement de la prime. Il

serait à désirer que ce nouveau régime pût entrer en vigueur le 1^{er} août prochain au plus tard. »

Une dépêche du 11 octobre 1906, prenant pour base les propositions faites par le port de Toulon en exécution des ordres du 27 juin et envisageant la généralisation du même système de primes, invita le port à examiner les extensions possibles des travaux primés et réclama des propositions et des tarifs dans lesquels il serait tenu compte des dépenses indivises correspondantes.

Le 24 novembre 1906, la commission des finances du Sénat, qui avait demandé à la direction centrale des constructions navales de lui faire connaître quelles mesures avaient été prises en exécution des promesses faites par le ministre de la Marine à la tribune du Sénat, reçut cette réponse : « Pour les travaux à la tâche, on a commencé l'application d'une prime à la production pour un cas relativement simple : celui de l'atelier des torpilles de Toulon, et cette étude a conduit à l'envoi au port, à la date du 27 juin 1906, d'ordres prescrivant l'essai de ce système. La mise en usage du système à cet atelier date du 1^{er} août 1906. Dès que les notes de Toulon nous ont appris que, moyennant certaines précisions sur plusieurs points spéciaux, le système était viable, le département a prescrit au port, par la dépêche du 6 novembre d'étudier l'extension du système, dans toute la mesure possible, aux autres natures de travaux. L'étude,

concernant ce système de travail est réclamée d'urgence. Cette même dépêche du 6 novembre 1906 a préconisé également certaines mesures destinées à augmenter le rendement général du travail. En ce qui concerne les travaux hors cloches, différentes dépêches ont autorisé les ports ou établissements à faire travailler hors cloches deux heures par jour pour les travaux auxquels cette mesure pourrait être utilement appliquée (1). »

Le 1^{er} décembre 1906, nouvelle réponse de la Direction centrale de l'artillerie navale à la commission des finances du Sénat au même sujet : « Les mesures prises pour augmenter le rendement des ateliers ont consisté dans une refonte générale de l'outillage, dans l'amélioration des méthodes de travail et des procédés de fabrication et enfin dans l'application d'un système de rémunération aux pièces bien différent de celui pratiqué autrefois sous la désignation du travail à la tâche et plus favorable à la fois aux intérêts des ouvriers et à ceux de l'Etat. La direction d'artillerie de Toulon, qui, la première, a étudié et mis en pratique ce système, a été autorisée,

1. Ces dépêches ont été adressées à Brest, à Cherbourg, à Guérigny en vue de hâter l'achèvement des cuirassés *République*, *Patrie*, *Démocratie*, *Liberté* et *Vérité*, pour les sous-marins type *Emeraude*, pour le cuirassé *Danton* et pour le croiseur *Edgar-Quinet*.

sur ses propositions, depuis avril 1905 jusqu'à présent à faire exécuter aux pièces. »

Le rapporteur du budget de la Marine de 1906, M. Cuvinot, avait en outre posé au ministre les questions suivantes :

« 1° Quel est, pour 1906, l'effectif moyen de l'atelier des torpilles de Toulon ?

« 2° Quelle a été la production mensuelle pendant les dix premiers mois de 1901 ?

« 3° A-t-on modifié, en 1906, les bases des salaires appliqués en 1905 et rétabli le travail à la tâche ? Si oui, quelles sont les règles actuelles de la rémunération des ouvriers et quels avantages a produits le nouveau système pour l'ouvrier et pour l'Etat ? »

Les réponses furent les suivantes :

« L'effectif moyen est 317 ouvriers pour 1906.

« Le nombre des torpilles reçues pendant les dix mois a été de 71.

« Le résultat obtenu a été une bonification totale (pour le trimestre août, septembre et octobre) de 4.790 francs pour l'atelier, ce qui fait environ 15 fr. 30 par ouvrier.

« Toutefois, il y a lieu de penser que cet avantage pour l'ouvrier ira croissant en raison de l'incertitude dans laquelle s'est trouvé le personnel, des dispositions définitives du système des primes adopté au début du nouveau régime.

« Le bénéfice de l'Etat consistera dans l'accrois-

sement de production de l'atelier répondant à des besoins urgents. »

En réponse à une nouvelle demande de renseignements de M. Cuvinot, le ministre fit savoir que, sur les 317 ouvriers occupés à l'atelier des torpilles, une partie était employée aux réparations et que « l'effectif moyen réellement » employé « à la construction aux pièces de torpilles était de 123 hommes ». Le ministre fit connaître en même temps le montant des sommes payées chaque mois, pendant les dix premiers mois, aux ouvriers employés exclusivement à la construction même des torpilles. Le total de ces sommes était de 131.935 fr. 80. La moyenne des sept premiers mois était de 13.348 francs, celles des trois derniers mois était de 12.837 francs.

Ces réponses provoquèrent de la part du rapporteur cette double observation :

1^o Etant donné que le chiffre de la bonification pour le trimestre août, septembre et octobre et que cette bonification correspond à une prime de 15 fr. 30 par ouvrier, le nombre des ouvriers qui ont bénéficié de la prime est de $\frac{4.790 \text{ fr.}}{15 \text{ fr. } 30} = 303$. Les ouvriers qui touchent ainsi la prime ne sont donc point seulement ceux employés à la construction des torpilles, mais ceux de tout l'ensemble de l'atelier, même ceux employés aux réparations de torpilles, ce qui permet de dire que la bonification totale n'est pas

intégralement distribuée à ceux qui l'ont obtenue par un redoublement de zèle, par une activité plus grande, par une augmentation de rendement de leur travail.

2° La circulaire du 27 juin 1906 en fixant le prix de base du travail d'après les relevés des années 1903, 1904 et 1905 et édictant que la prime une fois établie ne sera modifiée ultérieurement qu'au début de chaque année et en tenant compte exclusivement des changements apportés à l'outillage et à la nature des travaux à exécuter, a choisi des bases de prix singulièrement désavantageuses pour l'Etat : le rendement du travail, en effet, ces trois années a été particulièrement médiocre à l'atelier des torpilles de Toulon, il a été de 107 torpilles en 1903, 98 en 1904 et 69 en 1905, alors qu'en 1902 il atteignit le nombre de 125 torpilles et de 157 en 1901 (1).

Taux du salaire. — L'administration de la Marine était certainement toutes ces années-ci animée des meilleurs intentions quand elle concédait à ses ouvriers tels ou tels taux de salaires.

Les ouvriers cependant ont été longtemps avant de se déclarer satisfaits. Ils le sont à peu près aujourd'hui. Avant le décret du 13 juin 1907, quelles

1. Voir à ce sujet le rapport de M. Cuvinot en 1906 au Sénat.

qu'aient été les mesures prises en faveur des salaires, les résultats ne furent jamais que médiocres.

Par son décret du 31 juin 1900 (art. 15), l'administration de la Marine pensait stimuler le zèle des ouvriers et augmenter le rendement du travail (1). Or il advint que, l'avancement fonctionnant d'une façon automatique, l'augmentation des salaires étant accordée à chacun régulièrement tous les quatre ans, les ouvriers travaillèrent le moins possible et se désintéressèrent absolument de la question du rendement du travail.

Par son nouveau décret du 12 avril 1902, corrigeant le décret du 21 juin 1900, l'administration de la Marine croyait prendre des dispositions qui seraient favorablement accueillis par les ouvriers. Or les ouvriers jugèrent souverainement injuste la nouvelle allocation supplémentaire parce qu'elle avait pour conséquence d'occasionner entre des ouvriers d'une même classe des différences de salaires assez considérables et de créer des inégalités choquantes. Ils signalèrent encore à la même époque des anomalies telles que celle-ci : un certain nombre d'ouvriers embauchés antérieurement à d'autres touchaient un salaire inférieur à celui de ces derniers et la situation respective

1. Voir à ce sujet le rapport du ministre de la Marine au Président de la République qui précéda le décret du 21 juin 1900.

des uns et des autres au point de vue du salaire resterait toujours identique, anomalie qui tenait à plusieurs raisons qui toutes étaient intimement liées au continuuel remaniement des salaires : en effet 1° de 1892 à 1896, faute d'emplois d'ouvriers vacants, on embaucha des ouvriers de spécialités en qualité d'ouvriers journaliers, puis on les a dans la suite nommés ouvriers mais avec une solde minime ; 2° de 1898 à 1902, les soldes des ouvriers variaient suivant l'âge auquel ils avaient été admis ; 3° depuis 1902 les ouvriers admis sont taxés par les commissions de contrôle et d'admission à des soldes supérieures à celles accordées avant 1902.

Aujourd'hui on se trouve à une époque de transition. Le système créé en 1907, nous l'avons vu, n'est point encore en plein fonctionnement. Les systèmes de 1900 et 1902 sont appliqués dans l'esprit du système de 1907.

Au système de 1907, les ouvriers ne font qu'un seul reproche : le salaire de la dernière classe des ouvriers des spécialités (3 fr. 50) est trop faible, cette classe, dans laquelle doit débiter tout candidat revenant du régiment, est précisément celle où il faudra longtemps séjourner parce que l'envahissement des classes supérieures rend impossible pour longtemps l'avancement dans la dernière classe.

Certains rapporteurs du budget de la marine font un autre reproche au système de 1907 : ils regrettent

la suppression des primes à la capacité. Cette suppression ne leur semble pas une heureuse innovation. Les primes à la capacité avaient été créées pour encourager les ouvriers qui se distinguaient par leur zèle et leur habileté et qui s'efforçaient d'obtenir par l'application constante au travail une amélioration de leur solde. L'uniformisation systématique des salaires aura pour conséquence de diminuer toute incitation à l'effort individuel, de diminuer le rendement et d'entraîner une aggravation du prix de revient. Vouloir, disent ces adversaires du système de 1907, que, dans un atelier, tous les ouvriers reçoivent au même âge une solde identique et n'avancent qu'à l'ancienneté, est absurde. Le rendement de l'ouvrier doit intervenir dans l'établissement du salaire. L'introduction de ce coefficient n'exclut point le coefficient de l'ancienneté. Il est bien de continuer à récompenser les longs services. Mais il faut aussi payer supplémentairement l'effort des ouvriers dont le travail sort de l'ordinaire.

Quoiqu'on pense de ces critiques, il est une chose qu'on peut affirmer du système de 1907, c'est qu'en répartissant les ouvriers en classes et en allouant à ces classes un salaire différent de 0 fr. 50, il a pour conséquence certaine de simplifier la classification du personnel et la comptabilité de faire disparaître les inégalités de situation qui existaient avec les systèmes antérieurs et aussi, si l'on fait une réserve pour

la dernière classe des ouvriers des spécialités, d'augmenter les salaires.

Les salaires du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine a, du reste, été toujours en croissant. Cette progression s'explique très facilement par l'application, par l'administration de la Marine, d'un certain nombre de règles toujours identiques et dont on retrouve un écho dans les rapports précédant les divers décrets qui ont assuré cette marche ascendante des salaires.

L'Administration de la Marine se renseigne sur le prix de la vie dans les villes où sont situés les arsenaux et autres établissements. Elle élève le taux des salaires d'une manière progressive en suivant la hausse du prix de la vie. A cet égard, l'Administration de la Marine se trouve encore bien loin de l'administration des manufactures de tabacs et d'allumettes et de l'administration de la guerre, qui font usage, en matière de salaires, de règles bien plus précises et plus justes. Pour les manufactures de tabacs et d'allumettes, les villes où elles sont situées sont rangées en classes suivant le prix de la vie. Pour les arsenaux et autres établissements dépendant du ministère de la Guerre, il est payé à chaque ouvrier employé un salaire au moins égal au salaire le plus élevé pour chaque corps de métier de chaque ville où se trouve situé l'arsenal ou l'établissement.

L'Administration de la marine considère, comme

acquis après un certain temps, les salaires accor-
dés et ne revient jamais en arrière pour les dimi-
nuer.

L'Administration de la marine, lorsqu'un progrès
de l'outillage ou lorsque l'organisation du travail
permet de réaliser une économie, fait bénéficier les
ouvriers d'une fraction de cette économie, en aug-
mentant le salaire.

L'Administration, en maintenant toujours une
échelle des salaires, est obligée de faire profiter,
dans une certaine mesure, tout au moins, tous les
ouvriers des augmentations accordées à certaines
catégories ou classes d'ouvriers, c'est ce qu'on
appelle la péréquation des salaires.

Malgré cette marche croissante, les salaires des
ouvriers des arsenaux et établissements hors ports
de la marine sont encore très bas.

Pour s'en rendre compte, il suffit de faire la
moyenne de ces salaires durant ces dernières années.
Les statisticiens ont souvent abusé des calculs de
salaires moyens.

La notion du salaire moyen, à notre avis, ne doit
s'appliquer qu'à des faits concrets, réels, et n'a
vraiment de sens qu'au cas où ce salaire peut être
considéré comme une sorte d'unité par tête calculée
d'après le salaire total bien défini et payé à un nom-
bre déterminé d'ouvriers. La moyenne de salaire
constitue une sorte d'unité de mesure du salaire

total distribué à tel groupe d'ouvriers. Toutes les fois qu'elle ne remplit pas cette condition de pouvoir être considérée comme l'unité de mesure réelle et déterminée, une moyenne n'a aucune signification. L'utilité d'une moyenne des salaires est d'éliminer la considération du nombre d'ouvriers observés.

Pour avoir la valeur moyenne du salaire journalier des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports, il suffit de diviser la somme totale consacrée chaque année au budget de la marine par le nombre d'ouvriers employés et le résultat par le nombre de jours ouvrables, c'est-à-dire 305. La somme consacrée chaque année au paiement de ces salaires figure aux états roses du ministère de la marine dont nous avons parlé au chapitre concernant l'effectif du personnel ouvrier. Les effectifs, depuis 1901 jusqu'en 1907, sont, nous le rappelons, les suivants :

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Cherbourg	4.704	4.571	4.626	4.633	4.490	4.287	4.163
Brest	6.487	6.334	6.250	6.106	6.064	5.831	5.606
Lorient	4.824	4.780	4.761	4.648	4.631	4.527	4.396
Rochefort	3.131	3.114	3.090	2.927	2.896	2.774	2.792
Toulon	8.374	8.336	8.078	7.853	7.667	7.760	7.254
Guérigny	907	909	893	888	883	861	844
Ruelle	1.678	1.655	1.637	1.607	1.575	1.554	1.566
Indret	1.195	1.172	1.210	1.262	1.204	1.144	1.126
Dunkerque	1	1	1	1	1	1	1
Le Havre	8	8	5	4	4	3	4
Nantes	6	4	4	5	4	5	5
Bordeaux		1	2	3	2	1	1
Marseille	2	2	2	2	2	2	2
Alger	3	2	2	2	2	2	2
Bizerte					69	120	124
Laboratoire Central de la Marine.	130	124	123	120	118	121	110
Surveillance des travaux et personnel détaché à Paris et dans les manufactures de la Guerre	75	81	49	21	21	21	22
Sénégal.	2	2	2	23	66	15	8
Cochinchine . . .	1.924	2.032	1.988	1.935	2.029	2.175	2.006
Dépenses diverses de la main-d'œuvre effectuée dans les colonies autres que le Sénégal et la Cochinchine .				7			
Totaux. . . .	33.451	33.128	32.723	32.047	31.728	31.204	30.032

Les sommes inscrites, aux états roses, pour ces effectifs, sont, de 1901 à 1907, les suivantes :

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Cherbourg.....	4.375.896,23	4.348.061,23	4.603.835,94	4.677.542,86	4.783.903,08	4.747.630,05	4.488.662,80	
Brest.....	5.894.662,10	6.167.799,77	6.178.106,71	6.074.407,38	6.128.298,69	6.206.224,87	6.021.738,01	
Lorient.....	4.504.745,90	4.471.893,33	4.632.758,50	4.638.365,39	4.693.488,73	4.882.310,09	4.974.420,95	
Roche fort.....	2.917.682,97	2.931.958,18	3.011.285,23	2.920.475,15	2.890.416,04	3.001.919,27	2.998.375,16	
Toulon.....	7.888.194,06	7.907.671,69	7.813.782,73	7.899.426,66	7.927.925,79	8.107.764,24	8.126.099,20	
Guérligny.....	838.477,81	858.300,92	956.823,03	954.456,52	964.417,36	976.352,72	1.005.438,84	
Ruelle.....	1.952.750,52	1.986.593,26	1.878.635,00	1.895.987,73	1.889.525,58	1.883.264,19	1.936.476,89	
Indret.....	1.205.942,85	1.151.479,57	1.267.709,77	1.311.909,17	1.277.343,06	1.243.513,19	1.257.406,78	
Dunkerque.....	1.317,60	1.354,20	1.211,08	1.245,06	1.291,87	1.343,39	1.350,39	
Le Havre.....	9.415,99	7.932,88	7.313,47	5.083,55	3.423,68	2.292,68	3.288,09	
Nantes.....	8.906,52	9.150,18	8.740,78	8.082,26	4.918,94	7.354,74	7.517,03	
Bordeaux.....	527,15	3.261,43	4.658,60	4.880,06	2.160,40	2.075,30	1.898,00	
Marseille.....	2.183,00	2.195,76	1.977,58	2.202,31	2.402,51	2.406,12	2.364,30	
Alger.....	2.815,00	2.694,02	2.675,32	2.649,51	2.759,38	2.748,66	2.902,25	
Bizerte.....					63.547,68	72.639,10	78.185,89	
Laboratoire Central de la Marine.....	293.145,62	274.439,47	272.153,80	261.186,48	256.208,03	261.603,09	243.783,79	
Surveillance des tra- vaux et personnel détaché à Paris et dans les manufac- tures de la Guerre. Sénégal.....	163.168,33	169.250,07	121.774,35	50.955,83	40.270,05	41.211,50	30.625,69	
Cochinchine.....	13.326,96	25.463,11	27.709,03	18.858,38	19.433,78	15.398,56	11.695,27	
Dépenses diverses de la main-d'œuvre effectuée dans les colonies autres que le Sénégal.....	712.368,35	695.602,24	664.520,74	625.323,03	704.351,10	684.070,30	655.768,47	
Totaux.....	30.785.524,96	31.015.101,31	31.461.312,68	31.358.140,38	31.656.135,75	32.142.122,06	31.847.999,80	

La moyenne du salaire journalier des ouvriers des arsenaux et des établissements hors ports de la marine est donc :

En 1901	3 fr. 017
1902.....	3 069
1903.....	3 152
1904.....	3 208
1905.....	3 271
1906.....	3 377
1907.....	3 476

Cette moyenne, ainsi calculée, n'est pas, nous le reconnaissons, absolument exacte. Il n'est pas, en effet, ainsi tenu compte dans l'établissement de la marche croissante des salaires de ces dernières années de deux éléments d'erreurs : d'une part, les salaires des apprentis se trouvent compris dans la somme totale des salaires, or, les salaires des apprentis n'ont pour ainsi dire pas été augmentés durant la période envisagée ; d'autre part, la progression des moyennes ne provient pas uniquement de l'augmentation des crédits-salaires, mais encore de la diminution de l'effectif des ouvriers, de sorte que, si le nombre des ouvriers était resté constant, les moyennes ne seraient pas tout à fait les mêmes.

En 1907, le décret du 13 juin a modifié l'échelle des salaires. Nous avons vu dans notre chapitre sur

les salaires que l'application de cette nouvelle échelle n'est pas encore faite et que l'on se trouve dans la période de transition prévue entre les deux systèmes. Le dernier état rose de la marine, c'est-à-dire celui donnant les salaires du personnel de la marine pour 1908 n'ayant pas encore été publié, il n'est pas possible de se rendre compte de la moyenne atteinte cette année-là, mais il ne semble guère possible qu'elle soit beaucoup plus élevée que celle de 1907, car la nouvelle échelle de salaire n'a encore été appliquée que pour un très petit nombre d'ouvriers.

Le rapport au Président de la République qui a précédé le décret du 13 juin 1907 estime que le salaire moyen atteindra 4 fr. 26 pour les ouvriers des spécialités et 3 fr. 885 pour les ouvriers manœuvres.

Même à ce taux, le salaire des ouvriers des arsenaux sera encore assez bas, si on le compare au taux du salaire des ouvriers de l'industrie privée dans les villes où sont situés les arsenaux. Alors qu'en 1906 le taux moyen des salaires dans les établissements de la marine était de 3 fr. 377, les ouvriers travaillant sur les chantiers de l'industrie à Brest, Lorient, Rochefort et Toulon étaient les suivants (1) :

1. Voir à ce sujet l'*Annuaire statistique du ministère du Travail* (salaires et durée du travail pour certaines catégories d'ouvriers en 1906).

	Brest	Lorient	Rochefort	Toulon
Cordiers		2,50		4
Charrons.....	Eté... 4 Hiver. 4,50	Eté... 4 Hiver. 5	4	5
Charpentiers ...	5	Eté... 5 Hiver. 4,50	5	Eté... 6 Hiver. 5,40
Menuisiers	4	Eté... 4 Hiver. 3,60	4	4,75
Chaudronniers en cuivre.....	5	Eté... 4 Hiver. 3,60		Eté... 5 Hiver. 4,50
Ferblantiers....	4,50	Eté... 4 Hiver. 3,60	4,50	Eté... 4,50 Hiver. 4,05
Forgerons.....	5	Eté... 4,50 Hiver. 4,05	4,50	5,50
Tourneurs en mé- taux	4			4,50
Ouvriers des quais et des docks.....			4,50 5	

Bases du salaire. — Dans les chantiers de constructions navales de l'industrie privé (1), beaucoup d'ouvriers travaillent à la tâche. Un certain nombre seulement de balayeurs, de manœuvres qui entretiennent les voies ferrées sont payés à la journée, quelques dessinateurs au mois. Les travaux à la

1. Voir à ce sujet la déposition du Directeur des Forges et Chantiers de la Méditerranée devant la dernière Commission d'enquête de la Marine de la Chambre des députés. Rapport Henri Michel. Session de 1909, n° 2554. Annexes, p. 127.

tâche sont divisés en deux sortes : les uns sont au tarif comme le rivetage, le perçage ; pour d'autres, il y a une convention spéciale à chaque travail, par exemple quand il s'agit de monter le bordé d'un bateau : le contremaître s'arrange avec le chef des prix faits, un ingénieur tranche la difficulté dans le sens le plus équitable, et, une fois la convention faite, l'ouvrier travaille avec des aides choisis, non par lui — car il n'y a point ici tâcheronnage ou marchandage — mais par le contremaître ; le bénéfice est partagé par tous ceux qui ont participé au prix fait proportionnellement au temps pendant lequel ils ont été employés et à leur solde journalière.

L'histoire des salaires dans les arsenaux et établissements de la marine montre au contraire que dans cette industrie de l'Etat, presque tous les ouvriers ont été et sont payés à la journée, que, dans quelques ateliers seulement, pour quelques travaux seulement, des ouvriers ont été ou sont payés suivant la nature et la quantité de travail exécuté.

Les avantages et les inconvénients du travail à la journée et du travail à la tâche sont bien connus. Ils sont très apparents en ce qui concerne les ouvriers des arsenaux et établissements de la marine.

Le salaire à la journée ne tient compte ni de la capacité de production des ouvriers, ni des difficultés du métier de certains spécialistes, ni de l'habileté

professionnelle de chaque ouvrier. Ce mode de rémunération égalitaire pour tous ne laisse place à aucun stimulant de l'activité et de l'intelligence. Il est la négation même de tout effort individuel. Pour les ouvriers des arsenaux et des établissements ainsi rétribués les jours passeront sans qu'apparaisse jamais pour eux aucune raison de développer la qualité et la quantité de leur production, puisque, quoiqu'ils fissent, leurs salaires resteraient les mêmes et leurs pensions identiques après un certain nombre d'années de services.

Les partisans du travail à la tâche ont beau jeu pour prouver les avantages du système. Le salaire à la tâche tient compte des efforts individuels. En même temps que juste, il est avantageux pour l'employeur et pour l'ouvrier. L'ouvrier touche plus et fournit plus. Appliqué dans les arsenaux et établissements de la marine, il élèverait les salaires que les ouvriers jugent très médiocres et augmenterait le rendement du travail qu'on est d'accord pour déclarer très faible.

Les syndicats du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine sont cependant opposés à l'introduction du travail à la tâche. Ils rejettent la cause du mauvais rendement du travail sur l'imperfection de l'outillage et l'organisation défectueuse de la besogne. Que l'on donne aux ouvriers un outillage moderne, que l'on distribue la besogne

d'une façon rationnelle et le rendement du travail augmentera. Le travail à la tâche ne paraît point souhaitable aux ouvriers parce que : 1^o distribué pour certains travaux à certains ouvriers, il a pour conséquence d'inciter les chefs à des mesures de favoritisme ; 2^o invitant les ouvriers à la surproduction, il a pour résultat évident de surmener les individus et de provoquer aux malfaçons.

Il est difficile de prendre position dans une question aussi discutée. Certainement les critiques adressées à l'emploi du travail à la journée dans les ateliers de la marine sont absolument fondées. Mais est-il bien sûr que l'on puisse faire autrement, que l'on puisse faire mieux ? Dans les ateliers de constructions et de réparations navales, le travail à la journée semble encore le meilleur mode de travail qui puisse être employé. Presque toujours les ouvriers employés ont à exécuter — surtout s'il s'agit de travaux de réparation — des travaux d'ajustage, de précision. Presque toujours les travaux sont différents les uns des autres et aucune commune mesure ne semble pratique. Pour certains ateliers autres que ceux de constructions et de réparations navales, tels ceux de l'artillerie où des travaux se reproduisent toujours identiques, le travail aux pièces, à la tâche est peut-être possible. Des essais ont été tentés dans cette voie. Ils n'ont pas donné de résultats bien favorables, nous l'avons vu. On a aussi essayé le travail

à économie d'heures, mode intermédiaire entre le travail à la journée et le travail à la tâche. Le salaire de travail à économie d'heure comporte deux parties : une solde journalière fixe et une indemnité variable suivant la production. A ce mode de salaire, les ouvriers ont fait le reproche suivant : l'indemnité au lieu d'être la représentation exacte et totale de la valeur du travail en excédent ou de l'économie de temps réalisée, n'en est qu'une fraction et l'Etat tire ainsi un bénéfice indirect de l'effort personnel de l'ouvrier. Ce qui était vrai.

A ce reproche que les essais du travail à la tâche déjà pratiqués ont bien médiocrement réussi, l'administration de la marine répond que l'expérience a été mal faite, qu'il a à trouver la formule d'un système meilleur que ceux proposés jusqu'à ce jour.

A notre avis, si le travail doit être appliqué dans quelques ateliers de la marine — car on ne peut espérer l'établir dans tous — le système à préconiser comme le plus ingénieux et le plus approprié aux travaux de la marine paraît être celui récemment exposé par M. Laubeuf, ancien ingénieur en chef des constructions navales de la marine de l'Etat, dans deux articles de la *Revue maritime et fluviale* du 10 septembre et du 25 octobre 1907.

Le système Laubeuf est un système dérivé du système des primes horaires dit système Halsey, jadis appliqué dans la marine française de 1891 à 1902 et

aujourd'hui encore appliqué dans la marine anglaise. Le principe en est le suivant : le système des primes horaires consiste à évaluer les bénéfices dus à l'augmentation de production par rapport à un temps alloué avant de commencer le travail ou temps étalon ; ces bénéfices sont partagés entre l'ouvrier et le patron suivant une proportion réglée d'avance.

M. Laubeuf prend le système Halsey, mais prend pour facteur non pas le salaire horaire individuel de l'ouvrier, mais un chiffre fixe qui est, par exemple, 0 fr. 40. Et cela pour les raisons suivantes :

1^o La capacité de l'ouvrier n'est pas toujours en raison directe de son salaire. Dans les arsenaux de la Marine, surtout avec les avancements à l'ancienneté, il n'est pas rare de voir un ouvrier jeune taxé à 3 fr. 50, tandis qu'un plus ancien et moins habile aura 4 fr. 20. Il ne faut donc pas proportionner la prime au salaire individuel ;

2^o Même dans le cas où le salaire représenterait la capacité professionnelle, il faudrait présenter un chiffre constant et non proportionnel au salaire, parce qu'il faut récompenser non seulement la capacité, mais aussi le zèle et la bonne volonté déployés.

M. Laubeuf critique le système de la prime horaire de 0 fr. 15 admis dans certains ateliers de la marine. Ce système, pour lui, présente deux inconvénients :

1^o En supposant que l'on ait fait, ce qui doit être

la règle, des tarifs assez serrés, les premières heures de gain ne sont pas assez récompensées. L'ouvrier qui, sur un travail d'une durée allouée de cent heures avait gagné dix heures, chiffre déjà appréciable, n'avait que 1 fr. 50, somme très insuffisante, pour le déterminer à pousser sa production, puisqu'elle ne représente que 0 fr. 016 de plus par heure de travail ;

2° En supposant une erreur grossière dans l'évaluation du travail — fait assez fréquent dans les travaux particuliers faisant l'objet de tarifs spéciaux, en dehors de tarifs généraux — la prime pouvant atteindre une somme très forte sans que l'ouvrier se donne trop de mal. D'où, ultérieurement, dans une autre occasion analogue, abaissement du temps alloué et mécontentement de l'ouvrier.

M. Laubeuf montre qu'avec son système, ce double inconvénient n'est pas à craindre, car :

1° Les premières heures gagnées sont relativement plus primées que dans l'autre système ; dans le cas précité, l'ouvrier aurait 3 fr. 60 au lieu de 1 fr. 50, soit 0 fr. 04 de prime par heure au lieu de 0 fr. 016 ;

2° La prime diminue si le gain du temps dépasse 50 0/0 ainsi que le montre les trois dernières lignes du tableau suivant :

Nombre d'heures			Salaire de l'ouvrier								Economie réalisée par le patron	
Allouées — A	Employées — E	Gagnée — G	Salaire ancien de la marine française				Système proposé				Système ancien de la Marine avec les soldes actuelles	Système proposé
			Solde normale actuelle	Prime 0 fr. 15 — G	Total	Solde horaire totale	Solde normale	Prime 0,40 $\frac{E \times G}{A}$	Total	Solde horaire totale		
h.	h.	h.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
100	100	0	45	0	45	0 45	45	0	45	0 45	0	0
100	90	10	40 50	1 50	42 0	466	40 50	3 60	44 10	0 49	3	0 90
100	80	20	36	3	39	0 487	36	6 30	42 30	0 53	6	2 70
100	70	30	31 50	4 50	36 0	514	31 50	8 40	39 90	0 57	9	5 10
100	60	40	27	6	33	0 550	27	9 60	36 60	0 61	12	8 40
100	50	50	22 50	7 50	30 0	600	22 50	10	£2 50	0 65	15	17 50
100	40	60	18	9	27	0 675	18	9 60	27 60	0 69	18	12 40
100	30	70	13 50	10 50	24	0 800	13 50	8 40	21 90	0 73	21	23 10

Par suite, un tarif horaire, même très erroné et, par suite, très désavantageux pour le patron, ne donnera pas des résultats exagérés.

Enfin, dans leur ensemble, les tarifs de primes ainsi proposés sont beaucoup plus avantageux pour les ouvriers que les anciens.

Avec un gain $\frac{G}{A}$ de 20 0/0, qui est assez normal, le patron gagne 2 fr. 70 par quatre-vingts heures et par homme employé et l'ouvrier augmente sa solde

horaire de de 18 o/o environ, soit 6 fr. 40 pour quatre-vingts heures. Le patron gagne de plus 20 o/o sur la durée du travail, c'est-à-dire sur les frais généraux.

Le système Laubeuf ne pourrait pas bien fonctionner sans que certaines précautions fussent prises pour empêcher les abus de l'ancien système de la prime horaire. M. Laubeuf indique lui-même ces précautions.

Pour que l'Etat trouve son bénéfice à la combinaison, il faudrait qu'un contrôle sérieux soit fait pour éviter les malfaçons, il faudrait aussi que les tarifs soient très étudiés, afin que le bénéfice de la tâche soit acquis aux seuls ouvriers travailleurs. A ce dernier point de vue, il serait même bon, pour éviter que les ouvriers ayant une paye assez haute ne cherchent pas à l'augmenter par la prime, d'assurer comme minimum à chaque ouvrier non plus sa propre solde, mais la solde minimum du personnel ouvrier (c'est-à-dire 3 fr. par jour) (1).

M. Laubeuf admet aussi que, pour faire participer aux primes les ouvriers qui ne peuvent être mis à la tâche, en raison du caractère mal défini de leurs travaux, tels que montage à bord et à terre, travaux

1. Avec l'application de l'échelle des salaires du décret du 13 juin 1907, le salaire minimum d'un ouvrier de spécialité serait de 3 fr. 50 par jour.

de forge de pièces difficiles, rivetages dans des endroits difficilement accessible, le directeur des travaux allouerait une prime globale à une équipe entière qui se serait distinguée par son zèle, prime qui serait répartie également entre tous les hommes de l'équipe.

Comptabilité et payement du salaire. — Le mode de payement des salaires a pour les ouvriers plus d'intérêt que l'on pourrait le croire au premier examen. Suivant que les payements sont plus ou moins rapprochés, ont lieu tel ou tel jour, les conséquences pour les petits ménages d'ouvriers sont bien différentes.

L'article 30 du 13 juin 1907 est assez laconique au sujet du mode de payement des salaires. Il dit simplement : « Le payement des salaires du personnel ouvrier a lieu par quinzaine. »

L'article 7 de l'instruction ministérielle du 28 mai 1902 portant règlement sur la comptabilité des trésoriers et sur le service financier des directions de travaux des arsenaux et établissements de la marine fournit quelques précisions.

Le payement a lieu par quinzaine et à terme échu à une date aussi rapprochée que possible de l'échéance de la quinzaine ; cette date est fixée en tenant compte des usages locaux ; elle peut être retardée de vingt-quatre heures : 1° lorsque le jour habituel de

paye tombe un dimanche ou un jour férié ; 2° lorsque la période qui s'écoule depuis le dernier jour de la quinzaine jusqu'au règlement des écritures relatives aux opérations de la solde comprend deux jours fériés (dimanche ou fête légale).

Le payement a lieu le même jour pour tous les services d'un même arsenal.

Le jour fixé pour le payement, les feuilles de paye sont remises aux agents du personnel ouvrier choisis dans l'atelier et désignés par le directeur de l'arsenal, qui servent d'intermédiaires entre le trésorier de l'arsenal. Ces agents portent le nom de billeteurs. Chaque billeteur se fait verser par le trésorier la somme totale portée sur la feuille de paye. Au fur et à mesure que le billeteur verse à chaque ouvrier la somme qui lui est assignée par la feuille de paye, il en certifie le paiement sur ladite feuille. Les fonds ne sont remis qu'aux ouvriers eux-mêmes ou à des personnes ayant pouvoir régulier pour toucher.

CHAPITRE VI

Travail

Certainement, il serait intéressant pour notre étude de suivre par le détail et dans toutes ses phases le travail des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine. Mais l'accès dans tous les ateliers des ports n'est pas possible. A défaut de cette documentation de première main, nous avons dû nous contenter des documents fournis dernièrement par l'enquête sur l'organisation générale de la marine et la grande discussion qui l'a suivie.

Cette enquête et cette discussion ont fourni d'intéressants détails sur les méthodes de travail employées dans nos ports, sur l'outillage adjoint au travail manuel et sur la durée du travail.

Organisation du travail. — D'une façon générale les travaux confiés aux ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine sont des travaux de constructions ou de réparations de navires

ou bien des travaux concernant l'artillerie. Nous l'avons déjà vu, ce sont le plus souvent des travaux de précision et ce n'est que par exception que le travail manuel est aidé par le travail des machines-outils.

Les méthodes de travail imposées aux ouvriers des arsenaux sont absolument défectueuses. On fait passer les ouvriers des constructions neuves aux réparations et réciproquement, de sorte qu'il n'y a aucune continuité dans l'ouvrage et que les ouvriers se désintéressent des tâches qui leur sont distribuées (1). Certains ouvriers des spécialités n'ont plus de travaux concernant leur spécialité. Tels les charpentiers en bois. Les travaux de charpente en bois sont bien rares maintenant. On occupe ces ouvriers comme on peut. Des ouvriers employés sur des navires sont obligés d'aller à l'arsenal, avant et après le travail s'habiller ou se déshabiller, prendre ou reporter leurs outils, d'où perte de temps plus ou moins considérable suivant la distance qui sépare le navire et l'arsenal.

L'âge des machines-outils des arsenaux est invraisemblable.

A l'arsenal de Brest, qui cependant est l'un des arsenaux le mieux outillé, 52 0/0 des machines-outils

1. Voir à ce sujet le rapport de 1907 de M. Duplaa-Lahitte, directeur du génie maritime à Toulon.

ont de vingt-cinq à quarante ans, 42 o/o n'ont pas vingt-cinq ans, sur ces 42 o/o, 23 o/o seulement ont moins de dix ans. Or, dans l'industrie privée, une machine qui a plus de dix ans est considérée comme n'étant plus un instrument fructueux de production (1).

Si, à Lorient, l'atelier des constructions en fer présente tous les perfectionnements modernes, l'atelier de menuiserie manque de machines à percer.

A Rochefort, les machines très vieilles ont de lourdes et antiques courroies qui neutralisent une partie de la force motrice. On voit aussi dans ce port des machines à percer depuis longtemps abandonnées dans les usines privées, des machines à affuter les scies qui sont sans meule, une grue dans l'atelier de la fonderie, qui, pour être mise en usage, nécessite le concours d'une grande partie des ouvriers de cet atelier (2).

Repos hebdomadaire. — Le repos hebdomadaire existe pour le personnel ouvrier des arsenaux et

1. Consulter le discours de M. Delcassé à la Chambre des députés du 21 juillet 1909.

2. Consulter à ce sujet le rapport fait au nom de la Commission de la Marine de la Chambre des députés sur les pétitions concernant les ports militaires de Rochefort-sur-Mer et de Lorient par M. Roblin, député. Documents parlementaires, n° 2447. Chambre des députés, 9^e législature. Session de 1909. Annexe au procès-verbal du 2 avril 1909.

établissements hors ports de la marine. Le décret du 13 juin 1907, renouvelant une disposition des décrets antérieurs sur l'organisation générale du personnel ouvrier, dit, en effet, dans son article 3: « Le travail des jours fériés est compté et rétribué comme celui des jours ouvrables. Le travail des jours fériés, dans les conditions fixées par la loi sur le repos hebdomadaire, ainsi que celui en dehors des heures réglementaires, peut être exigé de tout agent du personnel ouvrier, lorsque les besoins du service le commandent. » La loi sur le repos hebdomadaire s'applique donc bien dans les arsenaux et établissement hors ports de la marine.

Durée du travail (journée de huit heures). — La question de la journée de huit heures pour le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine est intimement lié à la question du travail et aussi à la question du salaire.

L'essai de la journée de huit heures fut fait par M. Pelletan. Par une circulaire du 21 octobre 1902, il prit en effet la décision suivante exécutoire à la date du 1^{er} novembre suivant: « La durée de la journée du travail est fixée provisoirement et, à titre d'essai, à huit heures de travail effectif pour le personnel ouvrier employé dans les services suivants: Lorient, direction d'artillerie navale, Toulon, atelier

de la petite chaudronnerie. » Le 7 janvier 1903, M. Pelletan rendit définitif et général dans tous les ateliers des arsenaux et des établissements de la marine ce qu'il avait essayé dans quelques ateliers de deux arsenaux et il prit une décision ainsi conçue : « En raison des résultats très satisfaisants obtenus par l'essai de la journée de huit heures à l'atelier de la petite chaudronnerie de Toulon et à la direction d'artillerie de Lorient, j'ai décidé d'étendre cette mesure à tous les arsenaux et établissements hors des ports. La présente décision entrera en vigueur à dater du 13 janvier 1903. »

Favorablement accueillie par le personnel ouvrier des arsenaux appelé à en bénéficier, la décision de M. Pelletan fut diversement appréciée dans le monde parlementaire.

M. Messimy, rapporteur du budget de 1904 à la Chambre, dit dans son rapport à ce sujet : « ... on peut se prononcer à peu près sûrement sur les résultats de la réduction à huit heures de la journée de travail. Partout où, d'une part, le personnel dirigeant a voulu et su tirer de cette mesure le parti qu'on en pouvait attendre, et où, d'autre part, le personnel a compris que le succès remporté par lui devait être acheté par une recrudescence de travail, partout le résultat obtenu au point de vue du rendement a été pleinement satisfaisant et a justifié une fois de plus l'excellence d'une réglementation du travail qui

finira peu à peu par s'étendre, on est en droit de l'espérer, à tous les chantiers de l'Etat. Le résultat a donc été bon dans la plupart des établissements et arsenaux de la marine. Dans quelques-uns, au contraire, la direction paraît avoir déploré dans son for intérieur la réduction des heures de travail et ne pas avoir cherché à mieux utiliser un temps moindre ; dans d'autres, enfin, il semble que les diverses catégories de personnels, du haut au bas de l'échelle, n'aient pas voulu saisir les termes très précis de la dépêche du ministre de la Marine prescrivant que la journée de huit heures devait comprendre *huit heures pleines de travail effectif* ; il suffit d'être entré dans certains de nos arsenaux au commencement et à la fin du jour pour constater que la journée de huit heures n'y est même pas la journée de sept heures de travail effectif. »

A la fin de l'année 1904 une commission extra-parlementaire fut chargée d'enquêter dans les arsenaux et les établissements hors ports sur les résultats obtenus par la mise en application de la journée de huit heures et du travail à la tâche.

M. Cuvinot, rapporteur au Sénat du budget de 1905, s'appuyant sur les conclusions de cette Commission, se déclara en ces termes l'adversaire de la journée de huit heures : « Il résulte que la journée de huit heures dans les établissements susvisés, appliquée en même temps que la suppression du travail

à la tâche et la réduction des primes à la capacité, a eu pour effet de diminuer le rendement de quantités variant de 16 o/o environ à 35 o/o.

« La diminution moyenne ne doit pas différer sensiblement de celle à laquelle nous avons été conduits en ce qui concerne les constructions navales, et cette moyenne peut servir de base au calcul de la charge totale incombant au budget par le fait de la nouvelle réglementation.

« L'ensemble des salaires des ouvriers de la marine s'élevait en 1902 à plus de 31.000.000 de francs ; il ne sera certainement pas en 1905 inférieur à ce chiffre. La comparaison des deux exercices fait ressortir une diminution de rendement représentée par :

$$\frac{31.000.000 \times 0,18}{1,18} = 4.729.000 \text{ francs.}$$

« C'est une perte de plus de 4 millions et demi par an, sans aucun profit pour les ouvriers.

« Telles sont les conséquences financières des mesures prises.

« Il faut en voir aussi l'effet moral.

« La nouvelle réglementation du travail avait été arrêtée par le ministre, sur la demande des syndicats des arsenaux et sans que les préfets maritimes ou les directeurs compétents eussent été consultés. Les relations directes qui s'étaient établies de façon continue entre le cabinet du ministre et les syndicats avaient démontré au personnel ouvrier que sa

volonté pouvait facilement mettre en échec les avis et les propositions des chefs de service.

« Nous avons précédemment, dans les déclarations recueillies par la Commission extraparlamentaire, relevé certaines dépositions relatives à la durée effective du travail, durée qui, parfois, est à peine de sept heures au lieu de huit. Lorsqu'on interrogeait les déposants sur les causes de cette singulière irrégularité dans le travail, ils répondaient par l'aveu de leur impuissance. L'autorité des directeurs et des ingénieurs était méconnue. Les chefs ouvriers et les surveillants ne pouvaient plus se faire obéir. »

M. Cuvinot, dans son rapport sur le budget de la marine de 1906, avait surtout fait état des dépositions hostiles à la journée de huit heures. Dans un rapport, établi en 1906 par le ministère du Travail (Office du Travail), les arguments des partisans et des adversaires de la journée de huit heures sont présentés avec plus d'impartialité. Le rapport de l'Office du Travail s'exprime ainsi : (1).

« La journée de huit heures a été d'abord mise à l'essai le 2 novembre 1902 à la direction d'artillerie du port de Lorient et, à peu près au même moment, à l'atelier de petite chaudronnerie du port de Toulon. Elle a ensuite été étendue à tous les arsenaux et établissements hors des ports par la circulaire

1. Voir *La Vie maritime et fluviale*, n° du 10 mars 1907.

du 7 janvier 1903. La journée de huit heures s'appliquait en 1904 à 30.000 ouvriers environ de toutes les professions. Auparavant la durée moyenne de la journée était de neuf heures trente à neuf heures trente-cinq. Elle a donc été réduite de près de 16 o/o.

Des rapports sur les résultats pratiques de l'application de la journée de huit heures ont été fournis en novembre ou décembre 1904 par les directions du génie maritime, les chefs de manutention, les directeurs de l'artillerie navales des divers ports et établissements de la marine, à la demande de la commission extraparlamentaire de la marine. C'est de ces rapports que sont extraits les renseignements qui vont suivre.

Il y a lieu tout d'abord de faire la remarque que presque tous les rapports insistent tout particulièrement sur l'impossibilité de faire exactement la part de la réduction de la durée du travail entre tous les éléments qui ont pu exercer une influence sur la production de 1903 à 1904.

Les rapports signalent notamment la suppression du travail à la tâche qui a à peu près coïncidé avec l'introduction de la journée de huit heures et qui a contribué, selon eux, à diminuer la production horaire. La Commission extraparlamentaire signale en outre comme agissant dans le même sens le défaut de commandes dans les arsenaux et établissements de la marine en 1903 et 1904 ; les dépenses

matières pour constructions navales, qui avaient atteint en 1902 le chiffre total de 58.999.158 francs sont tombées à 49.379.847 en 1903 et à 32.838.358 fr. en 1904. Le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Cherbourg, dans une note fournie à la Commission extraparlamentaire, confirme que l'état des travaux n'a pas permis au personnel de l'arsenal de donner son maximum d'efforts ; le Syndicat des Travailleurs réunis de Guérigny se plaint également de la pénurie de travail qu'a subi l'établissement.

Par contre, les rapports des directeurs signalent, comme ayant agi en sens inverse de la réduction, de la journée et compensé ou annulé ces effets le perfectionnement de l'outillage et des procédés de travail, l'accumulation d'un grand nombre d'ouvriers sur chacune des constructions neuves ou en cours.

Génie maritime. — Le directeur de Lorient estime que depuis l'adoption de la journée de huit heures, la production horaire, après avoir été égale ou même supérieure à ce qu'elle était antérieurement, a une tendance à diminuer. Celui de Cherbourg croit pouvoir conclure que le rendement utile de la journée de travail a certainement diminué : que, pour l'ensemble de son personnel ouvrier, la valeur la plus probable de cette diminution est de 10 o/o et qu'elle serait plutôt supérieure à ce chiffre de 10 o/o. Celui de Brest, après avoir fait ressortir longuement les difficultés d'une comparaison entre le régime anté-

rieur et le régime postérieur à la circulaire du 7 janvier 1903 ajoute que de nouveaux procédés d'usinage et de mise en œuvre des matériaux atténuent, du reste, au point de vue de la rapidité des constructions, les effets de la réduction de la journée de travail ». Celui de Rochefort estime que l'adoption de la journée de huit heures, en ce qui concerne les contre-torpilleurs en construction dans ce port, a augmenté de 1,4 0/0 la durée de construction, de 7,5 0/0 les frais de construction et de 14 0/0 l'activité au travail des ouvriers. Celui de Toulon évalue à 24 0/0 comme dépenses directes, et à 33 0/0, en comprenant les dépenses indivises, le supplément de dépense qu'a occasionné le nouveau régime en ce qui concerne les travaux de réparation, qui sont ceux qui présentent le plus de régularité. Pour les travaux faits dans le même port au Mourillon ou au poste d'achèvement à flot, M. l'ingénieur en chef Laubœuf estime à 19 0/0 la perte dans la production de l'outillage résultant de la journée de huit heures ; la perte dans les travaux manuels serait également très élevée : « au début de l'application de la mesure elle était beaucoup plus faible ; mais la perte a été constamment en augmentant ».

Le directeur de l'établissement d'Indret cite quelques exemples, peu nombreux d'ailleurs, d'où on peut conclure que « le travail horaire a été peu modifié » ; ce qui était à prévoir, remarque-t-il, la

quantité de travail fournie dans la plupart des ateliers étant pour une large part, fonction du régime des machines-outils et, par suite, à peu près proportionnelle à la durée de marche de ces machines. Le directeur par intérim des forges de la Chaussade, à Guérigny, estime que la rapidité d'exécution ne paraît avoir diminué de plus de 6 à 7 0/0 sur l'ensemble des travaux de l'établissement, et le prix de revient des constructions neuves ne paraît pas avoir augmenté de plus de 2,5 0/0 environ ; ce chiffre se réduit même à 1,75 0/0 si l'on tient compte de tous les frais généraux non compris aux dépenses indivises.

Manutention. — Pour le chef de la manutention à Brest, « il est notoire et certain que l'application de la journée de huit heures au service des subsistances, à Brest, a eu pour inévitable conséquence de majorer d'environ 10 à 15 0/0 les prix de revient des travaux qui s'y exécutent, et de diminuer en moyenne le rendement utile d'au moins 15 0/0 par rapport aux années où la durée de la journée était uniformément de neuf heures trente-cinq minutes en toute saison ». Celui de Toulon estime qu'aux subsistances « tant qu'il s'agit du travail manuel proprement dit, les ouvriers ont fourni un rendement équivalent à celui qu'ils donnaient autrefois en neuf heures trente-cinq ; mais ce rendement a été diminué de près d'un cinquième pour les hommes dont le travail

est intimement lié au fonctionnement d'appareils mécaniques, dont la production est en raison directe de la durée de la marche (meules à blé, élévateurs et transporteurs mécaniques). D'autre part, si le rendement des boulangers n'a pas été diminué, il est certain que, sans la réduction de la journée de travail, ce rendement, grâce aux améliorations introduites à la boulangerie, eût pu facilement être augmenté d'un quart, c'est-à-dire porté de quatre à cinq fournées par jour.

Artillerie navale. — Au moment de l'essai de la journée de huit heures à Lorient, il a été ouvert, dans chaque atelier concourant à l'essai, des carnets d'attachement en vue de se rendre un compte aussi exact que possible du rendement : de l'examen de ces carnets il ressort, d'après les rapports établis à la fin de novembre 1902 et en février 1903, que « le rendement-heure a été généralement en augmentation par rapport à celui obtenu pendant la journée ancienne, mais que cette augmentation ne suffit pas à compenser la diminution des heures de travail résultant de la réduction de la durée de la journée moyenne ramenée de neuf heures trente-trois à huit heures ». En décembre 1904, le directeur de l'artillerie de Lorient arrivait à cette conclusion : « 1° Qu'une diminution dans le rendement journalier est notoire depuis la mise en vigueur de la journée de huit heures ; 2° Que cette diminution de rendement

est, dans l'ensemble, très sensiblement proportionnelle à la différence de la durée de travail. »

Le directeur de Rochefort estime, par contre, qu'en ce qui concerne les travaux pour lesquels l'outillage est resté le même, l'application de la journée de huit heures n'a pas fait baisser sensiblement la rapidité d'exécution : quant aux travaux pour lesquels l'outillage a été amélioré ou augmenté, la rapidité d'exécution a été elle-même considérablement augmentée et le prix de revient diminué dans les mêmes proportions, la diminution des heures ayant été plus que largement compensée par la plus grande production de la main-d'œuvre ; pour toutes ces raisons, le rendement utile, en général, de la direction d'artillerie navale de Rochefort est devenu supérieur à celui qu'elle avait obtenu avant l'application de la journée de huit heures.

Le directeur de l'établissement de Ruelle constate que « dans le cas du travail à prix fait, les rendements de la journée de huit heures ont été égaux à l'atelier des moulures et inférieurs de 4 0/0 seulement à l'atelier des douilles au rendement de la journée de neuf heures trente-cinq minutes » ; qu'à la fonderie, à la suite d'améliorations qui étaient en cours au moment de la confection du rapport, le « résultat atteint, grâce à la bonne volonté du personnel, faisant ressortir pour l'ensemble de l'atelier des foreries une augmentation de rendement qui peut être évaluée à 10 0/0 ».

A l'heure actuelle, la décision de M. Pelletan n'est plus l'objet d'aucune discussion. Et c'est toute justice, car, il y a, dans la thèse des partisans de la journée de huit heures, un argument qui est bien de nature à convaincre : pour que les patrons de l'industrie privée consentent à une réduction de la durée du travail, il est de toute nécessité que l'Etat donne l'exemple là où il fait profession d'industrie.

Il est de toute évidence du reste que la journée de travail doit être de huit heures effectives. L'enquête de la Commission extraparlamentaire de 1904 a révélé certains abus : dans beaucoup d'ateliers, la durée effective de travail était réduite à moins de huit heures parce que les ouvriers perdaient chaque jour lors de la prise ou de la cessation de travail. Le ministre de la Marine a adressé à ce sujet aux chefs de service des observations très strictes. Récemment encore ces observations ont été refaites dans une circulaire du 19 octobre 1907 « sur l'organisation du travail dans les arsenaux ». M. Thomson, dans cette circulaire, réprouvait en ces termes les pratiques qui diminuent la durée de la journée de huit heures : en premier lieu, la tolérance de dix minutes qui était accordée, en vertu de l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du 15 mai 1902, au moment de la prise du travail, ne doit pas être considérée comme un droit. Après la fermeture des casiers, l'admission au travail ne devrait théoriquement, quelle que soit l'importance du retard, être

autorisée qu'avec la sanction d'une retenue de salaire. Les directeurs auront donc la faculté d'appliquer une retenue pour retard à ceux des ouvriers pour lesquels ils constateraient une propension à abuser de cette tolérance.

En second lieu, les interruptions de travail prolongées et injustifiées pendant les heures de présence constituent un manquement professionnel, et elles équivalent à une absence effective, qu'il est du devoir strict des surveillants de signaler et des directeurs de réprimer. L'insuffisance de production dûment constatée constitue également une faute professionnelle appelant sanction disciplinaire. Il en est de même de l'absence illégale.

Dans ces différents cas, ainsi d'ailleurs que dans tous ceux où les agents techniques des divers grades sont amenés à demander une punition, ceux-ci doivent établir leur proposition dans la forme la plus succincte possible et sans retard. L'autorité supérieure doit s'entourer des garanties nécessaires pour apprécier la gravité du fait, en provoquant, s'il y a lieu, des compléments d'explications verbales de la part du surveillant et entendant l'intéressé dans ses justifications si celui-ci demande à en présenter, et elle doit s'attacher à solutionner ces questions le plus rapidement possible.

D'un autre côté, les directions des travaux doivent s'astreindre à organiser leurs chantiers de façon à

faciliter aux ouvriers l'accomplissement de leur tâche et à leur éviter toute perte de temps inutile, soit au moment de la prise ou de la cessation du travail, soit pour se procurer des matières ou du menu outillage. Dans cet ordre d'idées, on peut s'inspirer des indications suivantes : dès que l'importance du chantier le permet, installer sur place un casier à marrons, apporter à proximité des latrines mobiles, des armoires mobiles faisant vestiaires, des chapelets de seaux remplaçant les lavabos et constituer à pied-d'œuvre des dépôts d'outils et de matières. Il est alors possible d'éviter que les ouvriers sortent inutilement du chantier, et on peut organiser un contrôle des issues qu'ils n'ont pas de raison de franchir sans autorisation.

Dans le même ordre d'idées, sur les bâtiments en réparation dans le port, où travaillent de nombreux ouvriers, les autorités devront s'entendre pour généraliser une mesure qui a déjà été prise quelquefois et qui consiste à faire coïncider les heures de repas de l'équipage avec celles de la cessation du travail des ouvriers.

CHAPITRE VII

Discipline

C'est une anomalie des plus frappantes que les ouvriers des arsenaux et autres établissements de la marine, dont la situation à tant de points de vue ne se distingue point de celle des ouvriers de l'industrie privée, soient soumis au régime du Code de justice de l'armée de mer.

La raison de cette anomalie est tout historique. Nous avons vu, en effet, dans notre historique, que les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine étaient jadis des inscrits maritimes. Comme tels ils étaient justiciables des tribunaux maritimes. Aujourd'hui ils ne figurent plus à l'inscription maritime, mais ils dépendent toujours de la juridiction de l'armée de mer.

Le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports se trouve soumis au Code de la justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858.

L'article 76, concernant la compétence des conseils de guerre permanents des arrondissements

maritimes, édicte que tout individu, appartenant à l'armée de mer en vertu, soit de la loi de l'inscription maritime ou de celle du recrutement, soit d'un brevet, d'une commission ou d'un engagement, est justiciable de ces conseils.

Cet article est applicable aux ouvriers des arsenaux et établissements hors ports. Les travaux préparatoires de l'article 76 ne permettent aucun doute. L'exposé des motifs du Code du 4 juin 1858 donne l'énumération détaillée de tous ceux qui sont justiciables de ces conseils soit d'une manière constante et absolue, soit accidentellement, soit à raison de la nature des faits, soit à raison des circonstances : les ouvriers des arsenaux et autres établissements sont au nombre de ces justiciables. De plus, dans une note distribuée à la commission préparatoire du Code du 4 juin 1858 par les soins du ministre de la Marine et indiquant toutes les personnes comprises sous les dénominations de marins, de militaires, d'individus au service de la marine, d'officiers des différents corps de la marine, des corps organisés de la marine, d'individus portés sur les registres de l'inscription maritime, figure cette phrase : «... sont compris sous la dénomination d'inscrits maritimes les marins et ouvriers immatriculés qui peuvent exercer leurs fonctions sur les navires ou dans les chantiers du commerce ».

L'article 379 du Code du 4 juin 1858 laissait aux

autorités maritimes la répression des petites infractions : « Sont laissées, disait, en effet, cet article, à la répression de l'autorité maritime et punies de peines disciplinaires qui, pour l'emprisonnement, ne peuvent excéder deux mois, et pour le cachot ou double boucle dix jours : 1^o les contraventions de police commises par des marins ou militaires ou par des individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat ; 2^o les infractions aux règlements relatifs à la discipline. Toutefois, l'autorité maritime peut toujours, suivant la gravité des faits, déférer le jugement des contraventions de police aux tribunaux de la marine, qui appliquent la peine déterminée par le présent article. »

Un décret du 21 juin 1858 (1) régla, conformément à cet article 379, la police et discipline dans les ports, arsenaux et autres établissements de la marine. Aux termes de l'article 1^{er} : « La police et la discipline dans les ports, arsenaux et autres établissements de la marine appartiennent au chef maritime du lieu. Elles s'exercent, sous son autorité, par les chefs de corps, par les chefs de service ou de détail et par les commissaires impériaux rapporteurs près les tribunaux maritimes.

Aux termes de l'article 6 : « Les peines disciplinaires à infliger aux individus non officiers ou assimilés,

1. *Bulletin officiel*, année 1858. Partie principale, p. 1443.

employés au service de la marine et n'appartenant pas aux corps organisés du département, sont, indépendamment des réductions et suppressions de solde ou de suppléments prévus par les règlements spéciaux : 1^o le renvoi de l'établissement maritime pendant un mois au plus ; la prison, pendant quinze jours au plus. »

Aux termes de l'article 8 : « Le préfet maritime, le gouvernement, le chef de service dans un port secondaire et le directeur de l'établissement hors des ports peuvent, à l'égard des individus qui ne tiennent pas leur nomination du ministre, prononcer le renvoi définitif du service. Le préfet maritime, le chef de service dans le port secondaire et le directeur d'un établissement hors des ports peuvent infliger la prison pendant huit jours au plus à tout individu n'appartenant pas au service de la marine, qui, dans l'intérieur des ports et arsenaux et autres établissements soumis à leur autorité, commettent une infraction portant atteinte soit à la police ou à la sûreté de ces établissements, soit au service maritime. »

Aucun texte n'étant venu dire que les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports n'étaient plus justiciables des conseils de guerre permanents des arrondissements maritimes, ces ouvriers sont toujours soumis au Code du 4 juin 1858.

Il en est à peu près de même pour le décret du

21 juin 1858. Les textes postérieurs, en effet, n'ont rien changé au fond même du décret. Il y a eu le décret du 11 novembre 1894 qui, dans son article 15 qui a attribué au major général la police et la sûreté générale de l'arsenal, le décret du 25 août 1900 qui, dans son article 28, a donné aux autres chefs de service, directeur des constructions navales, directeur de l'artillerie etc., la police des chantiers magasins et établissements sous leur direction. Le décret du 11 janvier 1908 est conçu aussi dans le même esprit : « Dans les ports et arsenaux et autres établissements de la marine, dit ce décret, la police et la discipline appartiennent au chef maritime du lieu. Elle s'exerce, sous son autorité, par les chefs de corps, de service ou de détail. Le major général... est chargé d'assurer conformément aux consignes approuvées par le commandant en chef, préfet maritime, la garde militaire, la sûreté et la police générale de l'arsenal. Il a autorité sur les postes, les détachements de troupes et les militaires de tous grades de la gendarmerie maritime, mis à sa disposition, à cet effet, par le chef d'état-major. La surveillance des issues lui est confiée ; il a sous ses ordres les gardes consignes et autres agents préposés à ce service ». Si le décret du 11 janvier 1908 garde le silence au sujet du commissaire-rapporteur, c'est que le poste de surveillant général, qui avait remplacé le poste de commissaire-rapporteur (ancienne-

ment commissaire impérial) avait été lui-même supprimé par une loi de finances antérieure (1). La même observation s'impose encore au sujet de l'arrêté ministériel du 27 janvier 1908 qui a réglé dans ses moindres détails la police des arsenaux (2).

Certains textes postérieurs au décret de 1858 ont même expressément déclaré que ledit décret est toujours en vigueur.

Tel le dernier décret sur l'organisation du personnel ouvrier des arsenaux et autres établissements de la marine du 13 juin 1907, qui, dans son article 33, s'exprime ainsi : « Tous les agents du personnel ouvrier employés dans les arsenaux et établissements de la marine sont soumis aux lois et consignes relatives à la discipline, à la police et à la sûreté de ces arsenaux et établissements, c'est-à-dire au décret du 21 juin 1858. Toutefois le dernier alinéa de l'article 6 et le 3^e alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 8 de ce décret ne leur sont point applicables. » L'article 33 ajoute : « La surveillance des chantiers et ateliers est faite exclusivement par le personnel technique. Tout ouvrier qui est dans un état d'ivresse ou qui cause du scandale dans l'arsenal en est immédiatement

1. Voir à ce sujet le rapport du Président de la République qui précède le décret. *Bulletin officiel de la Marine*. Partie principale. Année 1908, p. 114.

2. *Bulletin officiel de la Marine*. Partie principale. Année 1908, p. 132.

expulsé, par les soins de la gendarmerie, réquisitionnée à cet effet par le chef d'atelier ou, à son défaut, par un des agents de personnel technique, sous réserve des peines disciplinaires. »

L'article 32 de ce même décret du 13 juin 1907 n'est pas non plus contraire à l'esprit du décret du 21 juin 1858. Il contient toutefois une innovation importante : la création des conseils de discipline dans la composition desquels entre des représentants des ouvriers.

Les peines qui sont infligées en vertu de l'article 32 du décret du 13 juin 1907 aux agents du personnel ouvrier pour négligence, incapacité, inconduite ou faute contre la discipline sont : 1° l'avertissement ; 2° le blâme ; 3° le blâme avec affichage ; 4° la mise à pied ; 5° la rétrogradation temporaire ; 6° la rétrogradation définitive ; 7° le congédiement.

L'avertissement est donné par le chef d'atelier. Il consiste dans une note remise personnellement à l'ouvrier et il n'entraîne aucune inscription à la matricule.

Le blâme est donné par le chef de service, sur la proposition du chef d'atelier. Il entraîne une inscription à la matricule.

Le blâme avec affichage est donné par le chef de service, sur la proposition du chef d'atelier. Il est porté à la connaissance de tout le personnel de l'atelier par voie d'affiche.

La mise à pied est prononcée par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement, sur le rapport du chef de service. La mise à pied ne peut jamais être inférieure à un jour et elle ne peut excéder quatre jours. L'ouvrier qui est puni d'une mise à pied est exclu de l'arsenal pendant la durée de sa peine. Il ne touche pendant ce temps aucun salaire.

La rétrogradation et le congédiement sont prononcés par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement, après avis du conseil de discipline. Le conseil de discipline est composé d'un officier ou ingénieur de la direction, d'un adjoint technique et d'un surveillant technique, désignés par le chef de service d'un chef ouvrier et d'un ouvrier ou chef-ouvrier. Ces deux derniers sont tirés au sort respectivement parmi ceux faisant partie des groupes n^{os} 4 et 5 des commissions annuelles de classement pour l'atelier dont fait partie l'inculpé. Le groupe n^o 4 des commissions de classement comprend deux chefs-ouvriers tirés au sort dans chaque atelier et le groupe n^o 5 deux ouvriers ou chefs-ouvriers élus au scrutin secret par le personnel appartenant aux groupes des ouvriers spécialistes et des ouvriers manœuvres de chaque atelier. Des dispositions spéciales déterminent la composition des conseils de discipline dans les services spéciaux, tels que les hôpitaux ou celui des travaux hydrauliques dans les établissements hors ports. Lorsqu'en raison de l'ef-

fectif réduit d'un atelier, une commission d'avancement réduite ne comprend qu'un ouvrier ou chef-ouvrier élu, il est appelé à faire partie du conseil de discipline, sans qu'il y ait lieu d'adjoindre à ce conseil aucun autre agent du personnel ouvrier (1). Lorsqu'une commission d'avancement réduite comprend un chef-ouvrier ou ouvrier tiré au sort il fait de droit partie du conseil de discipline ; un tirage au sort désigne ensuite celui des deux membres élus de la commission d'avancement qui doit être appelé à faire partie du conseil de discipline (2). Lorsque certains services spéciaux, tels que ceux des subsistances, du service de santé ou de la flotte ne possèdent ni adjoint technique, ni surveillant technique, on désigne pour faire partie du conseil de discipline le ou les deux autres membres désignés pour les remplacer dans la commission annuelle d'avancement (3). Les conseils de discipline délibèrent et concluent dans les formes prescrites pour les conseils d'enquête des corps organisés de la marine, c'est-à-dire qu'ils délibèrent et concluent à la majorité (4). La rétro-

1. Voir solution de diverses questions relatives à l'application du nouveau décret du 13 juin 1907 sur le personnel ouvrier. Solution n° 4. *Bulletin officiel*, 1907, n° 21, p. 882.

2. *Idem*.

3. *Idem*.

4. Voir en effet le décret du 3 janvier 1884 sur les conseils d'enquête de la marine.

gradation définitive consiste dans la réduction d'une classe à la classe immédiatement inférieure. La rétrogradation temporaire ne peut être de moins de quinze jours, ni de plus de trois mois. Le temps pendant lequel un ouvrier est rétrogradé entre en déduction dans le calcul de son ancienneté pour le passage à la classe supérieure. La rétrogradation définitive replace l'ouvrier au dernier rang de la liste d'ancienneté de sa nouvelle classe.

Une circulaire du ministre de la Marine du 26 janvier 1907 (1) a étendu aux punitions disciplinaires infligées au personnel ouvrier le principe de la réhabilitation de droit, instituée par la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire. La question de savoir si le principe de la réhabilitation de droit, instituée par la loi du 5 août 1899 et modifiée par celle du 11 juillet 1900, était applicable aux punitions disciplinaires, avait été soulevée à plusieurs reprises et résolue négativement par la circulaire du 19 septembre 1900 (2). L'unique argument invoqué contre l'extension aux peines disciplinaires du principe de la réhabilitation de droit était que la loi du 5 août 1899 ne visait absolument que les condamnations pour crimes ou délits prononcées par une juridiction répressive et donnant lieu à l'établissement d'un

1. *Bulletin officiel de la Marine*. Année 1907, p. 40.

2. *Bulletin officiel de la Marine*. Année 1900, p. 795.

bulletin n° 1 pour la tenue du casier judiciaire et que, par juridictions répressives, la circulaire du 5 janvier 1900 (1) avait spécifié qu'il convenait d'entendre, en ce qui concerne la justice militaire, les conseils de guerre et de justice, les tribunaux maritimes et les tribunaux maritimes spéciaux. Un nouvel examen de la question conduisit le ministre à penser que les circulaires précitées avaient peut-être interprété dans un sens trop étroit la loi du 5 août 1899 et qu'elles n'avaient pas tenu un compte suffisant des réformes profondes apportées par cette loi dans la législation générale du pays. En effet, si l'on considère que l'article 369 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858, laisse à la répression de l'autorité maritime les contraventions de police et les infractions aux règlements relatifs à la discipline, on se trouve conduit à reconnaître que l'argument invoqué a d'autant moins de valeur qu'il n'est pas contestable que l'autorité qui a le pouvoir de réprimer a, par cela même, celui de régler les conditions de la répression dans la limite du maximum des pénalités indiquées par la loi.

L'article 32 du décret du 13 juin 1907 a donné lieu à une difficulté d'interprétation. On s'est demandé comment appliquer l'article lorsqu'a été prononcée la rétrogradation d'un chef ouvrier, en particulier celle d'un chef ouvrier de 3^e classe,

1. *Bulletin officiel*, année 1900, p. 3.

c'est-à-dire de dernière classe. Le ministre de la Marine a posé les règles à suivre dans une dépêche du 30 juillet 1908 (1). Ces règles sont celles-ci : il y a lieu de distinguer entre les chefs ouvriers qui ont été l'objet d'un avancement depuis leur nomination à l'emploi de chef-ouvrier et ceux qui n'ont pas obtenu d'avancement ; la rétrogradation consiste, pour les premiers, dans le passage d'une classe immédiatement inférieure de chef-ouvrier ; en cas de rétrogradation, les seconds doivent être placés dans la classe d'ouvrier à laquelle ils appartenaient au moment de leur nomination à l'emploi de chef ouvrier avec l'ancienneté primitive qu'ils avaient dans cette classe d'ouvriers.

Depuis sa mise en application, l'article 32 du décret du 13 juin 1907 a été assez vivement attaqué. Un écho de ses critiques s'est retrouvé lors de la dernière enquête de la Chambre sur la marine et lors de la discussion de cette enquête. Les arguments présentés contre cet article 32 sont les suivants : la tarification des peines est très faible : les trois premières — avertissement, blâme simple, blâme avec affichage — sont purement morales et ne comportent aucune sanction matérielle ; même le blâme avec affichage constitue souvent pour les ouvriers ainsi punis un certificat d'indépendance dont

1. *Bulletin officiel de la Marine*. Partie principale, année 1908, p. 727.

ils se montrent très fiers ; le décret de 1907 ne prévoit plus le blâme avec inscription à la matricule du décret de 1900, qui suivait l'ouvrier dans toute sa carrière ; la mise à pied a cet inconvénient qu'elle encourage à la paresse et à l'ivrognerie et se trouve être une mesure grave qui punit la famille tout entière de l'ouvrier et que l'autorité hésite par suite à appliquer ; en ce qui concerne enfin la rétrogradation et le congédiement, les conseils de discipline appelés à donner leur avis sont beaucoup trop favorables aux ouvriers poursuivis parce qu'ils sont composés d'une majorité d'ouvriers (1).

Certaines de ces critiques paraissent assez justifiées. La plupart des peines disciplinaires du décret du 13 juin 1907 sont théoriques ou trop graves et par suite inapplicables. Le reproche de partialité fait aux conseils de discipline semble moins juste : il n'est pas aussi évident qu'on le prétend que la cause des ouvriers poursuivis sera favorablement accueillie par la majorité des conseils de discipline, il est du moins un certain nombre de cas où les conseils de discipline sont en fait inaccessibles à la pitié, c'est lorsqu'il s'agit de cas d'indécatesse, d'inconduite ou d'intempérance habituelle.

1. Voir Rapport général de la Commission d'enquête de la marine de M. Henri Michel. Annexe au procès-verbal de la Chambre des députés du 10 juin 1909, n° 2554, p. 123 et aussi discours de M. Delcassé à la Chambre des députés, 21 juillet 1909.

CHAPITRE VIII

Service médical et incapacité de travail

Le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine se trouve soumis à un régime quelque peu spécial en ce qui concerne les maladies, les accidents du travail et les incapacités qui en résultent.

Pour les soins médicaux, c'est l'article 27 du 13 juin 1907 qui les réglemente. C'est le même article qui règle l'incapacité temporaire de service ou de travail. Il n'y a aucune distinction à faire, ni pour les soins médicaux, ni pour l'incapacité temporaire de service ou de travail, entre les ouvriers immatriculés et ceux qui ne le sont point.

Pour l'incapacité définitive, il faut distinguer, au contraire, entre les ouvriers immatriculés et ceux qui ne le sont point.

Les soins médicaux sont donnés gratuitement à tout le personnel ouvrier — permanent ou non —

des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

Tout agent du personnel ouvrier blessé ou malade est traité aux frais de l'Etat dans les hôpitaux de la marine ou, à défaut, dans les hôpitaux de la guerre ou dans les hospices civils.

En France, l'ouvrier blessé ou malade reçoit la moitié de son salaire pendant son séjour dans les hôpitaux ou hospices ; il en reçoit les trois quarts, si la maladie est la conséquence d'une blessure reçue en service commandé, ou provient exclusivement d'une cause professionnelle nettement caractérisée. Aux colonies, il reçoit un salaire spécial.

Dans le cas où les mêmes hommes, blessés ou malades, préfèrent se faire soigner chez eux, le chef de service peut leur en accorder l'autorisation s'ils habitent dans la circonscription médicale établie dans chaque port ou établissement, il suffit qu'ils avertissent eux-mêmes par écrit leur chef hiérarchique de leur impossibilité de se rendre au travail. S'ils habitent en dehors de ces limites, ils doivent joindre à cet avertissement un certificat d'un médecin civil, et rapporter, en rentrant au service, un second certificat de ce médecin constatant la durée de leur indisponibilité. Dans l'un et l'autre cas, ils peuvent être visités par un officier de santé de la marine, qui adresse au chef de service intéressé, par la voie hiérarchique, un rapport sur leur situa-

tion. Ils reçoivent le salaire de maladie dans les mêmes conditions que ceux soignés dans les hôpitaux ou hospices ; toutefois cette allocation ne peut se prolonger au delà de quarante-cinq jours consécutifs, ni être attribuée plus de quatre-vingt-dix jours par an, sauf dans le cas de blessure reçue ou de maladie contractée en service commandé.

Les agents du personnel ouvrier renvoyés d'une colonie en France, pour cause de maladie contractée dans la colonie, et auxquels il est accordé des congés de convalescence par le conseil de santé de l'un des ports principaux, jouissent de leur salaire jusqu'à l'expiration de leur congé de convalescence dans les limites fixées par le décret du 15 novembre 1895 pour les congés à solde entière.

Tout homme en traitement à domicile qui travaille en ville, est rétrogradé temporairement ou définitivement.

Le salaire de maladie des agents du personnel ouvrier, blessés ou malades, est décompté par le nombre de journées de travail régulier dans l'arsenal, y compris les journées extraordinaires accordées pour les fêtes publiques et déduction faite des dimanches et jours fériés. Il en est de même pour les malades à domicile et pour les convalescents revenant des colonies. Aucune distinction à cet égard n'est, du reste, faite entre les ouvriers des spécialités, les

ouvriers manœuvres, les aides-ouvriers et les apprentis.

En ce qui concerne l'incapacité définitive de travail, les ouvriers immatriculés sont soumis à un régime distinct de celui de la loi du 9 avril 1898. Cette loi, dans son article 32, dit : « Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine. » Les règlements spéciaux auxquels fait ainsi allusion l'article 32 de la loi du 9 avril 1898 sont : la loi du 28 juin 1862, le décret du 12 janvier 1892 (art. 27), le décret du 21 juin 1900 (art. 24) et le décret du 13 juin 1907 (art. 31).

La loi du 28 juin 1862 sur les pensions de retraite du personnel ouvrier des arsenaux édicte que ce personnel « ne peut obtenir de pension avant cinquante ans accomplis, à moins d'incapacité définitive du travail ou de service dûment constatée ». En cas d'incapacité définitive de travail ou de service dûment constatée avant cinquante ans, la pension ordinaire d'ancienneté est donc accordée par anticipation (1). Les formes suivant lesquelles cette incapacité est constatée sont déterminées actuellement par une circu-

1. Pour les chiffres de pensions, consulter au chapitre suivant le tableau de la loi du 8 août 1883 sur les pensions de retraite du personnel non officier de la marine.

laire ministérielle du 31 décembre 1885. Elles consistent dans une déclaration du chef de service attestant que l'ouvrier ne peut plus être employé utilement au service de la marine, et dans une visite et une contre-visite opérées chacune par deux médecins, devant les mêmes autorités que pour les cas de blessures ou d'infirmités contractées au service.

La circulaire du 17 avril 1891 a édicté les règles à suivre pour l'établissement des certificats médicaux à joindre aux mémoires de propositions de pensions. Cette circulaire spécifie que les accidents dont les ouvriers des arsenaux de la marine sont victimes dans leur travail donnent lieu à l'établissement d'un certificat d'origine de blessure. A la suite de cette circulaire est annexé sous le n° 3 un modèle de ce certificat d'origine de blessure.

La circulaire du 17 avril 1891 ayant omis d'indiquer comment doit être constatée l'origine des maladies ou infirmités contractées par ces mêmes ouvriers en service commandé, la circulaire du 19 septembre 1907 a comblé cette lacune. Suivant la circulaire du 19 septembre 1907, l'origine des maladies ou infirmités, susceptibles d'ouvrir aux agents du personnel ouvrier des droits à pension, sera constatée, à l'avenir, par les soins du service de santé, sur un certificat conforme à un modèle annexé à la circulaire et portant le n° 4 *bis* de la série annexée à la circulaire du 17 avril 1891. Il doit être établi en

deux expéditions, dont l'une est délivrée à l'intéressé et l'autre déposée, sous une reliure mobile, à la comptabilité de la direction ou du service auquel appartient l'ouvrier en cause.

La circulaire de 1907 limite nettement la portée juridique de ce certificat.

1° La délivrance du certificat permettra de sauvegarder les droits éventuels de l'intéressé à une pension pour infirmité contractée par le fait du service ;

2° Elle n'ouvre pas *ipso facto* le droit à la pension en cas d'incurabilité ;

3° Elle ne saurait être considérée comme devant concéder de droit un salaire de maladie égal aux trois quarts du salaire journalier.

Pour justifier cette dernière conséquence, la circulaire s'appuie sur la combinaison de la circulaire du 27 juin 1903 et de l'article 27 du décret du 13 juin 1907 ; suivant la circulaire de 1903 le salaire maximum n'est pas concédé pour toutes les maladies ou infirmités résultant du service et doit être limité aux maladies ou infirmités d'un caractère nettement et incontestablement professionnel, c'est-à-dire dont l'origine ne fasse pas le moindre doute (saturnisme par exemple) ; l'article 27 du décret du 13 juin 1907 paraît conçu absolument dans le même sens puisqu'il dispose que l'ouvrier en traitement à domicile ou à l'hôpital ne reçoit les trois quarts de son salaire que si la maladie est la conséquence d'une blessure reçue

en service commandé ou provient exclusivement d'une cause professionnelle nettement caractérisée. L'appréciation sur la question de l'allocation des trois quarts de la solde de travail appartient, aux termes de cette circulaire, au service de santé qui doit tenir compte des prescriptions de la circulaire du 27 juin 1903, confirmées par l'article 27 du décret du 13 juin 1907.

Enfin une récente circulaire du 2 septembre 1908 a établi « une nouvelle classification des blessures ou infirmités ouvrant des droits à la pension ».

La pension par anticipation n'est accordée que lorsque les blessures ou infirmités sont graves (1). Lorsqu'elles ne sont point graves, les ouvriers immatriculés ne sont point mis à la retraite. On les place dans des postes doux, c'est-à-dire dans des postes où le travail n'est pas fatigant. Ils attendent là l'âge de retraite.

Il a été question en 1908 au Parlement de soumettre tous les ouvriers de l'Etat au régime de la loi de 1898. La Commission de la Prévoyance et de l'Assurance sociales de la Chambre n'a pas abouti en ce sens. Une délégation de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine, reçue par cette Commission, a protesté contre ce projet. Elle a même

1. Voir à ce sujet la circulaire du 22 septembre 1908 et aussi le tableau annexé à la loi du 8 août 1883.

protesté contre le choix qui lui était proposé entre le régime de la loi de 1898 et le *statu quo* (1).

Si la situation des ouvriers en régie est, en ce qui concerne les soins médicaux et l'incapacité temporaire de travail, la même que celle des ouvriers permanents, cette identité fait défaut lorsqu'il s'agit de l'incapacité définitive, partielle ou totale : les ouvriers en régie sont, en effet, dans ce cas placés sous le régime de la loi du 9 avril 1889.

1. Voir le chapitre relatif à l'historique du mouvement associationniste chez les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine. Congrès de 1908.

CHAPITRE IX

Pension

Les ouvriers permanents, immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine jouissent de pensions. Les ouvriers en régie directe, *a fortiori* les ouvriers en régie indirecte n'y ont point droit. Les ouvriers en régie indirecte travaillent pour le compte de particuliers. Les ouvriers en régie directe ne peuvent être embauchés sans interruption que six mois au plus. Le droit à la pension est précisément le signe qui permet le mieux de distinguer les ouvriers permanents immatriculés des ouvriers qui ne le sont pas.

Sous le régime des décrets du 12 janvier 1892 et du 21 juin 1900, quelque chose fut cependant fait pour les ouvriers non matriculés. A cette époque, le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine se composait de journaliers, d'ouvriers temporaires et d'ouvriers permanents ; seuls, en principe, les ouvriers permanents auraient dû

pouvoir acquérir la pension, mais, comme l'article 26 du décret du 12 janvier 1892 avait admis que le temps passé au service, à titre d'ouvrier temporaire et stagiaire entrerait dans le décompte des services des agents du personnel ouvrier, à condition que ceux-ci aient été admis dans le cadre des permanents, une décision du ministre de la Marine du 6 février 1896 prescrivit qu'il y avait lieu de faire profiter des mêmes avantages les journaliers ou ouvriers temporaires, qui, réunissant le temps de service réglementaire exigé pour pouvoir être nommés permanents, viendraient à passer du personnel ouvrier dans un autre corps d'agents permanents (personnel administratif secondaire) ; l'article 23 du décret du 21 juin 1900 ayant reproduit la disposition de l'article 26 du décret de 1892, cette disposition fut facilement appliquée parce qu'une circulaire ministérielle antérieure du 2 mars 1900 avait décidé que, pour régulariser au point de vue de la retraite la situation des ouvriers temporaires et stagiaires, tous seraient nommés ouvriers permanents avant d'être rayés des contrôles du personnel ouvrier. Malgré les subterfuges ainsi employés pendant quelques années, le principe resta sauf, puisqu'aucun ouvrier n'eut en réalité droit à la retraite avant d'être ouvrier permanent ou immatriculé.

Seuls donc les ouvriers permanents, immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la ma-

rine ont droit à une pension de retraite. C'est une pension à forme militaire. La forme de cette pension est encore une des anomalies les plus frappantes de la situation des ouvriers de la marine. Là encore, la raison de l'anomalie est tout historique. Ces ouvriers étaient autrefois des inscrits maritimes. Du régime de l'inscription maritime, ils ont gardé le mode de retraite.

Sous la Royauté, les ouvriers n'avaient pas à proprement parler un droit à la pension. Ceux qui avaient vieilli en travaillant ou qui étaient estropiés pouvaient obtenir une pension ou demi-solde en vertu de l'édit de mai 1709 qui avait réorganisé et étendu la Caisse des Invalides de la Marine créée par Colbert en 1673. Cette caisse était alimentée par des retenues faites sur tous les appointements, pensions, gages, gratifications, et soldes de tous les officiers et gens de mer employés dans le département de la marine, soit sur les vaisseaux de l'Etat, soit sur ceux du commerce. Des ordonnances ultérieures maintinrent ce régime de la demi-solde.

Une ordonnance du 5 octobre 1844 posa les bases du droit à la pension pour un certain nombre d'ouvriers. Les maîtres, seconds-maîtres, ouvriers et apprentis des cinq professions suivantes des arsenaux et établissements hors ports, charpentiers de navires, perceurs, calfats, voiliers et mécaniciens, déclarés passibles de l'appel sur la flotte, c'est-à-dire sou-

mis au régime de l'inscription maritime, devaient obtenir à l'avenir des pensions pour ancienneté ou pour blessures aux conditions déterminées par la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer et par assimilation aux maîtres, seconds-maîtres, quartiers-maîtres et matelots de la flotte. Il n'était nullement question dans l'ordonnance du 5 octobre 1844 des autres ouvriers non soumis au régime de l'inscription maritime.

La loi du 24 novembre 1848 mit en application le principe inscrit dans l'ordonnance du 5 octobre 1844. Les conditions de la loi du 24 novembre 1848 et celles de la loi du 18 avril 1831 ne furent, du reste, pas absolument identiques comme l'avait annoncé l'ordonnance du 5 octobre 1844. L'entrée en jouissance de la pension pour les nouveaux bénéficiaires du régime de la loi du 18 avril 1831 furent soumis à une condition d'âge, l'âge de cinquante ans avec cette seule exception, le cas d'affaiblissement par suite de travail ou d'infirmités dûment constatées. Les autres ouvriers, c'est-à-dire les ouvriers non soumis au régime de l'inscription maritime, conservaient leurs pensions de demi-solde.

La loi du 28 juin 1862 étendit les dispositions de la loi du 24 novembre 1848 aux ouvriers des autres professions des arsenaux et établissements hors ports, c'est-à-dire aux ouvriers non soumis au régime de l'inscription maritime (contremaîtres, aides-

contremaitres, ouvriers, apprentis et journaliers des professions non soumis à l'inscription maritime), qui se trouvaient encore sous le régime de la loi du 13 mai 1791 et n'avaient que la pension dite de demi-solde. Ce droit à la pension était acquis après vingt-cinq ans de services effectifs. La pension ne pouvait être réclamée avant l'âge de cinquante ans, à moins d'incapacité définitive de travail ou de service dûment constatée.

La loi du 8 août 1883 a fixé un nouveau tarif des pensions plus avantageux que les tarifs antérieurs (1).

Ce sont ces trois lois, celle du 18 avril 1831, celle du 28 juin 1862, celle du 8 août 1883 qui s'appliquent encore aujourd'hui pour les pensions des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

Les quelques modifications introduites depuis la promulgation de ces lois n'ont fait qu'avantager la situation des bénéficiaires des pensions. Depuis le 1^{er} janvier 1886 et en exécution de la loi du 22 mars 1885 et du décret du 17 novembre de la même année (2) le Trésor public est entièrement substitué à la Caisse des Invalides pour le payement des pensions

1. Voir au début du chapitre relatif au mouvement associationniste dans les arsenaux et établissements hors ports la campagne de propagande qui amena la revision des tarifs de pensions.

2. *Bulletin officiel*. Année 1885, p. 1266 et suiv.

de retraites des agents du personnel ouvrier, de celles attribuées à leurs veuves et à leurs orphelins. Aux termes de l'article 4 de la loi de finances du 30 décembre 1900 (1) la retenue de 3 o/o antérieurement opérée sur la solde et les accessoires de solde du personnel non-officier a été supprimée depuis le 1^{er} janvier 1901. Les salaires du personnel ouvrier sont donc des soldes nettes et les pensions qui sont accordées ont le caractère de charges d'Etat absolues.

Les décrets du 21 juin 1900 et du 13 juin 1907 qui ont réglementé l'organisation générale des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine n'ont apporté aucune modification aux conditions et à la procédure de concession des pensions de ce personnel et n'ont fait que confirmer les principes admis par les lois de 1831, 1862 et 1883.

Les ouvriers immatriculés ont droit après vingt-cinq ans de service à une pension de retraite. Excepté au cas d'incapacité définitive ou de service dûment constatée, cette pension ne peut être accordée avant cinquante ans. Les veuves et les orphelins sont admis au bénéfice de la moitié du maximum de la pension d'ancienneté affecté au grade du mari ou du père (2).

1. *Bulletin officiel*. Année 1901, 2^e semestre, p. 1091.

2. Les conditions suivant lesquelles les veuves et les orphelins des ouvriers des arsenaux sont admis à bénéficier de la pension ont souvent été remaniées. Elles l'ont été par les

Le taux de la pension est fixé suivant un tableau annexé à la loi du 8 août 1883.

Lorsque les conditions d'âge et de service sont remplies, les ouvriers immatriculés ont le droit de faire liquider leur pension d'ancienneté, mais l'administration n'est point obligée de les mettre à la retraite s'ils ne le demandent pas. Ils peuvent alors, comme les ouvriers blessés et ne se trouvant pas dans le cas d'incapacité définitive de travail ou de service, être placés dans des postes doux, c'est-à-dire dans des postes où le travail n'est pas fatigant (1).

L'entrée en jouissance des pensions de retraite a lieu le jour où les ouvriers sont rayés des contrôles (2).

Les services à compter pour la retraite doivent être effectifs. C'est un principe absolument strict qui se trouve, du reste, inscrit dans la loi du 18 avril 1831 et dans la loi du 5 août 1879.

Le mode de supputation du temps de services effectif est, lorsqu'il ne s'agit point de pensions motivées par des infirmités contractées en service commandé,

lois des 26 avril 1856, 10 avril 1869, 20 juin 1878, 5 août 1879, 8 août 1883, 15 avril 1885, 28 décembre 1895, 13 avril 1898 et 8 décembre 1905.

1. Circulaire du ministre de la Marine du 24 mai 1907.

2. Décret du 13 juin 1907, art. 31.

Tableau annexé à la loi du 8 août 1883

	Chef ouvrier	Ouvrier
Minimum à 25 ans... de services effectifs	700	600
Accroissement pour chaque année de services effectifs au-delà de 25 ans... et pour chaque année...	10	0,50
Maximum à 50 ans... de services...	900	750
Amputation de deux membres ou perte totale de la vue ; pension fixe quelle que soit la durée, 30 o/o, en sus du maximum	1.170	975
Amputation d'un membre ou perte absolue de l'usage des deux membres ; pension fixe quelle que soit la durée des services	900	750
Blessures ou infirmités graves qui occasionnent la perte absolue de l'usage d'un membre ou qui y sont équivalents ; pension variable ; minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service jusqu'au maximum....	700 à 900	600 à 750
Blessures ou infirmités moins graves qui mettent dans l'impossibilité de rester au service avant d'avoir accompli les 25 ans... exigés pour le droit de pension d'ancienneté ; pension variable ; minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service au-delà de 25 ans... jusqu'au maximum	700 à 900	600 à 750
Pensions aux veuves, secours aux orphelins ; moitié du maximum de la pension d'ancienneté affecté au grade du mari ou père.....	450	375

le suivant : on constate par année, et lorsqu'il y a lieu par période d'emploi de durée moindre, le nombre de journées et de fractions de journée de présence effective de travail, et aussi bien en dehors que pendant les jours et heures de travail réglementaires ; le total de ces journées et fractions de journées est abondé de 20 0/0 pour représenter la part proportionnelle des jours de repos réglementaires (1) ; le résultat ainsi obtenu constitue le nombre de jours de service acquis pendant l'année ou la période d'emploi ; toutefois quel que soit le nombre de jours ou fractions de jour de travail effectif, en dehors des jours et heures réglementaires, le temps de service acquis ne sera jamais supérieur au nombre de jours réellement écoulés ; le total des services se calcule sur le pied de trois cent soixante-cinq jours de service pour une année ainsi que du douzième de trois cent soixante-cinq jours pour un mois (2).

Sont comptés comme temps de service effectif tous les jours passés en mission, en permission régulière jusqu'à concurrence de huit jours, ainsi qu'en traitement à l'hôpital ou à domicile (3). Ne peut être compté le temps passé en congé pour affaires per-

1. L'abondement s'est trouvé quelque peu modifié par une loi de finances ultérieure.

2. Décret du 13 juin 1907, art. 30.

3. Même décret, même article.

sonnelles (1). Ne peut non plus être compté le temps qui s'écoule entre le jour où un ouvrier est mis en prison préventive à raison d'une instruction ouverte contre lui et le jour où il est acquitté (2). Les journées de chômage forcées ou autorisées sont comptées comme jours de travail effectif (3).

Les services doivent avoir été rendus à l'Etat et directement rémunérés par lui. Il faut donc pour que les ouvriers des arsenaux soient appelés à bénéficier de la loi du 28 juin 1862, c'est-à-dire à jouir de la pension militaire, qu'ils comptent vingt-cinq ans de services effectifs au compte de l'Etat. Tous autres services ne peuvent être admis. Si, pour compléter les vingt-cinq années, les ouvriers étaient obligés d'ajouter au temps passé au service de l'Etat par exemple le temps de navigation sur les bâtiments de commerce, l'Etat ne pourrait accorder la pension militaire, mais seulement la pension de demi-solde (4).

Le Conseil d'Etat a eu à se prononcer à différentes reprises sur la question de savoir si les ouvriers des

1. Décret du 21 juin 1900, art. 23.

2. Circulaire du ministre de la Marine du 16 février 1903.

3. Circulaire du ministre de la Marine du 7 janvier 1907. *Bulletin officiel de la Marine*. Partie principale, année 1907, p. 12.

4. Loi du 21 juin 1862, art. 4 et Conseil d'Etat, 12 avril 1866. Guiaumarch.

arsenaux pouvaient invoquer, au moment de leur admission à la retraite, le « bénéfice de campagne », c'est-à-dire faire majorer, à raison de certains services, d'une quantité plus ou moins forte la durée effective des services ou encore, à raison de ces mêmes services, faire compter, en vue de l'augmentation du chiffre de la retraite, des services qui n'entrent pas en compte pour la constitution du droit de pension. Le Conseil d'Etat en a toujours décidé négativement. Il a rejeté notamment la demande d'ouvriers employés dans l'arsenal de Cherbourg et dans les ateliers d'Indret. Il s'est basé sur ce que ces ouvriers ne pouvaient être assimilés aux « membres du personnel civil de la marine incorporés dans les gardes nationales mobiles ou mobilisés » qui eux jouissent du bénéfice de campagne suivant une décision présidentielle du 31 mars 1873.

Le système des pensions du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine a été et est encore l'objet de critiques assez vives.

Le système ne prévoit point des dispositions spéciales dans le cas où l'ouvrier meurt avant d'avoir rempli les conditions exigées, ou bien quitte, pour une raison ou pour une autre le service : dans ces deux cas, la loi s'applique strictement, dans le premier cas la veuve et les orphelins de l'ouvrier n'ont droit à aucune pension, dans le second l'ouvrier lui-même ne touche rien. Le système n'est pas très souple non plus

lorsqu'il s'agit d'un ouvrier malade ou infirme : l'administration hésitera longtemps à le congédier, parce qu'elle le laisserait sans ressources et elle le conservera sans exiger de lui grand travail, jusqu'à ce qu'il ait rempli les conditions de la loi.

CHAPITRE X

Autres avantages destinés à améliorer la situation matérielle des ouvriers de la Marine

Les autres avantages dont le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine sont peu nombreux et peu appréciables.

L'administration de la marine distribue tous les ans une certaine somme en secours et allocations aux ouvriers nécessiteux et chargés de famille. Ces secours et allocations n'ont point pour l'administration le caractère obligatoire. Les ouvrières peuvent toucher une faible somme d'argent lorsqu'elles accouchent, mais à condition qu'elles soient mariées.

Le décret du 13 juin 1907, article 29, prévoit que les ouvriers ont droit à la gratuité des eaux thermales.

L'administration de la marine ne s'est jamais préoccupée d'établir des économats ou des sociétés coopératives de vente de denrées et marchandises, qui, sans aucun doute, permettraient aux ouvriers d'acheter à bon compte ce dont ils ont besoin. Les ouvriers n'en ont pas eu non plus l'initiative.

Le service des lavabos est encore bien mal installé. Celui des bains chauds n'existe pas du tout.

Une journée supplémentaire est payée au personnel ouvrier à l'occasion de la fête nationale.

Tous les ans, il est inscrit au budget un crédit de quelques milliers de francs pour payer les journées des congés accordés aux ouvriers à l'occasion du décès des membres de leur famille.

Les ouvriers des arsenaux et établissement hors ports de la marine ont la plénitude des droits politiques, c'est-à-dire le droit de vote et le droit d'éligibilité, sauf en ce qui concerne l'élection des conseils de prud'hommes.

Comme on peut s'en rendre compte, les institutions destinées à améliorer la situation du personnel ouvrier et des établissements hors ports de la marine sont loin d'être florissantes.

CHAPITRE XI

Application des grandes lois ouvrières au personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine

Nous terminerons la première partie de notre étude en examinant comment l'administration de la marine applique les grandes lois ouvrières au personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine. Cet examen constituera une transition toute naturelle entre les deux parties de notre étude, l'une relative à la condition économique, l'autre à la condition juridique de ces ouvriers.

Indépendamment de la loi sur les accidents du travail, de la loi sur le repos hebdomadaire (1), dont nous avons déjà parlé dans un chapitre précédent, les autres grandes lois relatives au travail des ouvriers sont les lois sur le travail des enfants, des adolescents

1. Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat ainsi que ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. (Loi du 13 juillet 1906, art. 7.)

et des femmes et les lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Loi sur le travail des enfants, des adolescents et des femmes — Le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans l'industrie est réglé actuellement par la loi du 2 novembre 1892, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1893, amendée par la loi du 30 mars 1900 et complétée par de nombreux décrets.

Les lois de 1892 et de 1900 doivent se combiner avec les trois lois des 22 février-4 mars 1851, sur l'apprentissage (titre II, chap. IV), 7-20 décembre 1874 sur la protection des enfants dans les professions ambulantes et 29 décembre 1900 sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et dépendances.

La loi de 1892 et les autres lois connexes sur le travail des enfants, des adolescents et des femmes édictent des principes qui sont respectés par les décrets et règlements de la marine concernant le travail des enfants, des adolescents et des femmes employés dans les arsenaux et établissements de la marine.

Le décret du 13 juin 1907, article 11 dernier paragraphe, le dit, du reste, formellement en ce qui concerne les apprentis. « Les apprentis de 1^{re} et de

2^e classe peuvent être détachés dans les ateliers et y être employés sous la surveillance directe des chefs-ouvriers et ouvriers, mais seulement dans les conditions prévues par les lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900 sur le travail des enfants. »

Il est facile de se rendre compte que les lois concernant le travail des enfants, des adolescents et des femmes ne sont point méconnues dans les arsenaux et établissements de la marine. En effet :

1^o La limite minimum pour l'admission des enfants au travail dans les établissements industriels est de treize ans. Or les apprentis employés dans les arsenaux et établissements de la marine ont au moins quatorze ans (art. 10 du décret du 13 juin 1907) ;

2^o La durée maximum du travail est, pour les enfants, adolescents et femmes employés dans l'industrie privée, ainsi fixée : « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit (loi du 30 mars 1900, art. 3). Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, au bout d'une nouvelle période de deux années à dix heures. » C'est le régime des dix heures qui est aujourd'hui

appliqué. Or, dans les arsenaux et établissements de la marine, c'est la journée de huit heures qui se trouve usitée depuis le ministère Pelletan ;

3° En principe, suivant la loi de 1892, article 4, le travail de nuit est interdit dans certains établissements aux femmes de tout âge et aux enfants des deux sexes de moins de dix-huit ans, employés dans l'industrie privée. Il y a des exceptions permanentes et temporaires. Or le travail de nuit dans les arsenaux et établissements de la marine n'existe qu'en tant que travaux hors cloches auxquels sont seuls employés les hommes adultes.

4° Aux termes de l'article 5 de la loi de 1892 « les enfants âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés » dans les établissements visés par cette loi, « plus de six jours par semaine ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier ». Or, le repos hebdomadaire est appliqué dans les arsenaux et établissements de la marine ;

5° La loi de 1892 édicte une disposition restrictive relative aux travaux souterrains. Or, ces travaux n'existent pas dans les arsenaux et établissements de la marine ;

6° Les articles 12 à 16 de la loi de 1892 contiennent des dispositions concernant l'hygiène, la sécurité et la moralité des enfants, des adolescents ou des femmes, relatives notamment à la limite supérieure de la charge qui peut être trainée ou poussée

par les jeunes ouvriers mineurs de dix-huit ans ou par les femmes de tout âge, à l'interdiction d'employer les enfants et les femmes au nettoyage et à la réparation des machines, à l'interdiction de la fabrication des acides arsénique, picrique, nitrique, d'amorce fulminante, de cartouches de guerre, etc... Or, l'administration de la Marine a toujours eu soin de notifier aux préfets maritimes toutes les prescriptions spéciales résultant ainsi des lois et règlements sur le travail, c'est ainsi qu'au *Bulletin officiel de la Marine* on peut trouver à la partie principale page 591 une notification concernant la prescription de la limite de charge ainsi conçue : « Services de la flotte en construction. Direction centrale des constructions navales. Bureau administratif. Paris, 4 juin 1908. *Le Journal officiel* du 11 mars 1908 a publié un décret en date du 7 de ce mois abrogeant l'article 11 du décret du 13 mai 1893 fixant le poids des charges que peuvent porter les enfants et les femmes employés dans les chantiers et ateliers. Je vous prie d'adresser des recommandations en ce qui vous concerne pour que les dispositions reproduites à la suite de la présente circulaire soient strictement observées... » Nous verrons plus loin que les autres prescriptions concernant l'hygiène, la sécurité des enfants, des adolescents et des femmes sont aussi respectées.

Sur la question de savoir si les inspecteurs du

travail ont leurs entrées et le droit de contrôler ce qui se passe dans les arsenaux et établissements de la marine, nous verrons, à propos de l'application aux arsenaux et établissements de la marine des lois et décrets relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs de l'industrie privée, que la difficulté a été prévue et solutionnée par le législateur lui-même.

Lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
— Ces lois sont celles du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903.

Aux termes de la loi du 12 juin 1893 « les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances » étaient soumis aux dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les inspecteurs du travail dont l'organisation avait été créée par la loi de 1892 sur le travail des enfants étaient chargés de veiller à l'exécution de la loi de 1893, de surveiller les établissements assujettis et de constater les contraventions par des procès-verbaux.

Depuis la promulgation de la loi du 11 juillet 1903, il n'est pas possible de discuter sur la question de savoir si les inspecteurs du travail doivent exercer le contrôle dans les arsenaux et établissements de la marine, puisque cette loi fait une exception pour « les établissements de l'Etat dans lesquels l'in-

térêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service », ce qui est évidemment bien le cas des arsenaux et établissements de la marine.

Doit-on étendre cet article de la loi du 11 juillet 1903 au régime du travail des enfants, des adolescents et des femmes employés dans les arsenaux et établissements de la marine ? Il faut, croyons-nous, résoudre la question par voie d'analogie et répondre par l'affirmative.

Si les inspecteurs du travail ne surveillent point les ateliers de la marine, il faut dire que le ministre de la Marine ne manque jamais de signaler à l'attention des chefs de service des arsenaux et autres établissements maritimes toutes les circulaires qui sont élaborées par le ministère du Travail, jadis par le ministère du Commerce, au sujet de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs de l'industrie. À titre d'exemple, en effet, nous citerons au *Bulletin officiel de la Marine*, partie principale, page 1182, 4 novembre 1907, et aussi page 137, 28 juillet 1908 notification de plusieurs décrets, deux du 11 juillet 1907 du ministère du Travail modifiant et complétant le décret du 29 novembre 1904 sur l'hygiène et la sécurité du travail et un du 7 décembre 1907 du même ministère modifiant aussi ce décret de 1904.

DEUXIÈME PARTIE

CONDITION JURIDIQUE DU PERSONNEL OUVRIER DES ARSENAUX ET ÉTABLISSEMENTS HORS PORTS DE LA MARINE

Dans la première partie de cette étude, nous avons traité la condition économique du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine, dans la seconde nous examinerons leur situation juridique. Une des questions les plus importantes sera celle du contrat qui lie ces ouvriers à l'administration de la marine.

CHAPITRE PREMIER

Contrat de travail

Nous examinerons dans ce chapitre la nature juridique du contrat qui unit l'administration de la marine et le personnel ouvrier des arsenaux et autres établissements maritimes.

Cette étude est intéressante en ce qui concerne les ouvriers proprement dits, c'est-à-dire les ouvriers des spécialités et les ouvriers manœuvres. Elle l'est beaucoup moins en ce qui concerne les apprentis et les aides-ouvriers et les ouvriers en régie directe.

Les contrats qui unissent ordinairement les patrons et les ouvriers sont ou le louage de service ou le louage d'ouvrage ou le contrat d'apprentissage.

Le louage d'ouvrage est inconnu dans les arsenaux et établissements de la marine.

C'est évidemment le contrat d'apprentissage qui lie l'administration de la marine et les apprentis des arsenaux et autres établissements. L'article 11 *in fine* du décret du 13 juin 1907 est formel à cet égard. « Les apprentis, dit le dernier paragraphe de cet

article, peuvent être détachés dans les ateliers et y être employés sous la surveillance directe des chefs ouvriers et ouvriers, mais seulement dans les conditions prévues par les lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900 sur le travail des enfants. » Sur l'application de ces deux lois aux apprentis de la marine, nous nous sommes déjà expliqué dans un précédent chapitre de la première partie de notre étude. L'administration de la marine a l'obligation de donner aux apprentis l'éducation professionnelle ; contrairement aux usages de l'industrie privée, elle verse une légère paye à ses apprentis. Le lien qui unit la marine à ses apprentis n'a rien de définitif. En effet, aux termes de l'article 12 du décret du 13 juin 1907, tout apprenti qui, après deux ans passés dans l'arsenal, n'aura pas été nommé apprenti de deuxième classe ou qui, à vingt ans, n'aura pas été reconnu par les commissions d'admission, capable d'être nommé aide-ouvrier, pourra être congédié.

N'est pas définitif non plus le contrat qui peut unir l'administration de la marine aux aides-ouvriers des arsenaux et autres établissements maritimes. Ces aides-ouvriers (art. 12 du décret du 13 juin 1907) se recrutent uniquement parmi les apprentis et ils conservent la situation d'aides-ouvriers jusqu'à leur départ pour le service militaire. Or, après l'époque du service militaire, tous les anciens aides-

ouvriers ne se présentent pas pour être réadmis dans les arsenaux et établissements de la marine ou bien ne sont pas réadmis. L'article 13 du décret de 1907 a en effet prévu plusieurs cas : certains anciens aides-ouvriers, ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire dans les corps de troupes ou dans la marine et ayant accompli intégralement ce service, omettent de se présenter dans le délai de trois mois après leur libération, leur admission est soumise alors aux mêmes règles d'admission que les candidats ne provenant pas de l'apprentissage, c'est-à-dire que les candidats de l'extérieur ; certains aides-ouvriers sont, au moment de l'appel sous les drapeaux, reconnus tout à fait impropres au service militaire, ils doivent alors immédiatement être soumis à une visite médicale et, à la suite de cette visite, de deux choses l'une, ou bien ils sont reconnus aptes à servir dans les arsenaux et maintenus au service des arsenaux comme aides-ouvriers jusqu'au jour de la libération de leur classe, ou bien ils sont congédiés.

Les aides-ouvriers sont sous le régime du louage ordinaire de services. Du moment qu'ils ne sont point à l'abri du renvoi et qu'ils n'ont point la certitude de rester au service des arsenaux jusqu'à la retraite, rien ne les distingue des ouvriers de l'industrie privée.

Des observations du même genre s'imposent en

ce qui concerne les ouvriers en régie directe. Ces ouvriers sont soumis tous les six mois au débauchage. Ils ne peuvent donc se réclamer que du régime du louage de services.

L'étude de la nature juridique du contrat de travail qui lie l'administration de la marine et les ouvriers et chefs-ouvriers des spécialités et les ouvriers et chefs-ouvriers manœuvres offre un intérêt plus particulier, parce qu'elle permet de montrer que, si, en réalité, ce contrat se rapproche sur bien des points du contrat de louage de services, sur certains autres il s'en éloigne tout à fait et crée pour le personnel permanent des arsenaux et établissements de la marine un régime très spécial.

Les lois françaises n'ont point encore donné une réglementation précise au contrat de louage de travail. Le législateur s'est parfois préoccupé de formuler cette réglementation. Jusqu'ici cette préoccupation s'est surtout traduite par le dépôt de projets de lois. Le gouvernement, il y a quelques années, sous le récent ministère de M. Rouvier, a, dans un projet de loi portant codification des lois du travail, essayé de combler cette lacune. Le projet a été rapporté par M. Charles Benoist, député de la Seine, mais n'a pas encore été inscrit à l'ordre du jour de la Chambre. Le Code civil consacre à la question le seul article 1780 (1), qui a été modifié par la loi du 27 dé-

1. L'article 1780 du Code civil définit le louage d'ouvrage

cembre 1890 et sur lequel nous aurons à nous étendre au sujet de la résolution du contrat de louage de services. La loi du 2 août 1868 a abrogé l'article 1781 lequel édictait que le maître était cru sur son affirmation pour la quotité de ses gages, pour le paiement de l'année échue et pour les comptes de l'année courante. En l'absence de tout autre réglementation, c'est donc à la législation générale des contrats, c'est aux usages, c'est à la jurisprudence qu'il faut recourir pour étudier des éléments du contrat de louage de services.

Nous ferons successivement l'analyse des différents éléments du contrat qui unit ces ouvriers à l'administration de la marine. Ce sera le meilleur moyen de voir en quoi ce contrat est analogue au contrat

un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles. Cette définition est si large qu'elle semble comprendre et le louage d'ouvrage et le louage, mais elle n'est précise pour aucun des deux.

L'article 1779 porte qu'il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie : 1^o le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ; 2^o celui des voituriers, tant par terre que par eau qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises ; 3^o celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés. En réalité sont seuls des contrats de louage d'ouvrage et d'industrie le louage des voituriers et le louage des entrepreneurs d'ouvrage. Le louage des gens de travail constitue le contrat de louage de service. L'article 1780 est relatif à ce louage des gens de travail.

ordinaire de louage de services et en quoi aussi il diffère.

Tout ce que nous dirons de ces divers éléments se rapportera tacitement au contrat, des ouvriers immatriculés. Lorsque nous serons amené à nous occuper accidentellement d'autres ouvriers, nous le signalerons d'une façon expresse.

Le contrat de louage de services de l'industrie privée est bilatéral, synallagmatique ; il n'existe qu'autant que les deux parties consentent, tout au moins tacitement. Dans le contrat, qui unit l'administration de la marine et le personnel ouvrier permanent des arsenaux, cet élément ne fait point défaut. De la part de l'ouvrier, qui entre au service des arsenaux, il y a évidemment consentement, puisqu'il se soumet aux conditions exigées par l'administration, visite et contre-visite médicales, remise de pièces, examen, etc. De la part de l'administration, le consentement est non moins certain, puisque, dès qu'un ouvrier est reçu pour une spécialité ou pour un emploi de manœuvre, c'est-à-dire qu'il a subi avec succès l'épreuve manuelle, qu'il a satisfait aux visite et contre-visite de médecin, qu'il est justifié qu'il pourra avoir vingt-cinq ans de service à cinquante ans d'âge, il est inscrit (noms, prénoms, états de services civils et militaires, âge, date de naissance, etc.) sur un registre dit « matricule » déposé dans chaque port ou établissement de la marine,

registre sur lequel par la suite sont encore consignés ses décorations, ses récompenses, son avancement, ses punitions et toutes ses années de services qui permettront d'établir son droit à la pension (1).

Le contrat de louage de services de l'industrie exige la capacité des parties. Faute de quoi il s'agit du contrat d'apprentissage. Le contrat de travail qui lie l'administration de la marine et le personnel ouvrier permanent des arsenaux et établissements de la marine ne fait point exception à cette règle : l'élément capacité des parties s'y trouve. L'administration de la marine, c'est l'Etat personne civile et morale, ayant toute capacité pour contracter et pour lequel la question d'âge ne peut pas se poser comme pour les contractants ordinaires. Les ouvriers des spécialités et les ouvriers manœuvres, admis dans les arsenaux, ont bien la capacité de contracter, puisqu'ils doivent être Français ou naturalisés français (art. 6 du décret du 13 juin 1907), et avoir accompli leur service militaire (art. 8 du même décret) (2).

L'objet licite est un des éléments du contrat de louage de services de l'industrie privée. Cet élément

1. Les ouvriers en régie, les apprentis, les aides-ouvriers ne sont point inscrits sur ce registre matricule.

2. Les femmes mariées qui se présentent comme ouvrières des arsenaux et établissements de la marine doivent fournir l'autorisation maritale.

ne peut évidemment pas faire question en ce qui concerne le contrat de travail entre l'administration de la marine et son personnel ouvrier. L'objet ne peut être que licite.

Si l'administration de la marine confiait à ses ouvrières des travaux interdits aux femmes par la loi du 29 décembre 1900 et les décrets qui l'ont suivie, l'objet du contrat de travail serait illicite, mais, dans un chapitre précédent de la première partie, nous avons expliqué que l'administration de la marine s'est toujours montrée soucieuse de respecter cette loi. Un point délicat serait peut-être de savoir si la fabrication des explosifs est interdite aux ouvrières des arsenaux : le tableau B annexé au décret du 13 mai 1893 (rendu en application de l'article 13 de la loi du 2 novembre 1892) énumère au nombre des travaux interdits aux enfants au-dessous de dix-huit ans la fabrication d'amorces fulminantes, de cartouches de guerre, mais le tableau B ni les autres tableaux annexés à ce décret n'édicte rien de semblable en ce qui concerne les femmes ; il semble donc bien que les ouvrières des arsenaux peuvent être employées aux travaux des explosifs ; elles le sont à la confection des gargousses.

Un autre élément du contrat de louage de services de l'industrie privée est le prix des services ou salaire. Cet élément figure dans le contrat de l'administration de la marine et le personnel ouvrier immatriculé

des arsenaux et établissements de la marine. La réglementation des salaires, nous l'avons vu, a souvent changé. C'est, aujourd'hui, l'article 5 du décret du 13 juin 1907 qui fixe, pour les ouvriers des spécialistes et les ouvriers manœuvres, les salaires par classe et par journée. Leur est aussi applicable l'article 25 qui prévoit pour les agents du personnel ouvrier à la journée le paiement de primes à la production ou le paiement à la tâche. Les salaires de l'article 5 et de l'article 25 du décret du 13 juin 1907 ne sont point du reste le seul prix des services des ouvriers immatriculés des arsenaux. Il faut encore faire état des allocations de secours et surtout des pensions.

Les divers éléments du contrat des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements de la marine, que nous avons étudiés jusqu'ici, sont assez semblables aux éléments correspondants des contrats de louage de service de l'industrie privée. Ici, il n'en est plus de même. Le prix des services du personnel ouvrier immatriculé des arsenaux et établissements hors ports de la marine et le prix des services des ouvriers de l'industrie privée n'ont aucune analogie. Les pensions, les salaires, les allocations de secours sont, dans la rémunération des services de ces ouvriers d'Etat, différents de ce qui constitue le mode de rémunération des ouvriers de l'industrie privée.

Les ouvriers de l'industrie privée attendent en-

core les retraites. Le législateur est à l'œuvre, mais tant qu'il n'aura pas résolu la question, les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports jouiront d'un avantage, qui n'a aucun équivalent dans l'industrie privée. Même, lorsque l'industrie privée aura ses retraites, il y aura encore cette différence que les pensions pour les ouvriers de la marine seront à forme militaire, ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre des pensions.

En ce qui concerne les salaires, une différence de même nature existe entre les deux modes de rémunération accordés (1) par l'Etat et par les patrons. Conduisant à des pensions de forme militaire, les salaires des ouvriers des arsenaux et des établissements hors ports de la marine doivent être considérés comme des traitements militaires. C'est du moins la thèse à laquelle s'est arrêté le Conseil d'Etat en 1884. A cette époque deux systèmes étaient en présence : l'un soutenu par le ministère des Finances et faisant considérer comme militaire tout service conduisant à une pension de forme militaire, l'autre préconisé par le ministère de la Marine et reliant ce caractère à la nature même des services et non au régime de retraite corrélatif. Le système du ministère de la Marine, à la vérité, nous

1. Avis du Conseil d'Etat du 18 janvier 1884. *Bulletin officiel de la Marine*, 1^{er} semestre, p. 619.

paraît plus logique, car, depuis qu'ils ne sont plus pour le recrutement sous le régime de l'inscription maritime, les ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine ont été de plus en plus démilitarisés et il paraît bien difficile d'admettre qu'un salaire destiné à rétribuer un service qui n'a rien de militaire doive être considéré comme un traitement militaire. Quoi qu'il en soit, il faut s'incliner, comme l'a fait le ministère de la Marine, devant l'avis du Conseil d'Etat et dire que le salaire de ces ouvriers, équivalant à un traitement militaire, n'est pas comparable au salaire des ouvriers de l'industrie. La même réflexion s'impose évidemment pour les allocations accordées aux familles nécessiteuses d'ouvriers : ce sont des secours militaires.

L'élément prix des services du personnel ouvrier immatriculé des arsenaux et établissements hors ports de la marine est donc sans aucune analogie avec l'élément prix de services des contrats ordinaires de louage de service de l'industrie privée. C'est là un des points par lesquels le contrat qui lie l'administration de la marine et son personnel ouvrier permanent diffère essentiellement du contrat qui lie dans l'industrie privée les patrons et les ouvriers.

Aucune distinction, au contraire, ne peut être faite, en ce qui concerne le mode de rémunération, entre les ouvriers en régie directe et les ouvriers de l'industrie privée. Entre eux, il y a analogie absolue.

Les effets du contrat de louage de services de l'in-

dustrie privée se traduisent par des obligations pour le patron et des obligations pour l'ouvrier.

Pour le patron, il y a l'obligation de payer le salaire et l'obligation d'assurer la sécurité de l'ouvrier et de prévenir et de réparer les conséquences des accidents de travail.

Le mode du paiement des salaires du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine est réglé par l'article 30 du décret du 13 juin 1907. L'industrie privée n'a point encore sa loi sur le payement des salaires. Il y en a une en préparation. On peut donc dire que, à ce point de vue, le personnel ouvrier de la marine est en avance sur les ouvriers de l'industrie privée. Les ouvriers de la marine sont payés par quinzaine. Ce payement n'a rien que de normal. C'est l'usage aussi pour les ouvriers employés par des patrons. Cependant, il faut le noter, les salaires des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports sont affranchis non seulement de toute retenue pour les droits à la retraite et à la pension anticipée, mais encore de toute retenue pour amende et assurance contre les accidents, alors que les patrons dans l'industrie retiennent tant pour cent en vue des assurances contre les accidents du travail et abusent bien souvent des amendes.

La loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés est applicable au personnel ouvrier des

arsenaux. Une circulaire du 6 juin 1895 du ministre de la Marine l'a formellement admis en les termes suivants : « Il résulte de l'article 1 (1) de cet acte (loi du 12 janvier 1895) que les dispositions en sont applicables non seulement aux ouvriers de la marine, mais aussi aux employés ou fonctionnaires dont le traitement ne dépasse pas 2.000 francs par an : au contraire, toutes les personnes retenues au service par un lien militaire doivent être considérées comme non atteintes par cette réglementation qui ne les vise pas expressément et les laisse, par suite, sous l'empire des lois des 19 pluviôse an III et 8 juillet 1791 (art. 65) ainsi que les autres rendus sur la matière. » Cette circulaire décide en outre qu'en ce qui concerne la comparution du tiers saisi devant le juge de paix visé par l'article 9 de la loi (2), l'administration de la marine n'enverra point de représentant et que les payeurs publics enverront au juge de paix un certificat écrit pour remplacer la déclaration

1. Article premier de la loi du 12 janvier 1895. — Les salaires des ouvriers et gens de services ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires. Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs.

2. Art. 9. — Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi, pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi.

verbale. Comme on peut le remarquer, cette circulaire du 6 juin 1895 met nettement en opposition les ouvriers de la marine et les personnes retenues au service par un lien militaire. Après ce que nous venons de voir des salaires, lesquels sont en tous points assimilables à des traitements militaires, cette opposition a de quoi surprendre. C'est encore là une preuve que la condition des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine est tout à fait spéciale.

Quant aux retenues pour dettes envers l'Etat (impositions, contribution personnelle, trop payé, etc), les formalités nécessaires pour le recouvrement sont l'objet d'une circulaire ministérielle du 2 avril 1857 (1) et du 24 juillet 1876.

En ce qui concerne les retenues pour amendes, condamnations judiciaires, il y a lieu d'appliquer les instructions générales du 24 juillet 1876 et du 5 novembre 1879 (2).

En cas de perte ou de détérioration d'outils, le montant de la retenue est prélevé d'office sur la feuille de paye déduit de l'état général des décomptes de salaire, et versé au Trésor (3).

La même loi du 12 janvier 1895 a décidé dans son article 2 que « les salaires, appointements et traite-

1. *Bulletin officiel de la Marine*, 1857, p. 222.

2. *Bulletin officiel de la Marine*, 1879, p. 723.

3. Instruction du 8 novembre 1889 article 695.

ments, visés par l'article 1^{er}, ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième ». La circulaire du 6 juin 1895, qui a notifié cette loi aux chefs de service des arsenaux, est muette sur cet article 2, parce qu'il ne peut y avoir aucune difficulté d'application, mais il est bien évident que les salaires de tout le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine ne sont cessibles que jusqu'à concurrence du dixième.

Si, dans l'industrie privée, les patrons sont tenus d'assurer à leurs ouvriers la sécurité, de prévenir et de réparer les accidents dont ils peuvent être victimes, l'Etat ne peut se soustraire à la même obligation quand il emploie des ouvriers. Le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine est du reste sous ce rapport très favorisé. L'administration de la marine, dans ses ateliers, respecte scrupuleusement les lois ouvrières, et en particulier celle relative à la sécurité des travailleurs (1). En outre, en ce qui concerne les accidents du travail, le régime en application dans les arsenaux et établissements de la marine pour les ouvriers immatriculés est singulièrement plus large, plus avantageux que celui de la loi de 1898 (2). C'est là encore un

1. Voir plus haut le chapitre concernant l'application des grandes lois ouvrières au personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

2. *Idem*.

point sur lequel il y a manque d'analogie entre le contrat de travail des ouvriers des arsenaux et l'Etat et celui des ouvriers de l'industrie privée et leurs patrons.

Les patrons de l'industrie privée sont obligés, si les ouvriers l'exigent, de remettre aux ouvriers à la fin de leur engagement un certificat contenant exclusivement la date de leur entrée, de leur sortie, l'espèce de travail auquel ils ont été employés. Cette obligation résulte pour les patrons de la loi du 2 juillet 1890 qui, en abrogeant le livret d'ouvrier, l'a remplacé par ce certificat. Dans les arsenaux trouvons-nous quelque chose d'analogue ? Il y a pour les ouvriers permanents le registre matricule de chaque port et établissement de la marine qui contient, nous l'avons montré, toutes les inscriptions relatives aux ouvriers et à leur travail. Ces ouvriers peuvent avoir besoin d'une constatation de leurs services pour une cause ou une autre ; ils sont autorisés à faire relever leur matricule et à se faire remettre un duplicata.

Les obligations, qui résultent pour les ouvriers de l'industrie privée du contrat de louage de services, sont empruntées soit aux règles générales des contrats, soit aux usages, soit à la jurisprudence.

C'est une règle empruntée à la réglementation générale des contrats que celle qui exige des ouvriers l'exécution des services promis. Naturellement cette

règle s'applique pour les arsenaux et établissements de la marine. Les ouvriers des arsenaux de la marine doivent travailler aux conditions déterminées par les décrets et circulaires qui les concernent, c'est-à-dire pendant huit heures effectives comme nous l'avons vu. La question de savoir s'ils peuvent refuser collectivement de travailler, s'ils peuvent faire grève est plus délicate : nous la réservons pour un chapitre ultérieur.

C'est l'usage qui veut que les ouvriers de l'industrie privée respectent à l'atelier le règlement qui s'y trouve généralement affiché. Il est hors de doute que les ouvriers des arsenaux doivent se conformer aux règlements qui peuvent être affichés dans leurs ateliers. Ils doivent même obéir à tous les décrets et circulaires du ministre de la Marine qui les concernent. Ces décrets et circulaires contiennent du reste des formules nettement obligatoires. Il y a quelques articles de décrets qui, par exception, sont facultatifs, tel l'article 25 du décret du 13 juin 1907 concernant les primes et le travail aux pièces.

Les agents du personnel ouvrier employés dans les arsenaux et établissements de la marine sont soumis, ainsi que nous l'avons vu, à des règles de discipline, de police et de sûreté (décret du 13 juin 1907, art. 33). Tout ouvrier qui est en état d'ivresse ou qui cause du scandale dans l'arsenal est immédiatement expulsé par les soins de la gendarmerie mari-

time réquisitionnée à cet effet par le chef d'atelier ou à son défaut, par un agent du personnel technique, sous réserve des peines disciplinaires spéciales aux arsenaux et établissements hors ports de la marine fixées par l'article 32 du décret du 13 juin 1907. Les peines, nous le rappelons, sont : l'avertissement, le blâme, le blâme avec affichage, la mise à pied, la rétrogradation temporaire, la rétrogradation définitive, le congédiement. Toute cette réglementation est spéciale au personnel des arsenaux et établissements de la marine. Si l'on se reporte à ce qui se passe dans l'industrie privée, on trouve, comme sanction à l'observation des règlements d'ateliers, dont l'emploi est très contesté, la réprimande, peine purement morale qui n'est point réglementée, le droit de renvoi, qu'on ne saurait dénier au patron. Au cas où jadis un ouvrier de l'industrie privée était convaincu d'avoir troublé d'ordre de l'atelier, il était passible d'une action disciplinaire devant le conseil des prud'hommes en vertu du décret du 3 août 1810, mais, depuis l'abrogation de ce décret par la loi organique du 27 mars 1907, il ne peut plus être question de cette juridiction pour les infractions de ce genre qui ne tombent plus que sous l'application des lois pénales ordinaires.

La jurisprudence (1) veut aussi que les ouvriers

1. Arrêt de la Cour de cassation (Chambre des requêtes) du 15 février 1892. Sirey, 1892. 1. 143.

dans l'industrie privée soient responsables des détériorations causées par leur négligence au matériel confié à leurs soins, ainsi que des malfaçons. Il faut du reste que il y ait faute des ouvriers. Les règlements de la marine ont prévu — nous l'avons constaté à propos du paiement des salaires — le cas tout au moins de perte ou de détérioration d'outils.

Les décrets et règlements de la marine sont muets sur la question du chômage des ouvriers des arsenaux et autres établissements. Le chômage en effet n'existe pas pour eux. Il s'agit bien entendu ici du personnel ouvrier permanent. Pour les ouvriers en régie, le chômage est au contraire de règle, tous les six mois, ils doivent être débauchés, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

Dans l'industrie, les contrats n'ont pas absolument le même mode d'extinction suivant qu'il s'agit de contrat à durée déterminée ou à durée indéterminée. Certains modèles cependant sont communs aux deux modes de contrat, tels le mutuel consentement, la mort de l'ouvrier, la mort ou la faillite du patron suivie de fermeture de l'établissement, la force majeure. Il existe un mode spécial au louage à durée indéterminée, le congé unilatéral de l'article 1780 du Code civil modifié par la loi du 27 décembre 1890.

En ce qui concerne les premiers modes d'extinction de contrat, le mutuel consentement, la mort de l'ouvrier, il n'y a rien de spécial à dire pour le person-

nel des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports, il ne peut y avoir aucune difficulté. La faillite ou la mort du patron, suivie de la fermeture de l'établissement, est un cas qui ne peut pas se poser.

Reste le mode spécial de l'article 1780 modifié par la loi du 27 décembre 1890.

Pour les ouvriers en régie directe, le contrat qui les unit à l'Etat est certainement un contrat à durée indéterminée, puisqu'il est entendu avec eux lorsqu'on les embauche, qu'ils seront débauchés au plus tard dans les six mois, mais qu'ils pourront l'être avant.

Pour les apprentis et les aides-ouvriers, le maximum de temps que l'administration de la marine puisse les employer ne va pas au delà de l'appel sous les drapeaux. Les apprentis peuvent être congédiés avant de devenir aides-ouvriers, s'ils ne montrent pas les aptitudes professionnelles suffisantes.

Quant aux ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine, il semble, au premier examen, que le contrat qui les unit à l'administration de la marine est un contrat à durée déterminée, dont le terme certain est la mise à la retraite. La question n'est pas si simple. L'article 20 du décret du 13 juin 1907, en effet, prévoit le cas où un ouvrier quelconque abandonne son service à un moment donné, sans avoir prévenu quinze jours d'avance son chef de service : la sanction est constituée

par la perte des salaires acquis. L'article 32 du même décret prévoit, en outre, le congédiement, c'est-à-dire la mise à pied définitive qui est prononcée pour faute disciplinaire et qui peut ainsi intervenir à un moment non fixé d'avance.

La question se pose donc de savoir si le contrat de travail qui lie l'administration de la marine et le personnel ouvrier des arsenaux et autres établissements doit être considéré comme un contrat de louage de service à durée indéterminée ou un contrat de louage de service à durée déterminée et si l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890 s'applique ou ne s'applique pas ?

La question du mode de résolution des contrats à durée indéterminée a été très contestée avant le vote de la loi du 27 décembre 1890. Elle l'est même encore après la promulgation de cette loi.

Quelle application doit être faite de ces principes en ce qui concerne le contrat qui lie l'administration de la marine et son personnel ouvrier ?

Les ouvriers en régie ne peuvent demander de dommages-intérêts. Le renvoi est une des clauses expresses de leur contrat. Les apprentis et les aides-ouvriers non plus, puisque leur renvoi est prévu au cas où leurs chefs jugent que leur valeur professionnelle est insuffisante et puisque ces chefs sont seuls juges de cette insuffisance.

En est-il de même pour les ouvriers immatriculés ?

Au cas où un de ces ouvriers est frappé du congédiement disciplinaire de l'article 32 du décret du 13 juin 1907, qui est le seul mode de congédiement en usage pour ces ouvriers, peut-il s'adresser aux tribunaux ordinaires pour obtenir des dommages-intérêts ?

Avant la loi du 27 décembre 1890, l'article 1780 du Code civil édictait que « le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté des parties contractantes ».

La loi du 27 décembre 1890 a édicté que la résiliation par la volonté d'une des parties peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de l'autre.

Les tribunaux judiciaires, saisis de la question des dommages-intérêts, ont à examiner s'il y a lieu à allocation de dommages-intérêts et à voir, lorsqu'il y a lieu à dommages-intérêts, sur quelles bases d'appréciation il faut les établir.

Ces bases d'appréciation ne sont point faciles à déterminer. Sur ce point il y a eu longtemps et il y a encore controverse. La loi du 27 décembre 1890 est-elle conforme au droit commun et la partie qui demande des dommages-intérêts doit-elle, en plus de l'existence du préjudice causé, démontrer, conformément à l'article 1382 du Code civil, l'existence d'une faute imputable à l'autre partie ? Ou bien la loi déroge-t-elle au droit commun et suffit-il que la partie qui demande des dommages-intérêts démontre l'existence du préjudice causé ?

La jurisprudence de la Cour de cassation admettait avant la loi du 27 décembre 1890 que la partie congédiée, soit que le congé émanât du patron, soit qu'il émanât de l'ouvrier ou employé, pouvait obtenir des dommages-intérêts dans trois cas : 1° si le congé avait été donné brusquement ou au mépris d'un usage local et sans motif grave ; 2° si, même en l'absence d'un usage, le congé avait été donné sans observer le délai résultant expressément ou implicitement des accords des parties ; 3° si, même en l'absence d'usage, même en l'absence de conventions expresses ou tacites, les circonstances dans lesquelles le congé était intervenu, révélaient, à la charge de l'auteur du congé, l'existence d'une faute — délit ou quasi-délit — engageant sa responsabilité dans les termes du droit commun. Cette jurisprudence est conforme au droit commun et il faut que la partie qui demande des dommages-intérêts démontre, en plus de l'existence du préjudice causé, l'existence d'une faute imputable à l'autre partie.

Est-ce cette jurisprudence de la Cour de cassation que le législateur de 1890 a entendu appliquer ?

Les travaux préparatoires ne sont pas probants. Le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, M Poincaré, semble l'avoir affirmé dans certaines déclarations à la tribune. Mais il y a des déclarations contraires du rapporteur du Sénat. Il y a même

de M. Poincaré d'autres déclarations qui se concilient difficilement avec les premières.

La jurisprudence actuelle semble assez disposée aujourd'hui à reconnaître que la loi du 27 décembre 1890 a appliqué la jurisprudence de la Cour de cassation et que le texte de cette loi n'a rien d'un texte dérogeant formellement au droit commun. Il y a du moins un certain nombre de jugements et d'arrêts en ce sens. Les principes admis par cette jurisprudence sont les suivants (1) : chaque partie dans le contrat de louage de services à durée indéterminée ne doit user de sa faculté de donner congé qu'avec mesure ; si les conditions dans lesquelles il en est fait usage blessent manifestement l'équité, s'il est prouvé, par exemple, que le patron n'a donné congé à l'ouvrier que par esprit de vengeance ou de tracasserie dans l'intention de nuire, il n'y a plus exercice, mais abus du droit de congé ; cet abus est une faute, un délit civil, dont il est dû réparation et cela alors même que les délais d'usage auraient été respectés (2) ; il n'est, du reste, nullement nécessaire, pour qu'il y ait faute, que l'auteur du congé ait agi avec le propos délibéré de nuire à l'autre partie : il y aurait faute également dans le fait d'un chef d'industrie de renvoyer brusquement un bon ouvrier

1. Voir ces principes dans Paul Pic. *Traité élémentaire de législation industrielle*, t. II, p. 924.

2. Prud'hommes, Lyon, 26 mars 1907. D. 1907. 5. 19.

auquel il avait donné de justes raisons de croire que son engagement serait de longue durée ou qu'un ouvrier qui avait dû, pour s'acquitter de la tâche qui lui était confiée, se procurer à ses frais un matériel coûteux et généralement dans tous les cas où le brusque renvoi affecterait à raison des circonstances de fait, le caractère d'un acte arbitraire et dommageable, non justifié par l'attitude de l'ouvrier ou de l'employé (1).

Un des arrêts de cette jurisprudence surtout est à citer, parce qu'il est très caractéristique. C'est un arrêt du 12 novembre 1900 : « Attendu, dit cet arrêt, que, si la rupture du contrat de travail, fait sans détermination de durée, peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui le subit, c'est à la condition qu'elle lui soit préjudiciable, et qu'elle constitue de la part de celui qui l'impose abus de son droit, dont la preuve appartient au demandeur. »

La loi du 27 décembre 1890 est aussi applicable quand il s'agit du congé donné au patron par l'ouvrier ou l'employé (2). Mais, en fait, les patrons ne

1. Cassation, 20 mars 1895. D. 95. I. 249. — 2 mars 1898. D. 1898. I. 329. — 15 février 1899. S. 99. I. 316. — 18 juillet 1899. D. 1900. I. 485. — 12 novembre 1900 (2 arrêts). D. 1901. I. 22. — 16 et 18 mars 1903. D. 1905. I. 127. — 5 août 1903. D. 1903. I. 480. — 22 mars 1904. D. 1904. I. 450.

2. Tribunal de commerce de la Seine, 8 novembre 1907.

demandent jamais à leurs anciens ouvriers ou employés des dommages intérêts frustratoires.

Toute une jurisprudence refuse le bénéfice de la loi du 27 décembre 1890 aux fonctionnaires et employés de l'Etat, des départements ou des communes (1). Pour cette jurisprudence, les tribunaux judiciaires sont incompétents pour connaître de la révocation des fonctionnaires employés de l'Etat, des départements ou des communes, parce que la révocation a le caractère d'un acte administratif et les tribunaux administratifs le sont aussi parce que la révocation a le caractère d'un acte de la puissance publique.

Aucune juridiction n'a encore eu à s'occuper d'une demande formulée par un ouvrier immatriculé des arsenaux et établissements hors ports de la marine congédié par application de l'article 32 du décret du 13 juin 1907 (2). Certes, les ouvriers im-

1. Tribunal des Conflits, 27 décembre 1879. D. 1880. 3. 89. — Cassation, 7 juillet 1880. D. 80. 1. 368. — Cassation, 18 novembre 1895. D. 1896. 1. 497. — Conseil d'Etat, 29 avril et 13 mai 1892. D. 1893. 3. 76. — Conseil d'Etat, 11 décembre 1903. D. 1905. 3. 29.

2. Le tribunal correctionnel de Lorient a eu à juger en 1907 une action en diffamation introduite par un officier de marine, M. Mangematin, commandant le navire *L'Isly* contre deux ouvriers du port de Lorient, l'ouvrier Valy et l'ouvrier Heligouarch. Ces deux ouvriers avaient dénoncé au ministre de la Marine comme irréguliers des travaux effectués sur un canot à vapeur qu'ils croyaient la propriété du commandant de *L'Isly*. Condam-

matriculés ont dans l'article 32 une excellente garantie : le préfet maritime ou le directeur de l'établissement ne peuvent prononcer qu'après avis d'un conseil de discipline, lequel est composé d'un officier ou ingénieur de la direction, d'un adjoint technique et d'un surveillant technique, désignés par le chef de service, d'un chef ouvrier et d'un ouvrier ou chef-ouvrier, ces deux derniers tirés au sort. Mais il n'y a pas moins intérêt à poser la question. Outre l'intérêt théorique qu'elle présente, il y a aussi un intérêt de fait : on peut très bien prévoir qu'un jour cette garantie sera retirée au personnel ouvrier immatriculé et que les conseils de discipline seront supprimés. Cette institution, en effet, a déjà beaucoup de détracteurs et a été, ces derniers temps, l'objet d'assez vives critiques.

On comprend fort bien que la jurisprudence citée
nés par le tribunal correctionnel de Lorient, ces deux ouvriers firent appel à la Cour de Rennes, en se basant sur ce fait que le préfet maritime de Lorient, cité par la défense pour déposer à l'instruction, n'avait pas comparu et avait simplement répondu par une lettre dans laquelle il déclarait que le canot n'appartenait pas à M. Mangematin. La Cour de Rennes condamna l'ouvrier Heligouarch à huit jours de prison et l'ouvrier Valy aux dépens seulement. L'administration de la marine renvoya le premier ouvrier. L'affaire en resta là, les ouvriers n'allèrent point en Cassation, l'ouvrier Heligouarch n'en appela point non plus aux tribunaux civils. La question était ici un peu différente de celle que nous avons à étudier à propos de la loi du 27 décembre 1907.

plus haut refuse le bénéfice de la loi du 27 décembre 1890 quand il s'agit de fonctionnaires proprement dits et de révocations proprement dites. Mais la doctrine soutenue par cette jurisprudence semble d'une application difficile quand il s'agit, au contraire, des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine : en effet, leur renvoi n'a point le caractère nettement administratif puisqu'un conseil de discipline composé mi-partie de chefs, mi-partie d'ouvriers donne son avis avant que le chef de service prononce, puisque le décret du 13 juin 1907 emploie, au lieu du mot révocation, le mot congédiement qui n'a rien du vocabulaire administratif et qui est plutôt en usage pour désigner le renvoi des ouvriers ordinaires de l'industrie privée.

En fait, il n'y aurait pas grand inconvénient, semble-t-il, à accorder le bénéfice de la loi de 1890 aux ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports. Les cas où la jurisprudence de la loi de 1890 refuse les dommages-intérêts, improbité, inconduite, immoralité sont précisément les cas où les conseils de discipline, les préfets maritimes, les chefs d'établissements prononcent le congédiement.

Si, au contraire, par hasard, les conseils de discipline, les préfets maritimes, les chefs d'établissements prononçaient le congédiement par esprit de vengeance, par intention de nuire, etc. il serait absolument juste que l'ouvrier ainsi frappé puisse

obtenir des dommages-intérêts. Si cette théorie était admise l'obligation de prouver non seulement le préjudice causé, mais encore la faute des autorités ayant prononcé le congédiement appartiendrait à l'ouvrier congédié.

Cette théorie semble préférable à celle qui donnerait compétence au Conseil d'Etat pour juger du recours introduit par un ouvrier immatriculé des arsenaux et établissements hors ports de la marine contre une décision rendue conformément à l'article 32 du décret du 13 juin 1907 et prononçant le congédiement. Le congédiement, en effet, nous l'avons montré, n'a rien de commun ni avec la révocation, ni avec l'acte de puissance publique. Comme juge unique, le Conseil d'Etat a à statuer sur les recours tendant à l'annulation des actes de puissance publique entachés d'excès de pouvoir : l'ouvrier congédié en vertu de l'article 32 du décret du 13 juin 1907 ne pourrait user de ce recours, puisque le congédiement n'est point un acte de puissance publique. Comme juge de Cassation, le Conseil d'Etat a à statuer sur les recours formés pour incompetence ou vice de forme contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives : l'ouvrier congédié ne pourrait non plus user de ce recours, puisque les conseils de discipline ne sont point évidemment des juridictions administratives. Si l'on admet cependant, avec l'avis du Conseil d'Etat du

18 janvier 1884, que les salaires des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine doivent être considérés comme des traitements militaires, il serait peut-être logique d'admettre que ces ouvriers congédiés peuvent s'adresser au Conseil d'Etat juge unique puisque, l'attribution d'un traitement militaire étant un acte de puissance publique, l'acte qui prive de ce traitement ne peut être qu'un acte de puissance publique et par conséquent de la compétence du Conseil d'Etat.

L'administration de la marine a imposé à tout agent du personnel ouvrier un délai-congé. C'est l'objet de l'article 20 du décret du 13 juin 1907. « Tout agent du personnel ouvrier, dit cet article, perd ses salaires acquis s'il abandonne les travaux du port avant d'avoir obtenu son congédiement du chef de service. Il a droit à ce congédiement quinze jours après l'avoir demandé. » Ce délai-congé est donc de quinze jours. La sanction, puisque les salaires sont réglés par quinzaine (art. 30 du même décret), équivaut à quinze jours ou moins de quinze jours de salaire. L'administration de la marine ne s'est jamais adressée aux tribunaux pour l'application de cette sanction, elle n'a, du reste, en aucune façon à le faire puisqu'elle n'a qu'à retenir les salaires acquis.

De l'analyse que nous avons ainsi faite de tous les éléments du contrat qui lie l'administration de

la marine à son personnel ouvrier, faut-il conclure que ce contrat est un contrat ordinaire de louage de services ?

En ce qui concerne les ouvriers en régie, la réponse doit être affirmative. En ce qui concerne les ouvriers immatriculés, il y a lieu de faire bien des réserves. Pour beaucoup d'éléments, nous avons conclu à l'analogie entre ces ouvriers et les ouvriers de l'industrie, mais pour un certain nombre d'autres éléments, force nous a été de signaler des divergences absolues. Il en a été ainsi par exemple pour les pensions. Pour les salaires et le congédiement, il nous a été très difficile de nous prononcer. Tout ce que nous pouvons dire du contrat qui unit l'administration de la marine et son personnel, c'est qu'il est un contrat de louage de services à formes spéciales.

Un fait qui n'est pas niable, c'est que ce contrat est un contrat collectif de travail sinon expresse, du moins tacite. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner comment fut élaborée la réglementation de 1907. Dans l'historique du mouvement associationniste chez les ouvriers des arsenaux, nous verrons en effet qu'en 1907, au mois de février, la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat, c'est-à-dire l'Union des syndicats des ouvriers des arsenaux et des différents établissements de la marine, ont tenu sur

l'invitation même du ministre, un congrès exceptionnel. Ce congrès exceptionnel avait pour but d'examiner le projet de décret préparé par le ministre et d'en discuter avec lui, dans des entrevues solennelles, la rédaction de chaque article. Le fait que les ouvriers des arsenaux ont été ainsi appelés à discuter dans de libres entretiens, les conditions nouvelles du travail et du salaire, que certains articles du règlement ont été modifiés à la suite des observations et des réclamations des congressistes, que certains articles ont été empruntés à un contre-projet des congressistes, qu'enfin la réglementation est le fruit de toutes ces tractations, n'est-il point la preuve que le décret du 13 juin 1907 n'est point l'émanation de la seule volonté du ministre ou de l'administration de la marine, mais, au contraire, la résultante et de la volonté du ministre de la Marine et de la volonté des ouvriers des arsenaux et établissements de la marine représentés au Congrès exceptionnel de février 1907 en la personne des délégués de leurs syndicats.

Ce nouveau mode de réglementation était en germe depuis quelques années déjà : lors des précédents congrès et en dehors même des congrès, les délégués des syndicats eurent souvent rue Royale avec le ministre de la Marine des entrevues où des réclamations collectives furent présentées, discutées et obtinrent gain de cause ; ces entretiens procédaient évi-

demment d'une idée du même ordre. En 1907, le système fut simplement pratiqué d'une manière plus large et plus ouverte.

Quelquefois il a été soutenu que la réglementation par l'administration de la marine de son personnel ouvrier n'avait rien d'un acte bilatéral, synallagmatique et tout, au contraire, d'un acte unilatéral, pris en dehors des ouvriers par le ministre de la Marine représentant de la puissance publique et imposant à chacun d'eux des obligations absolues. L'existence indéniable d'un contrat collectif est la meilleure réponse qui puisse être faite à cette thèse difficilement soutenable après le Congrès exceptionnel de Travailleurs de la Marine de février 1907 et après la promulgation du décret du 13 juin 1907. Les rapports de l'administration de la marine et de son personnel ouvrier ne se rattachent point à la théorie de l'Etat-puissance publique. Ces rapports sont plutôt ceux du patron et de l'ouvrier de l'industrie. Et encore ce ne sont point les rapports résultant du contrat imprécis généralement en usage entre les patrons et les ouvriers. Ici, au contraire, ce sont les rapports d'un contrat dont les termes sont faciles à saisir puisqu'ils ont été inscrits dans les articles d'un décret revêtu de la signature du Président de la République.

On prétend — et cela est la thèse d'un certain nombre d'ouvriers des arsenaux — que, dans ces conférences avec le ministre, les congressistes ont

été trompés, que dans les discussions ils ont été battus, que, du reste, la partie n'était pas égale, que le ministre sans cesse, pour décider les délégués à admettre tel article de son projet, les menaçait de se débarrasser de la rédaction de son projet sur une commission interministérielle qui serait beaucoup moins bien disposée que lui, pour les revendications du personnel ouvrier. Peut-être tout cela est-il vrai. Peu importe. Mais, que de telles conférences aient pu être instituées, que, dans ces conférences, les ouvriers aient pu discuter avec le ministre, voilà seulement ce qui doit intéresser. Au point de vue juridique, une telle manifestation est tout à fait remarquable, car elle procède, c'est l'évidence même, de la conception moderne du contrat de travail.

CHAPITRE II

Conflits d'ordre individuel intervenant entre l'administration de la marine et les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine

L'étude du contrat qui lie l'administration de la marine et son personnel ouvrier nous a permis de voir quelles étaient leurs relations. Bien des questions ont été réglées minutieusement par le ministre de la Marine, tant en vertu de décrets que de circulaires. Les difficultés ne semblent donc pas devoir être fréquentes. Cependant des conflits peuvent survenir. Au point de vue théorique, au point de vue juridique il reste intéressant de les prévoir.

Nous distinguerons entre les conflits d'ordre individuel et les conflits d'ordre collectif. Les conflits d'ordre individuel sont ceux dans lesquels l'administration de la marine se trouve en désaccord avec un ou quelques ouvriers. Les conflits d'ordre collectif sont ceux dans lesquels l'administration de la marine se trouve en désaccord avec tous les ouvriers

des arsenaux et établissements maritimes, ou avec tous les ouvriers de tel arsenal ou de tel établissement maritime, ou encore avec telle catégorie d'ouvriers de tous les arsenaux et établissements maritimes ou bien avec telle catégorie d'ouvriers de tel port ou de tel établissement maritime.

Les conflits d'ordre individuel entre l'administration de la marine et le personnel ouvrier peuvent se rapporter à différents éléments du contrat de travail : les plus intéressants que l'on puisse rencontrer sont ceux relatifs au décompte des services soit en vue de fixation du salaire, soit en vue de la fixation de la pension et ceux relatifs à la résiliation du contrat de travail.

Lorsqu'il s'agit d'un différend relatif au décompte des services soit pour la fixation des salaires, soit pour celle des pensions, la question est assez délicate. Pour les ouvriers immatriculés, elle peut se poser aussi bien pour les pensions que pour les salaires. Pour les autres, elle peut se poser seulement pour les salaires, puisqu'ils n'ont point de pensions.

En matière de salaires, de soldes et de pension réclamés à l'Etat, les principes généraux de la jurisprudence sont les suivants (1) : si un texte formel ne donne point compétence à telle juridiction, ce sont

1. Voir à ce sujet : Bourguin. *Application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat*, p. 48.

les ministres seuls qui peuvent déclarer l'Etat débiteur et liquider ses dettes et c'est au Conseil d'Etat qu'il faut porter le recours contre la décision du ministre. Cette règle est absolument stricte quand il s'agit de pension. Il l'est moins quand il s'agit d'obligations nées de contrat.

Si l'on fait application de ces principes au personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports, voici les résultats auxquels on arrive : les ouvriers immatriculés, lésés dans le décompte de leurs services établi en vue de la fixation de leurs pensions, peuvent s'adresser au ministre de la Marine et au Conseil d'Etat ; les ouvriers immatriculés ou en régie directe, lésés dans le décompte de leurs services établi en vue du paiement des salaires peuvent porter leurs réclamations devant une juridiction autre que celle du ministre de la Marine ou celle du Conseil d'Etat.

La première proposition ne soulève point de difficulté : on se trouve en matière de pension à forme militaire, il est logique que le ministre de la Marine et le Conseil d'Etat soient compétents.

Il n'en va pas tout à fait de même avec la seconde proposition. Cette proposition ne peut pas facilement être adoptée par ceux qui admettent, avec l'avis du Conseil d'Etat du 18 janvier 1884, que les salaires des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports conduisant à des pensions à

forme militaire doivent être considérés comme des traitements militaires. Pour ceux-là, ils ne peuvent admettre d'autre juridiction que celle du ministre de la Marine et celle du Conseil d'Etat.

Ceux qui se refuseraient à admettre la théorie de l'avis du Conseil d'Etat de 1894 auraient à dire quelle juridiction, à défaut de celle du ministre de la Marine ou celle du Conseil d'Etat, serait compétente pour juger, en matière de salaire, les réclamations des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

Serait-ce la juridiction prud'hommale, ou bien celle des tribunaux de commerce, des juges de paix ou des tribunaux de première instance.

La loi de 1907 sur les prud'hommes est inapplicable aux ouvriers et employés des manufactures de l'Etat. A cet égard aucun doute n'est possible, les travaux préparatoires sont formels : la Chambre des députés, en effet, dans la séance du 14 janvier 1901, avait, sous forme d'amendement, adopté un article qui étendait la compétence des prud'hommes aux différends entre l'Etat, les départements ou les communes et leurs ouvriers ; le Sénat ayant refusé de ratifier cette disposition et rien de tel ne figurant dans le texte définitif de 1907, ces travailleurs ne sont point admis à se réclamer à bon droit de cette juridiction. Le Sénat, du reste, a été logique en rejetant la disposition votée par la Chambre. Si la pro-

position de la Chambre avait été inscrite dans la loi de 1907, quels représentants aurait-on pu donner à l'Etat ? Les chefs des manufactures ou établissements de l'Etat ? Ils seraient alors juges et parties. Les préfets, les sous-préfets ? Ces fonctionnaires n'auraient pas eu compétence technique et le jugement n'aurait plus été prononcé, ainsi que le veut l'esprit de la loi de 1907, par les pairs de ceux qui demandent justice. Cette théorie qui refuse aux prud'hommes les litiges divisant l'Etat et ses ouvriers a été fortifiée par des décisions récentes : un arrêté du Conseil de Préfecture de Châtellerauld de 1908 et un arrêt de la Cour de Toulouse du 5 février de la même année (1) ont rappelé que l'institution des conseils de prud'hommes est fondée sur le principe du jugement par les pairs et que l'Etat ne peut être assimilé, pour ses entreprises, à un marchand ou fabricant non plus que ses ouvriers, commissionnés ou non, à des ouvriers de l'industrie privée.

Evidemment la juridiction des tribunaux de commerce ne serait pas plus compétente que celle des prud'hommes.

A défaut de ces deux juridictions, les règles ordinaires de compétence sembleraient devoir s'appliquer. Si le taux des demandes n'est pas inférieur au taux pour lequel les juges de paix sont compétents, le

1. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 21 mai 1908.

règlement doit appartenir aux juges de paix ; s'il est supérieur, aux tribunaux de première instance.

Pour soutenir que les règles ordinaires de compétence devraient être appliquées, on pourrait faire état de la récente loi concernant les différends qui peuvent s'élever entre l'administration des chemins de fer de l'Etat à l'occasion du contrat de travail. Cette loi, appelée loi Lhôte, du nom du député qui la fit adopter à la Chambre, est du 21 mars 1905. Jusqu'à cette époque, les litiges d'ordre individuel, survenant entre l'administration des chemins de fer de l'Etat et ses employés, à l'occasion du contrat de travail, étaient de la compétence des tribunaux administratifs, alors que les litiges du même ordre survenant entre les compagnies de chemin de fer et leurs employés et ouvriers appartenaient aux tribunaux ordinaires ; cette compétence administrative dérivait, disait-on, de l'article 11 du décret du 25 mai 1878 relatif à l'organisation des chemins de fer de l'Etat, lequel article considérait les agents de ces chemins de fer comme des agents temporaires de l'Etat pendant la durée de leurs services. Depuis l'adoption de la loi du 21 mars 1905, la juridiction des tribunaux ordinaires a remplacé celle des tribunaux administratifs en matière de différends survenant à l'occasion du contrat de travail entre l'administration des chemins de fer de l'Etat et ses employés.

Des conflits d'ordre individuel pourraient aussi

s'élever entre l'administration de la marine et son personnel ouvrier à l'occasion de la résolution du contrat de travail. Dans le chapitre précédent, nous avons déjà été obligé d'examiner cette question afin de rechercher quelle était la nature du contrat. Ici nous ne pouvons donc qu'y renvoyer.

.

CHAPITRE III

Conflits d'ordre collectif survenant entre l'administration de la marine et le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine

Dans ce chapitre nous aurons à examiner à quelles occasions peuvent naître des conflits d'ordre collectif entre les ouvriers des arsenaux et établissements maritimes et l'administration de la marine et comment ils peuvent être résolus. Cet examen nous amènera à traiter le mouvement associationniste parmi les ouvriers des arsenaux et établissements maritimes ainsi que le droit de syndicat et de grève de ce personnel.

§ 1. — *Histoire du mouvement associationniste dans les arsenaux et établissements hors ports de la marine*

Le mouvement associationniste est assez récent parmi le personnel des ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

Vers 1877-1878, un certain mouvement se produisit parmi ces ouvriers qui avait pour objet l'augmentation des retraites. Les ouvriers eurent à cette occasion le concours de deux députés, MM. Betmon et Duclaux et d'un sénateur qui défendirent cette cause avec ardeur et la firent aboutir devant le Parlement. La loi du 8 août 1883, qui fut votée, mit en vigueur un nouveau tarif de pension : la pension des ouvriers qui était de 500 francs passa à 600. Cette augmentation fut très appréciée et calma complètement l'effervescence.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels devait plus tard créer de nouvelles agitations.

A Cherbourg, le mouvement syndical commença en 1894 sous forme d'un comité pétitionnaire qui comptait 1.500 membres, n'avait pas vie légale, n'était pas reconnu par les autorités et disparut assez rapidement. En 1898, l'ouvrier Mars, promoteur d'une nouvelle organisation, demanda audience au préfet maritime qui s'y refusa. Le ministre de la Marine interdit alors les réclamations collectives. Le 19 novembre 1899, l'ouvrier Mars, aidé par son camarade Codet, secrétaire des Chambres syndicales de Cherbourg, fit voter en assemblée générale la transformation du comité du syndicat. Ce fut le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Cherbourg. La reconnaissance officielle eut lieu lorsque M. de Lanessan

arriva rue Royale. Les membres affluèrent dès lors au syndicat, qui dès 1902-1903 comprenait 3.500 à 4.000 ouvriers.

A Brest, un comité fut constitué en 1892 qui dura jusqu'en mars 1900, époque à laquelle s'opéra la transformation en syndicat, Syndicat des Travailleurs réunis du port de Brest. Ce comité fut administré par un bureau. Il avait des receveurs dans chaque atelier. Les cotisations étaient de 0 fr. 10 par mois. Il était admis des membres honoraires. Les sommes recueillies servaient à donner des secours aux veuves et orphelins et à indemniser les délégués de leurs démarches. Le nombre des adhérents fut 1.150 jusqu'en 1895, de 1.300 en 1896, de 1.500 en 1899. Ce comité était surtout une société de secours mutuels, mais, grâce à l'entremise de quelques hommes politiques de la région, il obtint certaines satisfactions locales.

A Toulon, la propagande professionnelle fut longtemps menée parallèlement à la propagande politique. Avant 1898, les ouvriers de Toulon se concentraient seulement dans certaines circonstances et n'avaient point d'organisation permanente. En 1898, le Syndicat des Travailleurs du port de Toulon fut fondé. Ce syndicat s'occupait surtout de la question des salaires. Des délégués vinrent à Paris au ministère de la Marine et auprès de la Commission du budget de la Chambre des députés exposer la

triste situation des ouvriers de Toulon. Les pouvoirs publics et aussi l'opinion publique s'émurent. La plupart des ouvriers à cette époque ne gagnaient que 2 fr. 80 à 3 francs. A Toulon en particulier, le quart du personnel ouvrier de l'arsenal était inscrit au bureau de bienfaisance. Le ministre de la Marine, M. de Lanessan, obtint du Parlement les crédits nécessaires pour le relèvement des salaires. Le décret du 21 juin 1900 fut alors voté.

A Rochefort, avant la fondation du Syndicat des Travailleurs réunis du port de Rochefort qui eut lieu en mars 1900, il existait un comité de défense qui comptait un millier de membres.

A Ruelle, vers 1877-1878, à la suite du mouvement qui eut lieu dans tous les arsenaux et établissements hors ports pour l'augmentation des salaires, les ouvriers restèrent en fait très groupés, ce fut cependant en 1892 seulement qu'ils constituèrent un comité lequel préconisa le relèvement des salaires, l'augmentation des retraites et l'adoption de la journée de huit heures et en 1900 qu'ils fondèrent un syndicat.

Le mouvement d'association à Lorient, à Indret et à Guérigny passa par les mêmes phases qu'à Ruelle.

Le mouvement associationniste ne devait prendre une véritable importance que lorsque tous les syndicats se réunirent ; cette réunion s'opéra en 1900. La Fédération des Travailleurs réunis de la Marine

(France et Colonies) fut alors fondée. Elle tint chaque année un congrès. Vers la même époque la même évolution eut lieu chez les ouvriers des autres exploitations de l'Etat : en 1902 tous ces ouvriers se groupèrent en une nouvelle fédération : l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat (1^{er} janvier). La Fédération des Travailleurs de la Marine (France et Colonies) en faisait partie. Le conseil de cette union fédérative est composé des délégués de toutes les fédérations des ouvriers de l'Etat qui ont pour mission de constituer un comité d'études permanentes et de traiter les questions générales directement avec les ministres. Depuis 1903, cette union fédérative a un congrès annuel. Le premier eut lieu du 29 juin au 3 juillet 1903.

L'étude des congrès de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine permet de suivre facilement le mouvement associationniste dans les arsenaux et établissements hors ports de la marine.

1^{er} Congrès. — En 1900 les divers syndicats des ports et établissements de la marine de l'Etat donnèrent mandat au Syndicat des Travailleurs réunis du port de Toulon d'organiser un congrès.

En conséquence, le Syndicat des Travailleurs du port de Toulon adressa le 1^{er} octobre 1900 à toutes les autres organisations syndicales une circulaire pour annoncer le prochain congrès et défi-

nir le but poursuivi par ce congrès. « Le comité d'organisation (du I^{er} Congrès des Travailleurs des Ports et Établissements de la Marine) est persuadé que le moment est enfin venu de se concerter en vue d'une action commune pour la défense de nos intérêts ; à cet effet, il convie tous les syndicats des travailleurs de la marine de l'Etat à se faire représenter à ce congrès par des délégués qui auront mission, après entente sur nos revendications de créer une fédération... »

Le Congrès eut lieu à Paris à la Bourse du Travail les 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 novembre. Avaient répondu à l'appel le Syndicat des Travailleurs réunis de Toulon (Var) ; le Syndicat des Travailleurs réunis d'Indret (Loire-Inférieure) ; le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Rochefort (Charente-Inférieure) ; le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Brest (Finistère) ; le Syndicat des Travailleurs immatriculés de la Fonderie de Ruelle ; le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Cherbourg (Manche) ; le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Lorient ; le Syndicat des Travailleurs réunis des Forges de la Chaussade, de Guérigny (Nièvre) ; le Syndicat des Travailleurs réunis du Laboratoire de la Marine à Paris. L'effectif des ouvriers représentés était pour Toulon de 7.208, pour Indret de 1.309, pour Rochefort de 2.207, pour Brest de 5.719, pour Ruelle de 740, pour Cherbourg de 179, pour Lorient de 4.634,

pour Guérigny de 847, pour le Laboratoire de 84, au total de 26.927.

La première question qui fut soulevée au congrès fut celle de l'interpellation projetée par M. Isnard, député de Brest, sur la reconnaissance officielle des syndicats par l'autorité maritime. Le Congrès convint, décida qu'il était préférable avant toute discussion de soumettre la question au ministre.

Le 12 novembre, M. de Lanessan, ministre de la Marine, reçut une délégation du Congrès, accompagnée par MM. Guieysse, Ferrero et Isnard, députés. Le ministre indiqua qu'il avait donné des ordres aux autorités maritimes pour que les représentants des ouvriers fussent reçus, mais qu'il ne pouvait, « pour l'instant », reconnaître l'existence des syndicats, que cette question lui tenait au cœur, mais qu'il craignait que, « dans la situation actuelle, » on vit dans ces organisations une atteinte à la discipline ; que, pour lui, il ne voyait aucun inconvénient à leur fonctionnement. « Vous voyez bien, ajoutait-il du reste, je vous reçois. » Un des délégués, celui de Ruelle, déclara que le directeur de cet établissement ne faisait aucune difficulté pour recevoir les délégués. Un autre, celui de Toulon, fit la même déclaration en ce qui concernait Toulon.

Le deuxième jour, le Congrès adopta l'ordre du jour suivant :

Les membres du Congrès des Travailleurs des Ports et

Etablissements de la Marine de l'Etat, réunis en séance extraordinaire à la Bourse du Travail de Paris le 14 novembre 1900 à 9 heures du matin, adressent au gouvernement de la République leur plus respectueux salut et l'assurent de leur plus absolu dévouement à la République.

Modestes collaborateurs de la défense nationale, ils sont certains que le gouvernement accueillera avec bienveillance leurs légitimes revendications et aura la volonté d'apporter dans la mesure la plus large des améliorations matérielles à leur intéressante situation ;

Considérant que les Syndicats des Travailleurs des Ports et Etablissements maritimes n'ont été constitués que pour défendre les intérêts de la masse et pour entretenir des relations de cordialité entre les travailleurs et leurs dirigeants, convaincus, d'autre part, que ces associations syndicales peuvent être d'une grande utilité dans l'œuvre de défense nationale en y apportant l'appoint de leurs connaissances expérimentales ;

Considérant que la cessation du travail n'a jamais été dans l'esprit de ces organisations et que les syndicats ont surtout pour objectif d'éviter les conflits en aplanissant les difficultés qui peuvent surgir entre les travailleurs des arsenaux et les autorités dirigeantes et passent à l'ordre du jour.

Les jours suivants, le Congrès, après avoir décidé que le compte rendu du Congrès et des revendications adoptées serait imprimé et adressé à tous les membres du Parlement et du Gouvernement, discuta

les questions d'ordre général et d'ordre particulier inscrites à son programme.

Le Congrès terminé, une délégation se rendit à nouveau chez le ministre de la Marine, avec des députés des ports et M. Delobeaup, sénateur de la Manche.

M. Guieysse, député de Lorient, président du Groupe des Députés des Ports, présenta les délégués et dit, qu'avant leur départ de Paris, les délégués avaient voulu faire part au ministre des décisions qu'ils avaient prises dans leur Congrès et qui concernaient les revendications générales de tous les ouvriers des arsenaux.

Le ministre répondit qu'il avait suivi dans la presse avec intérêt la marche des travaux du Congrès et qu'il était heureux de féliciter les congressistes de la dignité avec laquelle ils avaient discuté leurs revendications.

Les délégués exposèrent dans les grandes lignes les revendications adoptées par le Congrès, en premier lieu, l'augmentation des salaires, des retraites, des retraites proportionnelles, la réduction à huit heures de la durée de la journée, la suppression du travail à la tâche, le recrutement des ouvriers des arsenaux.

Le ministre promit d'étudier avec bienveillance toutes ces questions. Sur la question de la journée de huit heures il fit des réserves, il promit de dimi-

nuer prochainement la journée, mais il dit qu'il ne lui paraissait pas possible de descendre jusqu'à huit heures. Sur la question du recrutement, il déclara que les ouvriers des arsenaux avaient tort de soutenir que le recrutement était défectueux, puisque, sur ce point, le décret du 21 juin 1909 leur avait donné toute satisfaction en admettant que les ouvriers fussent représentés dans les commissions d'essais. Sur l'augmentation des salaires enfin, il répéta ce qu'il avait déjà répondu, lors de la première entrevue, qu'il pensait, pour l'année 1901, obtenir un crédit de 500.000 francs qui serait employé au relèvement des salaires.

II^e Congrès. — Le II^e Congrès se réunit à Paris les 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 juin 1901. Y furent représentés les syndicats de Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort, Toulon, Paris, Ruelle, Indret et Guérigny.

Dès l'ouverture du Congrès, l'ordre du jour suivant fut voté :

Les Travailleurs des Ports et Etablissements de la Marine, au moment d'entreprendre les importants travaux du II^e Congrès, adressent à leurs représentants et à M. le ministre de la Marine les expressions de leurs respectueuses sympathies ; les engagent fermement à défendre les intérêts généraux et particuliers des travailleurs de la marine et passent à l'ordre du jour.

Une délégation se rendit dès le premier jour auprès du ministre de la Marine pour lui faire — dit le compte rendu du Congrès — « une visite de politesse » et lui exposer en même temps les doléances les plus saillantes. Etaient présents à l'entretien : MM. Lemoigne, Isnard, Ferrero, Gallot, députés, membres du Groupe des Ports.

Interrogé sur la question de la reconnaissance des syndicats pour laquelle un rapport lui avait été adressé quelques mois auparavant, le ministre rappela que la reconnaissance officielle des syndicats dépendait beaucoup de l'adresse et de la prudence des organisations syndicales elles-mêmes, qui finiraient par s'imposer d'une façon toute naturelle ; il cita, à l'appui, les bonnes dispositions où il se trouvait envers les syndicats et relata sa dernière entrevue avec le Syndicat de Toulon qui avait traversé la Préfecture maritime de cette ville, le drapeau syndical en tête.

Les principales revendications soumises au ministre furent relatives : 1° à l'augmentation générale des salaires ; 2° à la suppression des travaux à la tâche et à l'affectation de la somme allouée pour ces travaux à une augmentation générale ; 3° à l'augmentation des retraites et aux retraites proportionnelles à accorder aux veuves et aux orphelins d'ouvriers des arsenaux, décédés avant d'avoir accompli leur vingt-cinq années de service. Répondant aux deux pre-

mières questions en même temps, le ministre engagea les délégués à soumettre leurs vœux à la Commission du Budget, il leur déclara qu'il avait obtenu du ministre des Finances une somme de 375.000 francs en plus de celle allouée l'année précédente et qu'il pensait que la suppression du travail à la tâche permettrait, en effet, d'augmenter le salaire de tous les ouvriers et de leur donner ainsi une satisfaction personnelle. Sur la troisième question, le ministre objecta que la Commission du Budget jugeait les ouvriers des arsenaux comme déjà particulièrement favorisés et que les délégués ne pouvaient espérer avoir gain de cause de longtemps et il ajouta qu'en revanche la Commission du Budget se montrerait certainement mieux disposée en ce qui concernait les retraites proportionnelles des veuves et orphelins des ouvriers des arsenaux décédés avant leurs vingt-cinq ans de service.

Le deuxième jour, le Congrès arrêta les revendications qui seraient présentées à la Commission du Budget. On décida d'insister auprès de la Commission du Budget pour obtenir une augmentation générale des salaires égale 0 fr. 20 par ouvrier.

Le lendemain, 26 juin, une délégation se rendit à la Chambre et se présenta devant la Commission du Budget. A l'appui de leur demande d'augmentation générale des salaires de 0 fr. 20 par ouvrier, les délégués qui prirent la parole montrèrent que la sup-

pression du travail à la tâche permettrait de trouver les crédits nécessaires pour, avec les 375.000 francs promis, opérer la réforme et ils s'attachèrent tout particulièrement à prouver le caractère anti-démocratique du travail à la tâche, l'inégalité choquante créée par l'application de ce mode de travail entre les ouvriers des constructions neuves presque tous payés à la tâche et les ouvriers des réparations tous payés à la journée.

Aucune autre question importante ne fut agitée dans ce II^e Congrès. A signaler seulement le manifeste qui fut adopté lors de la clôture.

Camarades,

Avant de clôturer ses travaux, le II^e Congrès des Ouvriers des Ports et Etablissements fait appel à votre esprit de solidarité.

Entrez en masse dans les organisations syndicales, réunissez vos forces aux nôtres sous la poussée irrésistible du prolétariat conscient et organisé, le vieux monde faisant place à une ère nouvelle de justice et de paix sociale.

Regardez autour de vous, comparez votre situation avec ce qu'elle était il y a à peine une année.

Le prolétariat des arsenaux n'est plus la masse des serfs courbés sous le régime du gendarme et de la prison, livrée sans défense au bon plaisir et à l'arbitraire de tous.

Des règlements plus humains ont supprimé, pour notre dignité, les heurts douloureux qu'elle avait subis jusqu'ici.

En marche vers une amélioration certaine de notre situation matérielle, allant d'un effort peut-être un peu lent, mais sûr vers cette journée de huit heures, dont nous avons fait notre idéal immédiat, parce qu'elle permettra de relever le niveau moral de la classe ouvrière, en lui permettant de s'instruire et préparant ainsi des hommes meilleurs pour l'avenir.

Au nom des ouvriers syndiqués, des 18.000 camarades des ports et établissements, nous vous dirons : Camarades, venez à nous, notre drapeau est assez large pour couvrir de ses plis tous les hommes résolus à affranchir la classe de parias que nous sommes et donner asile à toutes les bonnes volontés.

Tous debout, chassez de vos rangs ces faux frères qui s'y glissent pour jeter la discorde et détruire ce que nous avons eu tant de peine à créer. Honte aux jaunes, guerre aux valets qui, courbés sous la botte du maître, veulent à force de platitudes et de bassesses voler la part de pain qui revient aux enfants.

Chassez de vos rangs les faux frères tireurs de sonnettes et sacristains, qui, esclaves affranchis, ne savent que faire de leur liberté et cherchent toujours un maître.

Camarades,

Grâce aux efforts des syndicats, la diminution des heures de travail est en marche, les résultats obtenus par le Congrès nous permettent d'espérer une amélioration sensible de salaire.

Les marques d'estime et d'approbation que nous avons

recueillies de nos chefs et de divers membres du Parlement que nous avons pu voir, les témoignages de solidarité que nous ont prodigués les camarades de Paris, les ouvriers du Laboratoire de la Marine, notre union étroite avec les ouvriers non seulement de la Guerre, mais de tous les établissements de l'Etat, tout nous fait pressentir l'ère de révolution et de justice vers laquelle tendent nos efforts.

Syndiquez-vous ; apportez votre appoint d'union à la force formidable que sera la Confédération Générale des Travailleurs de l'Etat, dont le Congrès a solidement établi les premiers fondements.

A nous camarades, aidez-nous à agrandir le rayon d'action syndicale et songez qu'ainsi faisant, si, du moins, vous n'obtenez pas immédiatement tout ce que vous désirez, vous aurez préparé la voie et assuré l'affranchissement de vos enfants.

Honte aux jaunes ; tous au syndicat et vive l'Emancipation des Travailleurs, par les Travailleurs eux-mêmes !

III^e Congrès. — Le III^e Congrès fut tenu à Paris l'année suivante les 10, 11, 12, 13, 14, et 15 novembre.

Le premier jour, une délégation se rendit auprès du nouveau ministre, M. Pelletan.

Le chef de la délégation adressa, au nom des congressistes, le témoignage de satisfaction au ministre pour la sollicitude qu'il avait montrée envers le personnel ouvrier des arsenaux et des établissements

maritimes et lui fit connaître quelle confiance ses camarades mettaient en lui pour l'amélioration de leur situation de salariés. Le ministre répondit qu'il emploierait tous ses efforts à mériter cette confiance, il assura les délégués qu'il saurait tenir ses promesses, qu'il tenterait l'impossible pour apporter des améliorations plus effectives, mais qu'en toute question exigeant des dépenses, il convenait de lui laisser la latitude nécessaire de concilier ses principes républicains avec sa situation de ministre, obligatoirement soucieux du constant équilibre budgétaire.

Les principales questions traitées dans cette entrevue furent celles du salaire et du travail à la tâche et celle de la durée du travail. Les salaires sont insuffisants, dirent les délégués. Il faut supprimer et répartir entre les ouvriers tous payés désormais à la journée les crédits affectés au travail à la tâche. Le ministre répondit vaguement sans s'engager. Il fut plus précis sur la question de la journée de huit heures : aux délégués qui le remerciaient de la tentative qu'il venait de faire en mettant à l'essai la journée de huit heures dans les arsenaux de Toulon et de Lorient, il affirma que le succès de la tentative dépendait tout entier des ouvriers, qu'eux-mêmes détenaient en leur main de moyen d'améliorer leur situation, mais qu'il ne doutait pas qu'ils ne l'obtinsent, que l'essai serait certainement satisfaisant et

qu'avant peu, la journée de huit heures pourrait être généralisée.

La délégation se plaignit, en outre, du refus formel opposé par les autorités maritimes d'entrer en relations avec les conseils d'administration des syndicats. Le ministre déclara que toutes les circulaires et prescriptions relatives à cette question avaient été abrogées en fait par la loi de 1884, qui, en permettant aux syndicats de se constituer légalement, leur donna le droit de personnalité civile et que les questions de hiérarchie étaient effacées, qu'ensuite sa dernière circulaire enjoignant à ses subordonnés d'avoir à recevoir des délégués des syndicats détruisait l'effet de toutes les circulaires précédentes ; il ajouta qu'il remédierait du reste dans le plus bref délai à l'état de choses qui lui était ainsi signalé.

A la suite de l'entretien des délégués avec le ministre le Congrès vota l'ordre du jour suivant :

Les travailleurs des ports et établissements de la marine, au moment d'entreprendre, à son III^e Congrès, la discussion de ses principales et urgentes revendications, adressent au ministre de la Marine leurs sincères remerciements pour la mise à l'essai de la journée de huit heures dans les ateliers de la marine, comptent sur les sympathies de leurs représentants pour défendre fermement les intérêts généraux et particuliers des travailleurs syndiqués de la marine, comptent, en outre, sur la solidarité des travailleurs pour faire

aboutir les revendications d'ordre général, et remercient les camarades de la guerre, de Vincennes, de l'esprit de solidarité qu'ils sont venus apporter à cette séance du Congrès.

A signaler le cinquième jour du Congrès la présence de délégués du syndicat des travailleurs en régie, qui ne furent admis du reste qu'à titre consultatif. Des délégués de certains syndicats d'ouvriers immatriculés, du syndicat de Toulon notamment, déclarèrent qu'ils avaient reçu mandat de demander la suppression de la catégorie des ouvriers en régie, « qui constitue pour les autres catégories des personnels de la Marine un danger permanent et un moyen pour nos exploiters d'avilir nos salaires ».

Au Congrès de 1902 fut décidé le transfert à Paris du siège de la Fédération.

C'est au Congrès de 1902 que fut aussi discutée la question de la grève générale (séance du soir, 13 novembre). Certains délégués dirent qu'ils avaient reçu mandat de repousser la grève générale ou partielle des ouvriers des arsenaux, parce que le sentiment du devoir syndical était encore insuffisamment compris par la masse des travailleurs de la marine et qu'ils voteraient seulement le principe de la grève générale de tous les travailleurs ; d'autres, comme tel le délégué de Guérigny, — qu'ils s'abstiendraient. Sur l'observation du président, que seul le principe de la grève générale était en discussion, on procéda au

vote. Le principe de la grève générale fut adopté par 10 oui contre 3 non :

Brest.....	2 oui	» non
Cherbourg.....	» oui	2 non
Guérigny.....	» oui	1 non
Indret.....	1 oui	» non
Laboratoire.....	1 oui	» non
Lorient.....	1 oui	» non
Ruelle.....	2 oui	» non
Toulon.....	2 oui	» non
Rochefort.....	1 oui	» non
	10 oui	3 non

Après ce vote eut lieu une discussion assez vive au sujet des incidents de grève récemment survenus à Brest. Le délégué de Toulon soutint qu'un syndicat n'avait pas le droit de sa propre initiative de décréter la grève générale des ouvriers des arsenaux, que, personnellement, il avait applaudi sans restriction à l'acte énergique de ses camarades de Brest, mais qu'il n'en regrettait pas moins que ceux-ci n'aient pas attendu pour se mettre en mouvement le résultat des démarches qu'ils avaient confiées à la Fédération ou qu'ils n'aient pas tout au moins, au préalable, prévenu la Fédération. L'un des délégués de Brest répondit que le syndicat des Travailleurs réunis de Brest n'avait pas décrété la grève générale

des ouvriers des arsenaux parce que ce droit ne lui appartenait pas, mais qu'il avait voté la grève général des ouvriers de Brest, qu'il était regrettable que les ouvriers de Brest n'aient pas reçu les encouragements de la Fédération, qu'au surplus le syndicat de Brest, étant absolument autonome, n'avait point à attendre la décision de la Fédération, pour se mettre en grève dans un cas pressant.

L'attitude de la Fédération fût défendue par les délégués de Toulon.

La Fédération, expliquèrent-ils, avait été saisie d'une demande de démarches à faire auprès du ministre afin d'empêcher le chômage, elle se mit aussitôt à l'œuvre en déléguant cette mission aux camarades du Laboratoire central de Paris ; elle ignorait complètement le mouvement qui se produisait à Brest et ce fut seulement par la voie de la presse et sur ses graves affirmations qu'elle dut mettre le syndicat de Brest à même de s'expliquer ; cette mise en demeure arriva en même temps que l'affaire se concluait au bénéfice du syndicat de Brest. Des idées plus générales furent aussi soutenues, notamment celle-ci que les syndicats de la marine ne pouvaient décréter la grève, parce que leurs délégués, lors du II^e Congrès, avaient pris, devant le ministre de la Marine, l'engagement de ne jamais tenter aucun mouvement de grève, à quoi il fut répondu que promesse avait seulement été donnée de ne jamais se

joindre à un mouvement de grève ou encore que les promesses faites aux ministres devaient être du genre de celles des ministres aux ouvriers, c'est-à-dire qu'elles ne devaient pas être tenues. La conclusion de toute cette discussion fut l'ordre du jour suivant :

Un syndicat remettant entre les mains de la Fédération la défense de ses intérêts, la grève générale pourra être préconisée par la Fédération, mais elle ne s'y trouvera pas obligée par une grève partielle, provoquée par des faits dont elle n'aura pas été saisie.

Le 12 novembre, la Commission du budget reçut une délégation du Congrès. Les revendications générales présentées à la commission du budget au nom des travailleurs des arsenaux et établissements de la marine furent : 1° l'augmentation de 0 fr.50, augmentation générale, le chiffre de 0 fr. 50 étant considéré comme un maximum, distribué par classe et par catégorie en proportion inverse de la valeur des salaires de chaque ouvrier et dans la mesure des ressources dont peut disposer le budget ; 2° la suppression des travaux à la tâche, suppression qui avait déjà été décidée par le Parlement pour la plupart des ports, mais qui en fait n'avait pas été appliquée ; 3° allocation de retraites proportionnelles aux veuves et aux orphelins d'ouvriers décédés après quinze ans

de services. En outre le délégué de Cherbourg demanda que l'on autorisât toujours les ouvriers à soumissionner avant d'envoyer les travaux à l'industrie privée ; il assura que les ouvriers étaient très désireux de prouver qu'ils ne sont point paresseux et que l'on avait absolument tort de confier à l'industrie certains travaux faciles, qui, exécutés par le personnel des arsenaux, reviendraient à des prix notablement inférieurs.

Le 13 novembre, le Congrès discuta longuement la question des ouvriers en régie : on finit par se mettre d'accord sur l'ordre du jour suivant :

Considérant que la dépêche ministérielle du 31 janvier 1901, en instituant l'admission des ouvriers en régie dans les arsenaux, est préjudiciable aux intérêts des travailleurs et à ceux de l'Etat, les travailleurs réunis de la Marine proposent le retrait de cette dépêche, ce qui amènera la suppression complète des ouvriers en régie, demandent que tous les ouvriers et manouvriers de cette catégorie soient complètement au service de la marine et jouissent des mêmes avantages, et qu'on leur alloue une pension de retraite proportionnelle au prorata de leurs services acquis.

Le même jour, on revint aussi, à l'occasion de la discussion des statuts de la Fédération, sur la question des rapports de la Fédération et des syndicats. On vota un paragraphe nouveau à l'article 4 des statuts. Ce paragraphe était ainsi conçu :

Pour obtenir cet appui (l'appui de la Fédération), les syndicats fédérés seront tenus d'avertir la Fédération chaque fois qu'un conflit aigu s'élèvera entre eux et les autorités maritimes. Toute action engagée, sans que le comité fédéral ait été avisé, ne sera pas soutenue, à moins que le conflit n'ait été spontané. Lorsque ces organisations auront acquis assez d'influence par leur nombre et que le moment sera favorable aux réclamations et à la suppression de certains abus, elles pourront faire le nécessaire pour obtenir ces améliorations, mais, avant d'agir, elles devront soumettre leur cas au comité fédéral qui devra renvoyer dans le plus bref délai possible sa décision.

Intéressante fut encore la discussion qui reprit à la séance du 14 novembre sur la question de savoir si la Fédération des Travailleurs des Arsenaux de la Marine adhérerait à la Confédération Générale du Travail. Plusieurs délégués déclarèrent que leurs syndicats respectifs — Lorient, Brest, Rochefort, Toulon — leur avaient donné à ce sujet mandat affirmatif.

Les délégués de Paris, d'Indret et de Ruelle dirent qu'ils n'avaient reçu mandat d'adhérer à la Confédération qu'à la condition que l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat serait acceptée en tant qu'Union fédérative et non en tant que syndicats. Pour la première fois, il fut question au Congrès des syndicats des ouvriers des arsenaux de l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat.

Le représentant de la Confédération Générale du Travail, M. Grefhuelles, qui assistait à la séance, donna des renseignements au sujet de l'adhésion des syndicats fédérés de la marine à la Confédération ; il montra le rôle de la Confédération dans le monde du travail et dans la vie sociale ; il expliqua que la Confédération était la concentration de toutes les forces prolétariennes, la coordination de tous les éléments producteurs. On vota sur la motion suivante : doit-on demeurer, en tant que syndicat, adhérent à l'Union fédérative, ou doit-on adhérer à la Confédération en tant que Fédération de la marine ? L'adhésion des syndicats fédérés à la Confédération fut repoussée par 7 voix contre 6, mais le Congrès adopta que les syndicats seraient libres d'adhérer individuellement à la Confédération Générale du Travail.

Le dernier jour du Congrès, le 15 novembre, il y eut une seconde entrevue des congressistes avec le ministre de la Marine. Les députés des ports assistaient à l'audience.

Quatre revendications furent présentées qui avaient trait :

1° A l'augmentation générale des salaires comportant un maximum de 0 fr. 50, inversement proportionnelle dans chaque classe et dans chaque catégorie au salaire de chaque ouvrier, compte étant tenu des crédits disponibles du budget ;

2° A la journée de huit heures, dont le Congrès avait décidé la généralisation immédiate à tous les arsenaux et établissements de la marine ;

3° A l'augmentation des retraites pour les chefs-ouvriers à 1.100 francs et à 1.000 francs pour les ouvriers, afin d'établir plus d'équivalence entre le salaire normal de l'ouvrier producteur et le salaire de l'ouvrier retraité ;

4° Aux retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins des ouvriers décédés au service de la marine.

M. Pelletan ne se déroba à aucune question. Il répondit :

A la première question, qu'il connaissait l'infériorité numérique des salaires du personnel ouvrier des arsenaux ; qu'il était plus désireux que quiconque de corriger cet état de choses qui était la honte de l'Etat républicain, mais qu'il possédait pour cela seulement 375.000 francs — lesquels n'étaient, du reste, encore qu'inscrits au budget à présenter au Parlement et dont l'adoption ne constituerait, du reste, pour les 30.000 ouvriers qu'une goutte d'eau dans l'océan.

A la deuxième, qu'il faisait certaines réserves, qu'une trop brusque modification sur un aussi nombreux personnel pouvait faire naître des complications dangereuses et préjudiciables à la réforme même, que, personnellement il désirait généraliser

le plus promptement possible, mais qu'il devait tenir compte des hostilités et éviter toutes critiques.

A la troisième, qu'il se déclarait impuissant à résoudre l'augmentation des retraites, au moins immédiatement, et cela pour des raisons pécuniaires; que cette question, d'ailleurs, était du ressort du ministre des Finances et non de celui du ministre de la Marine.

A la quatrième, qu'il se montrait tout disposé à faire tout ce qu'il pourrait, si on lui en offrait les moyens, qu'il demandait aux congressistes de lui envoyer un rapport à ce sujet.

L'entrevue qui avait commencé à 5 heures du soir ne se termina qu'à 6 h. 1/2.

IV^e Congrès. — Nouveau Congrès l'année suivante qui s'ouvrit le 25 juin 1903 et prit fin le 4 juillet. Le Syndicat de Brest n'envoya pas de représentant. Il fit connaître par lettre au Congrès les motifs de son abstention (1). A cette exception près, les syndicats représentés furent les mêmes que les années précédentes.

Le 25 juin, les congressistes, accompagnés de M. Ferrero, député de Toulon, se rendirent au ministère de la Marine. En l'absence du ministre, ils furent reçus par son chef de cabinet, M. Tissier.

1. Les motifs invoqués par le Syndicat de Brest n'ont pas été publiés dans le compte rendu du Congrès.

Les délégués de Toulon (1) protestèrent contre la punition de mise à pied récemment infligée aux ouvriers-chauffeurs de l'arsenal de Toulon qui avaient refusé de procéder aux essais du *Sully*, sous prétexte que les autorités maritimes de Toulon avaient violé les contrats qui les liaient à eux. M. Tissier répondit que l'acte des ouvriers-chauffeurs de Toulon portait une grave atteinte à l'autorité ministérielle, qu'il n'était de plus justifié par aucune raison plausible puisque ces ouvriers avaient reçu la promesse formelle que la circulaire les lésant serait retirée. Les délégués répliquèrent que les ouvriers avaient refusé le travail parce qu'on les frustrait d'une grande partie de leur indemnité, que les lettres du Syndicat de Toulon au ministre à ce sujet étaient restées sans réponse, que le retrait prochain de la circulaire avait bien été officieusement annoncé par M. Ferrero, mais que, même après l'affirmation du député de Toulon, les autorités maritimes de l'arsenal avaient soutenu qu'il n'en était rien. Le chef de Cabinet contesta que les ouvriers eussent le droit de refuser de se rendre au travail ; la grève générale eût été acceptable, dit-il, mais non cet acte d'indiscipline ; il affirma ne pas avoir reçu les lettres du syndicat, réclamant l'abrogation de la circulaire, mais il ajouta

1. L'un de ces délégués était M. Reymoneng, depuis sénateur du Var.

que, en eût-il eu connaissance, les ouvriers n'avaient pas le droit d'enlever au ministre le moyen de la réflexion, qu'une telle façon de procéder l'aurait mis, devant l'opinion publique, dans une attitude de dépendance inacceptable et que, pour ces raisons, la punition serait maintenue à moins que les ouvriers voulussent la mort des syndicats, car, si le ministre acceptait une capitulation devant les syndicats, le parti réactionnaire ne manquerait pas de triompher du ministère de la Marine et d'obtenir en même temps la disparition des syndicats de la marine. La discussion se poursuivit encore quelque temps, sans qu'aucun argument nouveau fût présenté ni de part ni d'autre, mais le chef de Cabinet resta inflexible et il conclut sur ce principe que les ouvriers des arsenaux doivent être punis quand ils commettent une infraction, sans quoi il n'y a pas d'administration de la marine possible.

Le lendemain 26 juin, M. Pelletan reçut les congressistes. La question des ouvriers-chauffeurs de Toulon fut reprise. Lecture fut faite au ministre d'une lettre du syndicat de Toulon, dénonçant les propos de certains chefs qui semblaient être une véritable provocation. Le ministre répondit que les coupables seraient punis, que la circulaire lui avait été donnée à signer par surprise, qu'il l'avait depuis abrogée, qu'il ne pouvait sans nier lui-même son autorité revenir sur sa décision disciplinaire, mais

qu'il voulait bien qu'elle ne reçût qu'un commencement d'exécution et qu'elle fût levée avant qu'elle fût entièrement subie. M. Reymonenq, délégué de Toulon, adjura le ministre d'éviter les injustices envers les petits, dont il s'était proclamé le défenseur, il affirma que les syndicats défendraient le ministre envers et contre tous, parce que le citoyen Pelletan était la personnification du parti républicain, mais qu'en revanche le citoyen Pelletan devait effacer la punition imméritée des ouvriers et s'en prendre aux vrais coupables, les hauts galonnés, les gens de l'entourage du ministre à machinations jésuitiques. M. Pelletan à nouveau assura les délégués que la punition serait levée prochainement, mais qu'il était de toute nécessité qu'elle reçut un commencement d'application. Les congressistes ne purent obtenir plus que cette promesse.

Le congrès de 1903 vit revenir le 26 juin la question des ouvriers en régie directe. La discussion à ce sujet fut close par la motion suivante adoptée par 13 voix contre deux abstentions :

Le Congrès laisse les syndicats entièrement autonomes pour admettre dans leur sein les ouvriers en régie directe. Il demande que lesdits ouvriers dont les syndicats auront accepté l'adhésion au titre de membres effectifs de notre organisation soient défendus par la Fédération le cas échéant.

Le lendemain, 27, le Congrès, ayant reçu divers télégrammes de Toulon relatifs à l'effervescence qui continuait à régner parmi les ouvriers de ce port, décida d'y envoyer un des délégués pour donner connaissance de l'entrevue avec le ministre, puis il vota cet ordre du jour :

Devant l'attitude équivoque des autorités maritimes et de certains officiers du génie maritime de Toulon qui, malgré la promesse formelle du ministre de la Marine faite au citoyen Ferrero, d'abroger la circulaire du 5 juin 1903 concernant les ouvriers chauffeurs et mécaniciens allant aux essais à la mer, ont prétendu par les moyens de la presse à leur solde que la déclaration écrite du citoyen Ferrero n'était qu'une mystification et démentait de cette façon la déclaration ministérielle, le Congrès réuni à la Bourse du Travail, le 27 juin au matin, vote un ordre du jour de blâme sévère contre ces chefs qui abusent ainsi de leur autorité, pour jeter la perturbation dans les rangs des travailleurs de la Marine, en les obligeant de subir les conséquences d'une circulaire dont l'abrogation a été promise et en les incitant à l'indiscipline par des provocations déguisées.

L'après-midi, une délégation des congressistes se rendit à nouveau au ministère de la Marine, en compagnie de M. Ferrero pour obtenir le retrait officiel de la circulaire et demander l'affichage de la nouvelle circulaire portant abrogation de la première. M. Tissier, chef de Cabinet du ministre de la Marine,

fut très étonné d'apprendre que cet affichage n'avait pas encore été fait et il donna immédiatement par téléphone des instructions pour qu'il fût aussitôt remédié à ce retard, mais il refusa, malgré la vive insistance des délégués, d'effacer la punition des ouvriers-chauffeurs.

Au nombre des propositions adoptées les jours suivants par le Congrès figuraient : la journée de huit heures au maximum pour tous les travailleurs de l'Etat sans aucune diminution du salaire journalier, le minimum de salaire correspondant aux besoins de la vie, la suppression du travail à la tâche et aux pièces, la titularisation des personnels ouvriers, la retraite proportionnelle et facultative pour les ouvriers, après quinze ans de services, et réversible aux veuves et aux orphelins des ouvriers décédés, la réglementation générale pour les maladies et accidents de travail, le service médical et pharmaceutique gratuits, l'exclusion de la main-d'œuvre militaire dans les ateliers nationaux.

Le 30 juin, quatrième démarche des congressistes auprès du ministre en faveur des ouvriers-chauffeurs punis de Toulon. Le ministre déclara qu'il lui était absolument impossible de donner satisfaction et se plaignit de la situation difficile dans laquelle l'avait placé le Congrès en communiquant à la presse l'ordre du jour voté le 27 qui équivalait à un véritable

ultimatum. Les délégués durent se retirer sans plus obtenir.

Le 1^{er} juillet figurait au programme des travaux du Congrès la question de l'adhésion de la Fédération des Travailleurs réunis de la Marine à la Confédération. La discussion fut longue et animée. Paris (le syndicat de) n'était pas d'avis d'adhérer à la Confédération Générale du Travail, parce que l'éducation économique du syndicat n'était pas assez complète pour pouvoir traiter les questions générales traitées généralement par l'organisation des travailleurs de l'industrie. Toulon rappela que le principe de l'adhésion avait été adopté lors du précédent Congrès et qu'il s'agissait de savoir enfin si l'on devait rendre effective la solidarité des ouvriers des arsenaux avec les ouvriers de l'industrie. Cherbourg signala que la situation des travailleurs de la marine était tout à fait étrangère à celle des ouvriers de l'industrie, que la formule revendicatrice adoptée par la confédération Générale du Travail était inacceptable pour les ouvriers dépendant de l'Etat-patron et que chaque syndicat devait conserver, quelle que fût la décision adoptée, son entière autonomie dans la Fédération des Travailleurs réunis de la Marine. Cherbourg souleva contre l'adhésion de nouvelles et nombreuses objections tirées de la différence fondamentale des travailleurs de la marine et des travailleurs de l'industrie privée. Toulon refusa ces objections

et soutint que la distance qui séparait les uns et les autres était bien faible. Enfin on vota par appel nominal sur une proposition de laisser à chaque syndicat toute son autonomie sur la question de l'adhésion à la Confédération Générale du Travail, mais la proposition fut repoussée par 11 voix contre 4.

	pour	contre
	l'autonomie	
Toulon	»	4
Cherbourg.....	3	»
Lorient.....	»	2
Rochefort.....	»	1
Ruelle.....	»	2
Indret.....	»	1
Guérigny.....	»	1
Paris.....	$\frac{1}{4}$	$\frac{11}{11}$

Toulon et Rochefort demandèrent alors que l'on procédât au vote sur la question de l'adhésion de la Fédération des Travailleurs réunis de la Marine à la Confédération Générale du Travail. Après une vive discussion entre Cherbourg, Toulon, Rochefort, Indret et Guérigny, l'on procéda par appel nominal à ce nouveau vote. L'adhésion fut admise par 11 voix contre 3 et 1 abstention.

	pour		contre	
			l'adhésion	
Ruelle.....	»		»	
Toulon.....	4		»	
Cherbourg.....	»		3	
Lorient.....	2		»	
Rochefort.....	1		»	
Indret.....	1		»	
Ruelle.....	2		»	
Guérigny.....	1		»	
Paris.....			abstention	
	11		3	
			et 1 abstention	

L'après-midi, nouvelle entrevue des congressistes avec le ministre. Les congressistes remirent à M. Pelletan un télégramme du Syndicat de Toulon, dégageant toute responsabilité ministérielle dans les incidents de ce port. Le ministre satisfait de ce témoignage de confiance, déclara qu'il télégraphierait le jour même la cessation de la punition des ouvriers chauffeurs.

Le 3 juillet, la commission du budget reçut les congressistes, qui présentèrent à nouveau les trois grandes améliorations déjà demandées l'année précédente : augmentation générale des salaires, augmentation générale des retraites, établissement de retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins des ouvriers décédés.

Le 4 juillet, les congressistes rendirent compte au ministre des Travaux de leur Congrès. Ils obtinrent de M. Pelletan des promesses au sujet de quelques-unes de leurs revendications, notamment ils reçurent l'assurance que les jeunes gens ayant quitté les arsenaux pour accomplir leur service militaire seraient réadmis immédiatement et qu'il ne serait jamais procédé autrement à l'avenir.

V^e Congrès. — Le V^e Congrès dura sept jours : les 27, 28, 29 et 30 juin, les 1^{er}, 2 et 3 juillet 1904.

Le second jour du Congrès, la question de la grève générale fut, comme précédemment, l'objet d'une discussion. Les arguments présentés furent la réédition de ceux présentés antérieurement C'est le seul moyen efficace, dirent certains délégués, pour obtenir des satisfactions immédiates. On ne peut discuter, dirent certains autres, que sur le principe, l'application ne peut dépendre, que de la propagande qui sera faite après l'adoption du principe. Nous n'avons point mandat de nos syndicats, dirent encore quelques-uns, ni sur la question de principe, ni sur la question d'application et mieux vaut recourir au referendum. C'est ce qui fut adopté. On décida aussi d'envoyer un délégué au prochain Congrès national des organisations ouvrières de la Confédération Générale du Travail, qui devait avoir lieu à Bourges en septembre suivant.

La première entrevue avec le ministre de la Marine était fixée au 28 juin, mais ce fut le chef de cabinet, M. Tissier, qui reçut les délégués du Congrès et les députés du groupe des ports. Les revendications soumises à M. Tissier ne furent pas exactement les mêmes que les années précédentes. Il fut cependant encore question des avancements généraux : M. Tissier objecta que le ministre ne pourrait peut-être pas autant accorder que l'année précédente, car les directions des constructions navales avaient signalé un déficit probable en fin d'année de 800.000 francs, mais que des renseignements avaient été demandés d'urgence à ce sujet et que le mieux était d'ajourner toute réponse précise. Il fut aussi question, comme par le passé, de l'augmentation des retraites ; le chef du cabinet se retrancha derrière le refus absolu du ministre des Finances. Une revendication nouvelle fut celle des ouvriers des travaux hydrauliques qui se plaignirent de la réduction récente des frais de déplacement, à quoi M. Tissier promit qu'une solution interviendrait sans retard. Les délégués pour la première fois soulevèrent aussi la question de l'admission des apprentis : ils proposèrent, pour couper court au favoritisme qui jouait le plus grand rôle dans cette admission, d'instituer des commissions de concours composées de membres des organisations ouvrières : M. Tissier déclara que ce système pouvait, en effet, à la rigueur être appliqué, mais

qu'il ne fallait point enlever à l'administration maritime tout moyen de contrôle en matière d'admission, que le plus sage serait de créer des commissions d'examen composées de membres choisis dans le personnel des chefs de l'administration de la marine et dans le personnel ouvrier des arsenaux,

A la suite de cette entrevue, le Congrès adopta plusieurs ordres du jour relatifs aux questions qui avaient été traitées. Premier ordre du jour : « Sans abandonner les revendications inscrites dans leurs cahiers, les ouvriers constatent que des faits inexplicables semblent avoir eu lieu dans le budget ; considérant que les ouvriers, qui ne sont pas cause de ces faits n'en doivent pas subir les conséquences ; demandent que le nécessaire pour trouver et punir les coupables soit fait ; réclament, eu égard à l'infériorité constatée de leurs salaires, une augmentation générale de 0 fr. 20 pendant trois années consécutives ; se basant sur les déclarations ministérielles faites aux représentants... au sujet des avancements de l'année courante et comptant sur une inscription suffisante au budget de la marine, pour que ces diverses catégories des personnels ouvriers de la marine ne demeurent pas dans le *statu quo* pendant que les autres catégories voient leur situation s'améliorer, le Congrès manifeste l'espérance que nos gouvernants ne voudront pas assumer la responsabilité du mécontentement que pourrait susciter une désil-

lusion chez les ouvriers et passe à l'ordre du jour. » Deuxième ordre du jour : « Une retraite proportionnelle sera servie aux veuves et aux orphelins des ouvriers des arsenaux, décédés après avoir accompli quinze ans de services. » Troisième ordre du jour : « Attendu que le nombre des ouvriers atteignant l'âge de partir en retraite n'impose à l'Etat que des dépenses infimes ; que, d'autre part, la loi de 1831, ayant trait aux retraites ouvrières, imposait une retenue effective de 3 o/o sur les salaires, que ces retenues dont on a proclamé la suppression, subsistent toujours, puisqu'elles n'ont jamais, sous quelque forme que ce soit, été restituées aux ouvriers ; que, de ce fait, les crédits qu'elles constituent sont suffisants pour permettre à l'Etat d'augmenter les retraites de ses salariés de la même façon qu'il a l'intention de le faire pour les officiers mécaniciens maritimes et que le paiement de ces retraites soit facultatif à la demande des intéressés au bout de vingt cinq ans de services et sans limites d'âge. » Quatrième ordre du jour : « Les organisations syndicales seront consultées pour l'admission des apprentis. Ces admissions ne doivent être faites que sur des listes fournies par elle. »

Le Congrès adopta aussi un ordre du jour relatif à la situation des écrivains techniques et ainsi conçu : « Le Congrès, prenant en considération les revendications des écrivains techniques, décide de demander

au ministre que les ouvriers dits écrivains techniques soient reconnus comme professionnels dans leur spécialité et soient soumis aux mêmes règles pour l'avancement en solde et en grade que le personnel ouvrier travaillant manuellement ; ces ouvriers seraient payés sur un chapitre spécial ; maintien absolu dans les postes qu'ils occupent (ou suivant les besoins du service, dans les postes similaires) de tous les ouvriers employés aux écritures. »

Une proposition intéressante fut faite par les délégués de Cherbourg tendant à l'extension du bénéfice de la prud'homie aux ouvriers des arsenaux, proposition qui fut ratifiée par le Congrès. Le Congrès adopta aussi une motion proposant la suppression des tribunaux maritimes.

L'entrevue avec le ministre de la Marine eut lieu le 2 juillet. Les députés des ports étaient présents.

Le secrétaire général du Congrès présenta le cahier des revendications adoptées pendant le V^e Congrès. Il exposa que le Congrès avait décidé de demander la réalisation des quatre grandes questions comportant : 1^o le paiement des primes à la capacité ; 2^o l'augmentation générale de 0 fr. 20 à distribuer au plus tôt ; 3^o l'augmentation des retraites ; 4^o les retraites proportionnelles pour les ouvriers et pour les veuves et pour les orphelins des ouvriers décédés.

Sur la question des primes à la capacité, le ministre répondit qu'il attendait des renseignements complé-

mentaires des directeurs sur les disponibles, mais que, toutefois, ces primes, constituant un droit pour les ouvriers, ne pourraient être enlevées aux ouvrières et que sous peu il donnerait des ordres au sujet de leur paiement.

Au sujet de l'avancement général de 0 fr. 20, le ministre assura qu'il devenait pour lui impraticable à cause de l'avancement général accordé l'année précédente dont l'application avait eu pour conséquence d'empiéter sur les crédits de 1904 et à cause de la réadmission de plusieurs classes d'ouvriers de retour du service militaire et qu'il était de toute nécessité, si on voulait éviter les observations justifiées du Parlement, d'attendre à l'année suivante.

En ce qui concernait les retraites proportionnelles à accorder aux veuves et orphelins, le ministre déclara qu'il était tout acquis à cette réforme et qu'il engagerait sa responsabilité ministérielle pour la faire aboutir.

La question des travaux à la tâche ayant été soulevée incidemment au sujet de la désaffectation de leur crédit au bénéfice des avancements et des délégués ayant signalé le cas de l'établissement de Guérigny où des ouvriers étaient encore obligés de travailler suivant ce mode, M. Pelletan affirma que sous peu il donnerait satisfaction à la réclamation qui lui était ainsi faite.

Le lendemain, le Congrès clôtura ses travaux. Dans

cette dernière séance fut continuée une discussion qui avait été abordée l'avant-veille et qui était relative à la théorie du malthusianisme ou plus exactement du néo-malthusianisme ; la question avait été posée par un délégué de Brest, qui défendit énergiquement l'utilité et la nécessité pour les syndicats de la marine de faire de la propagande pour cette théorie ; le Congrès, regrettant que le temps fit défaut pour élucider ce problème, décida de laisser à ce sujet à chaque syndicat complète autonomie.

VI^e Congrès. — Le VI^e Congrès commença le 12 juin 1905 et se terminera le 19.

Il s'ouvrit par l'adoption de l'ordre du jour suivant : « Avant d'entreprendre la discussion de ses revendications, le VI^e Congrès des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat adresse au Prolétariat industriel son salut fraternel de solidarité et formule le vœu que le 1^{er} mai 1906 voit se lever l'aurore d'un jour de libération pour tous les exploités du monde. »

Le Congrès se prononça ensuite sur une proposition de loi du député M. Vaillant. Le délégué de Paris fit la critique de cette proposition de loi : il signala notamment la fixation à quarante-cinq du nombre d'heures hebdomadaires de travail inscrites dans ce projet et montra qu'en adoptant comme le faisait ce projet la semaine composée de cinq

journées et demie (demi-journée de travail le samedi), on portait la durée de travail journalier à neuf heures. Certains délégués répondirent que le projet Vaillant permettait ainsi de solutionner plus aisément la question du repos hebdomadaire, à quoi d'autres délégués objectèrent qu'il fallait poursuivre les deux revendications de front et celle de la journée de huit heures et celle du repos hebdomadaire, puisqu'elles figuraient toutes deux au cahier des revendications, et non accepter la solution de l'une au détriment de l'autre. Ce fut cette dernière thèse, c'est-à-dire celle du délégué de Paris qui l'emporta par l'adoption de l'ordre du jour suivant : « Le Congrès des Travailleurs de la Marine dans sa séance du 12 juin, après avoir entendu la lecture du projet qui est déposé sur le bureau de la Chambre au sujet de l'application de la journée de huit heures à tous les travailleurs de l'Etat, décide de soutenir d'une façon catégorique ce projet, en tenant compte des observations qui sont présentées par l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat, demande également que ce projet soit discuté dans le plus bref délai possible. »

Il adopta aussi un ordre du jour ainsi conçu : « Le VI^e Congrès des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat, luttant contre les primes à la capacité, qui ne sont attribuées qu'aux protégés, proteste contre l'introduction dans l'avancement préparé de ces pri-

mes, et réproouve toute immixtion des commissions d'avancement dans la répartition d'une partie de l'avancement de juillet. Le Congrès désapprouve, en outre, les procédés employés qui consistent à éliminer le personnel ouvrier du projet de réorganisation en préparation. »

La question de la grève générale eut comme toujours les honneurs de la discussion du Congrès. Les délégués de Paris, Brest, Ruelle, Rochefort, Toulon, Guérigny et Cherbourg soulevèrent de nombreuses réserves au sujet de la date à laquelle il pourrait y avoir partie liée en matière de grève générale entre la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat et l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat. Le secrétaire général du Congrès rappela que le précédent Congrès avait pour ainsi dire imposé cette question à l'Union fédérative et qu'il n'y avait pas possibilité de revenir en arrière. Le délégué de Toulon fit remarquer que le résultat du référendum instauré par le précédent Congrès était favorable au mouvement — ce qui fut, du reste, contesté par plusieurs congressistes. A nouveau les représentants de Cherbourg, Toulon, Brest, Rochefort et Lorient déclarèrent ne pas pouvoir se prononcer sur le mouvement décrété immédiatement alors que le principe n'avait pu être encore admis à l'Union fédérative. La discussion prit fin par le rejet de la proposition suivante : « Les organisations

de la marine peuvent-elles se déclarer être prêtes à soutenir immédiatement la grève générale ? »

Furent adoptées les décisions suivantes : 1° « Les ouvriers dessinateurs non organisés, les écrivains techniques employés dans les bureaux divers, seront considérés comme professionnels dans leur spécialité ; ils subiront le même roulement que les catégories du personnel ouvrier, pour les avancements en solde et en grade, conformément aux décrets des 15 janvier et 21 juin 1900 ; les ouvriers dessinateurs et écrivains techniques ont droit à la stabilité de leur emploi » ; 2° tous les ouvriers employés en régie directe entreront dans le cadre sédentaire au fur et à mesure des besoins ; ils concourront aux droits à pensions de retraites au prorata de leurs services acquis.

Le 16 juin on discuta sur la nomination de la délégation qui irait représenter la Fédération de la marine au Congrès de l'Union fédérative. Un délégué de chaque organisation fut désigné. On proposa que la Fédération de la Marine soumettrait à l'Union fédérative une motion relative à la propagande en prévision du 1^{er} mai 1906. On convint des tournées de propagande pour la journée de huit heures et l'on décida que l'on demanderait à l'Union fédérative de contribuer aux frais de tournées.

Le 17 juin eut lieu une première entrevue avec le ministre. Les congressistes furent présentés par M. Guieysse, député de Lorient.

Le secrétaire général du Congrès présenta au ministre les témoignages de dévouement du prolétariat des arsenaux. Il lui déclara que, dans leurs revendications, les ouvriers avaient eu un souci égal de l'amélioration de leur situation et des deniers publics, que cette double préoccupation les avait amenés à présenter leurs réclamations sous une forme qui n'exigeait pas un surcroît de dépenses ; ce que proposaient les ouvriers pouvait ainsi se résumer : unification des soldes ; ce système donnerait une augmentation moyenne de 0 fr. 30 par ouvrier en cinq annuités ; à cette augmentation il serait pourvu par le report des crédits des primes à l'ancienneté, des primes à la capacité et d'une partie des crédits affectés aux gratifications de secours qui, cessant ainsi d'être une aumône, deviendront un moyen d'avancement débarrassé de toute injure ; tous ces crédits totalisés assureraient le paiement de l'avancement à l'ancienneté au moins au cinquième de l'effectif ouvrier chaque année ; cette nouvelle réglementation, comportant un salaire de début pour tous les ouvriers récemment admis et quelle que soit leur compétence, aurait pour conséquence que les premières classes où se trouveraient naturellement introduits les plus forts salaires, alimenteraient seuls la caisse de disponibles à réserver aux avancements normaux suivants et qu'ainsi, du même coup, se trouverait simplifiée la comptabilité maritime.

Le ministre, tout en approuvant l'esprit du projet qui lui paraissait rempli de sagesse et très juste, fit cependant une restriction au sujet de l'avancement à l'ancienneté, dans lequel aucune place ne lui semblait réservée aux ouvriers méritants.

Le secrétaire général du Congrès déclara que le rapport du Congrès contenait une clause relative à ce sujet. Cette clause introduisait un minimum de stage dans chaque classe pour les ouvriers qui auraient été jugés méritants.

Le ministre demanda par qui ce mérite pourrait être apprécié ; ce ne pourrait être par les commissions d'avancement qui paraissaient n'avoir pas justifié l'espérance qu'on avait fondée sur elles ; d'autre part, il ne semblait guère possible d'enlever ainsi tout pouvoir de contrôle et de direction aux chefs supérieurs auxquels incombent toutes les responsabilités.

Le secrétaire général fit observer que les protestations des ouvriers avaient pour objet précisément ce fait que les primes à la capacité étaient accordées en dehors de tout avancement et que l'octroi de ces primes décuplait le mérite des bénéficiaires.

Le ministre répondit que, sur ce point, le système proposé aurait pour conséquence l'introduction de l'anonymat dans la répartition des avancements, alors que la plus grande publicité devait être recherchée et qu'il y aurait lieu d'apporter une correction.

Le secrétaire général présenta ensuite la question des retraites proportionnelles pour les veuves et pour les orphelins, et signala différents cas où la loi qui autorise ces retraites décrète cependant des restrictions dont les résultats sont déplorablement injustes.

Le ministre affirma qu'il était résolu à détruire ces injustices.

M. Guieysse indiqua un moyen de réaliser dans un laps de temps assez court cette importante réforme. Ce serait de demander des augmentations progressives au chapitre des secours et gratifications à apporter aux veuves et aux orphelins dont le mari ou le père viendrait à décéder sans avoir les services acquis, de telle sorte que la somme de ce budget parvint à atteindre un chiffre suffisant pour permettre la transformation des crédits de secours en crédits de retraites proportionnelles, sans recourir à l'obligation de demander au Parlement d'excessives dépenses.

Le ministre acquiesça à cette idée et se déclara prêt à la mettre en pratique.

Le secrétaire général exposa ensuite au ministre la question de l'augmentation des retraites pour les ouvriers ; il lui fit observer que c'était au moment où le Parlement allait commencer la discussion de la loi sur les retraites ouvrières que les salariés de l'Etat pouvaient demander à l'Etat de montrer, par

l'exemple, toute la somme de considération absolument due aux producteurs ayant fait le sacrifice de leur vie à la prospérité de leur pays ; ce n'était pas en diminuant de moitié le salaire des vétérans de l'armée du travail que l'Etat ferait la preuve qu'il avait rempli tous ses devoirs envers eux.

Le ministre déclara qu'il était tout acquis à la réalisation de ces desiderata, mais qu'il n'était pas le gouvernement à lui seul. Il entrevoyait bien un moyen de modifier les lois sur les retraites ouvrières et qui serait susceptible de les améliorer, c'était la démilitarisation de ces pensions payées aux ouvriers des arsenaux, il travaillait à la réforme de ces lois, il en recherchait les moyens, mais sur ce point spécial, il ne pouvait se prononcer, car il n'entrait pas dans ses habitudes de promettre sans être sûr de ne pouvoir tenir

Le délégué de Toulon présenta la question de la suppression du périmètre médical et signala les étrangetés de la réglementation en vigueur qui divisait parfois en deux catégories bien distinctes les ouvriers d'une même rue. A quoi le ministre répondit qu'il promettait d'étudier la question.

Enfin, après avoir exposé encore quelques questions d'intérêt moindre, le secrétaire général du Congrès demanda que la prime de 0 fr. 10 fut accordée à chaque ouvrier, et que le reliquat existant soit

réparti porportionnellement aux états de service et d'une façon inversement proportionnelle aux salaires.

Le ministre déclara être lié par un vote au Sénat qui lui enjoignait de répartir ce reliquat aux plus méritants.

Les délégués prirent rendez-vous le 19 juin avec le ministre pour trancher cette question.

Le 17 juin, à une séance du soir, on revisa les statuts de la Fédération. Une modification intéressante fut adoptée, concernant la grève générale ; l'article 6 des statuts relatifs aux obligations de la Fédération fut ainsi modifié : « Un syndicat pourra demander la grève générale, quand même il aurait accompli un mouvement partiel, s'il le juge utile. Il devra soumettre la question à la Fédération, qui sera dans l'obligation de porter la question à toutes les organisations syndicales adhérentes qui devront faire connaître leur réponse dans le plus bref délai possible ».

Le Congrès fut clos sur un premier ordre du jour par lequel la Fédération Nationale des Travailleurs Réunis de la Marine de l'Etat renouvelait « au Proletariat de l'Industrie ses sentiments d'entière solidarité pour l'obtention des revendications qu'il avait décidé d'arracher au Patronat le 1^{er} mai 1906 », et sur un second ordre du jour par lequel la Fédération blâmant « les agissements du conseil municipal de

Paris contre la Confédération Générale et la Bourse du Travail de Paris » l'invitait « à respecter les organisations prolétariennes » et protestait « contre toute atteinte portée à l'autonomie des syndicats ».

Le 19 juin, le ministre reçut à nouveau les délégués du Congrès, ainsi qu'il en avait été convenu l'avant-veille.

Ceux-ci lui remirent un rapport sur l'avancement de juillet, rapport qui établissait que le reliquat des primes de 0 fr. 10 accordé à tous les ouvriers permettait de récompenser près de 2.000 ouvriers ayant le plus grand nombre d'années de services et les plus petits salaires. Ils demandèrent en outre au ministre de comprendre les ouvriers en régie directe dans l'avancement de juillet. Le ministre fit observer que cette seconde revendication était contraire à la précédente et que, s'il l'acceptait, les ouvriers en régie raviraient cet avancement aux vieux ouvriers, il ajouta qu'il n'avait du reste pas mission d'améliorer la situation d'une catégorie d'ouvriers dont la présence dans les arsenaux est due à la non-observation des circulaires qui les visent, que si l'on avait exécuté les prescriptions ministérielles, ces ouvriers n'auraient aucune raison de réclamer des avantages, alors que leur suppression était décidée, qu'il ne pouvait s'engager qu'à une chose : à savoir ne pas inquiéter les ouvriers en régie directe existants

et poursuivre simplement leur suppression par voie d'extinction.

Les délégués soumièrent ensuite une revendication qui avait été omise lors de la précédente entrevue et qui était relative au travail à la tâche. Ils expliquèrent que certains travaux ne répondaient pas aux exigences, parce qu'ils ne récompensaient pas les ouvriers qui y participaient, que, de plus, ce mode de travail était antisocial. Le ministre objecta que, seule, la répartition du travail à la tâche était critiquable et qu'en améliorant ce genre de travail, on ferait disparaître toutes les critiques.

Le même jour, les congressistes se rendirent devant la Commission extra-parlementaire pour l'étude des revendications des divers personnels de la marine. Les questions qui furent discutées ne sont pas absolument intéressantes : on y traita surtout de la question de savoir si les chefs-ouvriers devaient être organisés en corps spéciaux et réduits quant au nombre, et celle de savoir si les écrivains techniques devaient ou non être assimilés entièrement aux ouvriers des spécialités.

VII^e Congrès. — Le VII^e Congrès eut lieu du 17 au 22 décembre 1906. Il fut tenu rue de la Grange-aux-Belles à la Maison des Fédérations. Le secrétaire général de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat l'ouvrit en

adressant un salut fraternel au prolétariat organisé et aux dévoués militants de la Confédération Générale du Travail.

Pendant les premières séances, le congrès eut des discussions quelque peu confuses, notamment sur le rôle de la Fédération en matière de revendications, sur l'époque à laquelle devaient être réunis ces Congrès, sur la nécessité d'avoir des Congrès extraordinaires. On décida d'attirer l'attention du ministre sur les seules réclamations suivantes : unification des soldes, retraites proportionnelles, augmentation des retraites et suppression du périmètre médical.

A la quatrième séance, M. Ferrero, député de Toulon, remit aux congressistes un exemplaire du projet de loi de réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux de la Marine de l'Etat et un exemplaire du rapport du ministre de la Marine au Président de la République à l'appui de ce projet de loi. Les congressistes décidèrent d'étudier le plus rapidement possible ce projet de loi. Entre temps, diverses résolutions furent adoptées, notamment celle-ci : « Considérant que les ouvriers sont aussi bien lésés par des punitions injustifiées que par la non-application de certains règlements, considérant que le syndicat doit être, dans tous les cas, le représentant et l'avocat naturel des ouvriers le Congrès demande que des ordres soient donnés aux chefs de services et préfets maritimes pour

accueillir les réclamations du syndicat en ce qui concerne la discipline ».

Le 21 décembre, le ministre reçut les délégués du Congrès. Les délégués demandèrent au ministre différents éclaircissements sur son projet de loi.

Le ministre expliqua que les personnels ouvriers de spécialité seraient divisés en six classes et les personnels manouvriers en quatre classes, avec un salaire minimum commun de 3 francs, qu'il y aurait en outre deux classes d'aides-ouvriers instituées pour les apprentis changeant de groupe.

Les délégués firent observer au ministre que la sixième classe du groupe des spécialistes tendait à diminuer le minimum existant plutôt qu'à l'augmenter, qu'en tous cas elle avilissait la moyenne des salaires, que, par ailleurs, la catégorie des aides-ouvriers constituait un désavantage envers les apprentis qui, sous le régime du décret de 1900, pouvaient, en devenant ouvriers, espérer obtenir des salaires rémunérateurs.

Le ministre se rendit à ces raisons : il décida de supprimer la sixième classe d'ouvriers spécialistes et il convint que les aides-ouvriers capables et méritants auraient toute faculté pour entrer dans la catégorie des ouvriers.

Les délégués firent observer que l'avancement à l'ancienneté n'était pas déterminé dans le projet, que la durée du stage dans chaque classe était trop

étroitement dépendante de la constitution des effectifs, et, que comme cet avancement était établi sur une moyenne de 0 fr. 05 par jour et par ouvrier, il était à craindre que la durée de ce stage fut illimitée. Les congressistes insistèrent, malgré la réponse du ministre, pour que la durée du temps d'ancienneté dans chaque classe fut limitée. Ils firent observer que le projet de la Fédération, très simple dans son exposé, répondait entièrement aux désirs des travailleurs des arsenaux, parce que, tout en réservant une place au mérite, il offrait toutes les garanties de sécurité aux ouvriers. Ils firent remarquer, d'autre part, que les dépenses nécessitées annuellement par le projet de la Fédération ne dépassaient pas les crédits en possession du ministre pour le paiement des avancements actuels. Le ministre conseilla aux congressistes de ne pas rechercher l'absolu dans les réformes. Il lui était loisible d'établir un projet semblable à celui de la Fédération, contentant tout le monde par ses textes, mais irréalisable. Le ministre affirma qu'il avait voulu faire une chose qui pouvait être réalisée et cela avec les moyens dont il disposait. Il s'était inspiré du projet de la Fédération, sur la classification des soldes et la méthode d'avancement. Tout en laissant une part au mérite, le projet ne lésait en rien les droits des ouvriers oubliés par leurs chefs. Il déclara que la

durée d'ancienneté n'était pas aussi longue que l'on croyait.

Il engagea les congressistes à bien méditer ses paroles qui n'étaient pas des propos en l'air, et de ne pas rendre impossible l'application du projet par une intransigeance irréfléchie. Il affirma que son projet était un progrès réel sur les décrets de 1900, car les décrets de 1900 n'octroient que 0 fr. 026 d'avancement par ouvrier et par jour, tandis que son projet assurait 0 fr. 05. Son projet n'était pas l'idéal, il en convenait, mais il constituait une sérieuse amélioration.

Il invita les congressistes à l'étudier plus sérieusement et les engagea à revenir le lendemain pour lui apporter le résultat de leurs réflexions. A cette deuxième entrevue, les congressistes lui signaleraient les modifications qui leur sembleraient nécessaires. Si elles ne lui semblaient pas incompatibles avec les moyens pécuniaires dont il disposait, il les introduirait dans le projet.

Après avoir de nouveau insisté pour la limitation de la durée du temps d'ancienneté dans chaque classe, les délégués lui soumirent la deuxième des revendications qui devait être présentée à cette entrevue. Le ministre ne se refusa pas à réformer le décret du périmètre médical, il avait déjà fait quelque chose à ce sujet, il verrait s'il pouvait le compléter. Les délégués lui exposèrent ensuite la revendication des

retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins. Ils lui rappelèrent qu'au mois d'avril dernier il leur avait déclaré qu'il demanderait une somme de 400.000 francs pour accomplir cette réforme et ils lui demandèrent de tenir sa promesse. Le ministre répondit que les sommes exigées pour l'accomplissement de cette réforme dépassaient celles qu'il avait promises, et ne lui permettait pas d'en étendre les bienfaits aux veuves d'ouvriers morts après quinze ans de services.

Il reconnut qu'il avait promis de réclamer une somme de 400.000 francs à ses collègues du cabinet. Il avait fait cette demande, mais il s'était heurté à l'intransigeance des autres ministres qui lui avaient fait observer que, dans leurs ministères, ils avaient aussi des veuves et des orphelins d'ouvriers qu'il faudrait soulager. La marine ne pouvait pas instituer une retraite proportionnelle pour les veuves sans que les autres ministères n'en fissent autant. Or, pour accomplir une telle réforme, la dépense était trop considérable eu égard aux crédits dont le gouvernement disposait.

Après avoir vainement insisté sur cette question, les congressistes présentèrent au ministre la revendication de l'augmentation des retraites. Ils lui signalèrent ce fait indéniable, que les années de cumul accomplies par les ouvriers avant leur cinquantième année, devraient leur être payées au taux de 24 fr.

au lieu de 7 fr. 50, l'Etat bénéficiant illicitement de 16 fr. 50 par année de cumul. Les sommes qu'il avait ainsi pu réaliser doivent lui permettre d'accomplir cette augmentation, et, en la faisant, il n'accomplirait qu'un acte de justice. Le ministre déclara qu'il lui était tout à fait impossible de se prononcer sur cette question, il admettait la justesse des observations qui lui étaient présentées, mais qu'une telle réforme sortait des limites ordinaires, que de plus elle se heurtait à tant d'intérêts divers qu'il ne se chargerait pas de la présenter au Parlement.

Les délégués exprimèrent ensuite au ministre leur désir de voir s'introduire dans l'administration des arsenaux, une réglementation visant les syndicats, plus conforme avec la loi de 1884, afin de donner aux organisations de la marine les prérogatives compatibles avec leur but. Ils demandèrent qu'il fut établi par circulaires que les délégués des syndicats avaient le droit d'accomplir librement leurs fonctions syndicales. Le ministre affirma qu'il avait donné des ordres aux chefs de service pour faciliter les organisations, mais il ne se prononça pas sur l'extension de ces libertés. Après un dernier échange de vues, le ministre invita les congressistes à revenir le lendemain, pour lui signaler les réflexions que leur aurait suggérées ses explications au sujet du projet d'unification. Rendez-vous fut donc pris pour le lendemain.

Les congressistes furent reçus par la Commission

du Budget le même jour. Ils exposèrent leurs revendications à la Commission du Budget : unification des soldes, retraites proportionnelles, augmentation des retraites. Le vice-président de la Commission du Budget, parlant au nom des membres présents, prévint les congressistes de ne pas exagérer le vote du budget de la marine, car le futur budget serait bientôt présenté à la discussion du Parlement et la commission était assez bien disposée pour aider les travailleurs des arsenaux.

Le 22 décembre, le délégué de Toulon fit une proposition tendant à introduire, dans le cahier des revendications, la question de la semaine de quarante-cinq heures dite « semaine anglaise ». Cette revendication a pour objet d'accorder un jour et demi de repos par semaine à tout ouvrier. Les avis furent partagés sur cette question.

Enfin, après une longue discussion, la proposition de Barthou fut mise à l'étude.

Ainsi qu'il en avait été convenu, les congressistes retournèrent ce jour-là rue Royale. Le ministre les reçut. Immédiatement les congressistes lui signalèrent les diverses modifications à introduire dans le projet d'unification qu'il avait projeté d'appliquer.

Le retrait de la sixième classe fut virtuellement accepté par le ministre, le minimum de salaire des ouvriers revenant du service militaire se trouva ainsi porté à 3 fr. 50.

Sur les limitations du temps d'ancienneté, le ministre se décida à tâcher d'introduire cette limitation dans le projet, limitation qui, d'après ses déclarations, comportait une durée probable de sept ans.

Ensuite, tout en faisant leurs réserves sur l'institution des commissions d'avancement, les congressistes demandèrent au ministre, que l'élément ouvrier, en dehors des chefs-ouvriers, fut appelé à participer à la constitution de ces commissions, afin d'assurer plus de garantie aux ouvriers. Les congressistes demandèrent en outre que les notes relatives aux ouvriers, qui seraient portées à l'appréciation des diverses commissions, fussent portées à la connaissance des personnels ouvriers, quelques jours avant l'époque de la réunion de ces commissions. Le ministre ne se montra pas opposé à ces deux demandes.

Reprenant la question des majorations, les congressistes obtinrent cette nouvelle déclaration du ministre, que le délai de passage jusqu'à la troisième classe ne serait que de sept ans. Ils lui rappelèrent ensuite que la Fédération lui avait demandé d'introduire les ouvriers en régie directe dans son projet, ce qui réaliserait leur immatriculation. Le ministre promit d'étudier sérieusement cette question.

Les congressistes lui présentèrent aussi les revendications relatives à l'indemnité de séjour des ouvriers détachés et travaillant à Paris, à la titularisation des ouvriers et ouvrières en régie directe ou

spéciale, au salaire de maladie, à la suppression du périmètre médical. Le ministre opposa peu de résistance sur ces questions, et il promit tout son possible pour donner satisfaction aux intéressés, sans toutefois faire aucune promesse décisive.

Il en fut de même pour la revendication visant la réadmission des jeunes gens réformés ou versés dans l'armée auxiliaire : il fit observer que cette question était très délicate.

Au sujet des revendications des ouvriers blessés dans le service (cession d'une pension de retraite pour la perte d'un œil), le ministre déclara que cette pension était allouée quand il était constaté que la perte entraînait une incapacité notoire du travail ; hors ce cas, il se heurtait à l'autorité du Conseil d'Etat, qui intervenait, pour la mise à la retraite, dans les cas douteux ou insuffisamment justifiés.

Au sujet de l'abrogation de la loi du 21 avril 1886 plaçant les ouvriers travaillant à bord des navires sous l'autorité des officiers du bord, au sujet de la revendication des ouvriers écrivains (spécialisation de cette catégorie d'ouvriers) et de la réouverture des écoles d'apprentis, le ministre assura qu'il s'occuperait de ces questions et travaillerait à leur réalisation.

Après cela, les congressistes présentèrent au ministre de la Marine la revendication tendant à inviter l'autorité maritime de chaque localité à fournir aux

syndicats tous les renseignements (lettres et circulaires ministérielles) concernant les personnels ouvriers, et celle tendant à autoriser les représentants des syndicats à exercer leurs fonctions dans les ateliers. Le ministre affirma qu'il avait donné des ordres en conséquence aux chefs de service pour que les organisations syndicales soient instruites de toutes les prescriptions qui intéressent les personnels ouvriers. Il laisserait aux organisations syndicales toute la latitude possible pour se développer, mais il ne pouvait subordonner les représentants de l'autorité maritime, qui représentent en même temps l'Etat, aux délégués des organisations ouvrières dans les différents actes de la vie des arsenaux. Il fallait qu'il y ait un élément supérieur maintenant la discipline dans les ateliers. Il ne doutait pas des bons sentiments des représentants des organisations mais il entendait sauvegarder sa responsabilité devant le Parlement. S'il pouvait faire davantage que ce qu'il avait fait, il le ferait, mais il ne promettait rien.

Au sujet de la revendication des jeunes escarbil leurs de Guérigny, le ministre déclara que cette question était résolue, tous ces jeunes gens passant apprentis à seize ou dix-sept ans.

La revendication des jeunes gens réformés ou versés dans l'armée auxiliaire devait faire l'objet d'une étude de la part du ministre.

Toutes les autres questions — diminution du taux de retenue opérée sur la pension des retraités en traitement dans les hôpitaux, payement de la pension de retraite après vingt-cinq ans de service aux chefs-ouvriers et ouvriers réunissant six années de service à la mer — furent favorablement accueillies par le ministre qui les prit en considération.

Les congressistes lui demandèrent en outre un supplément de salaire pour les ouvriers affectés aux travaux dangereux et insalubres.

Le ministre prit note de cette revendication ainsi que de la suivante tendant à accorder les postes de gardiens de matières explosibles seulement aux ouvriers artificiers munis d'un brevet.

Pour terminer, les congressistes demandèrent que les ouvriers de la marine fussent traités sur le même pied que leurs camarades des autres ministères, et qu'il leur fut accordé quinze jours de permission payée par an. Le ministre ne fit aucune difficulté pour reconnaître la justesse de cette revendication et promit de l'étudier.

Sur toutes les autres questions qui lui furent soumises, le ministre ne fit que peu ou pas d'objection, se contentant d'approuver les unes ou de contester les autres.

La délégation se retira à six heures pour aller tenir la séance de clôture à la Maison des Fédérations et échanger ses vues.

Congrès extraordinaire. — Un Congrès extraordinaire fut tenu du 25 février au 3 mars 1907.

En ouvrant le Congrès, le secrétaire général de la Fédération fit remarquer les conditions tout à fait nouvelles dans lesquelles se réunissait le Congrès. « Pour la première fois, dit-il, après près de quarante ans de République, les organisations ouvrières sont admises à discuter les règlements qu'elles seront appelées à subir et à présenter l'introduction des modifications qu'elles désireraient voir introduire dans ces règlements. C'est une démonstration, encore sans précédent, de l'autorité que prennent les organisations syndicales dans la vie sociale, c'est à elles de se montrer dignes du beau rôle qui va leur incomber, en apportant dans la décision toute la raison qu'elles sont susceptibles de posséder, sans se laisser dépouiller de leur énergie habituelle.

Certains congressistes ayant fait montre d'une attitude intransigeante, le secrétaire général de la Fédération les mit en garde du danger d'une telle conduite. Il leur rappela les entrevues de décembre avec le ministre de la Marine qui leur avait nettement déclaré que, s'ils se montraient trop absolus dans leurs revendications, il remettrait le projet entre les mains d'une Commission extra-parlementaire qui, certainement, connaissant moins la situation du personnel ouvrier, serait moins favorable à leurs revendications.

Les séances du Congrès furent nombreuses. On y discuta longuement toutes les questions. Le résultat de ces discussions fut soumis au ministre.

Une première entrevue eut lieu le 28 février. Les délégués furent reçus par le ministre et son chef de cabinet. Ils leur exposèrent aussitôt les résolutions du Congrès.

La première question était l'immatriculation des ouvriers en régie directe et spéciale avec service acquis et leur participation à l'unification des soldes. Cette question fut longuement expliquée et soutenue par les congressistes. Le ministre déclara ne pouvoir augmenter le nombre des ouvriers immatriculés au moment où il allait demander au Parlement d'instituer les retraites proportionnelles pour les ouvriers et pour les veuves.

A cette objection que les ouvriers ne réclamaient pas de retraites proportionnelles pour eux-mêmes, mais seulement pour les veuves, et que ces retraites proportionnelles étaient un danger pour les ouvriers qui n'auraient pas su plaire à leurs chefs, le ministre déclara être dans l'impossibilité de demander de trop grands crédits au Parlement pour faire bénéficier les ouvriers en régie directe de l'immatriculation. Il accepta cependant de prendre la question en considération, de l'étudier et d'essayer de faire quelque chose plus tard. Certaines autres anomalies dont étaient victimes les ouvriers de la régie directe :

traitement de maladie, avancements, journées du 14 juillet et autres furent alors signalées au ministre. Le ministre promit de s'intéresser à ces questions et de les résoudre dans la mesure du possible.

Les congressistes soumièrent ensuite leurs modifications au projet.

Le ministre accepta sans discussion la suppression de la 6^e classe des ouvriers du groupe A.

Au sujet de la limitation du temps d'ancienneté dans chaque classe, pour les mêmes raisons objectées au sujet de l'immatriculation des ouvriers de la régie directe, le ministre déclara qu'il lui était impossible de limiter à six ans la durée du temps d'ancienneté. Il invita les ouvriers à bien réfléchir à leur situation et les engagea à lui faciliter la mise en application du projet par des propositions qu'il pût accepter. Ce que les congressistes proposaient renverserait toutes les données du projet d'unification. Tout ce que l'on pouvait faire, c'était de limiter à sept ans la durée d'ancienneté de la cinquième et de la quatrième classe.

Les délégués insistant, le ministre répondit qu'il tâcherait d'élargir cette mesure à d'autres classes, mais qu'il ne pouvait la rendre inférieure à sept ans. Sur une observation des congressistes que l'amélioration ne serait pas excessive, le ministre comparant les décrets de 1900 et celui dont il était l'auteur signala qu'un ouvrier le plus lésé qu'il fût, n'ayant

jamais de primes à la capacité, recevait, sous le régime des décrets de 1900, 0 fr. 10 d'avancement tous les quatre ans, soit 0 fr. 50 dans vingt ans, tandis que, dans le projet nouveau, les ouvriers des classes supérieures qui se trouvaient dans les mêmes conditions d'oubli recevraient 0 fr. 05 d'avancement par an au moins, tandis que les ouvriers des classes inférieures recevraient 0 fr. 05 tous les sept ans. L'avancement étant pour les uns doublé et pour les autres presque triplé, il y avait bien amélioration.

Les congressistes demandèrent ensuite au ministre que la proportion des chefs-ouvriers fût établie sur l'effectif total des personnels ouvriers et non sur les effectifs de chaque établissement, et que la proportion fut d'une moyenne de 8 0/0. Le ministre fit observer que ce qu'on lui demandait là était en diminution de ce qu'il offrait ; que, d'autre part, il fallait bien que le nombre des chefs fut proportionné, car, dans les établissements ayant un personnel restreint, mais disséminé, tel que celui de Ruelle, il fallait un nombre plus considérable de chefs d'équipe que pour les personnels numériquement plus puissants où les ouvriers étaient groupés dans des équipes très fortes en contingent. Le ministre ajouta que, malgré cela, il tâcherait d'égaliser la proportion des chefs-ouvriers des arsenaux.

Sur la proposition d'augmenter l'échelle des salaires des ouvriers du groupe B, le ministre répondit

que, pendant la période transitoire, le pourcentage de dernière classe de ce groupe serait reporté aux classes supérieures ; cela permettrait à un plus grand nombre d'augmenter en classe, mais la 4^e classe serait rétablie aussitôt après, afin que les nouveaux ne dépassassent pas les vieux ouvriers.

Sur la question des apprentis n'ayant pu passer à la 2^e classe de leur catégorie, le ministre déclara ne pouvoir obliger les chefs de service à conserver ces jeunes gens qui ne montraient ni capacité, ni bonne volonté. Il convint que le terme était trop catégorique, et qu'il fallait modifier le texte du projet, mettre : « ... pourront être congédiés » au lieu de : « ... seront congédiés ». Il n'y aurait plus ainsi obligation.

Quant à la question de la suppression de la 2^e classe des aides-ouvriers, le ministre déclara que ces jeunes gens, n'ayant qu'une période de cinq ans à rester dans leur catégorie, s'ils ne faisaient pas de service militaire, leur situation n'était nullement mauvaise, car cela impliquait une attente de trois années dans chaque classe.

Les congressistes présentèrent aussi diverses observations sur le procédé d'unification employé pendant la période transitoire. Des réponses du ministre, il résulta que le projet établirait le temps d'ancienneté d'après la position des salaires par rapport au salaire prévu de chaque classe : ceux qui

n'auraient que 0 fr. 10 à recevoir pendant la période transitoire, compteraient leur temps d'ancienneté à partir de la première année de cette période et auraient ainsi quatre ans d'ancienneté sur ceux qui auraient obtenu quatre primes supplémentaires, ces prescriptions seraient établies avec cette considération que, pendant cette période, l'on devrait faciliter l'avancement à l'ancienneté aux ouvriers ayant un plus grand nombre d'années de services.

La discussion sur la période transitoire ayant pris une bonne partie de la séance, à la demande des congressistes, le ministre accepta de discuter les propositions ayant trait au projet de réorganisation dans une deuxième entrevue :

Cette entrevue fut fixée au 2 mars.

Le 2 mars les congressistes remirent au ministre par écrit, sous des numéros correspondant aux articles du projet, les modifications qu'ils proposaient.

Le ministre leur donna des réponses immédiates sur tous les articles qui lui étaient ainsi soumis.

A l'article 1^{er}, il accepta la suppression de la 6^e classe. La durée de l'ancienneté serait fixée à sept ans, comme maximum pour les deux dernières classes.

Les congressistes lui ayant fait observer que cette mesure pourrait être généralisée à toutes les classes, le ministre déclara ne vouloir rien promettre de ce qui était au-dessus de son pouvoir. Il accepta de

revoir encore une fois cet article et d'examiner s'il était possible de donner quelques satisfactions, mais il se refusa à prendre aucun engagement.

Sur la suppression de la 2^e classe des ouvriers, le ministre répondit qu'il avait donné toutes les explications nécessaires à ce sujet et qu'il n'y avait rien à y reprendre, car cette catégorie ne serait nullement lésée.

A l'article 2, sur la proposition des chefs-ouvriers, le ministre promit que le pourcentage des chefs des arsenaux serait augmenté dans la mesure du possible.

A l'article 5, sur la question relative à l'augmentation de 0 fr. 50 de l'échelle des salaires, le ministre s'en tint à ses précédentes déclarations, suppression de la 4^e classe pendant la période transitoire et report de son effectif aux classes supérieures.

Au sujet des salaires des apprentis, le ministre répondit qu'il ne pouvait faire davantage pour eux que pour les ouvriers, qu'il y avait les considérations de famille à soulever pour justifier cette demande que, de plus, les apprentis apprenaient une profession, et que les raisons budgétaires s'opposaient à toute augmentation de cette nature.

A l'article 7, le ministre accepta l'introduction des ouvriers dans les commissions d'essais, mais il ne put admettre que les syndicats s'érigeassent en directeurs de l'administration maritime.

Les syndicats devenaient prépondérants ; ils acquéraient une autorité qu'ils méritaient, leurs conseils, leurs observations, leurs demandes n'étaient pas négligés, on n'hésitait plus à les consulter, mais on ne devait pas leur subordonner l'autorité établie.

Sur la question des ouvriers manouvriers, accomplissant un essai de spécialité, le ministre accepta que ces ouvriers fussent admis à accomplir des essais de spécialité se rapportant aux travaux qu'ils accomplissaient, et il promit d'insérer à cet effet une clause dans le commentaire du décret.

A l'article 9, il accepta également l'intervention d'un conseil de santé dans les cas de proposition de mise à la réforme.

A l'article 10, sur l'admission des apprentis, le ministre déclara que, pour l'élaboration de son projet, il s'était inspiré presque exclusivement du cahier de revendications des ouvriers des arsenaux. Donc, le texte de son projet devait offrir assez de garanties pour les apprentis. Il promit seulement d'introduire dans les commentaires une clause disant que les syndicats seraient consultés pour l'admission des apprentis.

A l'article 12, la modification convenue pendant la première entrevue fut maintenue. Les apprentis qui n'auraient pu atteindre la 2^e classe de leur catégorie, « pourraient être congédiés » au lieu de « seraient congédiés ».

A l'article 13, relatif à la réadmission des anciens aides-ouvriers et portant suppression du certificat de bonne conduite et des visites médicales, le ministre ne se prononça pas catégoriquement, il dit qu'il examinerait ces deux propositions.

A l'article 15, avancement des chefs-ouvriers, le ministre accepta la proposition des délégués : pourcentage de 60 o/o à l'ancienneté et 40 o/o à la capacité, avec un coefficient égal pour la pratique et la théorie à ceux qui se feraient inscrire au concours à la capacité, pourcentage de 70 o/o aux chefs-ouvriers pratiques et de 30 o/o aux chefs-ouvriers maistranciers, pour le passage au grade surveillant technique.

A l'article 17, la composition des commissions d'avancement demandée par le Congrès fut admise, mais, pour les raisons citées à l'article des commissions d'essais, le ministre ne put admettre que les ouvriers devant faire partie des commissions fussent nommés par les syndicats.

A l'article 18, la proposition d'afficher des listes d'avancement dans les ateliers fut acceptée.

A l'article 21, le ministre promet d'examiner la question de revision de solde.

A l'article 23, au sujet des ouvriers envoyés en mission, le ministre répondit qu'il n'y avait pas lieu de modifier cet article, que les effets de cet article découlaient naturellement du contrat librement consenti entre l'employeur et l'employé, que, du reste,

on n'oblige jamais un ouvrier à accepter une mission quelconque et qu'on le consultait seulement.

A l'article 24, sur le tarif des travaux hors cloche des dimanches et jours fériés, le ministre s'engagea à examiner la question.

A l'article 25, sur les primes à la production, les congressistes déclarèrent ne pouvoir accepter que le travail à la journée. Le ministre répondit qu'il avait reçu des ordres du Sénat de réintroduire le travail à la tâche et qu'il ne pouvait que s'incliner. Les congressistes déclarèrent alors faire toutes réserves à ce sujet.

A l'article 26, relatif aux permissions de quinze jours par an, à solde entière, le ministre répondit qu'il ne pouvait l'introduire dans les décrets, mais il examinerait la question en dehors des décrets ; qu'elle ferait l'objet des commentaires.

A l'article 27, traitement de maladie, une grande partie du cahier de revendications fut acceptée par le ministre : le salaire de maladie serait payé pendant toute la durée de la maladie.

A l'article 28, paiement des salaires tous les deux samedis, on réserva la question ainsi que toutes celles s'y rapportant.

A l'article 30 : six ans de mer donnant droit à la liquidation de la pension de retraite après vingt-cinq ans de services, le ministre accepta.

A l'article 32 : droit d'intervention des syndicats

dans les faits ayant trait à la discipline, le ministre promet d'examiner.

A l'article 36, la discussion reprit plus vive sur la période transitoire. Le ministre affirma que son intention était d'avantager les vieux ouvriers pendant cette période, de façon qu'ils obtinssent un droit d'ancienneté antérieur aux jeunes ouvriers, qu'il était donc nécessaire de lui laisser toute latitude dans les textes qui seraient expliqués par les commentaires, qu'en dernière analyse, son procédé d'unification était, pour ainsi dire, calqué sur le projet de la Fédération pour la période transitoire.

A l'article 42, ouvriers revenant du service militaire, le ministre promet de modifier le dernier paragraphe qui se trouvait en désaccord avec l'article 5, depuis la suppression de la 6^e classe.

A l'article 44, pourcentage des chefs ouvriers, contradictoire avec le pourcentage de l'article 2, le ministre proposa la suppression.

Quant à la question des ouvriers écrivains, dessinateurs et gardiens de bureau, le ministre déclara la réserver pour mieux l'étudier. Il souhaita que disparaissent les anomalies existant dans l'administration des arsenaux ; il s'engagea, en conséquence, à faire le nécessaire pour leur disparition, mais il demanda de ne pas lui présenter des revendications trop exigeantes.

A ce moment, le ministre devant se rendre au

Conseil des ministres, invita les congressistes à revenir dans l'après-midi, s'ils jugeaient que les explications qui leur avaient été données n'étaient pas suffisantes ; les congressistes acceptèrent. Le ministre se retira et la discussion continua avec le chef de cabinet.

La discussion fut reprise sur la durée d'ancienneté et la période transitoire. Le chef de cabinet consentit enfin à rechercher les moyens d'étendre le minimum de la durée d'ancienneté aux autres classes.

Les congressistes abordèrent ensuite la question des effets de fatigue. Indemnité annuelle de 30 francs en remplacement de ces effets. Le chef de cabinet réserva sa réponse : il voulait se rendre compte, avant toute chose, du résultat de cette opération.

La situation spéciale du personnel du laboratoire central lui fut enfin exposée ; le chef de cabinet se rendit compte du bien-fondé des observations des délégués, et leur demanda de lui faire faire un état par solde du nombre des ouvriers de cet établissement.

Le délégué des ouvriers de régie directe expliqua longuement les revendications de ses camarades. Le chef de cabinet se retrancha derrière les réponses du ministre.

A la réunion de l'après-midi, les délégués reprirent la question de la période d'unification et demandèrent au ministre de vouloir bien étendre la

fixation de la durée minimum d'ancienneté aux autres classes. Après avoir longuement discuté, le ministre déclara accepter d'élargir le pourcentage des classes supérieures, afin que l'accès de ces classes fût possible à un plus grand nombre, et que la durée du passage des ouvriers dans ces classes fût ainsi diminuée.

Diverses questions locales furent ensuite présentées. Le délégué de Brest exposa le cas des ouvriers employés aux travaux des transports des douilles, qui avaient été punis d'une mise à pied de deux jours pour avoir protesté contre une grande corvée au-dessus de leurs forces. Le ministre déclara qu'il lui était impossible de donner satisfaction ; il y avait un fait qui s'était produit devant lequel il ne pouvait rien.

Le même délégué lui présenta ensuite diverses autres réclamations. Le ministre prit note promettant de les résoudre, si ces réclamations étaient justifiées.

Les délégués de Ruelle, d'Indret, de Lorient, de Guérigny et de Toulon lui signalèrent des cas analogues : ouvriers stagiaires renvoyés de l'arsenal au moment de passer permanents ; ouvriers n'ayant pas touché leurs primes à l'ancienneté.

Le délégué de la régie soumit de nouveau au ministre les revendications de sa corporation. Le ministre assura qu'il étudierait très sérieusement la question.

Les délégués se réunirent une dernière fois pour établir les résultats du Congrès.

La plupart des articles du cahier des revendications semblaient avoir été résolus.

La limitation du temps d'ancienneté pour les trois dernières classes était obtenue.

La période transitoire s'accomplirait à peu près dans les formes décrites dans le projet de la Fédération avec cet avantage même que l'unification serait faite dans un délai de quatre ans au lieu de cinq.

Dans ces conditions, devant les satisfactions obtenues d'une part et en tenant compte aussi de la latitude offerte par la période transitoire d'unification, le Congrès décida qu'il y avait lieu de se montrer satisfait d'obtenir ainsi l'unification des salaires si longtemps attendue. Il décida ensuite de faire la propagande nécessaire pour amener les esprits à rechercher toujours de plus grandes améliorations.

Le Congrès fut ainsi clos.

VIII^e Congrès. — Le VIII^e Congrès fut tenu pendant la seconde quinzaine de novembre de 1907.

Les séances du Congrès ne furent pas très importantes. Les questions intéressantes furent discutées dans les entrevues avec la Commission du Budget de la Chambre des députés ou avec le ministre.

Le 25 novembre, le Congrès vota un vœu ainsi conçu :

« Considérant qu'aux termes de l'article 38 de la loi de finances de 1908, le ministre de la Marine est autorisé à appliquer, à compter du 1^{er} janvier 1908, aux corps organisés de la marine, les tarifs de solde annexés à ladite loi ; considérant que, par l'amélioration des traitements des officiers et fonctionnaires qu'elle concerne, ladite loi reconnaît que les exigences de la vie se sont accrues au point d'inférioriser les soldes ; considérant que les salaires ouvriers occupent le rang le plus inférieur dans l'ordre des soldes et que c'est parmi eux que les difficultés se font le plus ressentir ; demande que le gouvernement fasse entrer les salaires ouvriers dans l'amélioration des soldes en préparation, et que ceux-ci, étant les plus distants de la moyenne reconnue comme nécessaire, reçoivent les premiers l'amélioration proportionnelle qu'ils comportent et donne mandat aux délégués du Congrès de la Marine, de défendre la cause des salaires des ouvriers des arsenaux que l'on a oubliés de comprendre dans cette loi. »

Le Congrès adopta quelques autres propositions :
1^o une proposition de Lorient tendant à faire nommer au scrutin secret les chefs-ouvriers ou ouvriers devant faire partie de ces commissions d'avancement et supprimant les deux chefs-ouvriers tirés au sort ;
2^o une proposition de Toulon relative à la réduction du nombre des membres de ces commissions à cinq

avec trois chefs-ouvriers ou ouvriers, élus au scrutin secret ; 3° une proposition de Cherbourg demandant que, dans les commissions d'avancement et d'essais, les ouvriers de spécialité ne jugent que des ouvriers de spécialité et qu'ils soient remplacés par des ouvriers manouvriers pour juger les autres manouvriers ; 4° une proposition de Ruelle tendant à ce que le travail des commissions d'avancement soit fait en commun, et qu'un nombre de mois de majoration soit établi par classement et par catégorie pour être attribué à chaque atelier ; 5° une proposition de Cherbourg décidant qu'on maintienne, sur la liste d'admissibilité soumise aux commissions d'avancement des ouvriers proposés pour le grade de chef-ouvrier, des ouvriers proposés avant le décret de 1907 et n'ayant à faire qu'un nombre d'années de service ne leur permettant pas d'atteindre le salaire, prévu pour ce grade par le décret, avant l'âge de cinquante ans.

Le 27 novembre les délégués, accompagnés des députés Guieysse, Ferrero, Mahieu, Braud, furent reçus par M. Berteaux et la Commission du Budget. M. Guieysse, président du groupe des ports, présenta les congressistes et expliqua que, par suite du vote à la Chambre du budget de la marine, il n'avait pu quitter la séance de la Chambre et que par conséquent n'ayant pas encore été en contact avec les délégués il ignorait les résolutions adoptées en Congrès.

M. Ferrero indiqua à M. Berteaux que, malgré que les résolutions adoptées ne lui fussent pas encore remises, il savait que les trois questions qui tenaient le plus au cœur des ouvriers étaient les suivantes : 1° Augmentation des retraites ; 2° retraites proportionnelles pour les veuves et orphelins ; 3° relèvement des salaires inférieurs à 4 francs.

Sur la première question, augmentation des retraites, M. Guieysse donna des détails sur l'ancien projet d'augmentation des retraites déposé par l'amiral Vallon, qui donnait satisfaction aux ouvriers des arsenaux, projet qui ne trouva que des détracteurs au ministère de la Marine et au ministère des Finances, alors que depuis 1900 tous les ministres de la Marine reconnaissaient l'impossibilité de vivre avec une retraite de 600 francs. Il indiqua ensuite que, suivant accord de tous les ministres, une Commission interparlementaire pour l'unification des retraites pour les ouvriers de l'Etat était projetée. Un délégué fit observer qu'en attendant l'augmentation des retraites, le ministre de la Marine prescrivait de conserver les ouvriers au-dessus de cinquante ans, que ces ouvriers ne pouvaient donner le maximum d'effort et qu'il valait bien mieux accorder une retraite de 1.000 fr.

M. Berteaux répondit en demandant aux délégués un travail de statistique indiquant : 1° les ouvriers ayant acquis à ce jour des droits à la retraite et étant encore dans les arsenaux ; 2° ceux qui jouis-

saient déjà de la pension de retraite, tous renseignements indispensables pour connaître la somme à demander au ministre des Finances.

Sur la deuxième question, retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins, M. Guieysse abordant la question de la marche croissante de la tuberculose (50 0/0 du personnel des arsenaux atteint) déclara que cette progression provenait principalement de la modicité des salaires obligeant la plupart des jeunes gens à s'imposer de grandes privations et que le seul moyen de l'enrayer était, en attendant le vote des retraites proportionnelles, d'augmenter dans une large mesure le chiffre des secours à accorder aux veuves et aux orphelins. Un délégué expliqua que les retraites proportionnelles coûteraient de 40.000 à 50.000 francs à leur début pour s'élever à 400.000 francs lorsque la loi recevrait son plein effet. M. Berteaux promit tout son appui, bien que la retraite proportionnelle ne fut plus à forme militaire.

Sur la troisième question, relèvement des salaires inférieurs à 4 francs, M. Berteaux demanda s'il s'agissait des ouvriers qui partaient au service ou en revenaient. Il lui fut répondu qu'il s'agissait non seulement de ceux qui arrivaient du service militaire, mais encore des plus anciens serviteurs et, cela à raison des embauchages d'autrefois à l'époque où l'on classait facilement des ouvriers avec des salaires de

2 francs par jour, et que le nombre des ouvriers ayant moins de 4 francs par jour étant de 14.000, cette réforme coûterait 1.200.000 francs. M. Berteaux dit que, si le ministre demandait les crédits nécessaires, il appuierait auprès des membres de la commission de tout son pouvoir.

Le 29 novembre, les délégués se rendirent au ministère de la Marine. Le secrétaire général de la Fédération présenta les trois revendications : 1° augmentation des retraites à 1.000 francs pour les ouvriers et 1.100 francs pour les chefs-ouvriers ; 2° retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins ; 3° minimum de salaires à 4 francs par la suppression de la cinquième classe.

Les délégués mandatés fournirent des explications sur les conditions de la vie des ouvriers des arsenaux et sur l'impossibilité de vivre avec un salaire de 87 fr. 50 par mois, étant donné les difficultés de l'existence actuelle, à plus forte raison de vivre avec une retraite de 50 francs par mois. Le ministre reconnut que ces demandes n'étaient pas excessives, il dit que le gouvernement examinait l'ensemble des retraites pour tous les travailleurs de l'Etat et qu'il en était de même pour les retraites proportionnelles.

Les délégués repoussèrent la retraite proportionnelle pour les ouvriers, ne l'acceptant que pour ceux qui en feraient la demande. Les délégués de Cherbourg présentèrent un projet transactionnel de re-

traite et le projet fut adopté par le Congrès. Le ministre déclara que le meilleur moyen d'élever les salaires et les retraites était l'application du travail à la tâche. Cette façon de voir fut repoussée par les délégués. Ils déclarèrent que si le ministre voulait essayer un système autre que le travail à la journée, il fallait généraliser le système de la journée égalitaire employé à Ruelle et à Toulon.

IX^e Congrès. — Les séances du IX^e Congrès eurent lieu du 6 juillet au 12 juillet 1908.

Le 6 juillet, le Congrès discuta la question de la retraite proportionnelle. Le délégué de Toulon fit remarquer que cette question n'avait pas changé et s'en prit à l'indifférence des ouvriers des arsenaux. Un délégué de Cherbourg déclara qu'à l'indifférence du personnel il fallait joindre l'introduction de la main-d'œuvre militaire dans les arsenaux maritimes et il expliqua dans quel sens devaient s'orienter les organisations ouvrières. Le secrétaire général de la Fédération, moins pessimiste, dit que la propagande par la réunion publique était le commencement de la sagesse pour les membres du Parlement.

Le même jour fut discuté la question de l'application aux ouvriers de la marine de la loi de 1898 sur les accidents du travail. Rendant compte d'une récente entrevue à Cherbourg avec le ministre du Travail, un des délégués de ce port déclara que

M. Viviani reconnaissait comme mauvaise l'application de cette loi à ces ouvriers, qu'il avait l'intention d'unifier sur ce point la législation ouvrière, qu'il attendait la décision du Congrès et qu'il proposait l'envoi audit Congrès d'un délégué avec mission de donner tous renseignements utiles à une discussion sur cette matière. Il termina en mettant en relief les difficultés que suscitent l'application de la loi de 1898 et les pertes ainsi subies par les employés de l'Etat.

Le lendemain, cette discussion fut reprise, mais on la suspendit immédiatement en décidant de la continuer seulement quand le délégué du ministre du Travail serait présent.

Le Congrès discuta ensuite la question de la création des commissions mixtes du travail analogues à celles des ouvriers de la guerre. Un délégué de Toulon dit qu'il y voyait un danger au cas où ces commissions seraient appelées à prendre des décisions. Un délégué de Cherbourg déclara que les délégués avaient le devoir de prendre des responsabilités au nom des organisations au risque d'être désapprouvés.

Un autre délégué objecta aussi que l'indemnité accordée par le ministère de la Marine aux représentants des ouvriers dans ces commissions serait pour ces représentants une cause de faiblesse, qu'il vaudrait bien mieux que ces fonctions fussent rétribuées par les syndicats. Le délégué, qui avait été

'instigateur de la discussion, n'accepta pas cette dernière objection et montra que l'indemnité dans ce cas n'était que la rétribution d'un service rendu, d'un travail fourni et n'avait rien par conséquent de déshonorant pour ceux qui la recevraient. Aucune décision ne fut prise.

Ce fut seulement le lendemain 7 juillet que le Congrès se prononça en faveur de la création des Commissions mixtes du travail.

Le 8 juillet, une délégation fut reçue par le ministre. Les délégués lui présentèrent, comme chaque année, la question des retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins.

Les délégués rappelèrent au ministre la promesse qu'il leur avait faite, que, si cette réforme ne demandait pas une somme supérieure à 400.000 francs, il obtiendrait la réalisation le plus rapidement possible. Le ministre de la Marine répondit qu'il se souvenait très bien de sa promesse, qu'une loi était en préparation par les soins de la Commission interministérielle et que cette commission avait pour but l'étude des questions de retraites et retraites proportionnelles applicables à tous les travailleurs de l'Etat, qu'en ce qui concernait la retraite proportionnelle des veuves, la nouvelle loi en préparation l'empêchait de souscrire immédiatement aux demandes des congressistes. Le ministre demanda aux congressistes s'ils connaissaient les travaux de la commis-

sion. Sur leur réponse négative, il leur déclara être dans l'impossibilité de leur donner le travail qui avait été fait à ce sujet. Cependant, sur l'insistance des délégués, il leur donna lecture de diverses résolutions prises par la commission qui semblaient en rapport avec la situation actuelle des ouvriers des arsenaux : la retraite des travailleurs de l'Etat serait assurée au moyen de retenues faites sur les salaires (4 0/0) avec versement d'une valeur égale fait par l'Etat ; le droit à la retraite serait fixé à cinquante-cinq ou soixante ans, suivant le cas, sans fixation d'un minimum ou d'un maximum ; seraient aussi compris dans ce projet, les retraites proportionnelles à accorder aux veuves et aux ouvriers après quinze ans de service, défaction faite des années de service militaire ; pour les orphelins la retraite serait réversible, mais jusqu'à l'âge de seize ans seulement.

Les congressistes reprirent aussi la vieille question du minimum de salaire à 4 francs. Le ministre les engagea à différer cette question trop prématurée. Il reconnut en effet que les salaires inférieurs étaient minimes, mais il soutint que ce n'était pas une raison de leur sacrifier les crédits destinés à réaliser l'unification des salaires prévus par le décret du 13 juin 1907. Il fit en outre observer aux congressistes qu'il avait fait tous ses efforts pour augmenter les salaires des ouvriers et que ceux-ci ne s'y prêtaient guère en refusant de travailler à la tâche ou suivant

un autre mode de travail leur permettant d'élever leur salaire actuel ; il engagea les représentants des ouvriers à rechercher avec lui un mode quelconque, qui, sans inciter les ouvriers à un surmenage, leur garantirait cependant un salaire plus élevé, ce qui serait un stimulant. Les congressistes se déclarèrent hostiles à tout travail à la tâche qui, monopolisant les moyens de produire, ne peut que favoriser une catégorie d'ouvriers, et demandèrent que le gouvernement accomplisse son devoir républicain en permettant à tout ouvrier de gagner son pain en travaillant d'une manière raisonnable. Une longue discussion s'engagea entre les congressistes et le ministre qui resta inébranlable sur cette question.

Le 8 juillet, le Congrès adopta un certain nombre de propositions : 1° une proposition tendant à ce que les commissions d'avancement fussent composées de 7 membres, dont 4-chefs ouvriers ou ouvriers élus au scrutin secret par le personnel ouvrier des ateliers ; 2° une proposition demandant que les commissions ne fissent que le nombre de propositions de chefs-ouvriers strictement indiqué dans le décret, c'est-à-dire du double de vacances existant au moment de la réunion des commissions. On proposa aussi de rappeler au ministre qu'il devait prendre de préférence les orphelins, les fils de veuves et d'ouvriers les plus nécessiteux. Cette proposition fut appuyée à condition de laisser le choix aux organi-

sations et de se baser sur les renseignements fournis par ces mêmes organisations. Le délégué du port de Cherbourg fit remarquer que, si son organisation demandait à fournir des renseignements, ce n'était pas pour qu'elle fût obligée de fournir une fiche pour chaque individualité, mais simplement pour empêcher que des jeunes gens pouvant apprendre leur métier ailleurs prissent la place de ceux qui n'en avaient pas les moyens. Enfin, après une longue discussion, la proposition fut adoptée, il fut aussi adopté que les délégués assistassent aux commissions d'admission des apprentis et eussent voix consultative.

Le 9 juillet les congressistes furent reçus par la Commission de Prévoyance sociale à la Chambre des députés. Le secrétaire de l'Union fédérale des travailleurs de l'Etat présent à l'entrevue expliqua qu'avec l'application de la loi de 1898, les ouvriers des arsenaux maritimes craignaient de perdre les avantages du système actuel. M. Guieyesse demanda à la délégation d'accepter dans le projet le droit d'option pour les lois et règlements en vigueur qui régissent les ouvriers des arsenaux maritimes et la loi de 1898, qui, à son avis, donnait des avantages dans bien des cas. Le secrétaire de l'Union Fédérale des travailleurs de l'Etat fit observer que la question avait été très sérieusement étudiée par les organisations des arsenaux, et qu'il valait mieux s'en tenir au *statu quo*. Le délégué de Toulon entra dans les détails du

projet de loi et fit la comparaison par rapport à l'indemnité journalière en cas de blessures qui était donnée actuellement et celle qui serait donnée avec la loi de 1898, ce qui amena un membre de la Commission de Prévoyance sociale à reconnaître les justes observations présentées. M. Guieysse, président de la commission, fit remarquer que le projet avait été étudié au point de vue général, et qu'il était entendu que le droit d'option n'entraînait en jeu que pour les incapacités permanentes et que les ouvriers profiteraient toujours des mêmes avantages tant au point de vue de l'hospitalisation que de l'indemnité journalière. Il déclara aussi que la loi n'aurait pas d'effet rétroactif et que les ouvriers seraient toujours libres de choisir entre l'ancien et le nouveau projet de loi. Un des délégués montra le rapport du laboratoire central, qui semblait avoir fait pression sur les membres de la commission favorables au droit d'option applicable à tous les accidents de travail. M. Guieysse expliqua la situation qui pouvait être faite à des ouvriers blessés légèrement, ouvriers qu'aucun règlement n'obligeait l'Etat à conserver dans les arsenaux maritimes, ce qui ne fit que fortifier les congressistes dans leur manière de voir. Le rapport du Syndicat de Cherbourg fut discuté, et il fut établi que la crainte des organisations était de voir deux réglementations sur les accidents de travail dans une même administration. Un des délégués fit observer

que ce droit d'option que l'on présentait comme une garantie pour les ouvriers de la marine constituait un réel danger, car, actuellement, les renvois d'ouvriers légèrement blessés, et cités par M. Guieysse, n'étaient qu'une exception, tandis qu'avec l'extension de la loi de 1898 et du droit d'option, ces renvois deviendraient la règle générale, le droit d'option devenant le prétexte sur lequel l'Etat pourrait s'appuyer pour obliger les ouvriers légèrement blessés à choisir entre le renvoi et l'option. Après de nouvelles explications, les membres de la commission assurèrent aux délégués en terminant que, s'ils acceptaient l'extension de la loi de 1898, on tâcherait d'introduire dans la loi un texte conservant les droits antérieurs des ouvriers de la marine et le président invita les congressistes à faire parvenir à la commission un rapport établissant les objections et observations qu'ils avaient à faire sur chacun des points de la loi de 1898.

Le 10 juillet, furent discutées et adoptées plusieurs résolutions. On proposa de demander au ministre la communication directe de toutes les circulaires concernant les établissements de la marine, cette proposition fut adoptée à l'unanimité. On passa à la discussion d'une proposition invitant les chefs d'ateliers à reconnaître les délégués des syndicats dans l'accomplissement de leurs fonctions, cette proposition fut également adoptée sans discussion. Vint en-

suite la question de l'hospitalisation et du salaire de maladie pour les ouvriers de la régie directe malades. Un délégué expliqua de nouveau la question de l'immatriculation, afin que toute confusion fût évitée ; il dit que l'hospitalisation et le salaire de maladie étaient deux revendications subordonnées au refus d'immatriculation. Lecture fut donnée des revendications des ouvriers en régie du port de Lorient. Il fut également demandé que l'on traita sur le même pied les ouvriers en régie et les ouvriers immatriculés sur la question relative à la circulaire d'avril 1908 prescrivant le renvoi de tout ouvrier ayant subi une condamnation, les délégués furent d'accord pour en demander l'abrogation.

Le lendemain, 10 juillet, le Congrès s'occupa du cas des jeunes gens refusés à la visite médicale et congédiés au moment de passer ouvriers. Plusieurs délégués demandèrent que l'on insistât auprès du ministre pour obtenir que ces jeunes gens fussent réintégrés dans les arsenaux maritimes quand ils auraient accompli le service militaire. A l'appui de cette proposition, le délégué de Toulon fit remarquer qu'il existait des règlements dans les arsenaux qui reconnaissaient que des jeunes gens pouvaient être bons pour faire des ouvriers et non des soldats, et que cette circulaire constituait un danger. Un autre délégué cita le cas d'un ouvrier du port de Brest, refusé comme ayant la vue faible, et qui avait obtenu au

régiment le 1^{er} prix de tir ; libéré du service, il fut refusé par le médecin du port, comme ayant la vue faible.

Le 10 juillet, les congressistes furent reçus à la Commission du Budget par M. Chaumet, rapporteur de la Commission du Budget. M. Guieysse, député de Lorient, présenta les congressistes et exposa la situation dérisoire des salaires des ouvriers des arsenaux. Le délégué de la régie directe exposa les revendications des ouvriers de cette catégorie et montra l'illlogisme de leur situation. Les délégués citèrent quelques résultats donnés par le travail à la tâche. Ils soutinrent qu'il ne fallait point faire retomber la responsabilité des malfaçons sur les ouvriers puisqu'on les excitait à produire vite et beaucoup ; qu'il n'y avait pas que les ouvriers de responsables, qu'il y avait aussi les chefs incapables de prévoir et d'empêcher les malfaçons. D'après eux, le travail à la tâche ne donnerait que des résultats déplorables : le pays demande que les ouvriers fabriquent des navires capables de tenir la mer et des obus n'éclatant pas à la face des canonnières, or, c'est ce que le travail à la tâche ne peut assurer. Enfin les congressistes demandaient au rapporteur de la Commission du Budget si les veuves ne pouvaient rien espérer de l'Etat républicain. M. Chaumet promit aux délégués tout son appui auprès de ses collègues de la Commission du budget, mais il engagea vivement les

délégués à accepter le travail à la tâche, ce à quoi les congressistes se refusèrent à nouveau.

A la première séance du 11 juillet, il fut proposé que la Fédération pourrait s'adresser à la Confédération Générale du Travail pour les tournées de conférences. Un des délégués tout en se déclarant favorable aux idées de C. G. T. fit remarquer que les camarades de la C. G. T. n'étaient pas au courant des questions administratives des ports et ne pourraient faire que de la propagande syndicaliste générale. Il lui fut répondu que la C. G. T. se mettait toujours à la portée des organisations visitées et qu'elle tenait toujours compte de la mentalité des ouvriers. A défaut de conférenciers choisis parmi les ouvriers des ports, il fut convenu qu'on s'adresserait à la C. G. T. Un tableau des conférences de la Fédération serait dressé pour effectuer des tournées de conférences, avec mandat déterminé des questions à traiter, telles que les revendications particulières aux ouvriers des arsenaux, action syndicaliste en général, et ce en conformité des Congrès. Au cas où les ouvriers des ports n'obtiendraient pas la permission nécessaire pour les conférences, la Fédération s'adresserait à la Confédération ou à l'Union fédérative et les frais de propagande seraient supportés au prorata des membres des organisations visitées.

A la deuxième séance du 11 juillet, le secrétaire général de l'Union fédérative exposa la situation de

certains ouvriers de la guerre qui, élus au conseil de prud'hommes, avaient vu leur élection cassée. On convint qu'une protestation devait être élevée.

L'ordre du jour suivant fut adopté : « Les ouvriers de la marine de l'Etat, réunis en Congrès le 10 juillet 1908 à la Bourse du Travail de Paris, après avoir entendu les explications des délégués, sur les récents arrêts du conseil de préfecture de Châtellerault et de la cour d'appel de Toulouse, annulant l'élection au conseil de prud'hommes des ouvriers Joubert et Valette, ouvriers des arsenaux de terre, sous prétexte que leur qualité de travailleurs de l'Etat leur interdit d'intervenir dans les différends et les conflits qui s'élèvent entre les ouvriers et les patrons de l'industrie privée, protestent contre cette décision qui n'est nullement fondée en droit et émettent le vœu qu'un texte de loi, clair et précis, vienne le plus tôt possible permettre aux travailleurs de l'Etat d'être électeurs et éligibles au conseil de prud'hommes.

A cette même séance, la question se posa de savoir quelle attitude il conviendrait de prendre si aucune satisfaction n'était accordée au sujet des revendications.

Le délégué du port de Toulon demanda s'il n'y aurait pas lieu d'organiser des réunions pour les faire aboutir. Le secrétaire de l'Union fédérative

des Travailleurs de l'Etat, déclara que son concours était tout acquis aux travailleurs de la Marine.

La discussion sur cette question prit fin sur cette déclaration.

Après les deux séances du 11 juillet, les délégués furent reçus une dernière fois par le ministre de la Marine. Le secrétaire général de la Fédération prit la parole et exposa les revendications élaborées au Congrès.

Ces revendications étaient les suivantes :

1° Création de commissions permanentes dans lesquelles les ouvriers seraient représentés par les délégués de chaque organisation syndicale, munis d'un mandat nettement déterminé et dans lesquelles ils n'auraient que voix consultative dans la discussion des questions concernant les ouvriers ; 2° création d'un tableau d'avancement où seraient inscrites toutes les propositions faites par la commission d'avancement pour le grade de chef-ouvrier, les nominations étant faites dans l'ordre des inscriptions ; 3° augmentation du pourcentage des chefs-ouvriers ; 4° titularisation des ouvriers de Régie directe des services de la marine, réserve des emplois d'ouvrières de la marine aux veuves et aux orphelines des ouvriers de la marine, décédés avant vingt-cinq ans de service, assurance que les droits acquis des ouvrières de la marine ne seraient plus compromis du fait d'un mariage contracté au cours

de leur service ; 5° augmentation du salaire des aides-ouvriers, ou suppression de la 2° classe ; 6° composition des commission d'avancement : un ingénieur ou chef de service, le chef d'atelier, le surveillant technique et quatre chefs ouvriers, ou ouvriers élus au scrutin secret par le personnel de l'atelier ; 7° réduction du temps d'ancienneté dans chaque classe à cinq ans ; 8° paiement de l'indemnité de 4 francs aux ouvriers travaillant à Paris sans distinction des dimanches, jours fériés ou d'absence, avec effet à partir du 1^{er} janvier 1909 ; 9° admissions des apprentis faites de préférence *a)* parmi les orphelins, *b)* parmi les fils de veuves, *c)* parmi les fils de familles nombreuses ; 10° suppression de la 3° classe des apprentis ; 11° tarif de chauffe établi conformément aux règles suivantes : toutes les heures passées à bord au contact des machines en pression et dans les cas prévus au tarif d'essai actuellement en vigueur, seront payées au tarif des essais de la quatrième catégorie, soit 18 fr. 50 d'allocation supplémentaire ; toutes les heures supplémentaires passées à bord, en dehors des heures de quart seront payées en raison de 0 fr. 50 l'heure, tarif unique ; exception faite pour les chefs-ouvriers qui ont des indemnités supérieures ; pour les essais à outrance, l'allocation de 2 fr. 50 par période de deux heures sera portée à 5 francs ; en cas d'accident entraînant incapacité de travail, il sera alloué à l'ouvrier une retraite de surveillant

technique ; en cas de décès la veuve et les orphelins auront une pension égale à celle de la veuve d'un surveillant technique ; 12° accomplissement des travaux de balayage en dehors des heures de travail et par roulement des ouvriers manœuvres ; 13° le salaire de maladie payé sans limite de temps ; 14° attribution de 0 fr. 10 par jour et par enfant aux ouvriers chargés de famille ; 15° autorisation pour les délégués des syndicats d'exercer la mission qui leur est confiée auprès des chefs d'ateliers de la même façon qu'auprès des pouvoirs publics ; 16° hospitalisation et salaires de maladie pour les ouvriers en régie directe ; 17° abrogation de la loi de 1905 en ce qui concerne les délits d'opinion ; 18° indemnité de logement pour les ouvriers de Sidi Abdallah de 300 francs et le service médical gratuit pour leur famille ; 19° assimilation des gardiens de bureaux aux ouvriers ; 20° application du décret du 28 juillet 1903 sur les indemnités de route, de repas et journalières aux ouvriers envoyés en mission, ou détachés provisoirement.

Chaque organisation remit, en outre, au ministre les revendications concernant son groupement.

Le ministre promit d'examiner de très près toutes les questions.

Les congressistes se réunirent le lendemain dans une dernière entrevue pour échanger leurs impres-

sions, et une collecte fut faite en faveur des grévistes de Draveil-Vigneux.

X^e Congrès. — Le X^e Congrès fut tenu à Paris les 31 mai, 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6 juin 1909.

Ce Congrès, comme celui de 1908, fut moins important que les précédents. Le décret du 13 juin 1907 était depuis trop peu de temps en application pour permettre aux nouvelles revendications de se faire déjà jour.

A ce Congrès fut discuté la question de savoir si la Fédération devait adhérer au Comité de Défense du Droit syndical créé quelques années auparavant pour la revendication de ce droit en faveur des fonctionnaires publics et employés de l'Etat, des départements et des communes.

Le délégué du port de Toulon indiqua que ce n'étaient pas les organisations adhérentes à l'Union fédérative, qui devraient adhérer au Comité de défense du droit syndical, mais plutôt ce comité qui devrait adhérer à l'Union fédérative. En conséquence, il proposa de porter à nouveau cette question au Congrès des travailleurs de l'Etat. Après discussion, l'ordre du jour suivant fut adopté : « La Fédération de la marine donnera son appui moral de tous les instants au droit syndical. »

Les congressistes accompagnés par les députés des ports, M. Roblin, député rapporteur de la sous-Com-

mission de la marine et M. Armez sénateur, furent reçus par le ministre de la Marine le 4 juin.

Le secrétaire de la Fédération remit au ministre les rapports de la Fédération, sur les diverses questions adoptées au Congrès.

Il exposa la situation précaire faite aux veuves des ouvriers décédés après vingt ou vingt-quatre ans de service, il dit que ce serait un acte d'humanité de faire aboutir les retraites proportionnelles, qui ne coûteraient pas plus de 370.000 francs. Il rappela que les précédents ministres avaient fait des promesses, il traita ensuite la question des retraites à 750 francs au minimum. A toutes ces revendications le ministre répondit qu'il était tout disposé à tenir les promesses de ses prédécesseurs, mais qu'il n'était pas le maître, et engagea le congressiste à se rendre auprès du ministre des Finances.

Il fut ensuite parlé de la suppression de la cinquième classe des ouvriers de spécialités, des manœuvres, et de la réduction de l'ancienneté à cinq ans dans chaque classe. Le ministre demanda des rapports écrits sur ces questions.

On fit part aussi au ministre, de la question des aides-ouvriers, dont la moyenne de la journée a été réduite à 2 fr. 50, alors qu'elle était de 2 fr. 80 avant le décret. On demanda au ministre la suppression de la deuxième classe et le salaire unique de 3 francs. Le ministre parut surpris de cette diminution de

salaire, et demanda s'il trouverait cette question dans les rapports qui lui furent soumis ; il lui fut répondu affirmativement.

En ce qui concerne la période transitoire, les délégués demandèrent l'application stricte et l'unification des soldes en 1910. Le ministre dit que cette période se terminait en 1911, mais après explications des délégués, il admit la date du 1^{er} janvier 1910. Le ministre déclara ne pouvoir engager des crédits. Les délégués firent remarquer au ministre qu'il y avait eu promesse formelle de son prédécesseur pour l'application intégrale du décret. Le ministre demanda si le décret était contresigné par le ministre des Finances. Si oui, dit le ministre, je suis armé, si non, il faudra son avis.

Les délégués firent remarquer que l'unification des soldes était prévue sans dépenses. M. Guieyesse soutint que le décret devait avoir force de loi. M. Roblin dit qu'une promesse formelle ayant été faite, tenir cette promesse était une question de bonne foi. Le ministre répondit qu'il ferait son possible et soutiendrait les députés qui demanderaient les crédits.

Le délégué de la régie parla en faveur de la titularisation, il rappela que des ouvriers de spécialités, anciennement embauchés comme manœuvres, font actuellement leur travail de spécialité sans aucune satisfaction, il demanda les mêmes avantages que les immatriculés. Le ministre regretta de ne pou-

voir donner satisfaction aux ouvriers en régie, étant lié par deux votes de la Chambre, il reconnut qu'il était illogique d'avoir deux genres d'ouvriers dans un même établissement maritime. Le ministre admit le stage d'une ou deux années comme aux chemins de fer, et ensuite l'embauchage définitif si l'ouvrier est reconnu apte à rendre des services.

Le ministre déclara que l'augmentation du personnel ouvrier était nécessaire dans certaines spécialités, que du reste cette question serait posée lors de la discussion de la marine et que les députés qui demanderaient l'augmentation du personnel et des crédits le trouveraient avec eux pour les votes. Le ministre engagea de nouveau les délégués à avoir une entrevue avec le ministre des Finances. Il promit de payer les journées jusqu'au mercredi 9 juin, pour une délégation de cinq membres.

Les délégués entretinrent le ministre de la situation des gardiens de bureau et demandèrent leur assimilation aux ouvriers. Fut également traitée, la suppression de la fouille et la question de prix des mannes. Des rapports particuliers furent ensuite remis au ministre, concernant des questions locales.

A propos de l'organisation du travail, les délégués exposèrent les motifs du mauvais rendement dans les arsenaux maritimes et montrèrent que la responsabilité ne devait pas être attribuée aux ouvriers, ils citèrent des cas de malfaçons, de défaut d'approvi-

sionnement et d'outillage, et protestèrent contre l'accusation d'être des saboteurs. Le ministre répondit que personne ne croyait au sabotage des ouvriers de la marine et que ceux qui portaient ces accusations n'étaient pas écoutés. Le ministre fit connaître ses intentions sur l'essai d'un nouveau procédé de travaux à la tâche, avec compensation pour les ouvriers habiles, employés aux travaux délicats.

Les délégués demandèrent la création d'une commission mixte qui aiderait les directeurs des établissements maritimes à solutionner la question intéressant les ouvriers. Ils annoncèrent au ministre le prochain envoi d'un rapport écrit sur la question.

Le même jour, les congressistes eurent une entrevue avec la Commission du Budget. Les délégués furent présentés par MM. Ferrero et Roblin députés, auxquels vinrent se joindre M. Braud, Salis et Mulac députés. Les délégués exposèrent leurs arguments en faveur de l'application intégrale du décret du 13 juin 1907. Ils firent part à la Commission du Budget du découragement et de la démoralisation qui s'empareraient du personnel, si le gouvernement et la Chambre ne tenaient pas les promesses formelles, qui avaient déjà reçues un commencement d'exécution. M. Berteaux, président de la Commission du Budget, répondit qu'il ne pouvait admettre qu'un décret, comme celui du 13 juin 1907, portant la signature du Président de la République ne reçut pas

son application ; il s'engagea à demander au ministre de provoquer une ouverture de crédits supplémentaires, dans le cas où l'application du décret l'exigerait, ajoutant qu'il était impossible et qu'il ne pouvait admettre que les économies se fissent sur le salaire des ouvriers de la marine déjà insuffisamment payés. MM. Roblin et Salis soutinrent la même thèse et s'engagèrent au nom de la Commission à réclamer l'application du décret. Le délégué du personnel en régie directe exposa la situation du personnel en régie. Le président de la commission répondit que la question était très délicate en raison du vote de la Chambre invitant le ministre de la Marine à ne plus immatriculer le personnel, il convenait d'attendre la discussion des questions intéressant la marine, discussion au cours de laquelle le Parlement serait conduit à doter le personnel des ouvriers des arsenaux d'un régime unique.

Il se déclara hostile à la conservation dans les arsenaux d'agents en régie directe, et promit de faire des efforts afin de faire immatriculer ces agents dont la situation est des plus irrégulières. Rappelant alors les déclarations du ministre de la Marine, celles du président de la Commission du Budget, celles du rapporteur de la Commission de la Marine et enfin celles du groupe des députés des ports, la délégation fit cette déclaration, que, tout le monde étant d'accord, les ouvriers ne s'expliqueraient plus désormais

le retard apporté à la réalisation de la promesse faite et que déjà bien découragés, ils le seraient complètement si le gouvernement et la Chambre accomplissaient un acte si contraire à l'honnêteté et à la dignité d'un gouvernement républicain et commettaient un véritable abus de confiance. La délégation se retira emportant l'impression que les mesures à prendre en ce qui touchait la période transitoire, pivot du décret, seraient prises à son époque normale.

Le Congrès clôtura ses travaux le 6 juin, mais une délégation se rendit le 9 juin auprès du ministre des Finances. M. Guieysse présenta les délégués au ministre. Ceux-ci exposèrent qu'ayant été reçus quelques jours auparavant par le ministre de la Marine, celui-ci leur avait déclaré que les crédits dont il disposait le mettaient dans une situation difficile pour appliquer intégralement le décret du 13 juin 1907 (période transitoire), les délégués expliquèrent au ministre l'économie dudit décret et lui demandèrent de bien vouloir mettre à la disposition du ministre de la Marine la somme de 650.00 francs au maximum, somme nécessaire à l'application du décret pendant l'exercice 1910, terme fixé pour l'unification des salaires ; ils firent ressortir que des promesses écrites et signées du chef de l'Etat avaient été faites aux ouvriers des arsenaux et que le gouvernement de la République se devait à lui-même de les tenir ; les délégués déclarèrent en outre que la démarche

qu'ils faisaient leur avait été dictée par le ministre de la Marine, ils ajoutèrent qu'ils avaient également vu M. Berteaux, président de la Commission du Budget, qui leur avait donné l'assurance de son appui sur cette question qui ne pouvait subir aucun retard. Le ministre des Finances répondit qu'il ignorait en partie cette situation, mais que le décret du 13 juin 1907 ne portant pas sa signature se trouvait être presque illégal, que cependant il reconnaissait là une question de fait qui ne pouvait être niée, que les ouvriers des arsenaux n'ayant pas créé cette situation ne pouvaient être rendus responsables de cet état de choses, et qu'il promettait d'examiner les faits qui venaient de lui être exposés et cela d'une manière toute particulière. Les délégués remirent au ministre un mémoire sur la question qu'ils venaient de soumettre.

Un des délégués vint ensuite rappeler au ministre des Finances les promesses relatives faites de congés annuels pour les travailleurs de la marine disant que de tous ces travailleurs, ceux des Finances et de la Marine étaient seuls à ne pas bénéficier de cette réforme ; le ministre répondit qu'il était et restait partisan de cette revendication, qu'il avait étudié cette question très sérieusement, qu'il avait l'intention de la condenser en une loi qui pourrait recevoir son application en 1910.

Avant de se retirer, les délégués réitérèrent à nou-

veau la question de la période transitoire et prièrent le ministre de ne pas s'opposer à toute demande de crédit pour cet objet.

Revendications actuelles du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine. — Elles sont inscrites dans un rapport remis au ministre de la Marine lors du X^e Congrès de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine.

Ce rapport adressé au ministre de la Marine s'exprime ainsi :

Le X^e Congrès de la Marine a l'honneur de vous soumettre les revendications des Arsenaux et Etablissements de la Marine de l'Etat, qui, quoi qu'on en ait dit sur leur zèle et sur leurs aptitudes professionnelles, ont toujours été à leur devoir et accomplissent encore aujourd'hui la tâche qui leur incombe.

Ces modestes revendications sont considérées par les Travailleurs de la Marine, comme le remède indispensable et urgent pour amender, temporairement, le mal de misère dont ils souffrent et qui est occasionné par la cherté toujours croissante des moyens d'existence.

Dans un laps de temps de dix années, la cherté des moyens d'existence s'est accrue dans des proportions que les salaires n'ont pas suivi.

C'est en vertu de cette constatation que n'ont pu s'empêcher de faire les différents ministres qui se sont succédé

depuis ce laps de temps, lorsque la situation des ouvriers des Arsenaux a été portée à la tribune du Parlement. C'est en vertu de cette constatation qu'ils se sont efforcés dans la mesure des moyens dont ils disposaient, de palier à cet état de choses affligeant pour un gouvernement, dont les principes sont établis sur le droit au bien-être de la classe des humbles, par l'amélioration constante de leur sort. Mais bien peu de chose a pu être fait dans cet ordre d'idées.

A l'heure actuelle, la plus grande partie des actes de solidarité sociale est encore livrée aux hasards de la bienfaisance privée, rarement désintéressée.

Parmi ceux qui sont victimes de l'impuissance ou de la vénalité de l'Etat social, il convient de placer les veuves et les orphelins des ouvriers de la Marine qui, malgré les promesses formelles qui leur ont été faites et une pitié ostensiblement manifestée à leur égard, bien que leur situation dépende directement de l'Etat démocratique et protecteur des humbles, sont encore obligés d'avoir recours à la bienfaisance privée.

QUESTION DES RETRAITES

Retraite proportionnelle pour les veuves et pour les orphelins des ouvriers des Arsenaux décédés en activité après quinze ans de service.

Pendant vingt-quatre ans, un ouvrier de la Marine de l'Etat aura dépensé sa santé, sa compétence professionnelle à l'accomplissement de sa tâche ; s'il vient à mourir avant d'avoir parfait ses vingt-cinq ans de service, ne lui man-

qua-t-il qu'un jour (comme cela s'est produit), une réglementation impitoyable lui ravit tous ses droits de propriété sur la pension.

Ces droits sont cependant acquis et justifiés, puisque ce n'est qu'en prévision d'une pension de retraite, qu'il a accepté de ne gagner qu'un salaire infime et inférieur à celui servi aux ouvriers de profession similaire de l'industrie privée, travaillant pour le compte de l'Etat. C'est dans la quasi-certitude que sa veuve et ses orphelins hériteront d'une part d'un bien que son sacrifice aurait pu leur assurer, qu'il consent à la vie de misère qui lui est faite et qu'il fait partager à son épouse et à ses enfants.

S'il meurt avant d'avoir accompli ses vingt-cinq ans de service, son sacrifice aura été inutile. Sa veuve et ses orphelins seront jetés dans la plus noire indigence, et, de ce qui, par son droit de raison, de justice et d'humanité leur est dû, rien ne leur est donné.

Cependant, les dépenses exigées par cette réforme ne sont pas d'une importance telle, qu'elles doivent faire reculer le Parlement devant son application.

D'après les recherches auxquelles nous nous sommes livrés sur la mortalité des ouvriers des Arsenaux, nous n'avons pu obtenir des résultats à peu près certains que sur le nombre d'ouvriers décédés après vingt ans de service. Nous avons constaté 1.070 décès de cette catégorie dans une période de vingt ans.

La dépense exigée pour réaliser la réforme des retraites proportionnelles pour les veuves et les orphelins des ou-

ouvriers décédés après vingt ans de service, n'exigera pas un effort supérieur à 310.000 francs, lorsqu'elle aura atteint son plein effet, c'est-à-dire dans vingt ans.

La proportion des ouvriers qui meurent après quinze ans de service doit être excessivement moindre et ne doit pas exiger un effort bien considérable, au-dessus de celui réclamé au nom des veuves et des orphelins des ouvriers mourant après vingt ans de service, et le Parlement ne peut manquer de se rendre à l'appel d'un ministre qui l'invitera à amoindrir des misères dont il peut être comptable.

AUGMENTATION DES RETRAITES

Les agents techniques ont vu monter leur retraite de 800 à 1.300 francs. Cette augmentation était justifiée par la cherté toujours croissante des vivres, elle est donc juste et nous n'y trouvons rien à redire.

Mais les ouvriers les plus mal dotés sur le rapport des salaires et du bien-être et pour qui la cherté des vivres se montre plus dure, n'ont pas vu abonder leur pension d'ancienneté.

C'est pour cette raison que la Fédération de la Marine propose d'élever les retraites des ouvriers des Arsenaux à 1.100 francs pour les chefs-ouvriers et 1.000 francs pour les ouvriers.

Au cas d'un accident (perte d'un membre ou d'un œil) 1.200 francs.

Perte de deux membres ou perte totale de la vue, le maximum de la retraite abondé du 30 o/o.

Tous les services acquis par les ouvriers dans les diverses administrations de l'Etat, soient compris dans le décompte des années de service donnant droit à la pension de retraite.

Si les raisons budgétaires s'opposaient à la réalisation intégrale de cette réforme, la Fédération Nationale des Travailleurs réunis de la Marine offre un moyen transitoire qui pourra atténuer la dépense en améliorant la situation des ouvriers sur le rapport de la pension de retraite.

Ce moyen transitoire ne nécessitera qu'une dépense globale de 120.000 francs par an, soit ; 1.500.000 francs dans treize ans, époque où cette réforme atteindra son plein développement.

Cette réforme consiste dans la modification des tarifs prévus par les lois du 8 août 1883 et 2 juin 1896, dans la mesure suivante :

Article premier. — La pension minimum pour les chefs-ouvriers sera fixée après vingt-cinq ans de service et sans limite d'âge, à 875 francs, avec accroissement de 35 francs par année en plus jusqu'après trente ans de service. Après trente années, l'accroissement sera réduit à 20 francs, pour atteindre un maximum de pension de 1.250 francs après quarante ans de service.

La pension minimum pour tous les ouvriers sans distinction, sera fixée, après vingt-cinq ans de service et sans limite d'âge, à 750 francs, avec accroissement de 30 francs par année en plus jusqu'à trente ans de service. Au delà de

trente années, l'accroissement sera réduit à 20 francs, pour atteindre un maximum de 1.050 francs après quarante ans de service.

Art. 2. — Pour l'amputation d'un membre ou la perte d'un œil, la perte de l'usage de deux membres ou la perte totale de la vue, les ouvriers recevront le maximum de la pension prévue à l'article précédent conformément aux règlements en vigueur.

Les chiffres maximum seront établis conformément aux tarifs annexés aux lois du 3 août 1879, 9 août 1883 et 2 juin 1896, avec cette différence que la durée maximum des services est ramenée à quarante ans au lieu de quarante-cinq, ainsi qu'il est prescrit aux tarifs précités.

IMMATRICULATION DES OUVRIERS EN RÉGIE DIRECTE

Cette catégorie de Travailleurs de la Marine ne se distingue, du personnel ouvrier immatriculé, que par deux désavantages.

1° Ils ne sont pas hospitalisés dans les hôpitaux de la Marine et ne reçoivent aucun salaire de maladie, lorsqu'ils se trouvent atteints d'une blessure ou d'une maladie ne provenant ni ne se rapportant à l'exercice de leur profession ou d'un travail commandé ;

2° Ils ne concourent pas à l'obtention d'une pension de retraite.

Le mode d'avancement qui les régit est différent de celui des ouvriers immatriculés, en ce sens, qu'il n'est ni périodi-

que, ni général, et qu'il ne se fait que par la seule méthode de la capacité, c'est-à-dire de la préférence.

Sauf pour ces cas, les ouvriers de la Régie directe sont soumis à la discipline qui régit les ouvriers immatriculés et accomplissent de semblables besognes. Extérieurement rien ne les distingue des uns des autres.

Leurs salaires sont payés au moyen de crédits qui leur sont particuliers, mais qui sont inscrits dans le Budget général de la Marine, mais leur somme de production est confondue, sur les feuilles d'ouvrage, avec celle des ouvriers immatriculés.

C'est donc dire, que sur ce point, leur immatriculation pourrait être accomplie sans qu'il n'y parut rien et sans que le Budget eut à en souffrir.

En effet, l'immatriculation des ouvriers en Régie directe, n'entraînera, comme dépenses, que leur inscription au bénéfice du demi-salaire de maladie, en cas de blessure ou de maladie ne provenant pas du service, et l'attribution du droit à pension de retraite.

En portant au chiffre exagéré de 800, le nombre des ouvriers en Régie directe disséminés dans les arsenaux, la moyenne de leur salaire journalier étant évaluée à 3 fr. 60, à raison de vingt-cinq jours de travail par mois. En attribuant une moyenne de trente jours de maladie à chaque ouvrier par an, payés, au demi-salaire, soit 45 francs, pour cette seule question, la dépense nécessitée sera de $800 \times 45 : 36.000$ francs.

Leur inscription au Budget des retraites de la Marine, en tenant compte que le 10 o/o des ouvriers des arsenaux arri-

vent à la retraite, ne demandera pour les quatre-vingts ouvriers susceptibles d'arriver à l'âge de la retraite, qu'une augmentation de crédit de 48.000 francs, si la pension leur est payée au taux de 600 francs. Au taux de 750 francs, ainsi que nous le demandons, la dépense s'élèvera à 60.000 francs dans vingt-cinq ans.

La dépense totale imposée par l'immatriculation des ouvriers en régie directe sera de : $36.000 + 60.000 = 96.000$ fr.

Nos chiffres sont excessivement examinés, car, à l'heure actuelle, il a y plus de huit cents ouvriers en régie directe dans les arsenaux, mais cette réforme se doit d'autant plus que, par leur attitude et l'inobservation des règlements régissant l'admission des ouvriers en régie directe, la plupart des chefs de direction, notamment ceux du port de Toulon, ont involontairement contribué à faire espérer à cette catégorie d'ouvriers, une immatriculation prochaine que les différents ministres de la Marine n'ont jamais nettement désavouée, tant elle paraissait être devenue justifiée.

C'est de la certitude en la solidité de leur situation, involontairement entretenue par leurs chefs, que ces ouvriers ont supporté leur situation bâtarde et ont, pour la plupart d'entre eux, dédaigné les occasions qui leur ont été offertes de se créer une situation en dehors des arsenaux de la marine.

C'est l'administration supérieure de la Marine, elle-même, qui a créé une telle situation, elle se doit à elle-même de réparer son erreur.

RÉDUCTION DU TEMPS D'ANCIENNETÉ DANS CHAQUE CLASSE

Le décret du 13 juin 1907, fixe à sept ans la durée de l'ancienneté des deux classes inférieures, par la moyenne d'avancement annuel.

Il entoure cette limite d'ancienneté de considérations d'ordre budgétaire et de constitution d'effectifs par classe qui, une fois atteinte, ne devront jamais être dépassés ; ce qui rend cette limitation d'ancienneté bien illusoire.

La valeur de l'avancement octroyé par droit d'ancienneté est fixé à 0 fr. 50.

Avant le décret, il existait deux sortes d'avancements ; l'un à l'ancienneté limité à quatre ans, et l'autre au mérite.

L'avancement était réparti en un nombre au moins égal de 0 fr. 10 sur le personnel ouvrier permanent et stagiaire. L'avancement au mérite était réparti en un nombre au moins égal de 0 fr. 10 sur les personnels permanent et stagiaire.

Le nombre d'ouvriers stagiaires se trouvait régi par une limitation étroite du temps de stage imposé aux ouvriers nouvellement embauchés et par une limitation des admissions qui ne s'accomplissait qu'en faveur des anciens apprentis des arsenaux, revenant du service militaire, dans une proportion fort restreinte, eu égard aux admissions d'il y a dix ans.

Le maximum de la durée du stage était fixé à quatre ans, le minimum à dix-huit mois.

Ces considérations permettaient d'attribuer un avancement annuel moyen de 0 fr. 05 à la presque totalité des ouvriers permanents.

Ainsi jadis la presque totalité des ouvriers étaient en situation de contribuer à un avancement de 0 fr. 20 tous les quatre ans. Aujourd'hui, la durée de cet avancement est portée à sept ans dans les 5^e et 4^e classes et, par aggravation la durée de l'avancement est soumise à l'influence des moyennes d'avancement pour les 3^e, 2^e et 1^e classes.

Soit 0 fr. 50 en sept ans pour les uns, et, dix pour les autres.

Il est donc admis que la limitation du temps d'ancienneté n'est ni affirmative, ni catégorique, comme celle qui réglait l'avancement de jadis.

Ce sera toujours la presque totalité des ouvriers qui participeront à l'avancement moyen. Il n'y a donc rien de changé sur ce cas de généralité.

Jadis, la presque totalité des ouvriers permanents recevaient un avancement de 0 fr. 20, dans l'espace de quatre ans.

Rarement, ces deux avancements étaient donnés au même ouvrier au cours de la même année ; de telle sorte que les améliorations de salaires se poursuivaient d'une façon lente, mais continue. Ceci permettait aux ouvriers de gravir, à la suite du temps, tous les degrés de l'échelle des salaires.

C'est ainsi, d'ailleurs, que la plupart des ouvriers ont atteint les salaires de 4 francs et de 4 fr. 50, qui, autrefois, étaient les salaires supérieurs. Par la prolongation anormale

de la durée du temps d'ancienneté, ces ouvriers seront désormais privés de tout avancement, car il leur faudra attendre un délai de dix ans, pour prétendre à une amélioration de salaires. Or, la plupart de ces ouvriers ont plus de quinze ans de services. L'âge de la mise à la retraite les surprendra bien avant.

Donc, à l'avantage de jadis, on constate un accroissement de salaire minime mais presque ininterrompu. Aujourd'hui, par une attente prolongée indéfiniment, pour ne pas dire sans limite, le décret de juin 1907 promet une compensation de 0 fr. 15 pour chaque période angoissante d'attente, que créera l'interminable délai d'ancienneté. Ce qui semble accorder aux ouvriers une augmentation supplémentaire annuelle de 0 fr. 021, à leur salaire dans dix ans.

AUGMENTATION DU MINIMUM DES SALAIRES
PAR LA SUPPRESSION DE LA 5^e CLASSE

Le décret de juin 1907 a atteint la presque totalité des ouvriers dans leur situation acquise, en les rétrogradant dans leur classe, en les privant pendant une période de temps trop longue et même pour toute la durée du service qui leur reste à accomplir, de tout espoir à un avancement en solde.

Il n'est pas jusqu'aux aides-ouvriers, retournant du service militaire, qui ne soient victimes de l'erreur du décret.

Autrefois, aux jeunes ouvriers des arsenaux retournant du service militaire, il était attribué, selon la valeur des essais

accomplis, des salaires d'admission pouvant aller jusqu'à 4 fr. 50.

Aujourd'hui, ces jeunes gens ont obtenu, il est vrai, la propriété de leur titre d'ouvrier immatriculé, mais on les enferme dans le salaire de 3 fr. 50, dont l'insuffisance a été reconnue par tous.

Pour introduire un peu de justice en faveur des aides-ouvriers, il faudrait abolir ce salaire de la 5^e classe, qui ne peut assurer des moyens d'existence aux ouvriers, à quelque époque de leur vie qu'on le leur alloue et introduire tous les aides-ouvriers dans la 4^e classe, au salaire de 4 francs.

Le relèvement du minimum des salaires ne coûtera que par les dépenses exigées par le nombre d'aides-ouvriers admis depuis le début de la première période transitoire, car à la fin de celle-ci, la généralité des salaires des ouvriers existants sera portée au minimum à 4 francs.

On admet, chaque année, dans les arsenaux, environ 400 apprentis qui, à dix-huit ans, acquièrent, après un essai professionnel, le titre d'aides-ouvriers, à la solde de 2 fr. 50. En admettant que 300 de ces apprentis réintègrent les arsenaux au retour du service militaire, la dépense que, à leur égard, exigera le relèvement du minimum des salaires à 4 francs, sera en 1909, de 135.000 francs.

On ne peut donc considérer le délai du temps de l'ancienneté du décret de juin 1907, comme une amélioration apportée à la situation pécuniaire des ouvriers des arsenaux puisque, au contraire, elle l'aggrave et rend impossible l'accession

aux salaires supérieurs, même aux ouvriers qui ont des salaires qui étaient les salaires supérieurs de leur époque.

Jadis, tous les ouvriers de la 1^{re} classe concouraient à l'obtention du grade de chef-ouvrier, mais les salaires de 4 francs et de 4 fr. 50, qui étaient compris dans la 1^{re} classe ont, pour les besoins de l'unification des salaires, été rétrogradés dans les 4^e et 5^e classes actuellement, entraînant les ouvriers dans leur régression.

A l'expiration de la première période transitoire, au cours de laquelle ces ouvriers conserveront leurs anciens privilèges, ils seront totalement dépossédés du titre moral de candidat chef-ouvrier et descendront au rang de la classe où leurs salaires les a placés. Tout moyen de conquérir le grade auquel ils avaient le droit d'aspirer, leur sera retiré, parce que pour gravir les deux classes qui les séparent des salaires de 5 francs, il leur faudra attendre un laps de temps qui ne sera jamais moindre à quinze ans, et qu'avant d'avoir atteint ce délai, ils auront dépassé l'âge de la mise à la retraite.

Pour le jeu de l'unification des soldes, on doit, au cours de la première période transitoire, abonder, par le moyen de primes supplémentaires jointes à la prime d'ancienneté à laquelle tous les ouvriers ont droit tous les quatre ans, les salaires de toute la différence qui les sépare du salaire de la classe dans laquelle ils doivent entrer, cette différence va de 0,10, à 0,40 en sus de la prime à l'ancienneté.

Par le jeu d'unification des soldes, la moitié, au moins des ouvriers, reçoit une compensation préalable au préjudice

que la durée d'ancienneté va lui causer par la suite, sans qu'on puisse affirmer que cette compensation est proportionnée au préjudice.

Enfin, le long délai du temps d'ancienneté sera cause d'une sensible diminution de la moyenne des salaires, et de l'accroissement de la pauvreté des ouvriers des arsenaux, car les avancements ne suivront pas d'une façon proportionnelle, l'accroissement des charges de famille qui atteignent, au cours de leur vie, les ouvriers auxquels les fonctions sédentaires ont permis de se créer un foyer, une famille.

Pour atteindre au salaire de 5 francs, il faudra vingt ans d'ancienneté à un ouvrier et, sauf de rares exceptions, à cette époque de leur vie, ils seront en instance de retraite.

On peut donc considérer que le maximum réel des salaires sera celui de 5 francs. Cette moyenne va être davantage avilie par le départ de tous les vieux ouvriers qui auront pu, avant leur mise à la retraite, voir les jeunes ouvriers améliorer leurs salaires par le moyen du délai d'ancienneté, mis en vigueur par le décret de juin 1907.

Sous le Gouvernement de la République, toute réforme a pour mission d'améliorer la situation de ceux qu'elle touche. Il est nécessaire que la durée du temps d'ancienneté, soit diminuée pour que le décret de juin 1907, obtienne à cet égard, le caractère d'une réforme.

La réduction à cinq ans, de la durée du temps d'ancienneté dans toute les classes, est seule susceptible de lui donner ce caractère.

CLASSIFICATION DES OUVRIERS MANŒUVRES

Dans le décret de juin 1907, les ouvriers de spécialités sont divisés en cinq classes.

Les ouvriers manœuvriers ne sont divisés qu'en quatre classes.

La durée du temps d'ancienneté est, en quelque sorte, limitée pour les ouvriers de spécialité.

Sauf pour ceux de la 4^e classe, la durée du temps d'ancienneté n'est pas limitée pour les ouvriers manœuvriers.

A la fin de la première période transitoire, il n'y aura plus dans les arsenaux aucun ouvrier manœuvre de 4^e classe, à cause de la suspension des embauches pratiquées depuis quelques années, ce qui rend inutile la limitation généreuse accordée aux ouvriers manœuvriers de la 4^e classe.

Si la durée du temps d'ancienneté aggrave la situation des ouvriers de spécialité, elle aggrave davantage celle des ouvriers manœuvriers.

Avant l'application du décret de réorganisation, on comptait de nombreux ouvriers manœuvriers ayant acquis, par leur ancienneté de services, des salaires de 3 fr. 50 à 3 fr. 80, or, ainsi que nous l'avons dit, au cours de la première période transitoire, la presque totalité des salaires sera portée à 4 francs, mais plus de la moitié des ouvriers n'aura eu à recevoir que 0 fr. 10 ou 0 fr. 20 d'avancement pour être portés au salaire de leur classe.

L'illimitation de la durée du temps d'ancienneté les éter-

nisera donc, par la suite, dans cette situation jusqu'à leur mise à la retraite et ces ouvriers auront subi le plus grave préjudice, d'une réforme qui était cependant destinée à améliorer leur situation et qui les prive brutalement et pour jamais de tout avancement.

Le seul moyen rationnel d'améliorer la situation des ouvriers manœuvriers, c'est de les considérer de la même façon que les ouvriers de spécialité et de fixer à cinq ans la durée du temps d'ancienneté dans chaque classe.

Ce sera le vrai moyen de leur faciliter l'ascension vers les salaires supérieurs ce qui leur permettra de vivre comme des êtres humains.

CONGÉ ANNUEL DE QUINZE JOURS A SOLDE ENTIÈRE

Les porsounels de la plupart des administrations de l'Etat bénéficient, chaque année, d'une période de congé qui leur est fort utile pour retremper les nerfs trop tendus par l'attention soutenue qu'exige l'exercice constant de la fonction des employés.

Ces quelques jours de repos ne constituent pas une perte pour l'Etat, car il récupère, au retour de congé de chaque employé, dans la somme d'énergie qu'il a réacquise, la perte de production occasionnée par chaque période de vacances.

L'Etat pense, avec raison, que cette mesure d'humanité, envers son personnel administratif, est susceptible de stimuler son zèle et il ne croit pas payer trop cher ces jours de

paresse obligatoire qu'il considère comme équivalents, en quelque sorte.

Mais, il semble, aussi, que l'on a établi comme un principe intangible, qu'il n'y a que les personnels manuels qui n'ont jamais besoin de repos, quoique les ouvriers de l'Etat usent, plus considérablement, chaque jour, leur énergie et leur santé, au contact de tous les dangers professionnels et de toutes les impuretés qui souillent l'atmosphère des ateliers, par l'action violente du geste professionnel et par une somme d'efforts intellectuels qu'ils doivent aussi porter dans l'élaboration de leur travail.

La Morale Républicaine, établie sur la souveraineté du peuple, semble, en ce qui concerne la question des périodes de repos obligatoire et rétribué, vouloir en écarter systématiquement la fraction la plus importante de ce peuple et la non moins utile et la non moins intéressante et la plus mal servie dans la répartition des bénéfices sociaux.

On ne consent à lui accorder un repos réparateur qu'à la condition qu'elle se l'octroie avec ses propres ressources et l'on sait combien sont précaires les ressources d'un budget ouvrier qui, généralement se résolvent par un déficit.

En vertu de ces considérations que la somme d'efforts apportés par toutes les catégories de travailleurs est équivalente, dans leur coopération à la prospérité nationale, l'Etat se doit d'accorder à ses employés manuels le repos annuel et payé de quinze jours que le Congrès de la Marine lui demande pour les ouvriers des arsenaux.

PRIMES SUPPLÉMENTAIRES

Augmentation du nombre des primes supplémentaires pour assurer l'achèvement de la période transitoire en 1910

Dans l'exposé de son décret de juin 1907, adressé à M. le Président de la République, M. Thomson, le précédent Ministre de la Marine, a déclaré que l'unification des soldes qui nécessitait un avancement moyen de 0 fr. 30 par ouvrier pouvait être accompli en quatre ans, sans faire entrer dans ces prévisions des considérations d'ordre budgétaire qui lui assurassent un complément nécessaire de crédits, aux crédits mis à sa disposition.

M. le Président de la République approuva les déclarations de M. Thomson, en les contresignant sans réserve.

La signature de M. le Président de la République et la parole de M. Thomson, le précédent ministre, se sont donc engagés, d'une manière formelle, à réaliser une réforme en faveur des ouvriers des arsenaux, dans un délai nettement déterminé.

Nous avons eu plusieurs fois l'honneur de discuter cette question de la première période transitoire, tant sur sa durée que sur ses prescriptions concernant toutes les sortes de modifications qu'elle allait introduire dans la situation des personnels ouvriers. Sur presque toutes, M. Thomson accepta de nous donner satisfaction, en ajoutant des pres-

criptions complémentaires, visant les cas signalés par nous, aux prescriptions d'origine du décret de juin 1907.

Jamais M. Thomson ne nous dissuada dans nos certitudes sur la durée de la période transitoire, ni au cours des entrevues qu'il daigna nous accorder, ni publiquement, sous la forme ordinaire des circulaires, adoptées pour la promulgation des prescriptions complémentaires.

M. Thomson a fait plus encore, quand, en 1908, nous lui signalâmes que, si le nombre des primes supplémentaires n'était pas augmenté, l'unification des soldes ne pourrait être achevée dans les quatre années fixées pour l'accomplissement de la première période transitoire.

M. Thomson n'hésita pas à augmenter le nombre de ces primes, afin de faire honneur à la haute personnalité qui avait contresigné son décret, et aussi à sa propre signature.

Aujourd'hui, sous une raison que l'on a jamais songé à nous opposer, sur cette question de pure loyauté, on semble envisager la probabilité d'une prolongation de la première période transitoire. Ces probabilités ont aussi été envisagées par M. Thomson, puisque le projet de la Fédération de la Marine donnait le compte des dépenses que nécessiterait la réalisation de l'unification des soldes en cinq ans, c'est donc en pleine connaissance de cause que M. Thomson a, dans son exposé, affirmé à M. le Président de la République, que la première période transitoire était réalisable en quatre ans, tout en restant muet sur la suffisance des moyens pécuniaires nécessaires à cette réalisation.

Nous ne croyons pas que l'on veuille laisser supposer,

aujourd'hui, que le précédent ministre de la Marine n'a pas agi dans la circonstance, avec la bonne foi que l'on est en droit d'attendre de la part d'un membre du gouvernement et que M. Thomson a surpris la bonne foi de M. le Président de la République, afin de mieux tromper les ouvriers ? Nous sommes absolument convaincus que cela n'est pas et, quelle que soit la raison alléguée, pour prolonger la première période transitoire, cette raison sera abandonnée car, pour répondre des affirmations antérieures, il reste la raison supérieure de la solidarité ministérielle, qui est la sauvegarde des principes de loyauté et de probité gouvernementales.

Nous avons précédemment démontré que le décret de réorganisation de 1907, pavé de bonnes intentions à l'égard des ouvriers des arsenaux, avait par l'excessive lenteur de ses avancements été préjudiciable à presque tous les ouvriers et que même, par la suite, il serait un moyen d'avilir la moyenne des salaires, modifiant la situation des ouvriers à rebours des progrès constants des difficultés de la vie.

Par la prolongation non prévue de la première période transitoire, le préjudice des ouvriers va être aggravé, parce que si les raisons budgétaires ne permettaient pas d'accomplir la partie la moins coûteuse du décret, que doit-on redouter des autres ?

D'autre part, afin de réparer le préjudice le plus qu'il se peut constater dans cette réorganisation qu'il réglementait, le décret de juin 1907 accordait, au cours de la première période transitoire, aux ouvriers embauchés dans les arse-

naux à une époque où les salaires étaient exagérément infimes, et qui en 1906 n'avaient pas encore atteint le salaire de 3 fr. 50 un abonnement d'ancienneté de trois ans et demi.

Cette bienveillante mesure portait ces ouvriers les premiers sur la liste d'ancienneté des classes et leur aurait permis, en 1911, d'entrer dans la classe des salaires de 4 francs offerte à eux comme la juste compensation des oublis dont ils avaient été victimes.

Si, malgré toutes nos raisons, la prolongation de la première période était décidée, ce serait un préjudice de plus à l'actif de la responsabilité ministérielle, et les ouvriers seraient autorisés à dire que sous l'impulsion d'une parole ministérielle, donnée à la légère, les ouvriers se sont laissés appliquer, avec trop de confiance, une réforme du gouvernement de la République qui n'est qu'une aggravation de leur situation, chose dont aucun régime n'a encore voulu donner l'exemple.

COMMISSION MIXTE CONSULTATIVE PERMANENTE

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent rapport que vous nous avez demandé pendant l'entretien que vous avez bien voulu accorder aux congressistes des ouvriers de la Marine, et concernant la formation d'une Commission mixte consultative permanente pour l'étude de toutes les questions intéressant le personnel des ouvriers de la Marine, composée de membres administratifs et ouvriers.

Une Commission semblable existe pour le personnel ouvrier de la guerre et donne satisfaction aussi bien à l'Etat qu'aux ouvriers.

Pour les mêmes raisons qui ont conduit à la formation d'une Commission mixte au Département de la Guerre, (*Journal officiel* du 30 août 1908), les ouvriers sont en droit de demander une Commission semblable où ils pourraient apporter le poids de leur expérience pratique du travail et des règlements qui leur sont appliqués.

Ainsi que s'exprime M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, dans sa circulaire du 29 août 1908 (*Journal officiel* du 30 août 1908), les solutions de tous les questions ouvrières doivent être étudiées avec le plus grand soin, non seulement au point de vue des intérêts de l'Etat, mais en tenant compte aussi des intérêts du personnel ouvrier qui collabore à l'œuvre commune.

A l'heure actuelle, s'il se produit une réclamation ou une contestation sur un règlement ou une application de règlement, cette réclamation est examinée et la solution proposée par le service qui est l'auteur de la chose contestée. Il est donc à prévoir, dans ce cas, tout en ne suspectant aucunement sa bonne foi, qui reste hors de cause, que celui-ci ne pourra se donner tort, et qu'il persistera dans sa manière de voir ; car chacun examine les choses et les idées d'un point de vue particulier et juge d'une façon différente les actes de la vie.

Présentement, en ce qui concerne les règlements des ouvriers de la Marine, la pensée du Ministre est bien sou-

vent déformée, même sans esprit de parti pris, par suite de la route compliquée qu'elle est obligée de suivre pour arriver jusqu'aux intéressés. La plus louable intention peut ainsi soulever des récriminations, par suite de l'application la plus variée, et partant la plus contestable, qui en est faite.

Les Directions, Ports et Etablissements, services, appliquent les décisions ministérielles selon leur état d'esprit particulier ou leur différente compréhension d'application. Cette manière de faire amène inévitablement des réclamations sans nombre et pourtant motivées pour la plupart.

De plus, l'étude de toutes ces questions n'étant pas centralisée, donne lieu dans les différents services, sur la demande d'un Port, d'un Etablissement, d'un groupe quelconque, à une réglementation spéciale pour certains, et qui, en toute justice, devrait être étendue à tout l'ensemble du personnel visé.

Il est indiscutable qu'un organisme unique, centralisant et coordonnant toutes les questions ouvrières : réclamations, contestations, applications, les étudiera d'une façon plus rationnelle en même temps que plus juste, puisque les conséquences en seront profitables à tous les intéressés sans distinction de service.

Dans ces conditions, et par suite de la part prise par les ouvriers dans l'étude de toutes les questions, les solutions pourraient être soumises au Ministre avec l'assurance de donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux desiderata soumis. Il est certain que les règlements étudiés dans

ces conditions y gagneraient en clarté, vu les diverses compétences techniques et pratiques qui les auraient élaborés.

Les réclamations, de par ce fait, du fonctionnement de cette Commission, deviendraient moins nombreuses et revêtiraient une forme moins acrimonieuse et moins violente ; les bureaux, de leur côté, se trouveraient allégés d'une grande partie d'un travail qui offre plus d'ennui que d'intérêt pour eux.

D'un autre côté, il est incontestable que le contact des deux éléments : administratif et ouvrier, changerait l'atmosphère qui entoure actuellement l'élaboration et l'application des règlements qui nous intéressent ; et, de cette collaboration, permettant à ces deux éléments de se mieux connaître et apprécier, naîtrait une harmonie qui ne pourrait qu'être profitable à la discipline et à l'estime réciproque.

L'organisation de cette Commission pourrait être basée sur celle existant au Département de la Guerre.

Elle devrait siéger au moins une fois tous les trois mois.

Statuts actuels de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine. — Ces statuts, tels qu'ils ont été réglés en 1909 lors du X^e Congrès, sont les suivants :

CONSTITUTION. — SIÈGE. — BUT

Article premier. — Entre les Organisations Syndicales ouvrières des Ports et Etablissements de la Marine de l'Etat,

qui acceptent les présents Statuts, il est formé une union d'appui mutuel et d'étroite solidarité qui prend pour titre :

*Fédération Nationale des Travailleurs réunis
de la Marine de l'Etat*

(FRANCE ET COLONIES)

Art. 2. — Le Siège de la Fédération est renouvelable tous les ans, il est désigné par vote au scrutin public, auquel seuls prennent part les Syndicats fédérés et sous l'acceptation du Syndicat désigné.

Art. 3. — Le but de la Fédération est d'unir les forces des Travailleurs de la Marine et de les employer à la conquête de leur affranchissement économique.

La Fédération détermine ainsi qu'il suit les grandes lignes de son programme d'action, de l'exécution duquel elle fait le but de son existence.

Resserrer les liens de fraternité, de solidarité qui existent déjà dans la grande famille des ouvriers de la Marine : étudier les questions économiques qui lui seront soumises, rechercher les moyens pratiques propres à les résoudre et en provoquer la solution par tous les moyens de propagande et d'action dont peut disposer le Prolétariat pour la diffusion des idées syndicales. La Fédération est adhérente à l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat et à la Confédération Générale du Travail.

Art. 4. — La Fédération doit son appui moral et pécuniaire à tout syndicat ayant à soutenir contre l'Administra-

tion des réclamations particulières; dans ces circonstances, le Comité fédératif peut, si sa caisse est insuffisante, puiser dans le journal l'*Emancipateur*, après avis des organisations.

Art. 5. — Un syndicat qui serait en grève, pourra demander l'appui effectif de tous les Ports et Etablissements, s'il le juge utile, il devra soumettre la question à la Fédération, qui sera dans l'obligation de porter la question à la connaissance de toutes les organisations syndicales adhérentes qui devront faire connaître leur réponse dans le plus bref délai possible.

Art. 6. — Aucun syndicat n'a le droit de faire pression sur les représentants du Parlement, dans le but d'interpellations, avant que d'en avoir avisé, au préalable, les syndicats fédérés, par la voie de la Fédération, et en avoir obtenu l'autorisation.

Autonomie

Art. 7. — Les syndicats adhérents conservent leur autonomie en tout ce qui n'est pas contraire aux présents statuts et aux décisions du Congrès.

Ils pourront conserver dans leur sein des chefs ouvriers ou des ouvriers promus au grade de surveillants ou agents techniques ou commissionnés. Ils pourront admettre également des ouvriers en régie directe.

Admissions. — Radiations

Art. 8. — Sont admis à la Fédération, les Syndicats des Travailleurs réunis des Arsenaux et des Etablissements de la Marine de l'Etat, à l'exclusion des syndicats dissidents, quel que soit le nombre de leurs adhérents.

Art. 9. — Les exclusions ne peuvent être prononcées que par le Congrès.

Art. 10. — Les Syndicats exclus pourront être réadmis à la Fédération après avoir justifié que les causes qui les avaient fait exclure n'existent plus.

Cotisations

Art. 11. — Les syndicats s'engagent à verser une *cotisation trimestrielle* de 3 francs pour 100 ou fraction de 100 adhérents, pour la Fédération ; 1 fr. 80 pour 100 ou fraction de 100 adhérents pour l'Union fédérative ; et 1 fr. 32 pour 100 ou fraction de 100 adhérents à la Confédération Générale du Travail.

La cotisation est payable d'avance et perçue d'après le nombre des membres payants.

Ils doivent en entier le trimestre dans lequel ils sont admis. Cette cotisation peut être élevée ou abaissée selon les besoins de la Fédération avec l'assentiment des Syndicats, publication en sera donnée par l'organe de la Fédération des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat.

Le Comité fédéral doit remettre aux Organisations la quantité de timbres-acquits représentant les cotisations payées.

Administration

Art. 12. — La Fédération est administrée par un Comité fédéral, composé de neuf membres dont trois seront choisis par le Congrès et les six autres, choisis parmi les syndiqués de l'arsenal ou de l'Etablissement désigné comme siège de la Fédération.

Art. 13. — Le Comité fédéral est composé de :

Un secrétaire général,

Un secrétaire-adjoint,

Un trésorier général,

Un trésorier adjoint,

Un archiviste bibliothécaire,

Quatre conseillers.

Art. 14. — Ces fonctions sont gratuites, néanmoins, une indemnité basée sur les tarifs des Chambres syndicales de la localité où siègera le Comité fédéral, pourra être accordée aux membres du Comité qui auraient perdu du temps pour exécuter une mission ordonnée par le Comité fédéral.

En outre, une indemnité mensuelle est accordée au Secrétaire général. Cette indemnité est fixée actuellement à 30 fr. par mois.

Attributions du Secrétaire général

Art. 15. — Le secrétaire général est nommé par le Congrès ; il est chargé des correspondances et convocations,

d'ouvrir les séances du Comité. Toutes pièces, documents ou rapports concernant la Fédération, doivent lui être adressés. Il signe tous les actes administratifs sous le couvert du Comité fédéral.

Secrétaire adjoint

Art. 16. — Le Secrétaire adjoint est nommé par le Congrès ; il aide le Secrétaire général dans ses écritures, le remplace en cas d'absence ou de maladie et a la charge des procès-verbaux de réunions.

Trésorier général

Art. 17. — Le Trésorier général est nommé par le Congrès ; il est chargé de percevoir les fonds et les cotisations des syndicats. Il est tenu d'avoir un registre sur lequel seront inscrites les recettes et les dépenses.

Les comptes devront être arrêtés tous les trimestres pour être soumis à l'approbation de la Commission du contrôle.

Il ne devra pas avoir plus de 150 francs en caisse ; le surplus sera placé à la Caisse d'épargne, au nom de la Fédération.

Le Trésorier pourra retirer des fonds placés, muni d'une autorisation spéciale signée par les Membres du Conseil d'Administration.

Trésorier adjoint

Art. 18. — Le Trésorier adjoint est nommé parmi les délégués du Comité fédéral ; il remplace le Trésorier général en cas d'empêchement et le seconde dans son travail.

Commission de Contrôle

Art. 19. — Le Comité fédéral est responsable de ses fonctionnaires, dans les cas qui relèvent de la solidarité. Il nomme parmi ses membres trois commissaires chargés du Contrôle financier et administratif.

Ces contrôleurs tiennent notamment la main à ce que les registres des procès verbaux soient constamment à jour ; ils vérifient si le Secrétaire général transmet, dans les délais voulus, toutes les lettres qu'il est chargé d'écrire, ils convoquent le Trésorier, contrôlent le livre de caisse et tous registres de trésorerie ; ils rendent compte tous les trois mois de leur mandat au Comité fédéral.

La Commission de Contrôle désignera un de ses membres comme rapporteur. Ce dernier fournira à chaque Congrès un rapport détaillé sur la gestion financière et administrative de la Fédération.

Congrès

Art. 20. — Le Congrès se réunit chaque année à Paris, à la date désignée par la Fédération, et après avis des Organisations.

Ce Congrès est composé par les délégués des Syndicats fédérés, à raison de un délégué jusqu'à mille adhérents, et de deux au-dessus de mille. Chaque délégué a droit à une voix ; toutefois, si le Syndicat qui, ayant droit à deux délé-

gués, n'a pu en envoyer qu'un seul, celui-ci aura droit à deux voix.

Les Syndicats sont tenus de participer aux Congrès annuels et à tous les Congrès qui auraient été demandés par la majorité des organisations.

Si un Syndicat n'avait pas les fonds nécessaires, il reste entièrement libre de se faire représenter par un autre Syndicat adhérent à la Fédération.

Le Secrétaire général et le Trésorier sont tenus d'assister à tous les Congrès.

Art. 21. — Les délégués aux Congrès ou autres déplacements hors commune, recevront une indemnité de 20 francs par jour, non compris les frais de voyage.

Art. 22. — Le Congrès commence ses travaux par la vérification des pouvoirs et le Contrôle de la gestion administrative et financière du Comité fédéral, puis il fixe la réglementation de sesséances. Cette réglementation comprend toutes les questions posées par les Syndicats, dans les délais fixés par une décision du Comité fédéral.

L'ordre du jour définitif doit être communiqué par le Comité fédéral, au moins deux mois avant la tenue du Congrès, sauf le cas de force majeure. Aucune question non portée à l'ordre du jour ne pourra être discutée.

Art. 23. — Un Congrès extraordinaire est obligatoire, s'il est demandé par les deux tiers des Syndicats fédérés.

Cette mesure exceptionnelle ne pourra avoir sa raison d'être que lorsque les questions en litige ne pourront avoir de solutions par correspondance ou par votes des Syndicats.

Art. 24. — Dans l'intervalle des Congrès, le Comité fédéral peut soumettre les questions urgentes au vote des Syndicats.

Art. 25. — Le Congrès a seule qualité pour apporter des modifications aux Statuts.

Bulletin officiel

Art. 26. — Le Comité fédéral publie un journal bi-mensuel, qui a pour titre l'*Emancipateur*, organe de la Fédération Nationale des Travailleurs réunis de la Marine de l'Etat (France et colonies).

Le Comité fédéral prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de publicité.

Art. 27. — Les Syndicats adhérents à la Fédération restent autonomes pour les abonnements au journal l'*Emancipateur*, dont le prix ne devra pas dépasser 5 centimes le numéro. Les Syndicats sont responsables des abonnements qu'ils auront demandés. Toutefois, les Organisations devront s'attacher à rendre l'*Emancipateur* obligatoire.

L'ordre de publication sera ainsi divisé : La première feuille (officielle) contiendra les communications du Comité fédéral et celles des Syndicats adhérents.

La deuxième feuille (non officielle) contiendra des articles d'ordre économique ou corporatif émanant des Syndicats fédérés.

Il pourra être inséré des articles philosophiques dans la proportion dont le maximum ne pourra pas dépasser deux

par numéro, à la condition, toutefois, que cette insertion ne puisse nuire aux articles d'ordre corporatif.

Une colonne sera réservée à la désignation de la date de réception des articles.

Art. 28. — Les articles pour le journal, émanant des fédérés, devront porter l'estampille du Syndicat et le visa du Secrétaire général de l'Organisation adhérente. Ils seront adressés au Comité Fédéral qui en sera responsable.

Art. 29. — Les articles devront être le plus court possible. Il sera réservé, de droit, une colonne pour chaque Syndicat et par numéro.

Art. 30. — Le paiement des abonnements s'effectuera à la caisse du journal et sera calculé d'après le prix du revient. Dans tous les cas, les bénéfices devant rentrer dans la caisse du journal, ne devront jamais être supérieurs à 1 centime par exemplaire ; l'excédent sera porté au bénéfice de chaque Syndicat.

Dans un but de propagande, les Syndicats sont autorisés à vendre le journal. Dans ce cas, le prix du numéro est fixé à 10 centimes.

Art. 31. — L'Organisation et l'administration du journal seront assurées par le Syndicat de la ville où siège la Fédération, sous le contrôle du Comité fédéral, auquel appartient la publication et la responsabilité (néanmoins la Fédération pourra déléguer le journal à l'Organisation Fédérée qui en ferait la demande.)

Art. 32. — La caisse du journal l'*Emancipateur* appartient à la Fédération, avec comptabilité distincte.

Art. 33. — Le Comité Fédéral rendra compte de ses travaux au moins une fois par mois au moyen de circulaires adressées à tous les Syndicats Fédérés.

Art. 34. — Le Siège du Comité Fédéral, pour l'année 1909-1910, est à Toulon.

Art. 35. — Trois exemplaires des présents statuts comprenant trente-cinq articles, ont été déposés à la Mairie de Toulon, conformément aux prescriptions de l'article 4, de la loi du 11 mars 1884.

Les organisations adhérentes sont : *le Syndicat des Travailleurs Réunis des Ports de* : Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon, *le Syndicat des Travailleurs Réunis des Forges de la Chaussade*, Guérigny ; *des Etablissements Maritimes*, Indret ; *du Laboratoire Central de la Marine*, Paris ; *de la Fonderie Nationale*, Ruelle.

§ 2. — *Historique des grèves et des faits de grève du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine.*

L'historique des grèves des arsenaux et établissements hors ports de la marine n'est pas très long à établir. Il y eut surtout des menaces. Il y eut cependant un essai de grève générale (1).

Tous ces incidents de grève se placent soit en 1901, soit en 1904, soit en 1905.

1. Toute la documentation concernant ces faits de grève a été puisée au journal *Le Temps*.

Au mois de novembre 1901, une certaine agitation se produisit parmi les ouvriers de tous les arsenaux et établissements hors ports. Les ouvriers formulaient trois revendications principales : l'augmentation de 0 fr. 20 du salaire quotidien, la pension proportionnelle aux veuves et la réduction à huit heures de la journée de travail.

De ces trois revendications, la première était celle qui était le plus fermement réclamée. Les ouvriers l'estimaient partiellement possible si on appliquait au relèvement des salaires une somme de 900.000 francs inscrite au budget pour le travail à la tâche ; cette somme fournissait un supplément de salaire aux ouvriers employés à la tâche ; mais le nombre des ouvriers appelés à en bénéficier était très restreint, tous les travaux ne pouvaient être faits à la tâche et certains ateliers étaient dans l'impossibilité d'employer un tel mode de travail ; par suite, le travail à la tâche était considéré comme le privilège de quelques ateliers et de quelques ouvriers de ces ateliers.

Le ministère de la Marine fit savoir qu'en vue d'augmenter les salaires de l'ensemble du personnel ouvrier, la marine étudiait une nouvelle répartition du travail à la tâche, de telle sorte que sinon tous les ouvriers pourraient en bénéficier, tout au moins il y aurait compensation pour le personnel employé à des travaux non susceptibles d'être donnés à la tâche.

Les ouvriers de l'arsenal de Cherbourg se signalèrent plus particulièrement. Le 18 novembre, ils tinrent une grande réunion. Les résultats en furent tenus secrets. Cependant, on sut que cette réunion avait approuvé sans réserve l'attitude énergique des camarades des autres ports ; que, toutefois, le syndicat trouvait le moment mal choisi pour la cessation immédiate du travail. Les fonds manquaient. Une grève n'ayant de chances de réussir que si les ouvriers peuvent supporter pendant quelque temps le chômage sans qu'eux et leurs familles en souffrent, la grève fut ajournée, mais le bureau du syndicat décida, en conséquence, de créer une caisse mutuelle à laquelle, immédiatement, tous les syndiqués purent souscrire afin de constituer le fonds de grève.

A Toulon, le syndicat prépara un referendum sur la question de la grève générale. Le préfet maritime aussitôt (22 novembre) adressa la circulaire suivante aux directeurs et chefs de service de l'arrondissement : « Le vice-amiral, préfet maritime vient d'apprendre, en lisant les journaux de la localité de ce jour, que les ouvriers du port vont être consultés par voie de referendum sur la grève générale, et que les bulletins vont leur être distribués dans ce but. Il invite MM. les officiers généraux et chefs de service à donner des ordres pour que la distribution de ces bulletins ne se fasse pas ostensiblement dans l'intérieur de l'arsenal. »

Le Syndicat des Ouvriers du Port de Brest tint le 23 novembre une grande réunion au sujet de la grève, à laquelle assistaient plus de 2.000 ouvriers. Plusieurs discours assez violents furent prononcés, mettant en cause le ministre de la Marine, qui promet et n'exécute pas. Aucun ordre du jour ne fut voté. La réunion se termina à 11 heures du soir. Des mesures d'ordre avaient été prises, mais la réunion ne donna lieu à aucun incident.

A Rochefort, le personnel mécanicien et chauffeur de la direction des travaux hydrauliques se mit en grève ; mais beaucoup de mécaniciens et chauffeurs reprirent rapidement le travail ; le 24 novembre n'étaient plus en grève qu'une trentaine d'ouvriers que le directeur des travaux hydrauliques remplaça par des ouvriers vétérans.

Le Syndicat de la Métallurgie de Rochefort protesta contre la façon de procéder du directeur « qui, pour contenter les exigences du budget, n'avait pas pris la peine de discuter avec le syndicat représentant légal des grévistes, mais avait donné l'ordre de remplacer les indisciplinés ».

En novembre 1904, il y eut une grève de deux jours à Lorient et à Brest. Les ouvriers et ouvrières qui travaillaient à l'atelier de pyrotechnie de l'île Saint-Michel près de Lorient, avaient la traversée de l'arsenal à l'île et de l'île à l'arsenal à faire, chaque jour, avant et après le travail. Lorsque la règle de la

journée de huit heures fut mise en application, cette double traversée (une heure en tout) ne fut point comptée aux ouvriers et ouvrières dans les huit heures de travail. Les ouvriers et ouvrières réclamèrent en vain que l'heure de traversée leur fut comptée comme heure de travail. Ils décidèrent, si satisfaction ne leur était pas donnée à la date du 15 novembre, de se rendre au lieu d'embarquement seulement à l'heure ordinaire de l'embauchée des autres ouvriers de l'arsenal. Le 15 novembre et les jours suivants, ils mirent leur promesse à exécution. Le 22, l'administration les mit en demeure de reprendre, sous peine de renvoi, le travail à l'ancienne heure, c'est-à-dire une demi-heure avant l'heure ordinaire de l'embauchée. En même temps, six ouvriers furent congédiés. Tous les ouvriers et ouvrières de l'île Saint-Michel et du reste de l'arsenal de Lorient déclarèrent se solidariser avec les six ouvriers frappés. Les organisations syndicales de la marine prévenues, décidèrent d'envoyer des délégués à Lorient et d'y tenir un Congrès extraordinaire sur cette question. Dans l'intervalle, la grève était déclarée à Lorient et à Brest. Elle eut lieu les 23 et 24 novembre. A Lorient il y eut seulement 500 manquants dans les ateliers, mais à Brest, les grévistes furent assez nombreux (2.500 environ) pour empêcher l'entrée dans l'arsenal des non-grévistes.

Les délégués du port de Lorient et des autres

ports, aussitôt réunis en Congrès, n'eurent guère le temps d'agir. Ils demandèrent le 25 au préfet maritime l'autorisation de se rendre au lieu d'embarquement des ouvriers et des ouvrières de l'île Saint-Michel afin de pouvoir constater par eux-mêmes de la condition de la traversée. Le préfet maritime refusa de faire droit à leur demande et leur dit qu'il pouvait tout au plus leur donner l'autorisation de visiter l'arsenal aux conditions ordinaires imposées aux étrangers.

Un délégué de la Confédération Générale du Travail vint le 24 à Lorient pour se rendre compte de la situation.

Le 25 au matin le travail fut repris. Le ministre, M. Pelletan, avait mis les ouvrières et ouvriers des arsenaux en demeure de reprendre le travail. Pour ce, il avait expédié aux préfets maritimes de Lorient et de Brest la dépêche suivante : « Gouvernement ne tolérera jamais suspension travail préparation défense nationale. Faites afficher que tout ouvrier qui n'aura pas repris le travail vendredi matin sera considéré comme démissionnaire. Les plus coupables seront exclus, les autres rétrogradés. »

Au mois de novembre 1905, il y eut une tentative de grève générale de tous les arsenaux et établissements hors ports de la marine.

Bien que la Fédération des Travailleurs de la Marine eût exposé dans une affiche ses réclamations

du moment, les causes de cette grève ne sont pas faciles à déterminer. Les revendications de la Fédération n'étaient pas nouvelles. Il y eut surtout quelques conflits isolés qui surexcitèrent le mécontentement qui depuis longtemps était à l'état latent ; à la fin d'août 1905, on allait lancer le croiseur cuirassé *Jules Michelet* à Lorient, suivant l'usage on devait faire essayer par les ouvriers les tribunes élevées à cette occasion, quand un ouvrier nommé Bertin fit afficher un manifeste appelant les ouvriers à refuser de procéder aux essais de ces tribunes ; son appel fut entendu et il y eut quelques rares cas d'insubordination. Après enquête, l'ouvrier Bertin fut exclu de l'arsenal de Lorient. L'administration jugea que, le manifeste de cet ouvrier n'ayant été précédé d'aucune réclamation, il était difficile d'en justifier la violence. Les ouvriers se contentèrent de réclamer la réintégration de Bertin par l'entremise du groupe des députés des ports. M. Guieysse, député de Lorient, fit connaître dans une réunion dans laquelle il rendait compte de son mandat qu'il n'approuvait pas la conduite de cet ouvrier.

L'affaire pouvait être considérée comme terminée lorsqu'à Brest, l'ouvrier Pengam, au Casino brestois, fit une conférence antimilitariste, dans laquelle il traita le préfet maritime en des termes tels que les journaux crurent ne pas devoir les reproduire, l'amiral Péphau, préfet maritime, imposa à l'ouvrier

Pengam une mise à pied d'un mois. Des meetings de protestation contre la mesure prise par l'amiral eurent lieu, et le préfet maritime prononça de nouvelles mises à pied, en raison des injures proférées par les orateurs contre leurs chefs. L'agitation se répandit peu à peu dans les ports, notamment à Toulon où siégeait la Fédération des syndicats des ouvriers de la marine. La Fédération s'adressa au groupe des députés des ports. Ces députés appartenaient à toutes les opinions politiques. Le groupe déclina la mise en demeure de la Fédération et décida que chaque membre garderait sa liberté d'action. L'agitation continua quand même et la question qui l'avait causée changea quelque peu de base ; ce n'était plus la réintégration des ouvriers punis qui était l'objet de la grève, mais le droit de penser, de parler et d'écrire pour les ouvriers en dehors des heures de travail. Certains syndicats nièrent les propos tenus par les ouvriers dans les réunions publiques, ils affirmèrent qu'aucune injure n'avait jamais été proférée contre les chefs et que les punitions infligées aux ouvriers étaient la preuve de la tendance de l'administration de la marine à restreindre ou même à supprimer « les libertés conquises par les syndicats des ouvriers de la marine ». La Fédération générale des Ouvriers de la marine qui était affiliée à la Confédération Générale du Travail, suivit les inspirations de cette dernière qui préconisait la grève

générale comme moyen d'action ; des délégués de la Confédération Générale du Travail furent envoyés auprès des ouvriers des ports.

A Lorient, un meeting se termina par le vote définitif de la grève générale. A la réunion, le président du syndicat rouge affirma sa conviction dans la solidarité du syndicat indépendant qui jusqu'alors avait gardé le silence, et il invita ses camarades à se tenir prêts à faire grève pour jeudi matin.

A Toulon deux appels de grève furent adressés aux ouvriers des arsenaux. Le premier émanait de la Fédération nationale des Travailleurs de la Marine de l'Etat. Le second était adressé par le Syndicat des Travailleurs réunis du port de Toulon.

Le 9 et le 10 novembre, l'agitation s'accrut, les manifestations des syndicats devinrent plus vives. Les Chambres syndicales ouvrières du Var et le Conseil d'administration de la Bourse du Travail de Toulon décidèrent de se solidariser avec les ouvriers Pengam, Bertin, etc., et déclarèrent que toutes les mesures étaient prises pour décréter la grève des employés de l'industrie en même temps que celle des ouvriers de l'arsenal.

Le 10 novembre était annoncée à Toulon, pour le lendemain, une conférence de l'un des ouvriers punis de Brest, les autorités civiles, militaires et maritimes prirent des mesures d'ordre et les troupes furent consignées.

Le même jour, à Lorient, le bureau du syndicat rouge tint une réunion qui se termina par le vote de la grève générale au signal de la Fédération. Le syndicat indépendant de ce port vota la fusion avec le syndicat rouge.

Le 14 novembre, la grève générale fut déclarée par le personnel ouvrier des cinq ports maritimes et des trois établissements hors port de la marine, elle devait commencer le lendemain matin 15 novembre.

A Cherbourg sur la convocation lancée par le syndicat rouge, 2.000 ouvriers décidèrent la grève à l'unanimité moins 100 voix. A Brest 35.000 ouvriers se réunirent à la Bourse du Travail ; la séance fut levée au cri de « vive la grève générale ! » d'autre part, le syndicat indépendant protesta contre la grève. A Lorient, à Rochefort et à Toulon, la grève fut décidée dans les mêmes conditions.

Le 15 novembre au matin les ouvriers de tous les arsenaux et de tous les établissements hors ports se rendirent au travail quand ils surent que les préfets maritimes et les directeurs d'établissement avaient fait afficher à la première heure une dépêche du ministre de la Marine ainsi conçue : « Jamais un gouvernement digne de ce nom ne tolérera que des travailleurs associés à l'œuvre de la défense nationale abandonnent leur travail... Ceux donc qui feraient grève seraient considérés comme ayant rompu eux-mêmes le contrat qui les liait à l'Etat. Ils

seraient rayés des contrôles et perdraient tous leurs droits à être réadmis... »

En 1906, les ouvriers de l'industrie privée donnèrent au 1^{er} mai une très grande importance. Le chômage général fut décrété et bien peu d'ouvriers travaillèrent ce jour-là. Les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine participèrent au mouvement. Il semble que l'administration de la marine ait quelque peu fermé les yeux sur cet incident. La Fédération nationale des Travailleurs réunis de la Marine avait du reste adressé à ses adhérents un long manifeste rappelant qu'elle avait participé au Congrès de Bourges et y avait accepté de coopérer au mouvement du 1^{er} mai. Dès lors « les travailleurs de la marine porteraient leur appui partout où il leur serait fait appel et aideraient au succès de la lutte entreprise par les camarades de l'industrie ».

§ 3. — *Droit de syndicat*

Nous avons précédemment (§ 1 du présent chapitre) montré, en nous plaçant sur le terrain des faits, l'usage que les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine avaient tiré de la loi du 21 mars 1884. Nous plaçant au contraire ici sur le terrain du droit, nous examinerons maintenant si

juridiquement ils ont bien le droit de se réclamer de cette loi et si on doit leur laisser ou leur retirer le droit syndical.

L'étude du droit syndical des ouvriers des arsenaux et établissements maritimes a un double intérêt.

Aujourd'hui, en effet, le Parlement semble disposé — des projets et des propositions de loi ont été déposés et sont à l'étude — à donner aux fonctionnaires un statut, c'est-à-dire à délimiter les droits et les devoirs des fonctionnaires publics. Le législateur aura notamment à se prononcer sur la question du droit syndical des fonctionnaires publics. Le personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine sera-t-il soumis à cette législation ?

Récemment a eu lieu, à la Chambre des députés, une grande discussion sur l'état général de notre marine. Au cours de cette discussion, il a été souvent question de l'organisation de ses arsenaux, des mauvaises méthodes du travail qui y sont appliquées, du rendement très bas de ce travail et de l'indiscipline et du mauvais état d'esprit du personnel ouvrier employé. Certains orateurs n'ont pas hésité à signaler le droit de syndicat comme une des causes de cet état de choses. Certains rapporteurs du budget de la marine à la Chambre et au Sénat surtout, se sont prononcés dans le même sens.

Nous n'avons pas à faire ici l'histoire du droit de

syndicat. Il suffira de dire que depuis la loi du 21 mars 1884, les ouvriers et aussi les patrons peuvent former des syndicats professionnels ayant exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Pendant quelque temps, les syndicats formés par les ouvriers de la marine rencontrèrent une certaine résistance seulement chez les chefs locaux, c'est-à-dire chez les préfets maritimes ou directeurs des services des arsenaux. L'attitude de la rue Royale, un peu hésitante au début, fut ensuite très favorable aux syndicats.

En 1900, au premier Congrès de la Fédération nationale des Travailleurs réunis de la marine une des premières questions immédiatement soumises aux délibérations fut celle de savoir si M. Isnard, député de Brest, devait interpeller le gouvernement sur la reconnaissance officielle des syndicats par l'autorité maritime ; on convint qu'il était préférable de soumettre tout d'abord la question au ministre, c'est ce qui fut fait. M. de Lanessan, alors ministre de la Marine, reçut les délégués du Congrès, accompagnés de M. Guieysse, député de Lorient. Il les assura qu'il avait donné des ordres aux autorités maritimes pour que les représentants des ouvriers fussent reçus, mais qu'il ne pouvait « pour l'instant » reconnaître l'existence des syndicats, que cette question lui tenait

au cœur, mais qu'il craignait que « dans la situation actuelle » on vit dans ces organisations une atteinte à la discipline ; que, pour lui, il ne voyait aucun inconvénient à leur fonctionnement. « Vous voyez bien, ajoutait-il du reste, je vous reçois. »

Lors du second Congrès, en 1901, les délégués entretenirent à nouveau le ministre de la question. Le ministre rappela que la reconnaissance officielle des syndicats dépendait beaucoup de l'adresse et de la prudence des organisations syndicales elles-mêmes qui finiraient par s'imposer d'une façon toute naturelle, il cita, à l'appui de son affirmation, les bonnes dispositions où il se trouvait vis-à-vis des syndicats et relata sa dernière entrevue avec le syndicat de Toulon qui avait traversé la préfecture maritime de cette ville, le drapeau syndical en tête.

L'année suivante, en 1902, M Pelletan était ministre de la Marine. Les congressistes, reçus par lui se plaignirent du refus formel opposé par les autorités maritimes d'entrer en relations avec les conseils d'administration des syndicats. Le ministre déclara que toutes les circulaires et prescriptions relatives à cette question avaient été abrogées en fait par la loi de 1884, qui, en permettant aux syndicats de se constituer légalement, leur donna le droit de personnalité civile, que les questions de hiérarchie étaient effacées, qu'ensuite sa dernière circulaire enjoignant à ses subordonnés d'avoir à rece-

voir les délégués de syndicats détruisait l'effet de toutes les circulaires précédentes ; il ajouta qu'il remédierait du reste dans le plus bref délai par une circulaire à l'état de choses qui lui était signalé.

La circulaire promise, par M. Pelletan, fut peu de temps après adressée aux vice-amiraux commandants en chefs, préfets maritimes et aux directeurs des établissements hors ports. Elle était ainsi conçue (1).

Messieurs, j'ai pu m'assurer à mainte reprise que les autorités locales relevant du département de la Marine conservaient certaines hésitations au sujet des rapports qu'elles peuvent entretenir avec les syndicats d'ouvriers et d'employés civils jusqu'à ce que ces syndicats soient officiellement reconnus et comme si, aujourd'hui, ils étaient simplement tolérés.

Une loi déjà ancienne a créé la liberté des associations syndicales, en indiquant dans quelles conditions elles pouvaient se former. Toutes celles qui ont satisfait à ces conditions possèdent une existence légale, sans avoir besoin d'une reconnaissance officielle particulière. On s'était demandé au début si la liberté des syndicats s'étendait aux personnels civils qui sont aux services de l'Etat. La question est tranchée depuis longtemps et le gouvernement, depuis un certain nombre d'années, est entré en relations avec les syndicats d'ouvriers ou d'employés relevant d'autres départements

1. Circulaire du 25 octobre 1902.

ministériels. Il est impossible d'admettre que la marine ait un régime légal différent de celui du reste du pays.

Les doutes que j'ai remarqués n'ont donc aucun motif et les autorités des ports et des établissements n'ont aucune raison d'hésiter à entrer en rapports avec les syndicats établis parmi leurs subordonnés en vertu de la loi du 21 mars 1884.

Depuis cette époque, l'existence légale des syndicats du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la marine n'a plus été mise en discussion par personne. Les ministres de la Marine ont toujours reçu ou fait recevoir les délégués des syndicats ou de la Fédération. Bien mieux, un ministre, M. Thomson, désireux de réorganiser ce personnel, a incité les syndicats à se réunir en Congrès extraordinaire. Le Congrès, une fois réuni, il a communiqué aux délégués son projet de décret, il a écouté leurs observations et échangé avec eux des vues sur les points délicats. Un article du décret rendu après ce Congrès par le ministre de la Marine fait appel au concours des « associations professionnelles dans un cas déterminé : l'article 10 en effet, relatif au recrutement des apprentis et réglant un ordre de préférence pour des enfants dont les parents ont été ou sont encore au service de la marine, édicte que des renseignements seront demandés à cet effet aux associations professionnelles et aux municipalités. Les chefs locaux, pour la plupart probablement hostiles

encore au droit syndical, n'en laissent plus rien voir et entretiennent avec les syndicats des relations très correctes.

Ni à la Chambre des députés, ni au Sénat, la reconnaissance légale ne fut vraiment mise en discussion car il n'est point possible de considérer comme argumentation juridique les insinuations de fait qui ont pu se produire contre le droit syndical de ces ouvriers, lors de la récente discussion sur l'organisation générale de la marine.

Si les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine ont bien le droit syndical, s'en suit-il qu'il faut le leur laisser ?

En doctrine, la question de savoir si l'on doit reconnaître ou refuser le droit de syndicat aux fonctionnaires publics et autres employés de l'Etat, des départements et des communes, a déjà fait l'objet de nombreuses discussions et de non moins nombreuses théories.

Aucune de ces théories ne refuse absolument le droit syndical à tous les fonctionnaires publics et autres employés de l'Etat, des départements et des communes. Elles l'accordent à telles catégories d'entre eux, le refusent à telles autres catégories. La faiblesse de toutes provient de ce que le critérium proposé par chacune d'elles n'est jamais parfait, que, parfaitement applicable pour telles et telles catégories de fonctionnaires publics et autres employés de

l'Etat, des départements et des communes, il ne permet pas de décider pour telles autres catégories si le droit de syndicat doit être accordé ou refusé.

En ce qui concerne l'application de ces diverses théories et du critérium de chacune d'elles aux ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine, aucune difficulté sérieuse ne se présente et on aboutit toujours à cette conclusion qu'il faut reconnaître le droit de syndicat à cette catégorie d'employés de l'Etat.

De ces théories, l'une des premières émises et des plus combattues, est celle qui classe les fonctionnaires en fonctionnaires d'autorité et en fonctionnaires de gestion et qui refuse aux premiers le droit de syndicat pour l'accorder aux seconds. Le personnel ouvrier de la marine rentre évidemment dans la catégorie des fonctionnaires de gestion et jouit ainsi du droit de syndicat. Le point qui pourrait donner lieu à discussion serait peut-être de décider si les ouvriers de la marine sont vraiment des fonctionnaires, nous l'étudierons dans notre dernier chapitre. La théorie des fonctionnaires d'autorité et des fonctionnaires de gestion est du reste très large dans sa conception de ce qu'est un fonctionnaire de gestion : pour cette théorie, est fonctionnaire de gestion tout agent, tout fonctionnaire de l'Etat, des départements et des communes qui ne détient point une part de la puissance publique, des ouvriers des

arsenaux et établissements hors ports de la marine sont bien dans ce cas.

Une autre théorie est celle qui distingue entre les salariés de l'Etat, unis à l'Etat par un contrat de salaire et les fonctionnaires proprement dits préposés aux grands services publics (finances, enseignement, travaux publics, postes et télégraphes, etc.) unis à l'Etat par un véritable contrat de droit public leur conférant des droits et leur imposant en retour des devoirs spéciaux. D'après cette théorie, les salariés de l'Etat sont pourvus du droit syndical, les fonctionnaires proprement dits en sont dépourvus. Sans aucun doute, les ouvriers de la marine appartiennent au premier groupe, ce sont des salariés de l'Etat, ils ont le droit de syndicat.

Une théorie, très peu différente des précédentes, établit ainsi son critérium : l'Etat agit parfois comme puissance publique, les agents qu'il prépose alors à la gestion des intérêts publics, quel que soit le degré de hiérarchie, sont des fonctionnaires unis par un contrat de droit public inconciliable avec le droit syndical et cela sans qu'il soit nécessaire de rechercher si ces fonctionnaires rentrent ou non dans la catégorie de ceux dits d'autorité ; l'Etat au contraire agit parfois comme chef d'industrie, comme patron, les ouvriers qu'il emploie ont alors le droit syndical. Si on applique cette théorie aux arsenaux et établissements hors ports, on est obligé de dire sans contesta-

tion possible que l'administration de la marine lorsqu'elle construit ou répare des bateaux agit absolument comme les chantiers privés de constructions et de réparations navales, est un véritable chef d'industrie, un vrai patron et, comme tel, doit reconnaître le droit de syndicat à ses ouvriers.

A défaut d'argument emprunté à une théorie d'ensemble sur le droit syndical des fonctionnaires, peut-on, pour retirer au personnel ouvrier de la marine, s'adresser à une théorie de portée moins large ?

Dira-t-on qu'il suffit que des ouvriers émargent au budget de l'Etat pour qu'ils perdent le droit syndical ? L'argument n'est pas bien probant. On ne saurait reconnaître la qualité de fonctionnaire à quiconque émarge au budget. Si les ouvriers de la marine touchent leurs salaires de l'Etat, ils n'en font pas moins des travaux, des besognes en tous points semblables à ceux et à celles de leurs camarades des grands chantiers privés de constructions navales.

Dira-t-on, avec certains auteurs, qu'il faut distinguer entre les agents commissionnés, c'est-à-dire liés à l'Etat par un contrat de droit spécial *sui generis* et les agents qui ne sont pas commissionnés, enlever le droit syndical aux uns, le laisser aux autres ? Dira-t-on, en appliquant cette théorie aux ouvriers des arsenaux et établissements de la marine, que les ouvriers des spécialités et les ouvriers manœuvres, c'est-à-dire immatriculés, employés à titre perma-

nent, n'ont pas le droit de former des syndicats et que les autres, ouvriers en régie, aides-ouvriers et apprentis, auront au contraire la liberté de constituer des syndicats ?

Cette thèse des agents commissionnés et de ceux qui ne le sont pas fut jadis celle du préfet de la Seine contre les cantonniers de la ville de Paris. Vous êtes, leur disait le préfet de la Seine, des agents commissionnés, donc des fonctionnaires. Vous n'avez pas le droit syndical et il faut dissoudre le syndicat que vous avez formé. Cette thèse fut encore celle de M. Jonnart, ministre des Travaux publics, lorsqu'en 1894 les agents et ouvriers commissionnés des chemins de fer de l'Etat formulèrent le désir de se réunir en Congrès à Paris. M. Jonnart, ayant opposé un refus à cette prétention, fut interpellé le 22 mai à la Chambre qui lui donna tort et renversa du coup le cabinet Casimir-Périer qui s'était solidarisé avec le ministre des Travaux publics. L'ordre du jour voté par la Chambre était ainsi conçu : « La Chambre considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat aussi bien que ceux des industries privées, invite le gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution. » Depuis ce vote retentissant, la théorie des agents commissionnés et des agents non-commissionnés n'a plus de défenseurs parmi les membres du gouvernement.

Dira-t-on enfin que la forme militaire des pensions des ouvriers immatriculés des arsenaux a pour conséquence de transformer ces ouvriers en militaires, et que par suite il est bien illogique de leur laisser le droit de syndicat ? Cette anomalie des retraites à forme militaire des ouvriers des arsenaux s'explique par une raison historique. Jadis ces ouvriers étaient des inscrits maritimes. Ils ne le sont plus, mais de l'inscription maritime, ils ont conservé le mode de retraite.

On propose actuellement d'abandonner ce système des pensions à formes militaires. Ce mode de retraite abandonné, l'argument n'aurait plus aucune force.

Il est bien évident que si au lieu de poursuivre la suppression de ce qui reste encore du régime militaire dans les arsenaux et établissements hors ports, on cherchait à militariser le plus possible les ouvriers qui y sont employés, il serait assez logique de leur enlever alors le droit de syndicat.

§ 4. — *Droit de coalition*

Nous avons précédemment (§ 2 du présent chapitre) cité les faits de grève qui se sont produits dans les arsenaux et établissements hors ports de la marine. Nous verrons ici si, juridiquement, le droit de coalition appartient bien au personnel ouvrier de la marine et nous nous poserons à ce sujet les mêmes questions que pour le droit de syndicat.

L'intérêt du reste est le même. Le Parlement est saisi d'un projet de loi relatif au statut des fonctionnaires. Ce projet contient des dispositions restrictives du droit de coalition. Les ouvriers de la marine seront-ils atteints si le Parlement adopte ce projet ?

D'autre part, les critiques faites récemment aux établissements de la marine visaient autant, si ce n'est plus, le droit de coalition que le droit de syndicat. Tant que la menace d'une grève toujours possible subsistera, soutenaient ces orateurs, le travail sera mal organisé, le rendement très faible, parce que l'indiscipline régnera et que les chefs désireux d'éviter à tout prix de lourdes responsabilités n'essayeront point de rétablir la discipline.

Le droit de coalition est le droit qu'ont tous les ouvriers et même les patrons de se concerter en vue de décider, pour la défense de leurs droits ou de leurs intérêts, la cessation du travail ou grève.

L'histoire du droit de coalition est très connue. Il suffit de la résumer pour se rendre compte que les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine ne sont point privés de ce droit.

La Constituante, tout en affirmant la liberté du travail, prit soin de prohiber absolument la coalition, car elle craignait de voir revivre les corporations de l'ancien régime. Ce fut la fameuse loi Chapelier... « si, contre les principes de la liberté et de la consti-

tution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser ou n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, lesdites délibérations accompagnées ou non de serment seraient déclarées inconstitutionnelles et attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme ». La loi Chapelier non seulement prohibait, toute coalition, mais encore frappait ceux qui la provoquaient et y participaient de la suspension pendant un an des droits de citoyens ainsi que de l'entrée dans les assemblées primaires et, en outre, d'une amende qui pouvait être de 500 francs. Au cas de menaces contenues dans les délibérations en provocations relatives à la coalition, la peine était de trois mois de prison et l'amende de 1.000 livres.

Le premier Empire maintint cette prohibition et pour les ouvriers et pour les patrons. Cette prohibition fut édictée par le Code pénal de 1810.

Art. 414. — Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 à 3.000 francs.

Art. 415. — Toute coalition de la part des ouvriers pour

faire cesser, en même temps, de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre ou d'y rester avant ou après certaines heures et, en général, pour suspendre, empêcher des travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. Les chefs et moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

Art. 418. — Seront punis de la peine portée en l'article 415 et, d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou proscriptions sous le nom de damnations ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. Dans le cas du présent article, les chefs ou moteurs du délit pourront, après expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Les dispositions relatives aux ouvriers étant plus dures que celles relatives aux patrons, les articles 414, 415 et 416 soulevèrent des protestations qui aboutirent à l'élaboration d'une nouvelle loi, celle du 27 novembre 1849, qui appliquait le même traitement répressif aux patrons et aux ouvriers. Aux termes de cette loi, toute coalition, soit patronale, soit ouvrière, constituait un délit, passible pour chaque adhérent d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 10.000 francs et

pour les chefs et meneurs d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Les plaintes contre la loi de 1849 furent aussi vives que contre les dispositions du Code pénal de 1810. Aussi le gouvernement de Napoléon III se décida à transmettre au Corps législatif un projet tendant à modifier les articles 414, 415 et 416 du Code. Ce projet adopté devint la loi du 25 mai 1864. Les articles nouveaux étaient ainsi conçus :

Art. 414. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 francs à 3.000 francs ou de l'une des deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violence, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Art. 415. — Lorsque les faits punis à l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Art. 416. — Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois au plus et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une des deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, prescriptions, indications prononcées

par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

De la comparaison des articles 414, 415 et 416 anciens et nouveaux, il ressort que le délit de coalition était presque entièrement supprimé, — il en restait encore quelque chose en effet dans l'article 416, — et qu'il n'existait à sa place qu'un délit d'atteinte à la liberté du travail, articles 414 et 415.

Si les coalitions devinrent licites, toute association permanente de plus de 20 personnes se trouvait toujours prohibée par la loi du 10 avril 1824. Le droit de réunion n'existait point. En réalité, la liberté accordée par la loi de 1864 ne pouvait guère s'exercer. Ces dernières entraves tombèrent lorsque la loi du 30 juin 1881 accorda à tous les citoyens la liberté de réunion et lorsque la loi du 21 mars 1884 accorda aux patrons et aux ouvriers le droit syndical, c'est-à-dire le droit de s'associer à titre permanent pour la défense de leurs intérêts professionnels, et lorsque cette même loi par son article 1^{er} abrogea l'article 416, c'est-à-dire effaça ainsi les derniers vestiges de l'interdiction de la liberté de coalition.

Tels sont les faits historiques sur lesquels s'est fondé le droit de coalition et tels sont les textes qui régissent ce droit. Ces textes sont conçus en termes d'une portée si générale -- « ouvriers », « patrons », « quiconque » — qu'on peut dire que tout citoyen

français, à moins qu'un autre texte législatif dise le contraire, dispose du droit de coalition.

Ce texte n'existant pas en ce qui concerne les ouvriers de la marine, il faut en conclure qu'ils ont le droit de coalition. Ce n'est certainement pas les articles 123 et 126 du Code pénal qui peuvent constituer ce texte. L'article 126 prévoit le délit de coalition des fonctionnaires consistant dans une démission collective concertée entre fonctionnaires publics. Mais ce texte ne punit que le fait commis par des fonctionnaires publics qui sont dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, comme le dit l'article 123, qui prévoit, il est vrai, un autre genre de coalition, mais qui placé en tête de la section relative à la coalition des fonctionnaires, paraît bien donner la définition des fonctionnaires publics applicables à la section tout entière et par conséquent à l'article 126. Donc ces articles ne peuvent viser les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

Ce point étant acquis qu'aucun texte législatif n'a enlevé le droit de coalition aux ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine et que ces ouvriers se trouvent ainsi à l'abri des rigueurs du Code pénal, est-ce à dire qu'ils ne puissent être atteints en aucune autre manière lorsqu'ils se mettent en grève ? Et ici se posent plusieurs questions dont la connexité avec la précédente est très

apparente. L'administration de la Marine ne peut-elle point atteindre pécuniairement les ouvriers qui se mettent en grève ? Ne peut-elle pas aussi les atteindre disciplinairement ?

Pour la première question, nous rappellerons ce que nous avons dit des conflits d'ordre individuel entre l'administration de la marine et ses ouvriers et de l'application qui pouvait être faite de l'article 1780 du Code civil modifié par la loi de 1890 au cas de résolution du contrat de travail qui lie cette administration et son personnel ouvrier. Dans l'industrie privée, les patrons et les ouvriers sont tenus, suivant la jurisprudence actuelle, au cas de rupture d'un contrat de travail par la volonté de l'une des parties, de se conformer aux usages locaux et aux conventions qu'ils ont faites de respecter les engagements qu'ils ont pris soit explicitement, soit tacitement dans ce contrat, faute de quoi les tribunaux pourraient allouer des dommages-intérêts. Le délai de prévenance en usage dans les ateliers de la marine pour tout ouvrier qui veut abandonner le service est de quinze jours (article 20 du décret du 13 juin 1907). Par application des principes admis par la jurisprudence actuelle pour l'industrie privée, les tribunaux judiciaires pourraient condamner à des dommages-intérêts en faveur de l'administration de la marine tout ouvrier quittant son service sans prévenir quinze jours d'avance, sans qu'il soit néces-

saire de distinguer si l'abandon du travail provient de la mise en grève ou de toute autre cause. Certains auteurs cependant n'admettent point que l'article 1780 puisse légitimer des poursuites devant les tribunaux civils contre des ouvriers de l'industrie privée qui ont suspendu collectivement le travail (1). Ces auteurs n'admettraient pas plus, probablement, que l'administration de la marine puisse réclamer pour mise en grève des dommages-intérêts à ses ouvriers.

La seconde question peut se dédoubler de la façon suivante : l'administration de la marine peut-elle congédier disciplinairement des ouvriers pour faits de grève ? si l'administration de la marine congédie des ouvriers pour faits de grève, ces ouvriers ont-ils un recours ?

La première partie de la question ne paraît pas difficile à résoudre. Du moment que le personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine a le droit de coalition — et nous avons vu que ce droit ne leur est point contestable — l'administration de la marine ne peut vraiment frapper des ouvriers de congédiement à raison de faits de grève, puisque ces ouvriers n'ont fait qu'user de leur droit. Il semble donc bien que les dépê-

1. Voir à ce sujet Paul Pic. *Traité élémentaire de législation industrielle*, t. I, p. 208 et suiv., t. II, p. 925.

ches de M. Pelletan ou de M. Thomson citées plus haut n'ont d'autre valeur que celle s'attachant à leur forme comminatoire et que juridiquement les ouvriers auxquels elles s'adressaient étaient fondés à n'en tenir aucun compte.

La seconde partie de la question est plus délicate. Des ouvriers congédiés pour faits de grève auraient-ils un recours ?

Aucun renvoi n'a eu lieu pour fait de grève depuis que les conseils de discipline sont institués. Si, actuellement, le ministre de la Marine voulait frapper des ouvriers pour faits de grève, il faudrait que le conseil de discipline donne son avis, si donc le conseil de discipline et le ministre de la Marine s'étaient prononcés pour le congédiement pour fait de grève, les ouvriers frappés auraient-ils un recours ?

Une fois la décision prise, le conflit n'a plus rien de collectif, c'est un conflit d'ordre individuel entre l'administration de la marine et un ou quelques ouvriers. Rien ne s'oppose donc à ce qu'on applique ici les principes applicables au cas de conflits d'ordre individuel, à la résolution du contrat de travail et au congédiement disciplinaire de l'article 32 du décret du 13 juin 1907. Il semble donc qu'il faut dire que la juridiction contentieuse n'est point compétente et que les tribunaux ordinaires doivent être appelés à statuer. En pratique, cette théorie sera

quelque peu dépourvue d'application. Les tribunaux civils en effet, auraient-ils jamais l'occasion d'accorder des dommages-intérêts ? Certainement, les ouvriers frappés pourraient facilement démontrer le préjudice à eux causé, mais pourraient-ils jamais démontrer que l'administration de la marine en se débarrassant d'ouvriers qui ont fomenté une grève, a abusé de son droit ?

Le Conseil d'Etat s'est prononcé par un arrêt du 7 août dernier sur des questions de même nature. L'analogie n'est cependant pas absolue.

Cet arrêt est relatif à un pourvoi formé par des sous-agents ou ouvriers des Postes, Télégraphes et Téléphones, révoqués à la suite de la seconde grève de 1900. Ces « postiers » invoquaient, à l'appui de leur pourvoi, ce fait que communication de leur dossier ne leur avait point été donnée, conformément à l'article 65 de la loi de finances de 1905, avant la décision qui les avait frappés. Le Conseil d'Etat s'est refusé à admettre ce pourvoi.

On peut se rendre compte que cette jurisprudence du 7 août 1909 n'est point applicable aux ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine. Il suffit pour cela d'analyser les conclusions du commissaire du gouvernement et les considérants de l'arrêt.

Les conclusions du commissaire du gouvernement sont celles-ci : « Le commissaire du gouverne-

ment a estimé qu'il y a lieu de faire état de la jurisprudence de la Cour de cassation concernant les effets de la grève sur le contrat de travail. La Cour de cassation a jugé que la grève rompt ce contrat. Si la grève rompt ce contrat en droit privé alors qu'elle constitue un fait légal et que les parties sont sur un pied d'égalité, ne doit-il pas en être de même *a fortiori* en droit public où la grève constitue un fait illicite. Entre l'Etat et ses collaborateurs intervient un contrat spécial, un contrat de droit public, et les droits et les obligations qu'il entraîne forment pour les fonctionnaires un bloc indivisible... La grève, en rompant tous les liens qui les unissent à l'Etat, affranchit l'Etat de l'obligation d'observer les formes qu'il a édictées pour la protection de ses fonctionnaires... » Les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine ne sont point de véritables fonctionnaires, le contrat qui les unit à l'administration de la marine n'est point un contrat de droit public, la grève de leur part n'est point un fait illicite.

Les principaux considérants de l'arrêt sont ainsi conçus : « Considérant que la grève, si elle est un fait pouvant se produire légalement au cours de l'exécution d'un contrat de travail réglé par les dispositions du droit privé, est, au contraire, lorsqu'elle résulte d'un refus de service concerté entre des fonctionnaires un acte illicite, alors même qu'il ne pour-

rait être réprimé par l'application de la loi pénale ; que par son acceptation de l'emploi qui lui a été conféré, le fonctionnaire s'est soumis à toutes les obligations dérivant des nécessités mêmes du service public et a renoncé à toutes les facultés dont l'exercice serait incompatible avec le fonctionnement normal et continu des organes nécessaires à la vie nationale ; qu'en se mettant en grève, les agents préposés au service public, sous quelque dénomination que ce soit, ne commettent pas seulement une faute individuelle, mais qu'ils se placent eux-mêmes, par un acte collectif, en dehors de l'application des lois et règlements édictés dans le but de garantir l'exercice des droits résultant pour chacun d'eux du contrat de droit public qui les lie à l'administration ; que dans le cas d'abandon collectif ou concerté du service public, l'administration est tenue de prendre des mesures d'urgence et de procéder à des remplacements immédiats... » Les ouvriers des arsenaux et des établissements hors ports de la marine ne sont point des fonctionnaires ; il n'y a point entre eux et leur administration un contrat de droit public ; la grève n'est point pour eux un acte illicite.

Dans les conclusions du commissaire du gouvernement, se trouve un argument particulièrement redoutable. Cet argument est le suivant : « Le commissaire du gouvernement a estimé qu'il y a lieu de

faire état de la jurisprudence de la Cour de cassation concernant les effets de la grève sur le contrat de travail. La Cour de cassation a jugé que la grève rompt ce contrat. Si la grève rompt le contrat en droit privé, alors qu'elle constitue un fait légal... » Cette théorie de la rupture par la grève du contrat de travail n'est point sans péril pour les ouvriers de l'industrie privée, car elle justifie tous les renvois pour faits de grève. Aussi est-elle très contestée aujourd'hui par un certain nombre d'auteurs qui lui oppose la théorie de la suspension par la grève du contrat de travail. La conclusion que le commissaire du gouvernement tire contre les fonctionnaires de la théorie de la rupture du contrat de travail est telle qu'on peut la deviner : « ... La grève en rompant tous les liens qui les unissent à l'Etat, affranchit l'Etat de l'obligation d'observer les formes qu'il a édictées pour la protection de ses fonctionnaires. » L'adoption de cette théorie ne serait guère profitable aux ouvriers de la marine, car, ici, il serait sans intérêt de dire qu'ils ne sont point des fonctionnaires, puisque la théorie s'applique aussi bien aux ouvriers de l'industrie privée. Mais il faut remarquer que l'arrêt du Conseil d'Etat rendu sur les conclusions du commissaire du gouvernement n'a pas pris à son compte l'argument de la rupture du contrat de travail, ce qui semble indiquer qu'il a été écarté par la haute assemblée.

Si les ouvriers de la marine ont bien le droit de coalition, ne conviendrait-il pas de le leur retirer. Le Sénat l'a jadis pensé.

Le 20 décembre 1894, sous le ministère Dupuy, fut, en effet, déposée sur le bureau de cette assemblée, par MM. Merlin et Cordelet une proposition de loi qui tendait à prohiber les coalitions des ouvriers des arsenaux de l'Etat, des ouvriers et employés des autres exploitations de l'Etat, des agents des compagnies de chemin de fer.

Le texte de la proposition était celui-ci :

Article premier. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 500 francs toute coalition de la part des ouvriers des arsenaux de l'Etat, des ouvriers et employés des autres exploitations de l'Etat, des agents des compagnies, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans :

Art. 2. — Toute provocation à commettre le délit ci-dessus spécifié sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 3.000 francs.

Art. 3. — L'article 464 est applicable.

Cette proposition de loi englobait dans la même prohibition les coalitions intéressant la défense nationale telles que celles des ouvriers des chemins

de fer de l'Etat, des compagnies, des arsenaux et les coalitions n'intéressant point la défense nationale telles que celle de ouvriers des manufactures de l'Etat (tabacs, allumettes, etc.).

MM. Merlin et Cordelet, dans leur exposé des motifs, défendaient leur proposition par les arguments suivants : 1° depuis quelques années, les syndicats ont une tendance nettement révolutionnaire, ils recherchent à plaiser les conflits, ils ne cherchent qu'à les envenimer dès qu'ils sont liés, il est temps d'enrayer le mouvement, de l'enrayer tout au moins pour les exploitations de chemins de fer, pour les arsenaux, pour les manufactures de l'Etat, exploitations et établissements qui tous, correspondent à des services publics ; 2° du reste, la situation des employés et ouvriers de toutes les exploitations de l'Etat est bien spéciale, puisque les salaires qui leur sont versés sont inscrits aux dépenses de l'Etat, que c'est le gouvernement qui les propose et les Chambres qui les votent ; 3° les grèves des ouvriers des exploitations de l'Etat sont non seulement un péril pour l'ordre public, la sécurité du pays et les finances de l'Etat, mais encore une atteinte à l'indépendance de l'Etat ; 4° en particulier les grèves des employés et ouvriers des chemins de fer, les grèves des ouvriers des arsenaux sont, si l'on se place au point de vue de la défense nationale, d'une gravité véritablement extrême.

Le rapport déposé quelques jours après admit la thèse de MM. Merlin et Cordelet. Le Sénat vota la prise en considération le 21 janvier 1895.

Sur ces entrefaites, le cabinet Dupuy fut renversé et remplacé par un cabinet Ribot. M. Trarieux, garde des Sceaux du nouveau ministère présenta au Sénat, le 4 mars, un nouveau projet qui, fusionnant en un seul article 414 les articles 414 et 415 du Code pénal et créant un nouvel article 415, était ainsi conçu :

Art. 415. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 francs à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, en dehors des cas prévus à l'article précédent, amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une [cessation concertée de la part des ouvriers et employés d'un service public auxquels s'appliquent les dispositions spéciales de l'article 51 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (1).

Le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 par application de l'article 59 comprend le personnel placé sous les ordres des ministres de la Guerre et de la Marine ou mis à leur disposition en cas de

1. La loi du 15 juillet 1889 a été modifiée par la loi du 21 mars 1905. L'article 51 de la loi de 1889 a été reproduit par l'article 42 de la loi de 1905. Les tableaux A, B et C de la loi de 1889 ont été rétablis à la suite de la loi de 1905.

mobilisation. L'administration centrale de la marine et les établissements métropolitains et coloniaux figurent dans ce tableau.

Figurent aussi soit dans ce tableau, soit dans les tableaux B et C le personnel des établissements militaires, le personnel de l'exploitation technique des chemins de fer, tout le personnel des postes et des télégraphes.

Le projet de loi Trarieux était d'une portée plus restreinte que la proposition de loi Merlin-Cordelet. Il ne s'agissait plus de toutes les coalitions, celles intéressant et celles n'intéressant pas la défense nationale, il s'agissait seulement des coalitions intéressant la défense nationale. Le garde des Sceaux, dans l'exposé des motifs de son projet, s'expliquait à ce sujet en termes formels : « Il faut distinguer, disait-il, entre les diverses exploitations, celles qui constituent des services publics proprement dits, intéressant l'ordre général et la sécurité du pays et celles qui n'engagent qu'une question de finances ; pour ces dernières quelque graves qu'elles soient, un gouvernement de liberté, comme doit l'être la République, ne croit pas avoir à demander des règles dérogatoires à la loi générale. Le départ à faire entre deux natures d'exploitations semble se dégager très nettement de la loi du 15 juillet sur le recensement de l'armée et c'est à cette loi que le gouvernement croit devoir se référer pour délimiter avec cer-

titude les services publics dont il importe de préserver le fonctionnement contre les coalitions possibles. Ce sont ceux dont l'importance sociale a paru telle qu'elle n'a pu être mise en balance avec les obligations de la loi militaire. »

Le rapporteur du projet Trarieux, M. Demole, fit adopter par la Commission du Sénat un nouveau texte, qui, renonçant à la référence de l'article 51 de la loi de 1889, procédait par voie d'énumération.

Art. 445. — Sera punie toute coalition de la part des employés et ouvriers des établissements de la Guerre, de la Marine, des manufactures des tabacs et d'allumettes, des agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'Etat, y compris les agents non classés employés à titre permanent, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu commencement d'exécution.

Si le texte de M. Demole diffère par la forme de celui de M. Trarieux. Dans le fond non plus ces deux textes ne sont point identiques. Le texte de M. Demole est d'une compréhension plus vaste puisque les employés et ouvriers des manufactures des tabacs et des allumettes sont compris dans le texte de M. Demole alors qu'ils ne le sont point dans celui de M. Trarieux.

M. Demole, dans son rapport, présentait l'argumentation suivante : en 1864, le législateur a bien donné à tous les ouvriers, même à ceux de l'Etat, le

droit de coalition, mais, à cette époque, les ouvriers de l'Etat étaient très disciplinés, il était impossible de prévoir qu'un jour l'indiscipline devenant telle parmi ces derniers ouvriers, il y aurait lieu de se demander si le droit de coalition ne devait pas leur être enlevé, ce jour est arrivé et chaque jour la question se posera davantage ; une coalition d'employés ou d'ouvriers de l'Etat, en désorganisant les services publics, compromettrait les intérêts vitaux du pays, sa sécurité et ses finances ; du reste si cette coalition avait pour but d'obtenir des augmentations de salaires — et ce serait le plus souvent le cas — quel résultat pourrait-elle amener, puisque personne autre que l'Etat ne pourrait concilier les parties.

La discussion vint au Sénat le 3 février 1896, mais le cabinet Ribot avait disparu de la scène politique et M. Bourgeois, le chef du nouveau cabinet radical qui se refusait à soutenir la proposition Demole ou le projet Trarieux, se prononça à la tribune du Sénat contre le principe même de la proposition et du projet. Il le fit en ces termes : « On demande de mettre hors du droit commun 300.000 Français, non pas en raison de faits constatés, mais en raison d'une sorte de défiance préalable provenant de l'inquiétude qui exista dans certains esprits au sujet de ce que pourraient faire ces 300.000 citoyens dans certains cas déterminés ; je ne connais pas d'exemple d'une mesure préventive de ce genre dans la législation d'un

pays libre où le principe de l'égalité entre tous les citoyens est un principe supérieur et nécessaire... L'Etat est bien véritablement un patron comme les autres. Bien qu'appelé parfois à défendre l'intérêt des contribuables contre les exigences des ouvriers, il n'en reste pas moins un patron et ne peut être placé dans une situation différente.» Le Sénat passa outre et, après une discussion qui dura deux jours, adopta le texte suivant :

Art. 445. — Sera punie, toute coalition de la part des employés et ouvriers des établissements de la guerre, de la marine, des agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'Etat, y compris les agents non classés employés à titre permanent, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu commencement d'exécution

On revenait donc, pour le fond du moins, au projet Trarieux, puisque les ouvriers des manufactures de tabac et d'allumettes étaient exceptés.

Le Sénat vota à nouveau ce texte en seconde délibération et le transmit à la Chambre. Mais cette seconde assemblée n'inscrivit jamais cette proposition de loi à son ordre du jour et ne la fit même jamais rapporter.

La question du droit de coalition en est là pour le personnel ouvrier de la marine. Sans doute le Parle-

ment pourrait, dans l'intérêt supérieur de la défense du territoire, interdire par un texte législatif à ce personnel de se mettre en grève, mais le Parlement, la — Chambre des députés surtout — n'y semble guère disposé. Une occasion s'était cependant présentée récemment. Le projet de loi sur le statut des fonctionnaires rédigé par le cabinet Clemenceau, qui contenait des dispositions restrictives au sujet de droit de coalition, aurait pu appliquer ces dispositions aux ouvriers de la marine ou autres ouvriers des autres exploitations de l'Etat. Or, le projet applicable aux fonctionnaires, ne vise point les ouvriers de l'Etat. L'article 1 du projet le dit du reste nettement. Sont fonctionnaire, dit cet article « tous ceux qui, en qualité de délégué de l'autorité publique, d'employés, d'agents ou de sous-agents font partie des cas permanents organisés pour assurer le fonctionnement d'un service public régi par l'Etat. » On ne peut du reste avoir aucun doute sur les intentions de l'auteur du projet. La Commission de décentralisation chargée de l'examen du projet avait en effet demandé au président du conseil des éclaircissements sur certains points. Elle obtint en réponse une lettre (1) dans laquelle, à propos du droit de coalition, on peut lire cette phrase : «... Le projet laisse en dehors de cette interdiction (droit de coalition) les ouvriers de l'Etat

1. *Le Petit Temps*, n° du 14 juin 1907.

qui ne font point partie des cadres permanents organisés en vue d'assurer un service public.» M. Jeanneney, député de la Haute-Saône, chargé du rapport par la Commission de décentralisation, avait déposé, avant qu'il soit chargé du rapport, un contre-projet qui réglait aussi la question des droits et obligations des ouvriers de l'Etat. Par la suite, M. Jeanneney renonça à sa première idée et, dans son rapport, ne traita que du statut des fonctionnaires proprement dits.

Il ne semble donc pas que les ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine soient à la veille de perdre le droit de coalition.

CONCLUSION

Ce travail a eu pour principal objet la situation des ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine. Aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue juridique, la situation de ces ouvriers nous a semblé mériter une étude approfondie.

Au contraire, nous avons laissé à l'arrière-plan la situation des autres ouvriers dépendant du ministère de la Marine ; apprentis, aides-ouvriers, ouvrières, ouvriers en régie directe, ouvriers en régie indirecte. Leur condition juridique ne nous a point paru présenter le genre d'intérêt qui avait motivé notre étude. Les rares fois où il nous a été donné de nous expliquer sur quelques détails concernant ces ouvriers, nous ne l'avons jamais fait qu'avec le seul souci d'établir des termes de comparaison entre la situation de ces ouvriers et celle des ouvriers immatriculés.

Notre conclusion visera donc plus particulièrement les ouvriers immatriculés de la marine et fera en partie abstraction de tous les autres ouvriers

employés dans les arsenaux et établissements maritimes.

Nous aurions voulu définir d'une façon précise la condition économique et juridique de ce personnel immatriculé. Nous avons dû y renoncer. La précision en cette matière est impossible. C'est le caractère même de la situation de ce personnel d'être indéfinie. Suivant les points de vue auxquels on se place, suivant les éléments qu'on envisage, les rapports des ouvriers immatriculés de la marine avec leur administration changent du tout au tout.

Certainement, on pourrait soutenir que les ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine ne sont en définitive que des militaires et les arguments seraient les suivants :

1° leurs services, bien que civils en eux-mêmes, entraînent au point de vue des pensions des conséquences identiques à celles qui dérivent des services militaires proprement dits (1) ;

2° leurs salaires, conduisant à des pensions de forme militaire, doivent être considérés comme des traitements militaires (2) ;

3° la juridiction pénale, à laquelle ils sont soumis, est celle de l'armée de mer (3) ;

4° leurs mariages doivent être autorisés dans les

1. Voir le chapitre sur les pensions.

2. Voir le chapitre sur le contrat de travail.

3. Voir le chapitre sur la discipline.

formes prescrites par les décrets des 16 juin et 3 août 1803 (1).

Mais, avec autant de vraisemblance, on pourrait affirmer qu'ils sont vis-à-vis de l'Etat dans une situation analogue à celle des ouvriers de l'industrie privée vis-à-vis de leurs patrons, puisque :

1° la plupart des éléments du contrat qui les unit à l'administration de la marine sont les mêmes que ceux qui lient les patrons et les ouvriers de l'industrie privée (2) ;

2° les ouvriers immatriculés de la marine bénéficient de l'application de la plupart des grandes lois ouvrières : lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (3), lois sur les conditions du travail (4), lois sur les saisies-arrêts des petits traitements et petits salaires (5) ;

3° ils ont le droit de syndicat et le droit de coalition ;

4° ils ont la plénitude de leurs droits politiques (6)

1. Voir la circulaire du ministre de la Marine du 21 janvier 1865. Commentaire du décret du 21 juin 1900, p. 105.

2. Voir le chapitre sur le contrat de travail.

3. Voir le chapitre relatif à l'application des lois ouvrières aux ouvriers des arsenaux et établissements hors ports de la marine.

4. *Idem.*

5. Voir le chapitre sur le contrat de travail.

6. Voir le chapitre relatif aux autres avantages des ouvriers de la marine.

(droit de vote et droit d'éligibilité), sauf en ce qui concerne les élections des conseils de prud'hommes (1).

Enfin, avec non moins d'assurance, on pourrait prétendre que les ouvriers immatriculés des arsenaux et établissements hors ports de la marine sont des fonctionnaires publics, car :

1° ils ont une situation stable à l'abri du chômage et du congédiement sauf quand le renvoi est prononcé par peine disciplinaire (2) ;

2° ils toucheront, lorsque le décret du 21 juin 1907 aura reçu complète application, une rémunération fixe analogue à un traitement (3) ;

3° ils bénéficient, comme dans les grandes administrations publiques, de règles spéciales d'avancement (4) ;

4° ils ont une pension pour ancienneté de services et pour incapacité de service ou de travail (5).

5° l'extrait du bulletin n° 2 de leur casier judi-

1. Voir le chapitre concernant les conflits d'ordre individuel survenant entre l'administration de la marine et son personnel ouvrier.

2. Voir le chapitre sur le contrat de travail et celui sur la discipline.

3. Voir le chapitre sur le salaire.

4. Voir le chapitre sur l'avancement.

5. Voir le chapitre sur des pensions et celui sur le service médical et l'incapacité de travail.

ciaire peut être réclamé par l'administration de la marine (1).

Suivant les époques, chacune de ces trois thèses a eu tendance à prévaloir.

Jadis ce fut celle de la militarisation d'une grande partie des ouvriers employés dans la marine (2).

Plus récemment, les deux autres thèses semblent l'avoir emporté. La réforme des salaires opérée en 1900 d'abord, en 1907 ensuite, a successivement fortifié l'argumentation de chacune d'elles.

Le mode de rémunération appliqué par le décret du 21 juin 1900 n'était pas sans analogie avec celui en usage dans l'industrie privée. Avec son système de primes, ce décret mettait en application un salaire dont la quotité pouvait, comme dans l'industrie privée, varier avec les individus et les circonstances.

Lorsque le décret du 13 juin 1907 jouera complètement, au contraire, les ouvriers des spécialités, les ouvriers-manœuvres — les aides-ouvriers et les apprentis aussi du reste — répartis en classes bénéficieront d'un salaire fixe, spécial à chaque classe et analogue au traitement des fonctionnaires publics (3). Du

1. Voir circulaire du ministre de la Marine du 28 novembre 1901 et du 5 juin 1905.

2. Voir le chapitre sur l'historique de l'organisation des arsenaux et établissements hors ports de la marine et de la condition du personnel employé.

3. Le traitement des fonctionnaires publics est payé au mois. Le paiement des salaires dans les arsenaux et établissements de la marine a lieu chaque quinzaine.

système de 1900 — système de salaire variant avec les individus et les circonstances — il ne restera guère que la rémunération du travail à la tâche ou du travail aux pièces, dont l'application, d'ailleurs, est aujourd'hui tout à fait exceptionnelle.

Sans aucun doute, la réforme ainsi opérée en 1907 fortifie l'un des arguments de la thèse qui assimile aux fonctionnaires publics les ouvriers immatriculés de la marine. Mais déjà une réaction se prépare. Lors des grandes discussions récentes sur l'organisation générale de la marine, le travail à la tâche, aux pièces a été souvent préconisé. De vives critiques ont été en outre adressées au système de salaires introduit par le décret de 1907, système qui, a-t-on soutenu, manque absolument de souplesse et qui, à la différence des systèmes en usage dans l'industrie privée, ne tient aucun compte de la valeur des services rendus par chacun. Si ces critiques étaient admises, et si un nouveau décret intervenait en ce sens, la thèse de l'industrialisation des arsenaux et autres établissements de la marine se trouverait à son tour renforcée.

Une évolution du même genre semble aussi en préparation en ce qui concerne les pensions. Au lieu des pensions à forme militaire servies par l'Etat, on préconise pour tous les ouvriers de la marine des pensions servies par la Caisse nationale des retraites sur la vieillesse. Ainsi affiliés à la Caisse des

dépôts et consignations, les ouvriers de la marine pourraient travailler tantôt dans les établissements de l'Etat, tantôt sur les chantiers de l'industrie privée. Des livrets seraient établis pour chaque ouvrier. L'Etat et les patrons contribueraient pour les inscriptions de ces livrets au prorata du temps passé dans les établissements de la marine ou sur les chantiers de l'industrie privée. L'adoption de cette nouvelle conception des pensions fortifierait encore la thèse qui assimile les ouvriers immatriculés de la marine et les ouvriers de l'industrie privée.

Mais, outre que l'on n'est point encore là ni en ce qui concerne les pensions, ni en ce qui concerne les salaires, les autres arguments de chacune des trois thèses subsistent et la controverse pourra durer longtemps encore, si le ministre de la Marine ou le Parlement ne se décident point un jour à adopter une réglementation catégorique.

Le sous-secrétaire d'Etat actuel de la Marine, M. Chéron, semble tout à fait disposé pour sa part à l'adoption d'une telle réglementation.

En vue de ces réformes, M. Chéron a institué (1) une commission mixte consultative, semblable à celle existant déjà au ministère de la guerre, « pour l'étude concernant l'organisation générale du travail

1. Circulaire du 20 août 1909.

et le fonctionnement *industriel* des établissements de la marine ». Cette commission est composée de représentants de l'administration de la marine et de représentants élus du personnel ouvrier. Les représentants de l'administration de la marine sont : l'inspecteur général du Génie maritime, directeur du contrôle technique des Constructions navales, vice-président, un officier supérieur de la marine un contrôleur de l'administration de la marine, un officier supérieur du Génie maritime, un officier d'artillerie ayant servi dans un établissement, un commissaire de la marine, un médecin de la marine, le chef du bureau administratif de la Direction centrale de l'Artillerie navale, le sous-chef du bureau administratif des Constructions navales chargé des questions ouvrières, secrétaire, un agent administratif du même bureau, secrétaire-adjoint. Les représentants élus du personnel ouvrier sont ; un délégué des chefs-ouvriers spécialités et manœuvres, quatre délégués des ouvriers des spécialités des constructions navales, un délégué des ouvriers des spécialités des autres services (artillerie, flotte), deux délégués des ouvriers manœuvres et aides-ouvriers (pour l'ensemble des services), un délégué des ouvriers aux écritures et des ouvriers dessinateurs, un délégué des ouvriers et ouvrières en régie (pour l'ensemble des services). Il y a, en outre, des membres de la commission pris dans le personnel non-ouvrier de l'administra-

tion des ports ; ce sont : un officier supérieur du Génie maritime, un adjoint principal, un chef-surveillant ou surveillant. Cette commission, qui fonctionnera sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat de la Marine, donnera son avis sur toutes les questions qui lui seront soumises et, particulièrement, sur celles qui rentreront dans les catégories suivantes : 1° organisation et conditions du travail ; 2° questions concernant le rendement et le prix de revient ; dispositions à prendre dans les établissements pour que les prix de revient restent normalement inférieurs aux prix de vente que pourrait consentir l'industrie privée ; rapidité du travail, relèvement de la production ; 3° mesure à appliquer pour assurer à chaque établissement un travail régulier (répartition des commandes, entretiens et réparation de l'outillage, etc.) ; 4° salaires du personnel ; 5° mesures d'hygiène et de sécurité ; pensions, retraites, secours, œuvres de prévoyance ; 7° dispositions spéciales concernant les ouvrières et particulièrement les mères de famille.

Le personnel ouvrier a répondu à l'appel que lui faisait ainsi le sous-secrétaire d'Etat à la Marine (1). Déjà les membres ouvriers de cette commission

1. Voir le chapitre concernant les contestations d'ordre collectif survenant entre l'Administration de la Marine et le personnel ouvrier. Dernier Congrès.

mixte sont élus. Déjà l'administration a nommé des représentants. La première réunion de la commission est fixée au 14 octobre prochain.

A quelles conclusions, M. Chéron, aidé par cette commission, aboutira-t-il ? Il semble bien que le sous-secrétaire d'Etat à la Marine est favorable à la thèse de l'industrialisation. Les représentants du personnel ouvrier se prononceront-ils dans le même sens ? On peut en douter. Certainement, en tout cas, ils feront des réserves au sujet des salaires et des pensions. Le système nouveau proposé pour les pensions ne pourrait évidemment fonctionner qu'autant que les salaires seraient augmentés. Si les ouvriers de la marine n'avaient pas, comme aujourd'hui pour la plupart, la certitude d'une situation stable, à l'abri du chômage, du congédiement, avec pension après tant d'années de services, ils n'hésiteraient certes pas à quitter les chantiers de l'Etat pour ceux de l'industrie privée, où ils seraient assurés de trouver des salaires plus rémunérateurs (1).

En dernière analyse, on peut donc dire que la question ouvrière pour les arsenaux et établissements de la marine est une question d'argent, de crédits budgétaires et que le dernier mot appartient au Parlement.

1. Voir le chapitre sur le salaire et celui sur le travail.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préambules	5
Historique de l'organisation des arsenaux et établis- sements hors ports de la marine et de la condi- tion du personnel ouvrier employé.....	9

PREMIÈRE PARTIE

Condition économique du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la marine

CHAPITRE I. — Catégories et classes d'ouvriers.....	77
CHAPITRE II. — Admission.....	83
CHAPITRE III. — Avancement.....	101
CHAPITRE IV. — Effectif.....	121
CHAPITRE V. — Salaire.....	131
Historique du salaire durant ces dernières an- nées.....	135
Taux du salaire	159
Bases du salaire.....	171
Comptabilité et paiement du salaire.....	180

CHAPITRE VI. — Travail.....	183
Organisation du travail.....	183
Repos hebdomadaire	185
Durée du travail (Journée de huit heures)....	186
CHAPITRE VII. — Discipline.....	201
CHAPITRE VIII. — Service médical et incapacité de travail.....	215
CHAPITRE IX. — Pension	223
CHAPITRE X. — Autres avantages destinés à améliorer la situation matérielle des ouvriers de la ma- rine.....	235
CHAPITRE XI. — Application des grandes lois ouvrières au personnel ouvrier des arsenaux et établis- sements hors ports de la marine.....	237

DEUXIÈME PARTIE

Condition juridique du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors ports de la Marine

CHAPITRE I. — Contrat de travail.....	247
CHAPITRE II. — Conflits d'ordre individuel intervenant entre l'Administration de la Marine et les ou- vriers des arsenaux et établissements hors ports de la Marine.....	281
CHAPITRE III. — Conflits d'ordre collectif intervenant entre l'Administration de la Marine et les ou- vriers des arsenaux et établissements hors ports de la Marine.....	289

§ 1. — Historique du mouvement associationniste chez les ouvriers des arsenaux et établisse- ments hors ports de la Marine.....	289
§ 2. — Historique des grèves et des faits de grève dans les arsenaux et établissements hors ports de la Marine.....	426
§ 3. — Droit de syndicat.....	436
§ 4. — Droit de coalition.....	447
CONCLUSIONS.....	471

Vu : Le Président de la thèse
M. SAUZET

Vu : pour le Doyen
L'Assesseur,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

